

ROYAUME DU MAROC



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

PROJET DE LOI
DE FINANCES
POUR L'ANNÉE
BUDGÉTAIRE
2010

RAPPORT SUR LE SECTEUR
DES ÉTABLISSEMENTS ET
ENTREPRISES PUBLICS

<http://www.finances.gov.ma>

Boulevard Mohammed V. Quartier Administratif, Rabat - Maroc (MA).
Téléphone : (00212) (0) 537 67 72 01 Fax : (00212) (0) 537 67 75 30

« Nous nous sommes donc attaché à ce que le Maroc soit doté des équipements de base nécessaires à son développement et à sa prospérité, et à mettre en chantier de grands projets structurants. Aussi, avons-Nous veillé à l'adoption de stratégies ambitieuses par les secteurs fondamentaux les plus prometteurs de notre économie, en l'occurrence le tourisme, l'industrie, l'habitat, l'énergie et les ressources en eau, ainsi que le secteur clef de l'agriculture, où s'est amorcée la mise en œuvre du Plan Maroc Vert.

Grâce à la justesse de nos choix, à l'efficacité de nos programmes de réformes et au raffermissement de la solidarité sociale et spatiale, notre pays a été relativement épargné par les répercussions économiques et sociales d'une crise financière mondiale aigüe.

Pour autant, cela ne doit pas occulter les fragilités structurelles qu'une crise d'une telle ampleur a révélées ou, pour certaines, exacerbées.

Nous appelons donc l'ensemble des autorités et des acteurs concernés pour qu'ils s'attellent conjointement à y remédier. Ils se doivent, à cet effet, de faire preuve d'une forte détermination et d'une grande créativité qui permette de trouver des solutions courageuses, adaptées aux exigences de la conjoncture délicate qui prévaut actuellement. Il faut, à cet égard, se départir de toute forme de passivité ou d'attentisme et s'abstenir des replâtrages et autres palliatifs. »

Extrait du discours adressé à la Nation par Sa Majesté le Roi Mohammed VI à l'occasion de la Fête du Trône le 30 juillet 2009

TABLE DES MATIÈRES

Liste des Annexes	6
Introduction	7
<i>Première Partie :</i>	
Performances du Portefeuille Public et sa contribution au développement économique et social	8
<i>Titre Premier :</i>	
Performances du Portefeuille Public	8
Bilan décennal du secteur des EP 1999-2008	13
1 - Indicateurs Financiers, Economiques et Techniques	19
1.1 - Chiffre d'affaires	19
1.2 - Valeur ajoutée	19
1.3 - Charges d'exploitation	20
1.4 - Résultats d'exploitation	20
1.5 - Résultats courants	20
1.6 - Résultats nets	21
1.7 - Rendement du portefeuille public	21
1.8 - Actifs	22
1.9 - Fonds propres	22
1.10 - Endettement	22
1.11 - Trésorerie et placements	23
1.12 - Contribution par Groupes Homogènes	23
1.13 - Contribution des EP relevant des Collectivités Locales	25
1.14 - Indicateurs techniques	26
2 - Ressources Humaines	26
2.1 - Effectifs	26
2.2 - Charges de personnel	27
2.3 - Plans sociaux	27
3 - Relations Financières entre l'Etat et les EP	27
3.1 - Analyse globale	27
3.2 - Transferts budgétaires de l'Etat aux EP	28
3.3 - Autres concours financiers de l'Etat aux EP	29
3.4 - Produits provenant des EP	30
3.5 - Contribution fiscale des EP	31

Titre deuxième :

**Contribution du Portefeuille Public
au développement économique et social** 32

1 - Investissements des EP : données globales	32
1.1 - Réalisations 2008	33
1.2 - Investissements des EP sur la décennie 1999-2008	34
1.3 - Prévisions 2009 et 2010 et perspectives à l'horizon 2012	34
2 - Investissements des EP : présentation par secteur d'activité	36
2.1 - Programmes spécifiques	36
2.1.1 - Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social	36
2.1.2 - Agence Spéciale Tanger Méditerranée et Nador West Med	37
2.1.3 - Agence du Partenariat pour le Progrès (MCA-Maroc)	39
2.2 - Transports, infrastructures et poste	39
2.2.1 - Transport ferroviaire	39
2.2.2 - Transport autoroutier	40
2.2.3 - Tramway de Casablanca	40
2.2.4 - Secteur portuaire	41
2.2.5 - Secteur aéroportuaire et aérien	41
2.2.6 - Secteur postal	42
2.3 - Production et distribution d'eau et d'électricité	42
2.3.1 - Energie	42
2.3.2 - Eau potable et assainissement liquide	43
2.3.3 - Distribution	44
2.4 - Phosphates	44
2.5 - Hydrocarbures	45
2.6 - Agriculture	4
3 - Actions dans les domaines socio-éducatifs et en milieu rural	45
3.1 - Emploi et formation	45
3.1.1 - Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail	45
3.1.2 - Agence Nationale de la Promotion de l'Emploi et des Compétences	46
3.1.3 - Académies Régionales d'Education et Formation	47
3.2 - Organismes à vocation sociale	47
3.2.1 - Entraide Nationale	47
3.2.2 - Caisse Marocaine des Retraites	48
3.2.3 - Caisse Nationale de Sécurité Sociale	48
3.3 - Actions spécifiques en faveur du milieu rural	48
3.3.1 - Programme d'Electrification Rurale Globale	48
3.3.2 - Généralisation de l'accès à l'eau potable	49
3.3.3 - Programme National des Routes Rurales	49
3.3.4 - Télécommunications et services postaux	50
3.3.5 - Aide aux agriculteurs	51

4 - Actions dans les domaines de l'habitat et de l'urbanisme	51
4.1 - Holding Al Omrane	51
4.2 - Agence de Logements et d'Equipements Militaires	52
4.3 - Idmaj Sakane	52
4.4 - Agences Urbaines	53
5 - Actions dans les domaines de la promotion économique et du développement régional	53
5.1 - Promotion et aménagement	53
5.1.1 - Agence pour l'Aménagement de la Vallée du Bou Regreg	53
5.1.2 - Société Marocaine d'Ingénierie Touristique	53
5.1.3 - Société Marchica Med	54
5.1.4 - Société Casa Aménagements	54
5.1.5 - Office National Marocain du Tourisme	55
5.1.6 - Société Nationale de Réalisation et de Gestion des Stades	55
5.2 - Développement régional	55
5.2.1 - Agence du Nord	55
5.2.2 - Agence du Sud	56
5.2.3 - Agence de l'Oriental	56
6 - Finance	56
6.1 - Caisse de Dépôt et de Gestion	56
6.2 - Crédit Agricole du Maroc	57
6.3 - Crédit Immobilier et Hôtelier	57
6.4 - Fonds d'Equipement Communal	57
<i>Deuxième Partie :</i>	
Réformes et restructurations	58
<i>Titre premier :</i>	
Restructurations	58
1 - Transports	58
1.1 - Transport autoroutier	58
1.2 - Transport ferroviaire	58
1.3 - Secteur portuaire	59
1.4 - Secteur aéroportuaire et aérien	59
2 - Eau, énergie et mines	59
2.1 - Electricité et eau potable	59
2.2 - Energie	60
2.3 - Phosphates	60
2.4 - Hydrocarbures et mines	61

3 - Agriculture et pêche	61
3.1 - SODEA et SOGETA	61
3.2 - ADA	62
3.3 - COMAPRA	62
3.4 - ONP	62
4 - Télécommunications, poste et audiovisuel	62
4.1 - Télécommunications	62
4.2 - Poste	63
4.3 - Audiovisuel	63
5 - Promotion	63
5.1 - Promotion des investissements	63
5.2 - Commercialisation et exportation	64
5.3 - Caisse Centrale de Garantie	65
5.4 - ADER	65
<i>Titre deuxième :</i>	
Gouvernance, cession des participations de l'Etat et partenariats	66
1 - Gouvernance des Entreprises Publiques	66
1.1 - Réforme du contrôle financier de l'Etat sur les EP	66
1.2 - Contractualisation des rapports Etat-EP	67
1.3 - Audits Externes	68
1.4 - Intervention des Juridictions Financières dans les EP	69
1.5 - Autres actions	69
1.5.1 - Fonctionnement des Organes Délibérants	69
1.5.2 - Externalisation des Caisses Internes de Retraite	70
1.5.3 - Normalisation et organisation comptables	70
1.5.4 - Coopération internationale	71
2 - Cession des participations de l'Etat et Partenariats	72
2.1 - Cession des participations de l'Etat	72
2.1.1 - Bilan global	72
2.1.2 - Opérations en cours et perspectives	72
2.2 - Gestion déléguée des services publics	72
2.2.1 - Projets en cours	72
2.2.2 - Partenariat Public Privé autour des terres agricoles	73
2.2.3 - Perspectives	74
Conclusion	75

Liste des Annexes	Page
1. Mouvements du portefeuille 2007-2008 et Inventaire 2008	77
1.A - Liste des Etablissements Publics au 31/12/2008	79
1.B - Liste des Sociétés d'Etat au 31/12/2008	83
1.C - Liste des Filiales Publiques au 31/12/2008	85
1.D - Liste des Sociétés Mixtes au 31/12/2008	87
1.E - Participations des Entreprises Publiques à l'étranger au 31/12/2008	91
1.E bis - Entreprises à participation publique cotées en Bourse au 31/08/2009	92
1.F - Liste des Entreprises Publiques en cours de dissolution au 31/12/2008	93
1.G - Créations d'EP et prises de participations autorisées par décret 2008-09	94
2. Liste des EP formant le champ d'analyse	96
2bis. Indicateurs des EP du champ d'analyse tenant une comptabilité commerciale	99
3. Indicateurs économiques et financiers des EP : réalisations 2005 - 2008	103
3bis. Evolution des indicateurs des Groupes Homogènes : réalisations 2005 - 2008	104
4. Bilan social des EP au titre de 2008	105
5. Transferts de l'Etat aux EP : réalisations 2007 - 2008	106
6. Transferts de l'Etat aux EP : prévisions actualisées de la loi de finances 2009	108
7. Produits provenant des EP : réalisations 2007-2008 et prévisions 2009-2010	110
8. Investissements des EP : classement par ministère de tutelle (2008-2010)	111
8bis. Données sur les EP réalisant plus de 80% des agrégats du secteur - 2008	113
8bis.A - Investissements	113
8bis.B - Fonds propres - Dettes de financement	114
8bis.C - Capacité d'autofinancement - Valeur ajoutée	115
8bis.D - Chiffre d'affaires - Charges d'exploitation hors dotations	116
8bis.E - Charges de personnel - Impôt sur les sociétés	117
8bis.F - Trésorerie - Placements	118
9. Contribution fiscale des EP au titre de l'exercice 2008 : Impôt sur les sociétés	119
10. Fiches signalétiques des principales EP - réalisations 2006-2008 : ADM – BAM – BCP – CAM – CDG - CMR – CNSS – HAO – OCP – OFPPT – ONCF – ONDA – ONE – ONEP – RAM	120
11. Indicateurs techniques des principales EP : réalisations 2006 - 2008	135
12. Indicateurs d'activité des principales EP : réalisations 2008 - 2009	140
13. Opérations de privatisation : réalisations 1993 - 2009	141
14. Recettes de privatisation par année et par mode de transfert (1993 – 2009)	145
15. EP soumises au contrôle financier de l'Etat classées par type de contrôle	146
15.A - Contrôle préalable	146
15.B - Contrôle d'accompagnement	150
15.C - Contrôle conventionnel	151
15.D - Contrôle spécifique	152

INTRODUCTION

La dixième édition du présent rapport annuel sur le secteur des Entreprises Publiques coïncide cette année avec le dixième anniversaire de l'intronisation de **Sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu le Glorifie**. Le présent rapport comporte, en cette occasion, un éclairage sur l'évolution de ce secteur durant la décennie.

En 2008, le portefeuille public a enregistré 42 entrées et 21 sorties portant le nombre des Etablissements Publics et sociétés à participation publique à 716. Cette extension a résulté principalement de la création de sociétés régionales d'aménagement et de transport urbains et des prises de participation de la Caisse de Dépôt et de Gestion, de la Banque Centrale Populaire, de la Royal Air Maroc et de l'Agence Spéciale Tanger Med.

Malgré un contexte de crise économique mondiale, les Entreprises Publiques (EP) ont globalement enregistré en 2008 des performances sans précédent sur les plans économique et social, amplifiées par les résultats exceptionnels du Groupe OCP.

Passant de 50 milliards de dirhams en 2007 à plus de 66 milliards de dirhams en 2008, l'investissement des EP a atteint un nouveau palier confirmant la dynamique enclenchée depuis le début de la décennie. Les capacités d'autofinancement, la contribution fiscale et les transferts au Budget Général de l'Etat continuent à se situer à des niveaux record.

Ces réalisations s'inscrivent dans la stratégie gouvernementale qui fait de l'investissement public un pilier majeur de riposte à la crise, de soutien à la demande interne et de renforcement de la solidarité sociale et spatiale. Elles se situent dans le cadre d'un programme pluri-annuel 2008-2012 axé sur de grands travaux, particulièrement dans les secteurs des infrastructures de base, de l'énergie, des phosphates, de l'habitat, des transports et de l'agriculture, pour une enveloppe de 500 milliards de dirhams dont 110 milliards de dirhams prévus pour la seule année 2010.

Parallèlement, la recherche d'une meilleure efficacité et d'une plus grande efficacité de l'action publique s'est poursuivie à travers la conduite de réformes profondes ayant porté sur les politiques sectorielles, les restructurations opérationnelles et le développement des opérations de Partenariat Public Privé.

Le programme de cession des participations de l'Etat porte sur les EP inscrites sur la liste adoptée par le Parlement et sur les participations minoritaires du Portefeuille Public en privilégiant, autant que possible, les ouvertures de capital et la dynamisation de la Bourse. L'objectif recherché n'est pas tant la réalisation de recettes supplémentaires pour l'Etat, mais l'ouverture de nouveaux horizons pour ces entreprises qui agissent dans un environnement concurrentiel en vue de développer leurs activités et augmenter leur productivité.

Les efforts d'amélioration des modes de gestion, de contrôle et de gouvernance des EP seront poursuivis par référence aux normes internationales reconnues en matière de transparence financière et de reddition des comptes.

Le présent rapport traite des réalisations 2008, des opérations en cours en 2009 ainsi que des prévisions 2010 en faisant ressortir le bilan de la décennie 1999-2008 et les perspectives à l'horizon 2012. Il est structuré en deux parties : la première comprend deux titres dédiés aux performances du Portefeuille Public et à sa contribution au développement économique et social ; la deuxième englobe deux titres traitant des restructurations, de la gouvernance des EP, de la privatisation et des partenariats.

PREMIERE PARTIE

PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET SA CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL

TITRE PREMIER

PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE PUBLIC

Les performances du Portefeuille Public sont appréhendées dans les secteurs des infrastructures de base, de l'énergie, des phosphates, de l'habitat, des transports et de l'agriculture, à travers les indicateurs financiers, économiques et techniques des Entreprises Publiques (EP). Ces indicateurs sont arrêtés sur la base des données découlant des états financiers et comptables des entités formant le champ d'analyse du présent rapport.

A. Inventaire du Portefeuille Public

A fin 2008, l'inventaire des Etablissements Publics et des participations financières directes et indirectes de l'Etat et des Collectivités Locales totalise **716 entités** contre 695 en 2007.

Selon la classification introduite par la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les EP et autres organismes, le Portefeuille Public comprend :

- **256 Etablissements Publics (Etab. P) ;**
- **460 Sociétés** ainsi réparties : **107 Sociétés d'Etat (SE)**, **106 Filiales Publiques (FP)** et **247 Sociétés Mixtes (SM)**.

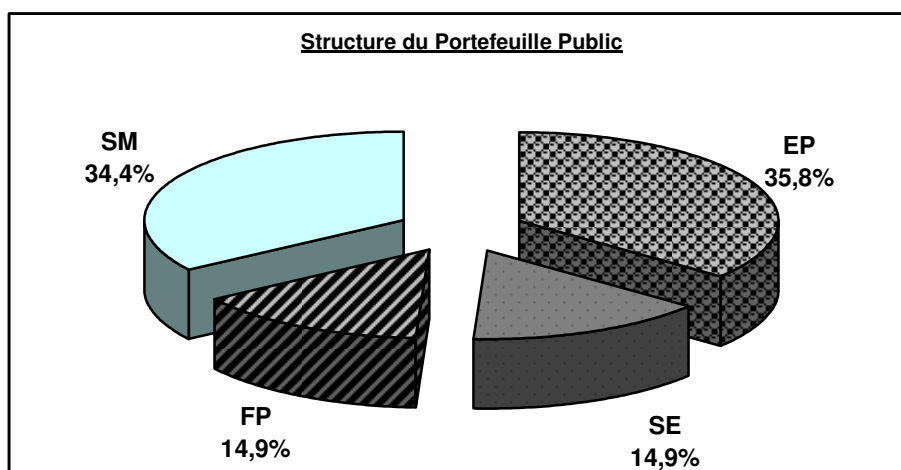
Le graphique ci-après représente la structure du Portefeuille Public à fin 2008 :

Classification selon la loi n° 69-00

- **Sociétés d'Etat** : les sociétés dont le capital est détenu en totalité par des organismes publics ;
- **Filiales publiques** : les sociétés dont le capital est détenu à plus de la moitié par des organismes publics ;
- **Sociétés mixtes** : les sociétés dont le capital est détenu, au plus, à hauteur de 50% par des organismes publics.

Le capital détenu s'entend de la participation directe ou indirecte, exclusive ou conjointe, détenue par l'Etat, les Collectivités Locales et les Etablissements Publics.

Les participations publiques inférieures au seuil de 5% ne sont pas intégrées dans le portefeuille.



Au cours de l'exercice 2008, le Portefeuille Public a enregistré **42 entrées** dont Casa Transport et Casa Aménagement, Marchica Med, Temara Développement, 2 filiales du Holding Al Omrane, 2 nouvelles filiales de TMSA ainsi que des prises de participations de la CDG, de la BCP et de la RAM et **21 sorties** dont 4 filiales de la CDG, la BMAO et ses filiales, la SONABA et la SNABT. Le détail du Portefeuille et de ses mouvements en 2008 figure en *Annexe*.

B. Créations de filiales et prises de participation

En application des dispositions de l'article 8 de la loi n° 39-89 relative au transfert d'Entreprises Publiques au secteur privé, **27 décrets** autorisant la création d'EP ou la prise de participations financières par les EP ont été publiés en **2008** dont 7 pour la CDG, 3 pour la BCP, 4 pour le HAO et la RAM à raison de 2 chacun. Le coût global des investissements prévus au titre de ces autorisations s'établit à **78,5 MMDH** dont 37,5 MMDH pour le HAO, 12,2 MMDH pour Marchica Med, 7 MMDH pour Tanger Med Port Authority, 6,3 MMDH pour Casablanca Transports, 5 MMDH pour Technopolis Rabat Shore et 3,3 MMDH pour SONARGES.

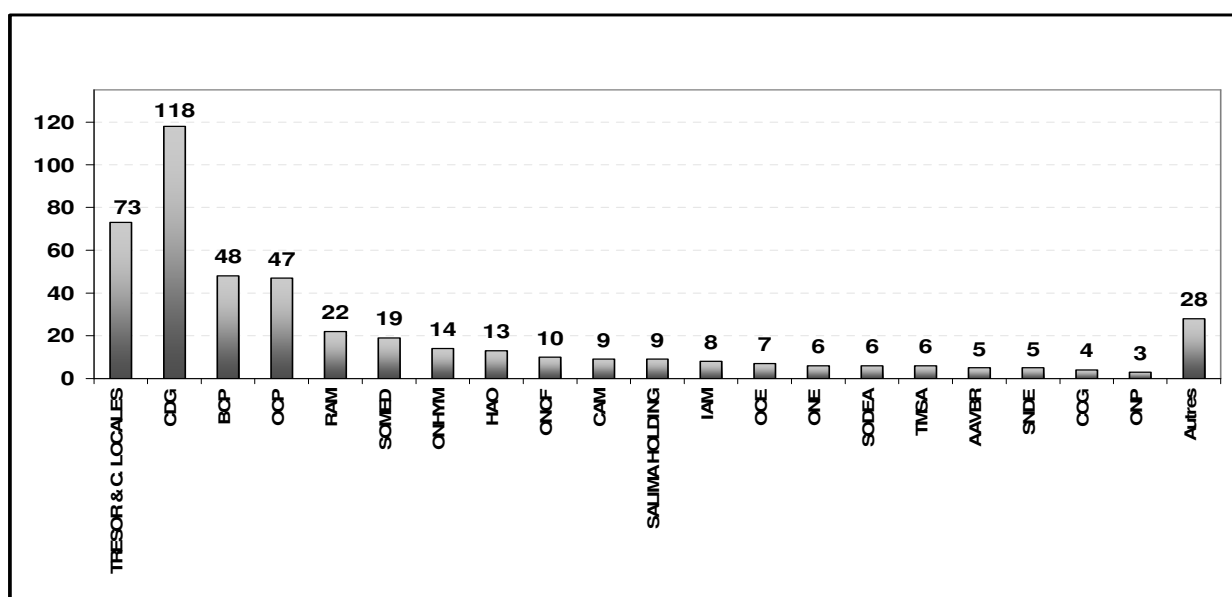
En **2009**, à la date du 18 septembre, **17 autorisations** ont été données dont 8 pour la CDG et 4 pour le HAO et Barid Al Maghrib à raison de 2 chacun. Le coût global des investissements prévus au titre de ces autorisations totalise près de **56 MMDH**, dont près de 12 MMDH pour Al-Sharq for Development, 9,8 MMDH pour le HAO, 8 MMDH pour la Société d'Investissements Energétiques, 6,6 MMDH pour Renault Tanger Méditerranée, 6 MMDH pour la société d'aménagement de CALA IRIS, 4,8 MMDH pour la société d'aménagement du parc industriel de SELOUANE et 4 MMDH pour la société du Tramway de Rabat Salé.

Le détail de ces participations est joint en *Annexe 1.G*.

C. Groupes Publics

Le portefeuille public est constitué à hauteur de 64% de sociétés (460 unités) dont le rattachement par Holding Public à fin 2008 se présente comme suit :

Nombre de filiales par Holding Public - 2008



Ce graphique fait ressortir que :

- La CDG est le premier holding public avec 25,7% du total ;
- le Trésor Public et les Collectivités Locales viennent ensemble en 2^{ème} position en détenant 15,9% des sociétés ;
- plus de 85% des sociétés sont contrôlées par le Trésor Public, les Collectivités Locales et 11 holdings : CDG, BCP, OCP, RAM, SOMED, ONHYM, HAO, ONCF, CAM, Salima Holding et IAM.

D. EP relevant des collectivités locales

Le portefeuille public comporte **35 entités** qui sont l'émanation des Collectivités Locales dont 16 Etablissements Publics et 19 sociétés à participation directe.

Les Etablissements publics relevant des Collectivités Locales sont les Régies autonomes opérant dans les domaines de la distribution d'eau et d'électricité (12), du transport urbain (3) et les activités frigorifiques (1).

Le nombre de ces Etablissements a connu une diminution ces dernières années en relation avec le développement des opérations de gestion déléguée et le transfert en 2008 des activités de la Régie de distribution d'eau et d'assainissement de Nador à l'ONEP en raison de l'importance du programme d'investissements devant être réalisé.

Par ailleurs, les Collectivités Locales ont tendance à créer des sociétés mixtes ou en participation avec des Etablissements Publics nationaux telles Casa Développement et Fès Développement créées en partenariat avec la CDG opérant dans le secteur de l'aménagement urbain, mode d'organisation utilisé jusqu'alors pour les gares routières (8).

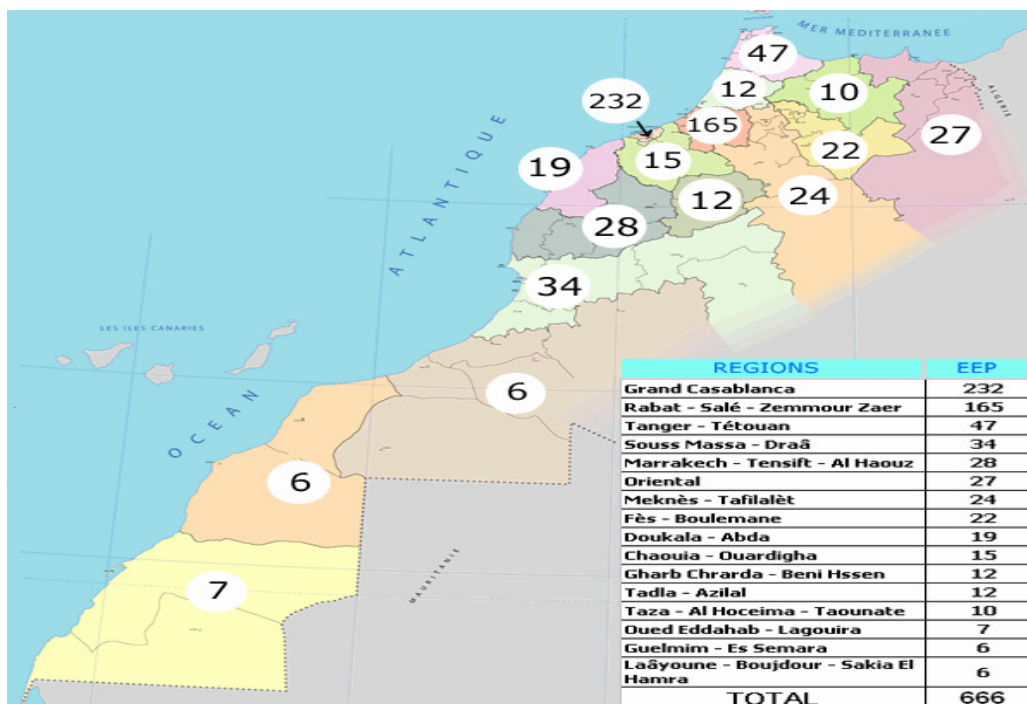
E. Action régionale des EP

Outre les EP relevant des Collectivités Locales, des Etablissements Publics nationaux agissent dans des périmètres géographiquement déterminés : 26 Agences Urbaines (AU), 16 Académies Régionales d'Education et de Formation (AREF), 15 Universités, 9 Offices Régionaux de Mise en Valeur Agricole (ORMVA), 7 Agences de Bassins Hydrauliques (ABH), 4 Centres Hospitaliers et 3 Agences de Développement Régional,

De même, certaines Entreprises Publiques jouent un rôle important à l'échelon local : TMSA (Tanger), AAVBR (Rabat-Salé), Marchica Med (Nador), Oued Chbica (Tan Tan), OFEC (Casablanca), Technopolis Rabat Shore, Casa Nearshore SA et Fez Shore.

La création de nombreux Etablissements Publics à périmètre régional ou local a contribué à des avancées en matière de déconcentration. Sur la période 1999-2008, plus de **60 établissements ont été créés** dont 16 AREF, 11 Agences Urbaines, 7 Agences de Bassins, 2 CHU, 2 Agences d'Aménagement (TMSA et Agence du Bou Regreg) et 2 Agences de Développement Régional (Sud et Oriental).

Répartition régionale du portefeuille des EP 2008



F. Champ d'analyse retenu dans le présent rapport sur les EP

Le champ d'analyse porte sur un échantillon de **277 EP** dont deux grands Groupes Publics en l'occurrence la CDG et l'OCP. Il demeure centré sur les EP détenues, totalement ou majoritairement, par des organismes publics et choisies eu égard à leur importance sur les plans économique, financier et social. La liste de ces EP figure en *Annexe 2*.

Le reste des EP détenues à 100% par des organismes publics et non incluses dans l'échantillon est constitué principalement des Chambres Professionnelles (93) et des Universités (15). Les données disponibles montrent que l'impact de ces entités sur les indicateurs et les performances du secteur des EP est dans l'ensemble relativement limité.

Le portefeuille public étant constitué d'entreprises fort diverses, l'analyse de ses performances quantitatives est complétée par un examen décliné par **Groupes Homogènes** au nombre de quatre : Etablissements Publics marchands, Etablissements Publics non marchands, Organismes Sociaux et Institutions Financières Publiques.

De même, un focus est dédié aux EP relevant des **Collectivités Locales** aussi bien en termes de nombre que de performances et ce, en relation avec l'importance croissante de ces entités, des mutations constatées dans leur fonctionnement et de leur apport au développement local.

Pour ce qui est des réformes et des transferts budgétaires entre l'Etat et les EP, le présent rapport comporte des données exhaustives sur le secteur dans sa globalité.

Présentation synthétique des principaux agrégats du secteur

Globalement, la contribution des Entreprises Publiques aux agrégats économiques et financiers du pays, à travers les principaux indicateurs, confirme l'importance de ce secteur et son dynamisme.

Par rapport à l'exercice précédent, l'année 2008 est marquée par une nette amélioration de l'ensemble des indicateurs de performance du Portefeuille Public comme cela ressort des données ci-après :

- **investissement** : **66,5 MMDH**, en progression de 33,8% ;
- **chiffre d'affaires** : **175 MMDH**, en hausse de 31,3% ;
- **valeur ajoutée** : **82,2 MMDH**, en progression de 51,7% ;
- **résultats d'exploitation** : **39,2 MMDH**, en accroissement de 78,9% ;
- **résultats courants** : **41,1 MMDH**, en augmentation de 60,4% ;
- **résultats nets** : **33,3 MMDH**, en amélioration de 53,4% ;
- **ressources humaines** : **124.610** salariés, en baisse de 0,3% ;
- **fonds propres** : **215,3 MMDH**, en augmentation de 16,1% ;
- **total des bilans** : **744,9 MMDH**, en hausse de 16,6% ;
- **capacité d'autofin.** : **51,2 MMDH**, en accroissement de 84,1% ;
- **dettes de financement** : **121,1 MMDH**, en hausse de 28,1%.

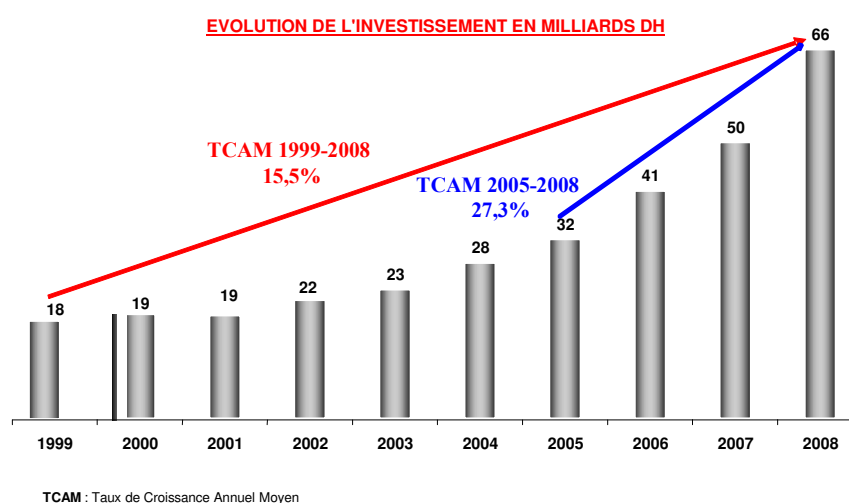
2008 peut être considérée comme exceptionnelle avec des chiffres record.

Des tableaux de synthèse relatifs à ces agrégats figurent aux Annexes 3 et 8 bis.

Bilan décennal du secteur des Entreprises Publiques (1999-2008)

S'inscrivant en ligne avec les Hautes Orientations Royales et la politique tracée par le Gouvernement, les Entreprises Publiques ont été des acteurs clés dans la mise en œuvre des stratégies et des actions visant le développement économique et social du pays et la réalisation d'une croissance forte et durable. Ainsi, ces entreprises ont connu, durant la période 1999-2008, des mutations profondes ayant été à l'origine de l'amélioration leurs performances et de la place qu'elles occupent actuellement en tant que véritables vecteurs de développement.

Sur la période 1999-2008, les investissements des EP ont progressé à un rythme moyen dépassant les 15,5 % par an, dépassant le chiffre sans précédent de 66 milliards de dirhams en 2008 contre seulement 18 milliards de dirhams en 1999 et provoquant une véritable transformation de l'économie marocaine.



Grâce à ces investissements, le pays s'est doté d'infrastructures étendues et de qualité qui ont contribué à l'attrait des investisseurs et rehaussé l'image du Maroc auprès de la communauté économique internationale. Ces investissements ont été également l'un des moteurs de croissance du pays et un facteur déterminant de décollage d'un grand nombre de secteurs d'activité.

Durant la décennie, le réseau autoroutier est passé de 403 à 866 kilomètres, le trafic autoroutier de 2,6 à 9,9 millions de véhicules kilomètres/jour, le réseau de transport ferroviaire de 1.907 à 2.024 kilomètres dont 600 en double voie, le nombre de voyageurs par train de 12 à 27,7 millions, le nombre des passagers via les aéroports de 6,8 à 12,9 millions, le trafic portuaire de 48 à 67,7 millions de tonnes, le nombre d'abonnés d'eau potable de 2,31 à 4,08 millions et l'énergie appelée de 13.000 à 24.000 GWH.

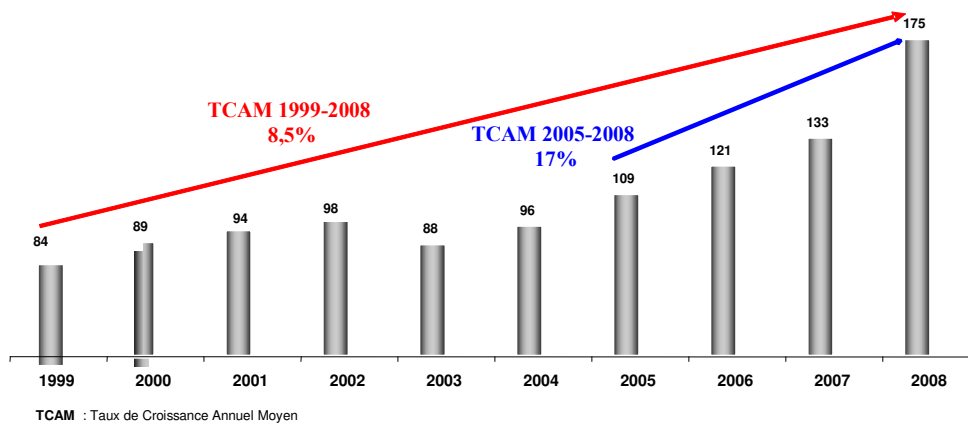
Pendant la même période, la compagnie nationale de transport aérien a modernisé et porté sa flotte de 31 à 44 avions et le nombre de ses passagers de 3,4 à 6,6 millions. La capacité de production des opérateurs publics de l'habitat a été multipliée par cinq faisant passer le rythme de production de logements de 32.000 à 150.000 unités par an et le nombre de certificats de propriété délivrés par la conservation foncière a plus que doublé passant de 332.000 à 712.420. Les télécommunications ont enregistré un véritable essor qui s'est traduit par la montée vertigineuse du nombre d'abonnés de 1,8 à 25 millions, atteignant un taux d'accès au téléphone par habitant proche des pays développés et les centres d'appels, quasi inexistantes en 1999, ont progressé avec une moyenne de 30 unités par an en atteignant 320 en 2008.

Le réseau postal est passé de 1.498 à 1.765 agences et le nombre de clients des chèques postaux et de la caisse d'épargne a triplé pour se situer respectivement à 1,5 et 2,9 millions. Le secteur des phosphates, avec une valeur ajoutée record dépassant les 40 milliards de dirhams en 2008, s'inscrit dans une nouvelle dynamique visant à porter la valorisation du phosphate brut de 48 % à 70 %, à doubler la capacité de production en la relevant à 50 millions de tonnes par an et à transformer le site de Jorf Lasfar en Hub international pour la chimie des phosphates.

Un tel palier d'investissements n'aurait pu être atteint sans l'évolution positive et constante des performances économiques et financières des entreprises publiques.

Durant la décennie, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et la capacité d'autofinancement de ces entreprises ont progressé, en moyenne annuelle respectivement de 8,5%, 6,9% et 13,6%. En 2008, ils atteignent respectivement les chiffres record de 175 milliards, 82 milliards et 51 milliards de dirhams.

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN MILLIARDS DE DH



Les performances des Entreprises Publiques sont également le résultat des efforts de réformes soutenues, de restructurations profondes, d'introduction de mécanismes de régulation clairs et transparents et de politiques sectorielles visant à placer les entreprises dans un environnement concurrentiel dans des secteurs stratégiques ou régulés tels que les télécommunications, le transport aérien et routier, les activités portuaires, l'audiovisuel et les tabacs.

L'externalisation des caisses internes de retraite des EP vers le régime général a constitué une action volontariste de grande envergure visant à restaurer les équilibres financiers des entreprises concernées et à les recentrer sur leurs métiers de base. Cette opération a concerné cinq grandes entreprises disposant de près de 31.000 salariés actifs et 49.000 retraités, pour un montant approchant les 50 milliards de dirhams (OCP, Régie des Tabacs, ONCF, ODEP et LYDEC)

La réduction progressive des effectifs des Entreprises Publiques, observée durant la décennie, et l'amélioration de leur taux d'encadrement, dans un contexte de forte progression de leur chiffre d'affaires, constituent une autre illustration de la recherche constante de la productivité, de la rationalisation des charges et de l'optimisation des ressources.

Avec des fonds propres de 215 milliards de dirhams, représentant le double des dettes de financement et avec des transferts au profit du budget général de l'Etat de 10 milliards de dirhams, la structure financière des Entreprises Publiques se caractérise par une solidité sans équivalent de par le passé.

Les réformes structurelles, la libéralisation et la politique de privatisation ont transformé des secteurs d'activité, en particulier ceux des télécommunications et de la construction où les Entreprises Publiques ont été historiquement présentes, en des activités à croissance rapide. Les deux secteurs ont crû de plus en plus rapidement avec une moyenne de 8 % à 10 % par an sur les 5 dernières années provoquant, en moins d'une décennie, un changement dans la structure de production et rendant l'économie marocaine de moins en moins dépendante des aléas climatiques.

Parallèlement, des formules innovantes ont été adoptées pour booster les investissements, accélérer le rythme des réalisations et améliorer la qualité des services publics à travers des opérations de partenariat Public-Privé à l'instar de celle portant sur les 80.000 hectares de terres agricoles appartenant à l'Etat ou à travers des cadres institutionnels novateurs comme le statut de l'Agence Spéciale Tanger Méditerranée et de l'Agence pour l'Aménagement de la Vallée du Bou Regreg.

Par ailleurs, le Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social a joué un rôle de levier dans l'accélération du rythme d'investissements. La moitié des recettes de privatisation ont été orientées, via ce Fonds, vers des programmes totalisant 260 milliards de dirhams, minutieusement sélectionnés sur des critères prenant en compte les priorités fixées par le Gouvernement ainsi que la rentabilité économique et sociale des projets.

LE FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL :

Dix années d'appui à l'économie nationale

Créé en mars 2000 sous forme de compte d'affectation spéciale, ce Fonds fût érigé en janvier 2002 en établissement public doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière auquel est affectée une quote-part de 50% du produit des opérations de privatisation, soit plus de 35 milliards de dirhams à fin 2008.

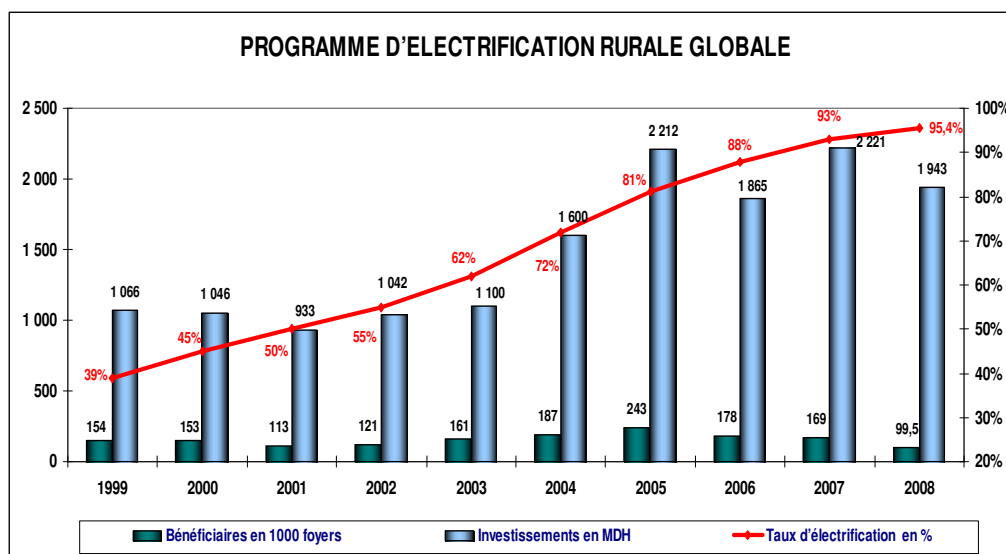
Durant les dix dernières années, qui coïncident avec les dix premières années d'existence du Fonds, 123 conventions de financement ont été signées correspondant à plus de 23 milliards de dirhams d'engagements au 30 juin 2009 confirmant ainsi le rôle du Fonds en tant que puissant levier de développement, acteur important dans la réalisation des grands projets structurants et un outil dynamique de facilitation de l'investissement productif.

La répartition régionale montre que la quasi-totalité des régions ont bénéficié de projets spécifiques avec une relative concentration dans les régions de l'Oriental et de Tanger-Tetouan qui détiennent 37% de l'investissement total et bénéficient de 32% de la contribution totale profitant à des projets d'envergure tels que ceux du complexe de la Zone Spéciale de développement Tanger Med, de la ligne ferroviaire Taourirt Nador, des autoroutes et de l'aménagement de la lagune de Marchica. Dans l'ensemble, sept régions absorbent 82% des investissements réalisés et 77% de la contribution du Fonds. Il s'agit, outre les régions de l'Oriental et de Tanger-Tetouan, des régions de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër (16% et 12% respectivement), Grand Casablanca (10% et 11% respectivement), Souss-Massa-Draâ (7% et 10% respectivement), Marrakech-Tensift-Al Haouz (7% et 6% respectivement) et Fès Boulemane (6% et 5% respectivement).

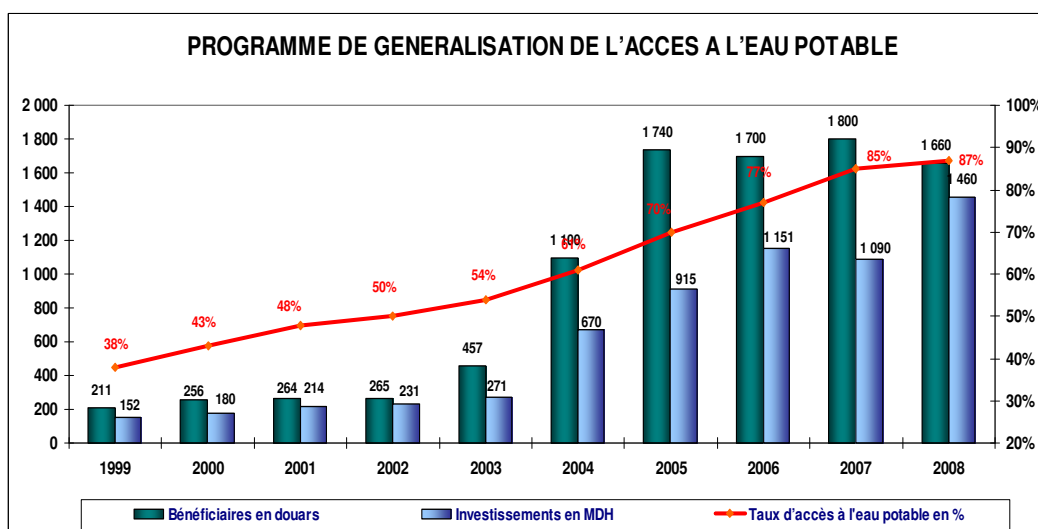
L'impact économique et social des projets auxquels le Fonds contribue est important aussi bien dans les infrastructures (autoroutes, irrigation, port Tanger Med, ports de pêche...), le social (habitat social, INDH, promotion de l'emploi, formation professionnelle, eau potable...), le rural (aides aux associations de micro crédit...), les structures d'accueil des investissements industriels ou touristiques, les nouvelles technologies des télécommunications et de l'information ou à travers les mécanismes de financement mis en place, conjointement avec les banques et les organismes de garantie.

Les investissements totaux générés par les interventions du Fonds sont estimés à 260 MMDH, soit un coefficient multiplicateur de plus de 12 fois. Cet effet de levier est très fort dans le secteur de l'industrie (57 fois), dans les aménagements urbains (38 fois) et dans le secteur du tourisme (36 fois). Les emplois directs et indirects générés par ces investissements sont estimés à 549.000.

Tout en sauvegardant leur équilibre économique et financier, les Entreprises Publiques ont veillé à l'accomplissement de leurs missions sociales en engageant des programmes ambitieux de lutte contre la pauvreté, de promotion du monde rural, de résorption des déficits sociaux et de développement humain.



En milieu rural et sur la période 1999-2008, le taux d'électrification est passé de 39 % à 96 %, celui d'adduction à l'eau potable de 38 % à 87 % et 5.547 nouveaux kilomètres de routes ont été construites, marquant une rupture avec la fin du siècle dernier.



La formation professionnelle dépassera l'objectif de 400.000 jeunes depuis le coup d'accélérateur qui lui a été donné en 2003, permettant le renforcement de l'offre de ressources humaines de qualité grâce à la mise en place de nouveaux cursus adaptés aux métiers émergents et porteurs : tourisme, NTIC, Offshoring, agroalimentaire, automobile, aéronautique, transport...

Le service universel, induit par la libéralisation du secteur des télécommunications, a permis de généraliser les NTIC dans l'enseignement au bénéfice de près de 6 millions d'élèves et de raccorder 9.300 localités rurales au réseau téléphonique.

En même temps, le secteur des Entreprises Publiques a poursuivi une politique de déconcentration et de lutte contre les disparités régionales qui s'est concrétisée par la création, dans différentes zones du Royaume, 16 académies régionales d'éducation et de formation, de 11 agences urbaines, 7 agences de bassin hydraulique, 2 centres hospitaliers, 5 nouvelles filiales du Groupe Al Omrane, 2 nouvelles agences de développement régional et 2 agences d'aménagement, le développement du réseau postal et de la conservation foncière, l'ouverture de centres de formation professionnelle et la création de sociétés d'aménagement et de développement urbain sans compter les 20 filiales de la Caisse de Dépôt et de Gestion agissant dans des périmètres géographiques régionaux.

Ces différentes entités ont développé une politique de proximité auprès des citoyens et clients tout en permettant l'émergence de pôles régionaux de développement dans des secteurs de pointe comme l'Offshoring et les technopoles ainsi que des services publics locaux tel le transport par tramway, introduit pour la première fois dans la capitale du Royaume en tant que mode moderne de déplacement de masse, appelé à être étendu à d'autres grandes agglomérations.

La modernisation du cadre institutionnel et organisationnel des Entreprises Publiques n'a pas été en reste. Elle s'est concrétisée par la transformation de plusieurs Etablissements Publics exploitant des activités marchandes en sociétés anonymes et par l'adoption de règles de transparence financière et de reddition des comptes conformes aux normes et standards internationaux.

La réforme du contrôle financier de l'Etat sur les Entreprises Publiques, entrée en vigueur fin 2003 par l'abrogation de la législation de 1960, a contribué à la responsabilisation des dirigeants des EP et à la pertinence du contrôle en l'axant sur l'évaluation de la gestion, des performances et des résultats et en le substituant au dispositif antérieur qui privilégiait la régularité et le visa a priori.

Ce saut qualitatif de la gouvernance a été conforté par une relation responsabilisante pour l'Etat et l'Entreprises Publiques, formalisée dans un contrat programme contenant les engagements réciproques des deux parties sur une période pluriannuelle, permettant de dynamiser le rôle du conseil d'administration, de donner de la visibilité au manager sur ses stratégies et programmes d'action et d'évaluer objectivement les réalisations.

Parallèlement, une politique réfléchie et transparente de privatisation et de gestion déléguée des services publics a été poursuivie marquant l'ouverture de l'économie marocaine et l'ancrage du pays à l'économie mondiale.

Sur la décennie, 20 entreprises ont été transférées totalement ou partiellement au secteur privé générant des recettes de 71 milliards de dirhams et représentant plus 80 % du total des recettes engrangées depuis le début du processus de privatisation.

Les privatisations ont dynamisé la place de Casablanca, la capitalisation boursière des entreprises privatisées y représentant 50 % de la capitalisation totale. Les métiers de conseil et d'ingénierie financière se sont nettement développés et modernisés à la suite des introductions en bourse consécutives aux opérations de privatisation.

MAROC TELECOM : INTRODUCTION EN BOURSE

Succès de la cotation simultanée sur la Place de Casablanca et Euronext Paris en 2004

Grand Rayonnement national et international :

- Taux de souscription de 21 fois : 192 MMDH demandés contre 9 MMDH offerts
- 132.000 souscripteurs
- Participation de 12.000 salariés de Maroc Telecom représentant 98 % de l'effectif
- Forte participation de 160 institutionnels marocains
- Afflux de près de 400 fonds d'investissement parmi les plus réputés du monde
- Investisseurs étrangers originaires de 56 pays

Fort impact sur la Place de Casablanca :

- 1^{ère} capitalisation de la Place : 60 MMDH représentant le tiers de la capitalisation totale de l'époque
- Renforcement de la confiance des petits porteurs : participation de 100.000 nouveaux souscripteurs
- Titre de qualité rehaussant les indicateurs de la Place et sa liquidité

En outre, les opérations de privatisation ont significativement impulsé et favorablement impacté les finances publiques, les investissements, l'emploi et les recettes fiscales. La contribution des entreprises privatisées à l'impôt sur les sociétés du pays a dépassé le taux de 14 % en 2008.

La réussite des privatisations s'est aussi manifestée à travers l'attrait des IDE, projetant le Maroc au premier rang parmi les pays arabes et au troisième rang au niveau africain en 2003.

Les opérations de privatisation ont attiré des opérateurs de renom vers le Maroc dans des secteurs porteurs : télécommunications (Vivendi), automobile (Renault France), tabacs (Altadis), transport maritime (CMA-CGM), électricité (ABB-CMS-EDF-GERMA-Paribas), eau et assainissement (Lyonnaise des Eaux-Elyo Suez), produits pétroliers (Corral Petroleum), hôtellerie (Fram France)...

A cet égard, des avancées marquantes ont été induites par la privatisation : entrée de 2 nouveaux opérateurs intégrés de télécommunications et d'un 2^{ème} opérateur dans les activités portuaires, production de la voiture économique la plus populaire au Maroc et désormais exportée, développement d'une croissance externe des entreprises privatisées à travers des prises de participations à l'étranger...

Pour de grands Groupes ayant découvert notre pays à l'occasion des privatisations, le Maroc est devenu la base de développement de leurs activités à l'extérieur et particulièrement vers l'Afrique, consolidant le rayonnement international du Royaume.

En outre, les acquéreurs des unités privatisées ont été enclins à développer de nouveaux investissements au Maroc, à l'instar du projet Hercule de Renault qui fait entrer le Maroc de plain-pied dans le club fermé des pays accueillant une véritable industrie automobile et qui scelle définitivement le destin du port de Tanger comme pôle économique majeur du pourtour méditerranéen.

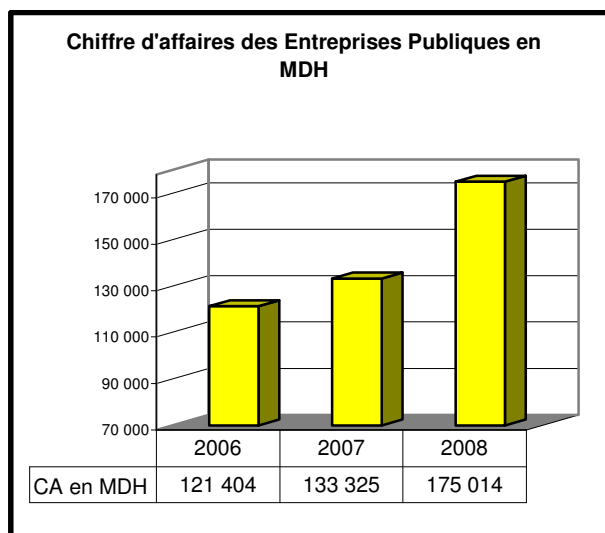
Aujourd'hui, le secteur des Entreprises Publiques est globalement viable économiquement et financièrement et ambitionne de projeter le Maroc vers de nouveaux sommets en termes de croissance économique et de création de richesses.

1 - INDICATEURS FINANCIERS, ECONOMIQUES ET TECHNIQUES¹

L'évolution des indicateurs de 2008 est caractérisée par une envolée liée à la performance des EP dont celle, exceptionnelle, de OCP S.A ; elle est aussi impactée, dans une moindre mesure, par le passage du Groupe CDG aux normes comptables IFRS.

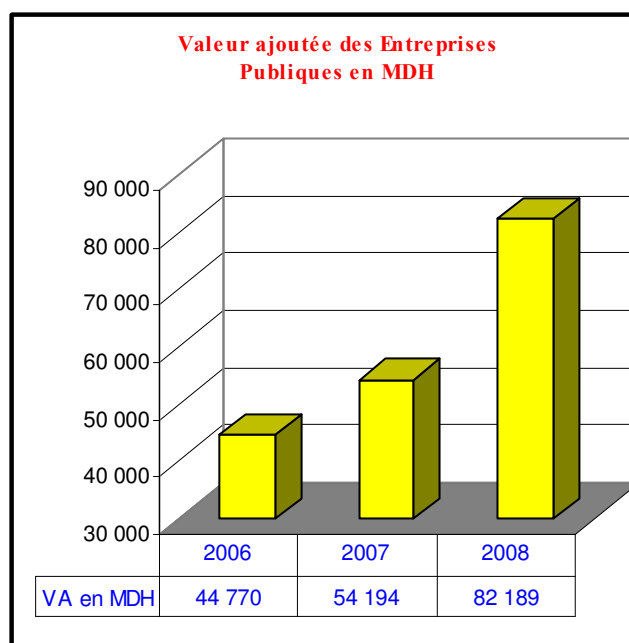
1.1 - CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires réalisé en 2008 s'élève à **175 MMDH** en hausse de 31,3% par rapport à 2007. Cette progression est particulièrement liée au doublement du chiffre d'affaires du Groupe OCP (60,1 MMDH contre 28,9 MMDH en 2007) et à l'augmentation des produits des EP suivantes : ONE (+12,1), CMR (+3,4%), CNSS (+10,5%), RAM (+8,8%), Groupe CDG (+13,2%), Groupe HAO (+20,8%), CAM (+14,2%) et ONEP (+6,6%) qui représentent plus de 80% du chiffre d'affaires total de cette année (*détail en annexe*).



1.2 - VALEUR AJOUTEE²

A fin 2008, la valeur ajoutée (VA) s'est établie à **82,2 MMDH** en hausse de 51,7% par rapport à 2007. Cette augmentation s'explique principalement par le triplement de la VA du Groupe OCP (40,1 MMDH contre 13,7 MDH), l'augmentation de celle de la CDG en liaison avec le passage aux normes comptables IFRS (+153% avec 8,6 MMDH) et l'augmentation de celle d'autres EP dont CNSS (+2,2% avec 5,3 MMDH), ANCFCC (+7,7% avec 2,8 MMDH), CAM (+5,1% avec 2,5 MMDH) et ONEP (+8% avec 2,3 MMDH). Ces organismes, avec RAM (3,5 MMDH), et ONCF (2,3 MMDH) produisent plus de 82% de la valeur ajoutée totale. Ils ont la particularité d'avoir tous dépassé, individuellement, **le cap de deux milliards de DH** en 2008.



Par rapport au PIB, la VA des EP a représenté 11,9% en 2008 contre 8,8% en 2007 (7,8% en 2006, 7,7% en 2005, 6,72% en 2004 et 8,5% en 2003), ce qui témoigne du dynamisme et de l'importance de la contribution des EP à la production des richesses nationales et ce, dans un contexte marqué par les premiers symptômes de la crise économique mondiale.

¹ Cf. Annexes 3, 8bis, 11 et 12

² Cf. Annexe 8bis.C

1.3 - CHARGES D'EXPLOITATION

1.3.1 - CHARGES DE FONCTIONNEMENT OU D'EXPLOITATION (y compris charges du personnel et hors dotations) : ces charges ont atteint **131,5 MMDH** en 2008, enregistrant un accroissement de 25,9% par rapport à 2007. Cette progression est particulièrement liée à celle des charges des organismes suivants : Groupe OCP (+48% avec 32,5 MMDH), ONE (+43,5% avec 18,7 MMDH), CMR (+6,7% avec 14,9 MMDH), RAM (+15% avec 11,3 MMDH), CNSS (+12,9% avec 10,5 MMDH), Groupe HAO (+50% avec 6,8 MMDH) et Atlas Blue (+35% avec 2,5 MDH).

1.3.2 - CHARGES FINANCIERES : elles se sont élevées à **15,7 MMDH** en 2008, enregistrant une hausse de 42,8% par rapport à 2007, sous l'effet de l'augmentation des charges de : Groupe CDG (+18,2%), Groupe OCP (+172,6%), CAM (+27,9%), ONE (+12,4%), RAM (+61,6%), Fonds Hassan II³ (+83,5%), ADM (+54,1%), ONEP (+68,6% en relation avec le financement de ses investissements par endettement) et ONCF (+15,3%).

1.4 - RESULTATS D'EXPLOITATION

Les résultats d'exploitation ont atteint **39,2 MMDH**, en hausse de 78,9% par rapport à 2007. Cette évolution positive s'explique essentiellement par celle des résultats d'exploitation du Groupe OCP (+390,7%), de la CNSS (+31,6%), du CAM (+4,4%), de l'ANCFCC (+63,5%) et de SODEP (+5,7%). Cette performance a été toutefois atténuée par la baisse du bénéfice d'exploitation du Groupe CDG (-40,9%), de la CMR (-24,9%), de l'ONDA (-0,9%) et de l'ONCF (-29,2%)

Les résultats d'exploitation bénéficiaires sont le fait principalement des EP ci-après qui ont la particularité d'avoir toutes dépassé, individuellement, le seuil de 1.000 DH de bénéfice : Groupe OCP (27.846 MDH), CNSS (4.050 MDH), CAM (1.909 MDH), Groupe CDG (1.730 MDH), CMR (1.227 MDH) et ANCFCC (1.035 MDH). Ces six EP représentent 96,5% du total.

Les résultats d'exploitation déficitaires sont principalement le fait de : ONE (-4.210 MDH), ORMVAD (-247 MDH), Atlas Blue (-193 MDH), Barid Al Maghrib (-192 MDH), ONHYM (-149 MDH) et ORMVAH (-140 MDH).

1.5 - RESULTATS COURANTS

Les résultats courants positifs enregistrés en 2008 s'élèvent à **41,1 MMDH** en hausse de 60,4% par rapport à 2007.

Cette variation est le fait principalement des EP suivantes : Groupe OCP (376,1% avec 28.686 MDH), CNSS (+29,5% avec 5.207 MDH), ANCFCC (+63,4% avec 1.101 MDH), SODEP (+10,5% avec 1.019 MDH) et Groupe HAO (+60,6% avec 794 MDH). Cette augmentation a été atténuée par la baisse des résultats courants bénéficiaires de : CMR (-10,9% avec 3.550 MDH), Groupe CDG (-42,8% avec 3.440 MDH) et ONDA (-7,4% avec 780 MDH).

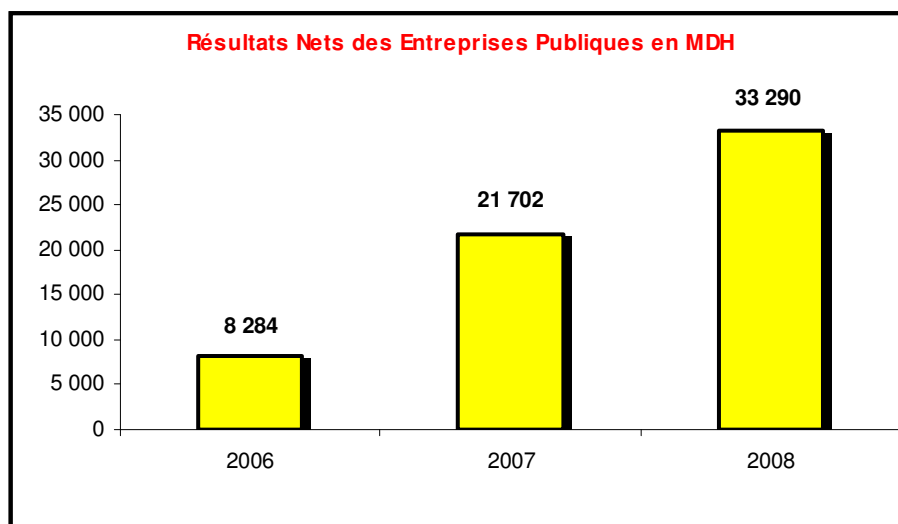
Les principales EP qui ont enregistré des résultats courants déficitaires sont : ONE (-4.940 MDH contre -45 MDH en 2007), ADM (-397 MDH contre un bénéfice de 26 MDH en 2007) et ORMVAD (-278 MDH contre -266 MDH).

³ Le Fonds Hassan II comptabilise, en tant que charges financières, les subventions et avances non remboursables

1.6 - RESULTATS NETS⁴

Les résultats nets ont atteint **33,3 MMDH**, en progression de 53,4% par rapport à 2007. Les principaux mouvements constatés sont :

- **la hausse des bénéficiaires** des EP suivantes : Groupe OCP (multiplication par 8,6 soit 23.414 MDH contre 2.752 MDH en 2007), CNSS (+20,8% avec 4.429 MDH), ONDA (+49,6% avec 859 MDH), ANCFCC (+89,9% avec 779 MDH), SODEP (+90,4% avec 656 MDH) et Groupe HAO (+101,1% avec 632 MDH). Les hausses enregistrées ont été toutefois atténuées par un recul des bénéficiaires de la CMR (-10,9% avec 3.550 MDH) et du Groupe CDG (-68,1% avec 2.055 MDH).
- **l'aggravation des résultats déficitaires** notamment de : ONE (perte de 5.112 MDH contre une perte de 182 MDH en 2007 en raison de la flambée des charges de combustibles et de la hausse du prix d'achat de l'électricité auprès de l'Espagne), ADM (perte de 465 MDH contre un bénéfice de 24 MDH en 2007 en relation avec l'aggravation de 54,1% de charges financières du fait d'un endettement croissant) et de l'ONICL (perte de 435 MDH contre un bénéfice de 63 MDH en 2007).



1.7 - RENDEMENT DU PORTEFEUILLE PUBLIC

Le rendement du portefeuille est approché à travers le ratio de Rendement Financier (*résultat net/fonds propres*) et le ratio de Rendement Commercial (*résultat net/chiffre d'affaires*).

Le ratio de Rendement Financier a poursuivi son évolution positive en atteignant 15,5% en 2008 contre 11,7% en 2007 et seulement 5% en 2006. **Le ratio de Rendement Commercial** a également confirmé son trend haussier en enregistrant 19% en 2008 contre 16,3% en 2007 et 6,8% en 2006. Cette évolution favorable trouve son explication dans l'effet de l'augmentation remarquable des résultats nets des EP avec un impact déterminant des EP suivantes : Groupe OCP, ONDA, ANCFCC, SODEP et Groupe HAO atténuée par la diminution des ratios afférents notamment au Groupe CDG, CMR, CNSS et ONE.

⁴ Résultats nets = Résultats nets bénéficiaires – Résultats nets déficitaires

1.8 - ACTIFS⁵

A fin 2008, le total des bilans des EP s'élève à **744,9 MMDH** enregistrant une hausse de 16,6% par rapport à l'année écoulée et ce, en relation avec la consolidation de la structure financière de ces organismes. L'augmentation a concerné la quasi-totalité des EP. Près de 60% des actifs sont le fait de six entités ayant toutes dépassé, individuellement, les 50 MMDH : Groupe CDG, ONE, CAM, CMR, CNSS et Groupe OCP.

1.9 - FONDS PROPRES⁶

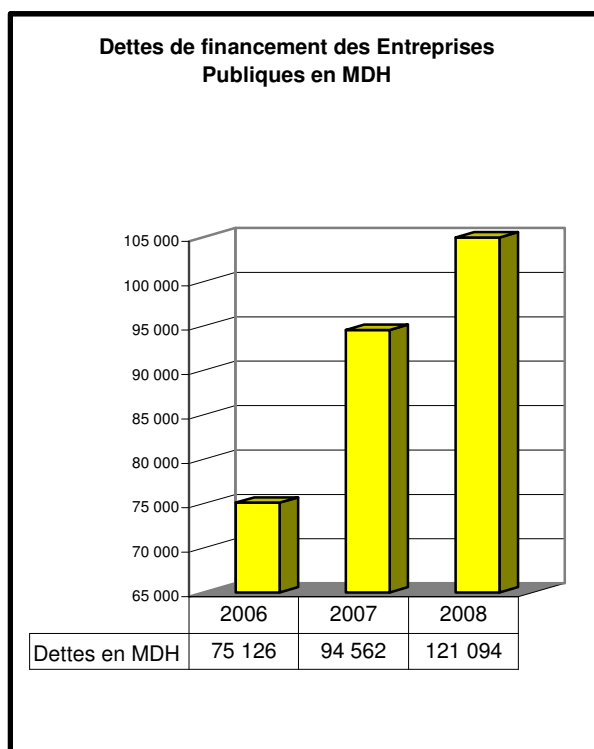
Les capitaux propres des EP ont dépassé **215,3 MMDH** en 2008, en amélioration de 16,1% par rapport à 2007. Cette variation s'explique par les augmentations de capital ou des fonds de dotations ainsi que par l'accroissement des réserves, des reports à nouveau et des bénéfices. Elle concerne particulièrement : CNSS (+10,4% avec 34.619 MDH), Groupe CDG (+27,3% avec 19.034 MDH), ONCF (+10,4% avec 16.154 MDH), Groupe OCP (13.561 MDH contre des fonds propres négatifs de 9.860 MDH en 2007) et ONEP (+6,1% avec 13.316 MDH). Cette augmentation a été néanmoins atténuée par la quasi-stabilité des fonds propres du Fonds Hassan II (-0,03%) et la baisse de ceux de l'ONE (-21,8% avec 13.773 MDH).

1.10 - ENDETTEMENT⁷

1.10.1 - DETTES DE FINANCEMENT :

elles s'élèvent à **121,1 MMDH**, soit **17,6%** du PIB contre 15,4% en 2007. Elles enregistrent un accroissement de 28,1% qui résulte de :

- **flux importants à la hausse** touchant notamment : ONE (+32,3% avec 25,9 MMDH), ADM (+33,9% avec 14,6 MMDH), ONCF (+16,9% avec 14 MMDH), Groupe OCP (11,7 MMDH contre 2 MMDH en 2007 en relation avec l'externalisation de la caisse interne de retraite), ONEP (+22,8% avec 9,5 MMDH) et FEC (+11,8% avec 5,1 MMDH) ;
- **mouvements à la baisse** concernant en particulier : CAM (-5,5% avec 14,1 MMDH), RAM (-4,8% avec 5,7 MMDH) et Groupe HAO (-4,6% avec 2,3 MMDH).



Plus de 80% des dettes sont le fait de 8 entités : ONE, ADM, CAM, ONCF, Groupe OCP, ONEP, RAM et FEC ayant toutes dépassé, individuellement, le cap des 5 MMDH de dettes.

En 2008, les dettes représentent l'équivalent de **16,3% du total des actifs** (14,8% en 2007) et **56,3% des fonds propres** (51% en 2007).

⁵ Cf. Annexe 8bis.B

⁶ Cf. Annexe 8bis.B

⁷ Cf. Annexe 8bis.B

1.10.2 - ENDETTEMENT EXTÉRIEUR : il s'élève à **61,5 MMDH** à fin 2008, contre 54,4 MMDH en 2007, soit une hausse de 13,1%. Il représente l'équivalent de :

- **50,8% du total des dettes de financement** des EP, contre 57,5% en 2007 et 64% en 2006 ;
- **46,9% de l'encours de la dette extérieure publique** contre 44,7% en 2007 et 42% en 2006 ;
- **8,9% du PIB** contre 8,8% en 2007 et 8,3% en 2006.

Cette hausse de l'endettement extérieur est en relation avec l'accélération de l'investissement des grandes EP opérant principalement dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de l'eau. La dette extérieure des EP concerne principalement : ONE (20,3 MMDH), ADM (13 MMDH), ONEP (6,2 MMDH), ONCF (5,8 MMDH), RAM (5,4 MMDH), ORMVAD (1,5 MMDH), HAO (1,1 MMDH) et FEC (1 MMDH), Groupe OCP (0,994), CFR (0,992 MMDH) et ONDA (0,892 MMDH).

1.11 - TRESORERIE ET PLACEMENTS

1.11.1 - TRESORERIE

A fin 2008, la **trésorerie active** des EP a atteint **27,4 MMDH** contre 26,1 MMDH en 2007. Les dépôts sont répartis principalement entre la TGR (63,7% contre 44,1% en 2007) et les banques (36,3% contre 55,9% en 2007).

Rapportée à l'ensemble des dépôts à vue recensés par Bank Al-Maghrib, cette trésorerie représente près de 8% soit presque le même taux qu'en 2007. Les principales EP dont la trésorerie est excédentaire sont : Fonds Hassan II (2,8 MMDH), CMR (2,2 MMDH), ANCFCC (2,1 MMDH), AREFs (1,9 MMDH), OFPPT (1,7 MMDH), Universités (1,6 MMDH), ONICL (1,3 MMDH), ONEP (1,1 MMDH) et Groupe OCP (1,1 MMDH).

La **trésorerie passive** demeure, depuis 2005, le fait de l'ONE principalement (3,7 MMDH).

1.11.2 - PLACEMENTS

A fin 2008, le montant des placements des EP s'est établi à **138,6 MMDH** contre 110,8 MMDH en 2007. Une part de 98% de ce montant correspond aux placements de : **CMR** (52,2 MMDH dont 38,4 MMDH en Bons du Trésor et 2,9 MMDH en OPCVM/SICAV), **CNSS** (28,6 MMDH dont 20,4 MMDH auprès de la CDG et 6,1 MMDH en OPCVM/SICAV), **Fonds Hassan II** (21,6 MMDH intégralement en Bons de Trésor), **Groupe OCP** (19,3 MMDH dont 18,6 MMDH en OPCVM/SICAV) et **Barid Al Maghrib** (13,9 MMDH dont 1,1 MMDH en Bons du Trésor et 3,7 MMDH en OPCVM/SICAV).

1.12 - CONTRIBUTION PAR GROUPES HOMOGENES

Le Portefeuille Public peut être réparti, pour les besoins de l'analyse, en quatre grands groupes homogènes⁸ : les Etablissements Publics (EP) Marchands, les Etablissements Publics non Marchands, les Organismes Sociaux et les Institutions Financières Publiques (IFP).

Les principaux indicateurs des EP, classés selon les quatre grands Groupes Homogènes susmentionnés, ont évolué comme suit entre 2006 et 2008 :

⁸ Cf. Annexe 3bis pour détail de chaque Groupe

1.12.1 - EP MARCHANDS (en milliers de dirhams)

EP Marchands

Indicateurs en KDH	2006	2007	2008	Evolution 08/07
Investissement	34 559 829	38 618 778	48 659 468	26,0%
Chiffre d'Affaires	82 942 447	92 057 484	129 544 155	40,7%
Charges d'Exploitation (*)	72 287 802	73 923 430	93 967 530	27,1%
dont Charges de Personnel	17 184 857	18 246 574	18 713 017	2,6%
Charges Financières	7 347 248	6 035 530	8 984 453	48,9%
Valeur Ajoutée	31 858 783	40 933 090	65 297 714	59,5%
Résultat Net	-808 307	7 388 449	22 079 633	198,8%
Impôt sur les Sociétés	1 378 485	2 191 957	7 337 161	234,7%
Capacité d'Autofinancement	7 221 142	16 180 804	36 086 129	123,0%
Dettes de Financement	64 400 507	73 985 776	95 283 527	28,8%
Fonds Propres	121 974 022	130 136 835	135 493 870	4,1%
Total du bilan	322 716 843	359 566 994	389 893 283	8,4%

(*) Hors dotations

1.12.2 - EP NON MARCHANDS (en milliers de dirhams)

EP Non Marchands

Indicateurs en KDH	2006	2007	2008	Evolution 08/07
Investissement	4 520 197	6 753 215	12 585 369	86,4%
Chiffre d'Affaires	1 386 394	1 237 019	2 203 701	78,1%
Charges d'Exploitation (*)	3 664 389	4 126 953	7 863 641	90,5%
dont Charges de Personnel	1 956 386	2 045 691	2 695 075	31,7%
Charges Financières	19 045	112 261	396 750	253,4%
Valeur Ajoutée	-3 842	-657 627	-2 070 887	214,9%
Résultat Net	18	-311 196	719 815	NS
Impôt sur les Sociétés	29 091	36 116	59 132	63,7%
Capacité d'Autofinancement	39 971	-277 672	856 003	NS
Dettes de Financement	1 367 836	1 167 695	6 689 669	472,9%
Fonds Propres	3 132 191	4 062 213	20 564 464	406,2%
Total du bilan	9 481 091	12 774 246	36 146 746	183,0%

(*) Hors dotations

1.12.3 - ORGANISMES SOCIAUX (en milliers de dirhams)

Organismes Sociaux

Indicateurs	2006	2007	2008	Evolution 07/06
Investissement	423 470	311 497	157 207	-49,5%
Chiffre d'Affaires	27 525 619	30 182 179	32 176 103	6,6%
Charges d'Exploitation (*)	22 557 649	24 528 868	26 729 945	9,0%
dont Charges de Personnel	1 813 563	1 984 384	1 938 817	-2,3%
Charges Financières	112 722	99 348	574 061	477,8%
Valeur Ajoutée	6 895 167	7 757 035	7 509 237	-3,2%
Résultat Net	6 839 329	7 741 979	8 066 206	4,2%
Impôt sur les Sociétés				
Capacité d'Autofinancement	8 469 762	9 115 161	10 862 683	19,2%
Dettes de Financement	3 522	272	272	0,0%
Fonds Propres	30 433 856	33 389 626	36 908 713	10,5%
Total du bilan	96 820 888	107 568 674	116 239 716	8,1%

(*) Hors dotations

1.12.4 - INSTITUTIONS FINANCIÈRES PUBLIQUES⁹ (en milliers de dirhams)

Institutions Financières Publiques

Indicateurs en KDH	2006	2007	2008	Evolution 08/07
Investissement	1 394 311	3 767 861	5 047 705	34,0%
Chiffre d'Affaires	9 549 528	9 848 091	11 090 463	12,6%
Charges d'Exploitation (*)	1 651 692	1 813 260	2 892 031	59,5%
dont Charges de Personnel	943 640	1 041 861	1 761 642	69,1%
Charges Financières	4 718 749	4 741 888	5 733 924	20,9%
Valeur Ajoutée	6 019 436	6 161 546	11 452 451	85,9%
Résultat Net	2 252 859	6 882 636	2 423 874	-64,8%
Impôt sur les Sociétés	1 035 944	2 061 807	1 490 358	-27,7%
Capacité d'Autofinancement	2 647 757	2 822 731	22 299 030	690,0%
Fonds Propres	9 354 504	19 408 707	19 120 276	-1,5%
Total du bilan	9 913 591	17 766 765	22 299 030	25,5%

(*) Hors dotations

1.13 - CONTRIBUTION DES EP RELEVANT DES COLLECTIVITES LOCALES

Les indicateurs des EP relevant des Collectivités Locales ont évolué comme suit :

En milliers de DH

EP relevant des Collectivités Locales				
Indicateurs	2006	2007	2008	Evolution 08/07
Chiffre d'Affaires	4 913 572	5 394 284	5 710 014	5,9%
Charges d'Exploitation HD	4 001 608	4 308 010	4 485 761	4,1%
Charges de Personnel	834 005	862 716	908 218	5,3%
Charges Financières	111 669	171 526	146 506	-14,6%
Valeur Ajoutée	1 937 705	2 273 066	2 385 100	4,9%
Résultat Net	48 303	391 670	645 119	64,7%
Impôt sur les Sociétés	102 881	185 376	221 458	19,5%
Capacité d'Autofinancement	894 897	1 296 611	1 312 984	1,3%
Dettes de Financement	2 722 704	2 893 944	3 410 307	17,8%
Fonds Propres	7 463 805	9 003 085	10 769 788	19,6%
Total du bilan	16 906 101	20 060 412	22 990 670	14,6%

(*) Hors dotations

L'évolution des indicateurs des EP relevant des Collectivités Locales confirme la tendance relevée au niveau de l'ensemble du secteur des EP à l'exclusion des charges financières qui ont enregistré une baisse de 14,6%.

Ces EP interviennent pour 3,2% du chiffre d'affaires global du secteur des EP et 3% de la valeur ajoutée.

⁹ Chiffre d'affaires = Produits d'exploitation bancaire ; Valeur Ajoutée = Produit Net bancaire + Charges de Personnel

1.14 - INDICATEURS TECHNIQUES¹⁰

Les indicateurs d'activité des EP, véritables baromètres de l'économie nationale, montrent que ces entreprises ont connu une croissance soutenue dans certains secteurs notamment ceux liés à l'énergie, à l'eau, au transport, à l'habitat et aux télécommunications. Ces indicateurs reflètent également l'impact de la crise dans d'autres secteurs tels que celui des phosphates, du tourisme et de l'habitat. Cette évolution corrobore celle des indicateurs économiques et financiers ainsi que celle constatée au niveau de l'activité des différents secteurs économiques. A ce titre, les évolutions suivantes ont été enregistrées à **fin 2008** :

- les **exportations des phosphates bruts et des produits dérivés** ont enregistré en 2008 une baisse en tonnage respectivement de 16% et 34,5% ;
- les **ventes d'énergie électrique** se sont accrues de 5,9% en 2008 et le **nombre d'abonnés de l'ONE** a progressé de 6,5% durant la même période ;
- le **nombre d'abonnés de l'ONEP** a augmenté de 9,7% en 2008 ;
- le **nombre de passagers transportés par le Groupe RAM, le mouvement des passagers au niveau des aéroports** se sont accrues respectivement de 7,1% et 7% alors que le **mouvement des avions** a baissé de 0,5% en 2008 ;
- le **nombre de voyageurs transportés par l'ONCF** a connu une hausse de 6,1% en 2008 ;
- le **trafic autoroutier s'est accru de 12,7%** pour atteindre 9,9 millions véhicules-kilomètres ;
- les indicateurs du secteur des télécommunications font ressortir des augmentations considérables et soutenues atteignant 43,9% pour le **nombre d'abonnés Internet** en 2008 sachant que le **nombre des abonnés GSM** et le **nombre des centres d'appels** ont progressé respectivement de 13,9% et 37% en 2008 ;
- les **unités d'habitat** produites par le HAO ont progressé de 8% atteignant 135.000 unités ;
- le nombre de **nuitées** ainsi que les **recettes touristiques**, recensées par l'ONMT, ont enregistré un recul de 2,6% et 4,9% respectivement ;
- la **capitalisation boursière** et le **volume des transactions boursières** ont diminué respectivement de 8,9% et 32% en 2008 par rapport à 2007.

Les réalisations du **1^{er} semestre 2009** confirment l'essor de l'activité des EP concernées (*cf. Annexe*).

2 - RESSOURCES HUMAINES¹¹

2.1 - EFFECTIFS

A fin 2008, l'effectif total du personnel des EP¹² a atteint **124.610 agents**, enregistrant une baisse de 0,3% par rapport à 2007, en relation avec la poursuite de la rationalisation de la gestion des ressources humaines de ces organismes à travers, entre autres, des départs volontaires indemnisés d'une part et le recours optimisé à des recrutements ciblés d'autre part.

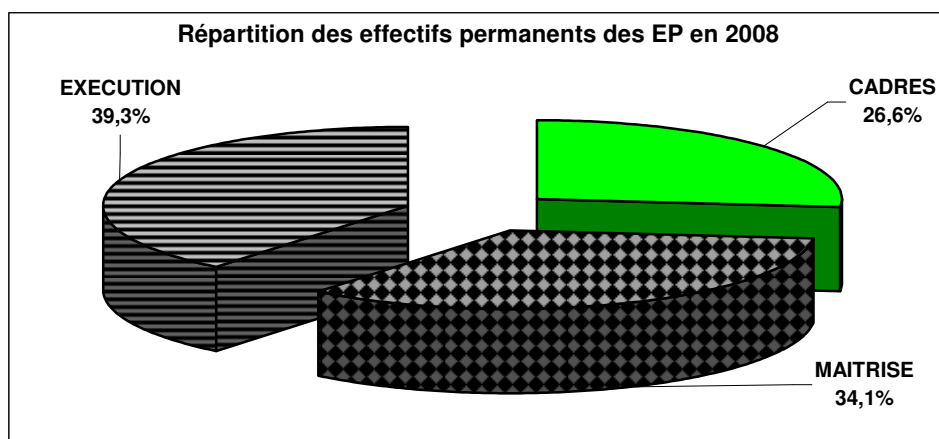
L'effectif total se décompose en **117.795 agents permanents** et **6.815 agents occasionnels**. Durant l'année 2008, on a enregistré **5.682 recrutements** et **4.650 départs**.

Parmi les 117.795 agents permanents, on recense 31.358 cadres, 40.154 agents de maîtrise et 46.283 agents d'exécution. Le **taux d'encadrement** de cette catégorie s'est établi à 26,6% en 2008 en léger recul par rapport à 2007 (27,4%).

¹⁰ *Détail aux Annexes 11 et 12*

¹¹ *Cf. Annexe 4*

¹² *Compte non tenu du personnel de certains EP qui émerge sur le Budget Général de l'Etat*



2.2 - CHARGES DE PERSONNEL

Ces charges¹³ se sont élevées à **25,1 MMDH** en hausse de 7,7% par rapport à 2007. Plus de la moitié de ces charges est le fait de cinq grandes EP : Groupe OCP, RAM, ONE, Groupe CDG et OFPPT. Rapportées au chiffre d'affaires, les charges de personnel des EP ont représenté 14,3% en 2008 contre 17,5% en 2007 (20,8% en 2004) confirmant ainsi l'évolution globale positive au niveau de la productivité et ce, malgré les diverses revalorisations salariales opérées ces dernières années.

2.3 - PLANS SOCIAUX

Dans le cadre de la rationalisation de la gestion de leurs ressources humaines, certaines EP recourent à des opérations ciblées et concertées, avec les partenaires sociaux, de départs volontaires anticipés à la retraite. Ainsi, **1.161 agents** ont bénéficié des opérations engagées en 2008 dont Barid Al Maghrib (950), Groupe OCP (55), RATAG (46) et SODEA (31).

Parmi les opérations en cours ou prévues au titre de 2009 figurent celles concernant les EP suivantes : OCP (800 agents), Barid Al Maghrib (650 agents), CNSS (300 agents), ONHYM (150 agents), ONEP (140), COMAPRA (19 agents) et Office des Changes (8 agents).

3 - RELATIONS FINANCIERES ENTRE L'ETAT ET LES EP

3.1 - ANALYSE GLOBALE

Le Portefeuille Public peut être décomposé en deux populations distinctes :

- **les Etablissements Publics non marchands** qui sont en fait le quasi-prolongement des Administrations, assurant des fonctions administratives, culturelles, sociales, scientifiques et de manière générale de service public et qui, de par leurs missions, ne sont pas appelés à dégager des excédents ;
- **les Entreprises agissant dans des secteurs marchands** qui, selon le cas, ne sont pas tenues prioritairement d'atteindre des objectifs de rentabilité financière et de contribuer au Budget Général de l'Etat.

Sur la base des chiffres de 2008, on constate que :

¹³ Compte non tenu des charges afférentes au personnel des EP qui émargent sur le BGE.

- les transferts budgétaires de l'Etat aux EP totalisent 17,2 MMDH dont près de 13,5 MMDH bénéficient aux Etablissements non marchands, soit 72%. Ces transferts sont destinés à financer les dépenses de fonctionnement et d'équipement de ces établissements publics comme c'est le cas pour les Administrations ;
- les transferts aux Etablissements marchands totalisent 4,7 MMDH, soit 28% du total, qui ont bénéficié notamment à ONCF, Crédit Agricole, CIH, ONE et Autoroutes du Maroc. Ces transferts correspondent au rôle d'actionnaire de l'Etat dans ces entreprises, soit pour accompagner leurs programmes d'investissement, soit pour contribuer à leur restructuration financière, soit pour prendre en charge des dépenses décidées par le Gouvernement (abandon des créances sur les petits agriculteurs dans le cadre des mesures anti-sécheresse par exemple).

Concernant les recettes provenant des Etablissements marchands, elles dépassent, en 2008, les 7,7 MMDH avec comme principaux contributeurs : Bank Al-Maghrib (2,8 MMDH), Maroc Telecom (2,2 MMDH), Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (1,2 MMDH) et CDG (0,9 MMDH).

L'appui de l'Etat aux EP ne se limite pas aux subventions budgétaires directes, mais englobe également d'autres concours financiers. Il s'agit, notamment, du produit des taxes parafiscales perçues par certains Etablissements Publics, de la prise en charge du personnel d'autres Etablissements par le BGE et de la contribution à l'effort de recherche et de formation.

De même, les performances se reflètent, outre les dividendes et redevances, à travers les contributions fiscales de plus en plus importantes versées par les EP marchands au Budget Général de l'Etat.

3.2 - TRANSFERTS BUDGETAIRES DE L'ETAT AUX EP

Les transferts aux EP au cours de l'exercice 2008, particulièrement orientés vers des secteurs prioritaires (infrastructures, enseignement, agriculture et services publics de base), ont atteint **17.230 MDH** enregistrant une hausse de 10% par rapport aux réalisations de l'année 2007. La structure des transferts a enregistré en 2008 une **nette réorientation en faveur des investissements**.

Les principales augmentations en 2008 ont concerné :

- **AREF** : 2.580 MDH contre 2.419 MDH en 2007 ;
- **Centres hospitaliers** : 1.187 MDH contre 672 MDH en 2007 ;
- **ONCF** : 1.156 MDH contre 1.103 MDH en 2007 ;
- **Universités** : 1.031 MDH contre 933 MDH en 2007 ;
- **ONE** : 820 MDH contre 57 MDH en 2007 ;
- **ADM** : 608 MDH contre 320 MDH en 2007 ;
- **Agences Urbaines** : 552 MDH contre 400 MDH en 2007 ;
- **ONMT** : 500 MDH contre 451 MDH en 2007.

De leur côté, les principales baisses se rapportent notamment à :

- **OCP** : 0 en 2008 contre 933 MDH en 2007 ;
- **IFP (CAM, CIH et BNDE)** : 650 MDH contre 1.050 MDH en 2007 ;
- **ORMVA** : 1.010 MDH contre 1.239 MDH en 2007 ;
- **SNRT** : 405 MDH contre 419 MDH en 2007.

Les principaux bénéficiaires des dotations budgétaires en 2008 (près de 80% du total) sont : AREF, ONCF, Universités, ORMVA, ONE, Institutions Financières Publiques, Centres Hospitaliers, Agences de Développement Régional, Fondation Mohamed VI des Œuvres Sociales d'Education-Formation, ADM, Agences Urbaines, TMSA, ONMT, SNRT, OFPPT, AAVBR, ONHYM, ONOUCS et Marchica Med.

La situation comparative de ces subventions, entre 2007 et 2008, se présente ainsi¹⁴ :

Nature des subventions	Réalizations L F 2007		Réalizations L F 2008	
	MDH	Part en %	MDH	Part en %
Fonctionnement	5 530,10	35,2	6 150,33	35,7
Equipement	6 091,75	38,8	8 452,98	49,1
Augmentation de capital et restructuration	4 073,20	26,0	2 626,50	15,2
Total	15 695,05	100,0	17 229,81	100,0

Au titre de la loi de finances 2009, les réalisations ont atteint **16.798 MDH** à fin septembre 2009 et ce, par rapport à des prévisions actualisées de **21.535 MDH**¹⁵, soit un taux de réalisation de **78%**. Les prévisions actualisées font ressortir que les principales augmentations en 2009 concernent les AREF (+154% avec 6.544 MDH), les Universités (+81% avec 1.861 MDH), les ORMVAs (+48% avec 1.499 MDH), les Centres Hospitaliers (+25% avec 1.484 MDH), l'ONCF (+19% avec 1.372 MDH) et ADM (+89% avec 1.150 MDH).

Les subventions pour l'année **2010** sont estimées à près de **22 MMDH**¹⁶.

3.3 - AUTRES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT AUX EP

3.3.1 - TAXES PARAFISCALES : Les principales **taxes parafiscales**¹⁷ perçues au profit de certains Etablissements Publics totalisent plus de **2.319 MDH** contre 2.242 MDH en 2007 :

EP	Intitulé de la Taxe parafiscale	Montant perçu en MDH		
		2006	2007	2008
OFPPT	Taxe sur la formation professionnelle	906	1 105	1 158
SNRT	TPPAN	278	411	328
ONICL	Taxe de commercialisation des Céréales	95	97	115
ANPME	Taxe parafiscale à l'importation	42	32	36
EACCE	Taxe parafiscale à l'importation	117	86	102
INRH	Taxes de Recherche Halieutique et d'Affrètement	24	23	23
ONP	Taxe sur poisson	150	171	204
CMPE	Taxe parafiscale à l'importation	65	59	64
MDA	Taxe parafiscale à l'importation	28	24	26
ONMT	Taxe de Promotion Touristique (TPT)	67	98	113
Chambres Artisanat	Décime additionnel à l'impôt des patentes	44	47	47
CNPAC	Diverses Taxes	43	62	85
CDVM	Taxe parafiscale	15	28	20
Total général		1 874	2 242	2 319

¹⁴ Détail en Annexe.

¹⁵ Détail en Annexe.

¹⁶ Les chiffres définitifs sont arrêtés après l'adoption des budgets des Ministères.

¹⁷ Ces taxes sont comprises dans les produits d'exploitation des EP concernées.

3.3.2 - PERSONNEL : le personnel de certains Etablissements Publics continue à relever, totalement ou partiellement, de la fonction publique et sa rémunération est **prise en charge par le Budget Général de l'Etat** dont : Universités, AREFs, ONOUCS et CNRST.

3.3.3 - CONTRIBUTION À LA PROMOTION DE LA FORMATION ET DE LA RECHERCHE

Les EP agissant dans les domaines de la formation et de la recherche bénéficient de contributions spécifiques. En effet, en application de la loi n° 24-96 relative à la poste et aux télécommunications, les Exploitants de Réseaux Publics de Télécommunications contribuent annuellement à hauteur de 1% de leur chiffre d'affaires, net des frais d'interconnexion, à la formation (0,75% versé directement au budget de l'ANRT) et à la recherche (0,25% versé dans un fonds d'affectation spéciale).

3.4 - PRODUITS PROVENANT DES EP

Les réalisations au titre des produits provenant des EP ont atteint, **au 31 décembre 2008**, un montant de **7.784 MDH** en hausse de 0,4% par rapport à 2007 et un taux de réalisation de 113% par rapport aux prévisions de la loi de finances (6.902 MDH)¹⁸. Ces produits représentent 1% du PIB en 2008 contre 1,3% en 2007 et 4,2% des recettes ordinaires du Budget Général de l'Etat contre 4,9% en 2007.

En 2008, les **principales contributions** représentent **91% du total** et proviennent de :

- **Bank Al Maghrib** : **2.803 MDH** (contre 1.699 MDH en 2007) dont 1.890 MDH au titre des dividendes et 913 MDH au titre de la commission de change ;
- **Maroc Telecom** : **2.284 MDH** (contre 2.220 MDH en 2007) dont 2.184 MDH au titre des dividendes et 100 MDH au titre de la redevance domaniale ;
- **Conservation Foncière** : **1.200 MDH** au titre des produits de monopole contre 1.000 MDH en 2007 ;
- **CDG** : **900 MDH** au titre des parts de bénéficiers contre 600 MDH en 2007 ;
- **BCP** : **128 MDH** au titre des dividendes contre 115,4 MDH en 2007.

La loi de finances pour 2009 a prévu, au titre de ces produits, **un montant de 10.015 MDH**¹⁹. A fin septembre 2009, les versements ont atteint 8.990 MDH, soit un taux de réalisation de 89,7%.

Au titre de l'année 2010, les produits provenant des EP sont estimés à **9.340 MDH**, en baisse de 6,7% par rapport à 2009 et ce, en raison essentiellement de :

- la baisse du dividende à provenir de la société OCP. SA en liaison avec l'évolution de son activité en 2009 impactée par le recul des cours des phosphates sur le marché international et par la contraction des volumes ;
- la baisse du dividende à provenir de Bank Al Maghrib.

Ces baisses ont été atténuées par l'augmentation des produits à provenir de l'Agence de la Conservation Foncière, de Barid Al Maghrib et de l'Office des Changes.

¹⁸ *Détail en Annexe.*

¹⁹ *Détail en Annexe.*

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution de ces produits :

Nature des transferts*	Réalizations LF 2008		Prévisions LF 2009		Propositions LF 2010	
	MDH	Part en %	MDH	Part en %	MDH	Part en %
Produits provenant d'organismes financiers	3 931,00	51%	4 159,56	42%	3 505,00	38%
Dividendes et autres produits	3 638,00	47%	5 575,00	56%	5 520,00	59%
Redevances domaniales	215,00	3%	280,00	3%	315,00	3%
TOTAL	7 784,00	100%	10 014,56	100%	9 340,00	100%
Variation annuelle en %	-	-	28,7%		-6,7%	

* : hors recettes de la privatisation

3.5 - CONTRIBUTION FISCALE DES EP

3.5.1 - IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS (IS)

En 2008, les versements des EP au titre de l'IS, formant le champ d'analyse du présent rapport, ont plus que doublé en atteignant **8.887 MDH** contre 4.290 MDH en 2007 et 2.444 MDH en 2006. Cette envolée s'explique principalement par l'accroissement considérable des contributions du Groupe OCP (multiplication par 10, soit 5.109 MDH contre 477 MDH en 2007), ONDA (+39,8% avec 375 MDH), ANCFCC (+68,9% avec 353 MDH) et SODEP (+18,4% avec 324 MDH). Si l'on ajoute la CDG (1.384 MDH malgré une baisse de 26,6%), ces 4 entités sont à l'origine **de 85% des versements**.

Si l'on tient compte de la **contribution des EP hors échantillon** (3.779 MDH contre 3.042 MDH en 2007) et de celle des **sociétés privatisées** (6.586 MDH contre 6.565 MDH en 2007), les versements au titre de l'IS provenant de cette population ont atteint **19.252 MDH**, soit **41,4% de l'IS national²⁰**, ainsi répartis :

- **Total EP** : 12.666 MDH (27,2% de l'IS national) dont 10.518 MDH provenant de 10 EP ;
- **Sociétés privatisées** : 6.586 MDH (14,2% de l'IS national).

3.5.2 - IMPÔT SUR LE REVENU (IR)

A fin 2008, les versements des EP au titre de l'IR ont atteint **3.187 MDH** contre 2.738 MDH en 2007.

Six organismes sont à l'origine de 54% des versements au titre de l'IR : Groupe OCP (+ 41,5% avec 664 MDH), RAM (-2,6% avec 308 MDH), ONE (+ 27,4% avec 305 MDH), OFPPT (+ 9,8% avec 159 MDH), ONEP (-8,6% avec 146 MDH) et ANCFCC (+12,5% avec 136 MDH).

²⁰ cf. annexe

PREMIERE PARTIE

PERFORMANCES DU PORTEFEUILLE PUBLIC
ET SA CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE ET SOCIAL

TITRE DEUXIEME

CONTRIBUTION DU PORTEFEUILLE PUBLIC
AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

S'inscrivant parfaitement en phase avec les Hautes Orientations Royales et le Programme Gouvernemental 2008-2012, le pilotage du Portefeuille Public demeure fondé principalement sur la libéralisation de l'économie, le recentrage des Entreprises Publiques sur leurs métiers de base et l'amélioration de leur contribution à la création de la richesse et à la relance de l'investissement.

Ces Entreprises contribuent ainsi au développement économique et social à travers des projets d'investissements dans les domaines productifs, socio-éducatifs et en faveur de la promotion du monde rural, du développement régional et de la lutte contre la pauvreté.

1 - INVESTISSEMENTS DES EP²¹ : DONNEES GLOBALES

Les investissements réalisés par les EP ont atteint le chiffre record de **66,5 MMDH en 2008**, poursuivant ainsi leur progression entamée depuis 6 ans.

La même performance est observée au niveau de la capacité d'autofinancement qui a atteint les 51 milliards DH.

L'effort d'investissement demeure concerne la majorité des secteurs : électricité, habitat, autoroutes, chemins de fer, eau et assainissement liquide, phosphates, éducation et formation professionnelle, aéroports, routes et ports.

L'année **2009**, avec une prévision de près de **84,9 MMDH**, est marquée par l'impulsion des EP à déployer l'effort nécessaire pour accélérer les investissements en vue de contribuer au maintien du taux de croissance à un niveau élevé malgré le contexte de crise mondiale.

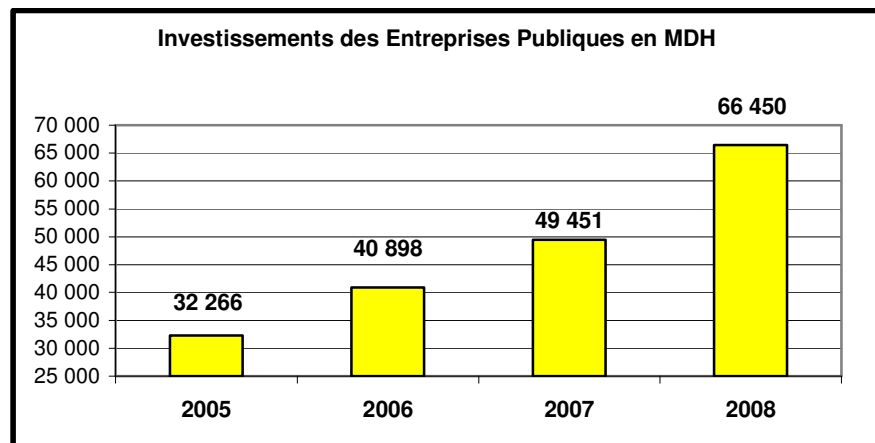
Pour l'année **2010**, les prévisions dépassent les **111 MMDH** traduisant la volonté des pouvoirs publics d'accroître l'effort et le rythme d'investissements publics.

²¹ Déduction faite des investissements du Fonds Hassan II pour éviter le double emploi lors du calcul de l'investissement public

1.1 - REALISATIONS 2008

1.1.1 - INVESTISSEMENTS²²

En 2008, les investissements des EP ont atteint **66,5 MMDH**²³ contre 49,5 MMDH en 2007, soit une progression de 33,8% comme cela ressort du graphique ci-après :



Le taux de réalisation des investissements s'établit à **91%** en 2008 contre 78,7% en 2007 soit une amélioration de plus de 10 points. **En comparaison avec l'effort d'investissement des autres opérateurs économiques**, les investissements des EP représentent l'équivalent de :

- **29,2%** de la FBCF contre 25,7% en 2007 ;
- **173,9%** des investissements du Budget Général de l'Etat contre 175,4% en 2007.

Les **10 principaux investisseurs représentant plus de 70%** sont : ONE (9,9 MMDH), HAO (7,2 MMDH), ADM (5,3 MMDH), Groupe CDG (4,6 MMDH), ONCF (3,9 MMDH), ONEP (3,9 MMDH), Groupe OCP (3,6 MMDH), ALEM (3,5 MMDH), AAVBR (3,2 MMDH) et TMSA (2,7 MMDH).

Approché à travers leur répartition régionale, les investissements des EP ont eu tendance, au cours des dernières années, à se rééquilibrer relativement en faveur des 3 Régions du Sud du Royaume ainsi que celles de Chaouia-Ouardigha, Doukkala-Abda et l'Oriental :

Répartition régionale des investissements des EP 2006-2008 (en MDH)

REGION	2006		2007		2008	
	Valeurs	%	Valeurs	%	Valeurs	%
Rabat - Salé - Zemmour Zaër	6 674	16,30%	12 929	26,10%	13 944	21,0%
Tanger - Tétouan	6 719	16,40%	6 989	14,10%	9 527	14,3%
Grand Casablanca	6 198	15,20%	7 199	14,60%	9 422	14,2%
Marrakech -Tensift - Al Haouz	5 767	14,10%	5 939	12,00%	6 291	9,5%
Oriental	2 936	7,20%	2 158	4,40%	4 765	7,2%
Chaouia - Ouardigha	1 673	4,10%	2 810	5,70%	4 594	6,9%
Souss Massa - Draâ	2 498	6,10%	3 684	7,50%	4 394	6,6%
Doukala - Abda	3 525	8,60%	1 228	2,50%	3 633	5,5%
Meknès - Tafilalet	1 424	3,50%	1 749	3,50%	1 970	3,0%
Guelmim - Es Semara	162	0,40%	299	0,60%	1 629	2,5%
Fès - Boulemane	923	2,30%	1 151	2,30%	1 440	2,2%
Laâyoune - Boujdour - Sakia El Hamra	361	0,90%	609	1,20%	1 417	2,1%
Gharb Chrarda - Beni Hssen	1 107	2,70%	1 093	2,20%	1 133	1,7%
Taza - Al Hoceima -Taounate	435	1,10%	808	1,60%	1 070	1,6%
Tadla - Azilal	440	1,10%	762	1,50%	779	1,2%
Oued Eddahab - Lagouira	54	0,10%	44	0,10%	442	0,7%
Total	40 898	100,00%	49 451	100,00%	66 450	100,0%

²² Détail aux Annexes 8 et 8bis.

²³ En termes de paiements.

1.1.2 - FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

- **la capacité d'autofinancement (CAF)** des EP a atteint **51,2 MMDH** en 2008 marquant une progression de 84,1% par rapport à 2007. Cette amélioration résulte de l'accroissement de la CAF de : Groupe OCP (26.299 contre 3.223 MDH en 2007), CNSS (6.495 MDH ; +34,6%), CMR (4.038 MDH ; +0,6%), Groupe CDG (2.950 MDH ; +30,2%), ONEP (1.512 MDH ; +23,7%), ONDA (1.116 MDH ; +14,3%) et SODEP (1.060 MDH ; +12%) et ce, en dépit de la baisse de la CAF de : ONCF (877 MDH ; -22,2%) et RAM (782 MDH ; -42,4%). **Les 5 premières EP** représentant plus de 80% de la CAF totale sont : Groupe OCP, CNSS, CMR, Groupe CDG et ONEP.

En 2008, la CAF a représenté **77,1% de l'investissement** des EP contre 56,3% l'année précédente. Si l'on déduit les dividendes et parts de bénéfices distribués au profit de l'Etat (5.253 MDH en 2008), **l'autofinancement** qui en résulte couvre **69,2%** des investissements contre 46,4% en 2007, dénotant ainsi une amélioration substantielle.

- **la contribution de l'Etat** au financement des investissements des EP s'est concrétisée par les augmentations de capital ou l'alimentation des comptes Dotations des EP et par les subventions d'équipement du Budget Général pour un total de **11.079 MDH** contre 8.818 MDH en 2007 ainsi que par la modération de la politique de distribution des dividendes.
- **la contribution du Fonds Hassan II** au financement de grands projets de certaines EP demeure importante, particulièrement dans les domaines suivants : habitat social, tourisme, industrie et infrastructures portuaires, routières et autoroutières²⁴.

1.2 - INVESTISSEMENTS DES EP SUR LA DECENNIE 1999-2008

Sur la période **1999-2008**, les investissements des EP totalisant **318 MMDH** ont progressé à un rythme moyen dépassant les 15,5% par an, atteignant le chiffre sans précédent de 66,5 MMDH en 2008 contre seulement 18 MMDH en 1999 (*cf. Analyse détaillée in Bilan de la décennie - Supra*).

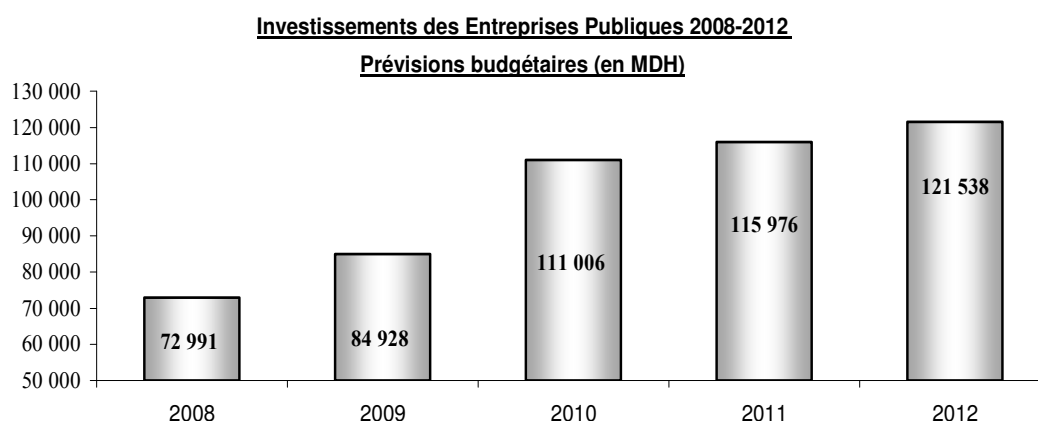
1.3 - PREVISIONS 2009 ET 2010 ET PERSPECTIVES À L'HORIZON 2012²⁵

Les investissements des EP au titre des exercices 2009 et 2010 s'inscrivent dans le cadre du **Programme du Gouvernement pour la période 2008-2012** qui fait de la politique des grands chantiers impliquant les EP un instrument privilégié.

²⁴ Cf. Partie suivante pour de plus amples détails sur les interventions du Fonds Hassan II.

²⁵ Détail à l'Annexe 8.

1.3.1 - PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DES EP POUR 2008-2012



Les investissements des EP ont enregistré une envolée considérable en passant d'une enveloppe globale de 176 MMDH sur la période 2003-2007 à **506 MMDH sur la période 2008-2012**, traduisant ainsi la politique volontariste des Pouvoirs Publics visant l'accélération du rythme de réalisation des grands chantiers portant notamment sur les secteurs suivants : **énergie, habitat, phosphates, autoroutes et routes, chemins de fer, eau, ports, enseignement, aménagements urbains, aérien et aéroportuaire,...** Cette enveloppe est programmée pour l'essentiel au niveau des plans pluri-annuels des grandes EP :

Programme prévisionnel des investissements des EP pour 2008-2012 (en MDH)

Entreprise Publique	2008	2009	2010	2011	2012	Total général
CDG	3 300	3 300	24 433	32 124	23 633	86 790
ONE	10 224	11 857	9 970	14 078	21 040	67 169
HAO	7 761	8 591	9 064	9 850	9 998	45 264
OCP	4 746	14 936	7 000	5 000	5 500	37 182
ONCF	4 191	5 000	7 560	6 000	5 092	27 843
ADM	6 749	6 715	6 801	3 290	4 220	27 775
ONEP	4 506	4 241	4 118	4 462	4 379	21 706
TMSA	3 117	2 034	4 441	2 800	2 900	15 292
Régies de distribution	2 792	3 192	3 350	2 204	1 908	13 446
AREFs	1 665	1 671	4 059	2 000	2 000	11 395
AAVBR	2 026	2 000	2 200	2 000	2 000	10 226
RAM	1 751	1 978	2 412	2 215	1 734	10 090
ONDA	2 001	1 881	2 269	1 853	1 934	9 938
Autres EP	18 162	17 532	23 329	28 100	35 200	122 323
Total général	72 991	84 928	111 006	115 976	121 538	506 439

1.3.2 - ACCELERATION DE L'EXECUTION DES INVESTISSEMENTS 2009

Les prévisions au titre des investissements des EP pour **2009** sont estimées à **84,9 MMDH**. Les **10 principaux** investisseurs interviennent pour plus de **72% du total** (cf. tableau ci-dessus).

Concernant particulièrement l'année 2009, le Gouvernement a déployé des efforts importants pour l'intensification de l'investissement public dont une part considérable est l'œuvre des EP. Dans ce cadre, un Comité de Suivi, présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie et des Finances et comprenant les dirigeants des principales EP, est chargé du suivi périodique des programmes d'investissement de ces organismes et de la mise en œuvre des mesures jugées nécessaires pour atteindre les objectifs fixés.

Par ailleurs, une Circulaire a été adressée par le Ministère de l'Economie et des Finances, en date du 28 janvier 2009, autorisant les EP à lancer les appels à la concurrence relatifs aux investissements dès le début de l'année et avant même le visa de leurs budgets. Ainsi, des délais record ont été enregistrés en matière de validation des budgets des EP et des dispositions ont été prises pour la maîtrise des échéanciers relatifs au visa des marchés par le Contrôleur d'Etat et au paiement des fournisseurs par les Trésoriers Payeurs. De même, les dirigeants des EP ont été invités, par Lettre Circulaire du 7 mai 2009 à raccourcir les délais de paiements des fournisseurs à 60 jours.

La Circulaire concernant les budgets 2010 incite les EP à faire approuver leur budget avant fin décembre 2009 et ce, dans le cadre de la politique d'accélération du rythme de réalisation des investissements publics tout en maîtrisant les dépenses de fonctionnement et en améliorant la diversification et le recouvrement des recettes.

1.3.3 - INVESTISSEMENTS PROGRAMMES POUR 2010

Les investissements des EP au titre de l'exercice **2010** sont estimés à **111 MMDH**. **Les dix principaux investisseurs y interviennent pour près de 73%** du total (*cf. tableau ci-dessus*).

2 - INVESTISSEMENTS : PRESENTATION PAR SECTEUR D'ACTIVITE

2.1 - PROGRAMMES SPECIFIQUES

2.1.1 - FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social, alimenté par une part des recettes de privatisation, demeure un puissant levier de l'investissement productif et un instrument efficace de développement économique et social (*cf. Bilan de la décennie in Supra*).

En 2008, **les ressources financières du Fonds** ont été renforcées du fait, notamment, de l'encaissement des produits financiers (695 MDH). Ainsi, les ressources financières cumulées du Fonds, hors restitution des avances remboursables, s'élèvent, à fin 2008, à **39,8 MMDH dont** notamment 35 MMDH correspondant à sa quote-part dans les recettes de privatisation et 3 MMDH au titre des produits financiers.

L'activité du Fonds a été marquée, durant **l'année 2008, par la signature de sept nouvelles conventions**. **Les engagements du Fonds**, au titre de sa contribution aux nouveaux projets, s'élèvent à **2.680 MDH**, portant ses engagements cumulés, au 31/12/2008, à **20.928 MDH**. Ces engagements sont composés de contributions financières non remboursables (46%), d'avances remboursables (25%) et de prises de participations financières (29%).

Les **décaissements** effectués par le Fonds en 2008 s'élèvent à **2.025 MDH**. Les principaux bénéficiaires de ces décaissements sont le projet de l'autoroute Fès-Oujda (600 MDH), le projet d'aménagement et de mise en valeur de la Vallée du Bou Regreg (325 MDH), le Fonds de Développement des Sports (300 MDH), le projet du port de Tanger Med (200 MDH) et le programme d'appui à la mise en place de réformes structurelles (99 MDH). Les **décaissements cumulés** du Fonds se sont élevés, au 31/12/2008, à **15.888 MDH**, soit 76% des engagements cumulés à cette date.

Les principaux projets ressortant des nouvelles conventions signées en 2008 concernent :

- **l'achèvement des stades de Tanger, de Marrakech et d'Agadir et la réalisation du Grand Stade de Casablanca** : contribution financière globale de 1,1 MMDH pour un coût global des projets de 4,6 MMDH ;
- **la réalisation d'un programme de Pôles d'Excellence Industriels Intégrés (PEII)** : contribution financière de 500 MDH permettant la réalisation de plateformes avec une très forte compétitivité en raison des effets de synergie qui caractérisent les diverses activités qu'elles regroupent (industrielles, commerciales, centres de formation et de recherche..);
- **la mise en place d'un nouveau dispositif d'appui à l'investissement industriel et au développement des nouvelles technologies** : contribution de 500 MDH dont 350 MDH pour consolider les acquis et accroître l'attractivité du Maroc pour les investissements étrangers dans certains secteurs cibles de l'industrie (automobile, électronique, aéronautique..) et 150 MDH pour favoriser la création d'infrastructures technologiques et de centres de développement technologiques dédiés à la nanotechnologie, à la microélectronique et à la biotechnologie ;
- **la réalisation d'une première ligne de Tramway à Casablanca (28 km) reliant Hay Mohammadi à Sidi Maarouf** : contribution de 400 MDH sous forme de prise de participation au capital de la société « Casablanca Transports S.A » qui sera chargée de la réalisation du projet d'un coût estimé à 6,4 MMDH.

Le 1^{er} semestre de l'année 2009 a été caractérisé par la signature de trois nouvelles conventions avec des engagements s'élevant à **2.492 MDH** portant sur le développement du secteur de l'énergie (1.452 MDH), le financement du « Plan Maroc Vert » (800 MDH) et la réalisation d'un programme de développement des infrastructures de l'athlétisme national (240 MDH). Avec ces nouveaux projets, les engagements cumulés du Fonds totalisent, à fin juin 2009, la somme de **23.325 MDH** se répartissant par domaine d'intervention comme suit :

- grandes infrastructures : 12.908 MDH ;
- promotion de l'investissement : 5.222 MDH ;
- promotion sociale, culturelle et sportive : 5.195 MDH.

Le tableau ci-après récapitule l'évolution des engagements et décaissements du Fonds au cours de la période 2006-2009 :

En Millions Dirhams	2006	2007	2008	2009 (1 ^{er} semestre)	2009* (Probabilités de clôture)	2010* (Prévisions)
Engagements	1.302	406	2.680	2.492	2.497	-
Engagements cumulés	17.856	18.260	20.927	23.325	25.822	-
Décaissements	2.932	2.101	2.025	903	3.446	3.760
Décaissements cumulés	11.761	13.862	15.888	16.790	19.333	23.093

* hors nouveaux engagements éventuels

2.1.2 - AGENCE SPECIALE TANGER – MEDITERRANEE ET NADOR WEST MED

Le complexe portuaire Tanger-Med est une plate-forme de dimension mondiale qui comprend, outre un port passagers et roulier et un autre à conteneurs, un centre tertiaire intermodal et de vastes zones franches destinées à abriter des unités industrielles opérant dans des secteurs porteurs. Outre le volet industrie - transbordement, le complexe portuaire Tanger-Med a insufflé une forte dynamique à d'autres secteurs dans la région, desservie désormais par un dense réseau routier, autoroutier, ferroviaire et aéroportuaire.

Malgré la crise mondiale, cause d'une régression de 10% du trafic maritime, le complexe portuaire Tanger-Med a pu confirmer son potentiel dès sa première année d'exploitation en 2008, en réalisant un trafic de près d'un million de conteneurs et en se hissant, par ses niveaux de productivité, au rang des plateformes de transbordement de référence.

L'année **2008** et le **1^{er} semestre 2009** ont été marqués par les principaux événements ci-après :

- Le lancement, le 17 juin 2009, des travaux de construction du **port Tanger Med II (TM2)**, la grande extension du complexe portuaire Tanger Med qui développera à terme une capacité totale de 8,2 millions conteneurs (EVP). Le port Tanger Med 2 sera développé en deux phases : dans une première étape, en plus de l'ensemble des digues de protection du port, un seul des deux terminaux sera réalisé, à savoir le terminal 4, d'une longueur de quai de 1.200 mètres et d'une capacité 2,2 millions de conteneurs. Le terminal 3, d'une longueur de quai de 1.600 mètres et d'une capacité de 3 millions de conteneurs, sera quant à lui lancé en fonction de la demande des opérateurs internationaux en capacités portuaires dans la région ;
- **la signature d'une convention entre l'Etat et la TMSA** fixant les engagements des deux parties en vue de la réussite de cet important projet de développement. Afin d'accompagner le phasage du projet, l'Etat participera à hauteur de 2 milliards de dirhams au capital de TM2 SA, filiale de TMSA dédiée à la réalisation du projet et prévoit la possibilité de se désengager du capital une fois le terminal 3 concédé et ses revenus sécurisés. Pour sa part, TMSA contribuera également à hauteur de 2 MMDH au capital de cette société ;
- **la signature du contrat de construction clé en main du port Tanger Med II** attribué à un groupement d'entreprises pour un montant global de 9,3 MMDH dont 7,3 MMDH pour la réalisation de la première phase du projet dans un délai de 51 mois ;
- **la signature du contrat de concession du terminal à conteneurs 4 du port Tanger Med II, conclu entre TMSA et Marsa Maroc** : ce contrat prévoit un investissement total du concessionnaire de 320 millions d'euros, dont 200 millions d'euros réalisés sur les 5 premières années, pour l'aménagement de l'ensemble des superstructures et équipements nécessaires au bon fonctionnement du terminal. D'une durée de trente ans, la convention prévoit par ailleurs le versement par Marsa Maroc de redevances fixe et variable. Le terminal, de type « Common User » sera ouvert à un large éventail de compagnies maritimes nationales et internationales.

L'année 2009 a été également marquée par les Hautes Instructions données par Sa Majesté le Roi au Gouvernement en vue de réserver la baie de Betoya, située au niveau de l'estuaire de l'oued Kert et à 30 km à l'ouest de la ville de Nador, pour la construction progressive d'un complexe intégré, portuaire, industriel, énergétique et commercial, dénommé «**Nador West Med**», comprenant à terme :

- un grand port en eaux profondes ;
- un pôle énergétique (production, conditionnement, stockage) ;
- une plate-forme portuaire dotée de capacités importantes pour le transbordement des conteneurs, l'import-export et le traitement des produits vrac ;
- une plate-forme industrielle intégrée ouverte aux investisseurs nationaux et étrangers, et destinée à abriter les Métiers Mondiaux du Maroc (MMM).

2.1.3 - AGENCE DU PARTENARIAT POUR LE PROGRES (MCA - MAROC)

Principaux projets à financer par la Millenium Challenge Corporation - MCC

Près de 6 MMDH (697,5 millions US dollars)

- Projets arboricoles : près de 2.560 MDH ;
- Modernisation de la pêche artisanale : près de 990 MDH ;
- *Projet de l'artisan et de la médina de Fès »* : plus de 950 MDH ;
- Promotion et amélioration des services financiers offerts aux *micro-entreprises* : plus de 390 MDH ;
- Soutien aux entreprises et aux associations opérant dans *le micro crédit* : 280 MDH.

En 2008, les principales réalisations de l'Agence du Partenariat pour le Progrès (APP), établissement public chargé de la mise en œuvre de ce programme qui a démarré en septembre 2008, se présentent comme suit :

- 10 contrats ont été signés et engagés à fin 2008 pour un total de 96,4 millions US dollars ;
- les déboursements 2008 ont atteint près de 15,4 millions US dollars.

A fin juin 2009, les engagements ont dépassé le plafond symbolique de 100 millions US dollars, pour se situer à 114,7 millions US dollars soit 16,4% du budget global consacré au programme. Par secteur, le taux d'engagement est de 55% pour les services financiers, suivis du programme administratif (25%) et de l'arboriculture fruitière (16%).

2.2 - TRANSPORTS, INFRASTRUCTURES ET POSTE

Le transport, par son rôle de soutien logistique des échanges, continue à jouer un rôle de premier plan dans le développement du pays. La contribution des EP y est déterminante.

2.2.1 - TRANSPORT FERROVIAIRE

L'ONCF exécute un programme d'investissement enregistrant un bond par rapport aux années passées et nécessitant une enveloppe de **17.998 MDH prévue par le Contrat Programme ETAT-ONCF** conclu au titre de la période 2005-2009 tel qu'il a été amendé.

Les investissements réalisés en **2008** ont atteint **3.904 MDH** et ont concerné notamment les lignes ferroviaires Tanger-Port Méditerranée et Taourirt-Nador.

En **2009** et **2010**, les investissements prévus portent sur des enveloppes de **5.000 MDH** et **7.560 MDH** respectivement. Cet important programme d'investissement est en cours d'actualisation dans le cadre des travaux liés au projet du nouveau Contrat Programme Etat-ONCF pour 2010-2015, portant sur une enveloppe globale prévisionnelle de plus de 32,8 MMDH dont 12,8 MMDH pour le programme général et 20 MMDH pour la Ligne à Grande Vitesse (LGV).

Ligne LGV Tanger-Kénitra

Pour tirer le meilleur profit des investissements déjà réalisés sur le tronçon Casablanca-Kénitra (en double voie), il est prévu de réaliser la ligne à grande vitesse sur une première section Kénitra-Tanger sur 200 km pour une vitesse d'exploitation de 320 km/h ce qui permettrait de relier Casablanca à Tanger en 2h10 et Rabat à Tanger en 1h20, moyennant un matériel roulant de 18 rames avec une mise en service prévue pour fin 2014.

*Selon les estimations préliminaires, le projet de **ligne à grande vitesse** reliant Kénitra à Tanger nécessitera une enveloppe estimée à 1.800 millions d'Euros (plus de 20 milliards de dirhams), ventilée comme suit : Génie civil (900 millions d'euros) - Equipements ferroviaires (500 millions d'euros) - Matériel roulant (400 millions d'euros).*

2.2.2 - TRANSPORT AUTOROUTIER

A fin janvier 2009, le réseau réalisé par la société **ADM** a atteint **un linéaire de 916 Km**. Ce réseau comprend les axes Casablanca-Rabat (62 km), Rabat-Oued Rmel (275 km), Rabat-Fès (167 km), Contournement de Casablanca (34 km), Casablanca-El Jadida (86 km), Casablanca-Settat (57 km), Settat-Marrakech (162 km), Tétouan-Fnideq (28 km) et contournement de Marrakech (34 km).

En 2008, ADM a réalisé un investissement de **5.281 MDH**. Les prévisions au titre des exercices **2009** et **2010** sont respectivement de **6.715 MDH** et **6.801 MDH**. Le programme d'investissement que ADM s'engage à réaliser durant la période 2008-2015, couverte par le **Contrat programme Etat-ADM** signé le 1^{er} juillet 2008, totalise un montant de **31.665 MDH** et ce, dans le cadre d'un programme global de 38.100 MDH pour atteindre un linéaire global de **1.830 kilomètres**. Les principaux projets en cours ou programmés concernent les tronçons de Marrakech-Agadir et de Fès-Oujda ainsi que les nouveaux projets Casablanca-Rabat (3^{ème} voie), le contournement de Rabat et les tronçons Tit Mellil-Berrechid-Beni Mellal et El Jadida-Safi.

2.2.3 - TRAMWAY DE CASABLANCA

La réalisation du tramway de Casablanca entre dans le cadre de la mise en œuvre du plan de déplacement urbain de cette ville. Sur la base des études réalisées, les pouvoirs publics ciblent ainsi en 2030 un réseau de transport en commun constitué à terme de 4 lignes de tramway (76 km), une ligne RER (63 km) et une ligne de métro (21 km) elle-même renforcée par des lignes BRT (Bus Rapide Transit). Devant l'ampleur du projet, l'option a été retenue de réaliser à court terme une première ligne de tramway à Casablanca, d'une longueur de 28 km et permettant de relier les principaux quartiers de la ville. Cette première ligne a fait l'objet de la convention du 21/10/2008 qui fixe notamment le délai de réalisation du projet ainsi que les conditions de financement.

La société Casa Transport²⁶ est chargée de la réalisation de ce projet dont le coût est estimé à 6,4 MMDH dont 2,4 MMDH à mobiliser sous forme d'emprunts. Les travaux de construction nécessiteront un délai de réalisation de 4 ans s'étalant sur la période 2009-2012 pour une mise en service prévue à fin 2012. La société prévoit de réaliser un investissement de 50 MDH en 2009.

A fin septembre 2009, les études topographiques et géotechniques sont quasiment achevées, les travaux de déviation des réseaux d'eau et de téléphonie entamés et la procédure d'appel d'offres pour l'acquisition du matériel roulant en cours. Le montant des dépenses de la société à cette date est de 75 MDH. En 2010, la société envisage de réaliser les principales actions suivantes :

²⁶ Société créée par décret n° 2.08.632 publié le 23/10/2008

- Travaux de la plate-forme voie ferrée : à la fin de l'exercice, 25% des travaux seront réalisés dont 20% de voie ferrée posée ;
- Travaux du centre de maintenance : les travaux débuteront en juillet 2010 pour être réalisés à hauteur de 20% à la fin de l'exercice ;
- Travaux d'équipement et de système : leur réalisation devrait atteindre 10% à fin 2010.

2.2.4 - SECTEUR PORTUAIRE

2.2.4.1 - SODEP (Marsa Maroc) conduit un programme d'investissement pour la période 2009-2011 de **2.114 MDH**. Dans ce cadre, SODEP a réalisé un investissement de l'ordre de **542 MDH** en **2008** et prévoit des investissements de l'ordre de **414 MDH** en **2009** et **402 MDH** en **2010**, hors investissement dans la concession de Tanger Med dont l'année 2010 devrait être réservée aux études pour environ 20 MDH. Les principaux projets d'investissement de SODEP sont :

- acquisition de grues aux ports de Nador, Jorf Lasfar, Lâayoune et Casablanca (365 MDH) ;
- acquisition de terrains pour le développement de zone logistiques (300 MDH) ;
- construction d'un terminal vertical de stockage de véhicules à Casablanca (140 MDH) ;
- acquisition de portiques à conteneurs au port de Casablanca (120 MDH) ;
- acquisition de chariots cavaliers aux ports de Casablanca et Agadir (40 MDH).

2.2.4.2 - L'ANP a réalisé un investissement de **1.074 MDH** en **2008** et exécute un plan d'investissement de **1.868 MDH** sur la période 2008-2010 dont **664 MDH** en **2009** et **609 MDH** en **2010**. Les principaux projets inscrits sur la période 2008-2010 concernent :

- la construction du 3^{ème} terminal à conteneurs au port de Casablanca (650 MDH) ;
- la réalisation d'une desserte nord et viaducs du port de Casablanca (150 MDH) qui consiste en l'aménagement d'un accès au port à 4 voies d'une longueur de 1.535 mètres ;
- la mise en place d'un système d'échange de données informatisées (34 MDH) en vue de simplifier les procédures du commerce international et diminuer le coût de la logistique et améliorer la qualité de service.

2.2.5 - SECTEUR AEROPORTUAIRE ET AERIEN

2.2.5.1 - SECTEUR AEROPORTUAIRE

L'ONDA a réévalué son plan d'investissement qui nécessite désormais une enveloppe de 10,5 MMDH sur la période 2008-2012. L'objectif stratégique visé à travers le développement et de la modernisation des aéroports est de dépasser le cap des 22 millions de passagers par an à l'échéance du plan, contre 14 millions de passagers actuellement. Les principaux projets sont :

- le réaménagement du Terminal 1 de l'aéroport Mohammed V : 264 MDH en 2010 sur un coût total de 987 MDH ;
- la logistique et les grosses réparations : 250 MDH en 2010 sur une enveloppe globale de 1.140 MDH ;
- le nouveau terminal 3 à l'aéroport de Marrakech : 150 MDH en 2010 sur un coût total de 755 MDH ;
- le nouveau terminal à l'aéroport d'Oujda : 100 MDH en 2010 sur un coût total de 642 MDH ;
- l'extension des installations terminales à l'aéroport de Fès : 200 MDH en 2010 sur un coût total de 502 MDH ;
- les infrastructures et l'aménagement des aérogares des aéroports d'Agadir, Dakhla, Ouarzazate, Al-Hoceima, Tétouan et Errachidia ;

- l'extension du Terminal 1 de l'aéroport de Rabat-Salé et le développement de plates-formes à Benguerir et Tan Tan ;
- le système de gestion intégrée aéroportuaire et le programme de sûreté et sécurité aéroportuaire.

L'Office a réalisé en **2008** un investissement de **1.584 MDH** et prévoit d'investir **1.881 MDH** et **2.269 MDH** respectivement en **2009** et **2010**.

2.2.5.2 - TRANSPORT AERIEN

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de renouvellement d'avions et d'optimisation des coûts, RAM poursuit son plan d'investissement entamé dès 2002 et visant essentiellement l'harmonisation de la flotte autour des B737-800. Ainsi, le **Groupe RAM** a réalisé en **2008** un investissement de **1.019 MDH** et prévoit d'investir **1.978 MDH** et **2.412 MDH**, y compris les investissements au sol, respectivement en **2009** et **2010**.

Par ailleurs, l'année 2009 a été marquée par l'initiation d'un des projets-phares de la compagnie qui vise à développer la desserte aérienne domestique et à offrir un service de qualité à bas coûts. A cet effet, RAM procèdera, à travers une nouvelle filiale, **RAM Express**, à la réalisation d'un programme d'investissement de 1,2 MMDH et ce, en vue de disposer d'une flotte d'avions régionaux moderne, performante et adaptée au marché domestique marocain. Ainsi, RAM passera commande de 6 avions (achats fermes) pour 4 ATR 72-600 et 2 ATR 42-600. Elle prendra option sur 2 avions ATR 72-600 supplémentaires. La livraison de ces avions s'étalera entre 2011 et 2012. En attendant, RAM Express procèdera à la location de 4 ATR 72-200.

2.2.6 - SECTEUR POSTAL

Le programme d'investissement prévisionnel de **Barid Al-Maghrib (BAM)** au cours de la période **2009-2012** s'élève à **2.889 MDH**. Il est en cours de finalisation dans le cadre du projet de contrat programme 2009-2012 et concerne, pour l'essentiel, l'extension et le réaménagement du réseau Poste Maroc, la modernisation de l'infrastructure matérielle des agences, la mise en place du Centre National du Courrier à Casablanca, la construction et le réaménagement des centres de traitement et de distribution, l'extension des guichets automatiques bancaires et l'acquisition de nouvelles technologies.

BAM a réalisé en **2008** des investissements de **303 MDH**. Pour les années **2009** et **2010**, les investissements prévisionnels sont de **373 MDH** et **792 MDH** respectivement.

2.3 - PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

2.3.1 - ENERGIE

Dans le secteur de la production d'électricité, l'énergie nette appelée en 2008 a atteint 24.004 GWH contre 22.608 GWH en 2007, soit une augmentation de 6,2%. En vue de satisfaire cette demande, l'ONE a mobilisé les sources d'énergie ci-après : achats auprès de JLEC (41,75%) et de Tahaddart (11,95%), production ONE (28,25%), interconnexion avec Espagne (17,80%) et production du Complexe Eolien du Détroit (0,25%).

En termes d'investissements, le programme à réaliser par l'ONE durant la période 2008-2012, s'élève à **67 MMDH** y compris les investissements des concessionnaires privés (25 MMDH).

Le programme d'investissement de l'ONE vise le renforcement des capacités de production de l'Office, du réseau de transport et des interconnexions avec les pays voisins, l'achèvement du programme de généralisation de l'accès à l'électricité (PERG) ainsi que le développement des énergies renouvelables. Il porte sur :

❑ **la poursuite de la réalisation des projets en cours ou engagés :**

en MDH

Projets	Coût en MDH	2008	Prévisions 2009	Prévisions 2010	Prévisions 2011
Centrale thermo solaire d'Ain Béni Mathar	4.995	1.831	2.502	644	-
Turbine à gaz de 3X100 MW à Mohammédia	2.100	1.760	306	80	-
Parc éolien de Tanger (140 MW)	2.601	1.589	1.000	-	-
Revamping de la Centrale Thermique de Mohammédia	1.380	1.065	131	168	-
Centrale Diesel à Tan-Tan de 116 MW	1.100	746	334	-	-
Complexe hydraulique Tanafnit - El Borj	1.023	329	128	27	-
Turbine à gaz CTK de 3X100 MW à Kénitra	2.100	-	200	1.140	-
Centrale Diesel à Agadir (66 MW)	750	-	100	268	382

❑ **le lancement de nouveaux projets :**

en MDH

Projets	Coût en MDH	Prévisions 2010	Prévisions 2011
STEP Abdelmoumen	2.900	-	580
Projet hydroélectrique de M'dez et El Menzel	2.100	-	525
Centrale de Safi - Transport	1.834	307	763
Parc éolien de Tarfaya - Transport	1.600	746	560
Infrastructures du port pour la Centrale de Safi	1.540	40	450
Extension des infrastructures du port pour Jorf 5 et 6	1.095	329	329

Les investissements de l'ONE s'élèvent à **9.977 MDH en 2008** y compris la composante PERG²⁷. Le programme prévisionnel de l'ONE, au titre des années **2009** et **2010** s'élève à **11.857 MDH** et **9.970 MDH** respectivement, y compris la composante PERG.

2.3.2 - EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT LIQUIDE

L'investissement réalisé par l'ONEP s'est élevé à **3.876 MDH en 2008**. Les investissements prévus pour **2009** et **2010** s'élèvent respectivement à **4.241 MDH** et **4.118 MDH**.

Le programme d'investissement de l'ONEP prévu dans le cadre du contrat de programme conclu avec l'Etat pour la période 2008-2010 s'élève à plus de **12,8 MMDH** et vise à :

- pérenniser, sécuriser et consolider les infrastructures d'eau potable en milieu urbain (5,8 MMDH) ;
- généraliser l'accès à l'eau potable dans le milieu rural (4,1 MMDH) ;
- soutenir l'intervention active de l'Office dans le secteur de l'assainissement liquide (3 MMDH).

²⁷ Cf. développements consacrés au PERG - infra

Programme National d'Assainissement liquide (PNAL)

Le coût du PNAL, évalué 43 milliards DH à l'horizon de 2020, sera financé à hauteur de 30% par l'Etat et à concurrence de 70% par les usagers bénéficiaires. Les objectifs du PNAL visent une réduction de la pollution par les eaux usées de 60% et un taux de raccordement de 80% en milieu urbain.

Plusieurs villes et centres ont été ou sont en cours d'équipement en réseau et en dispositifs d'épuration : Agadir, Marrakech, Meknès, El Jadida, Kénitra, Khouribga, Berrechid, Nador, Al Hoceima, Béni-Mellal ...

Les débloquages de l'Etat au profit des opérateurs (ONEP et Régies de Distribution) ont atteint à fin 2008, un montant de 880 MDH.

2.3.3 - DISTRIBUTION

2.3.3.1 - Régies de distribution (12) : Les investissements réalisés portent sur le développement de l'infrastructure de base (stations d'épuration, capacité de stockage d'eau potable, postes de livraison d'électricité...), le renforcement, l'entretien et la réhabilitation des réseaux et l'acquisition des moyens d'exploitation. Ils ont atteint **1.745 MDH** en **2008**. Les prévisions pour **2009** et **2010** sont respectivement de **3.192 MDH** et **3.350 MDH**.

2.3.3.2 - Délégataires : Les sociétés **Lydec à Casablanca, Veolia à Rabat-Salé et Amendis à Tanger et Tétouan** traitent environ le tiers de l'activité du secteur. Elles ont investi **1.748 MDH** en 2008 et exécutent un programme d'investissement de **9.783 MDH** sur la période **2009-2013** destiné à la réalisation des projets inscrits dans les contrats conclus avec les autorités délégantes. Les prévisions pour **2009** et **2010** sont respectivement de **2.205 MDH** et **2.187 MDH**.

2.4 - PHOSPHATES

En termes d'investissements, le programme à réaliser par le **Groupe OCP-SA**, durant la période 2008-2012 s'élève à **37 MMDH** hors IDE. Pour **2008**, les réalisations ont atteint **3.624 MDH**. Les investissements prévus au titre de **2009** et **2010** s'élèvent à **14.936 MDH** et **7.000 MDH** respectivement. Les principaux projets programmés se présentent comme suit :

- **Augmentation de la capacité d'extraction de 23 millions de tonnes (MT) :** Mine Oulad Farès : 6 MT ; Mine Helassa : 5,5 MT ; Mine Ext ZCN : 4 MT et Mine Benguerir : 3 MT ;
- **Construction de 4 laveries pour une capacité de près de 40 MT :** Merah Lahrech : 13 MT ; Oulad Farès : 12 MT ; Helassa : 12 MT et Benguerir : 2,8 MT.
- **Construction du pipeline** qui permettra le transport de toute la production du phosphate de Khouribga vers le site de Jorf Lasfar (200 km) ;
- **Mise à niveau du port de Jorf Lasfar** pour accueillir, à l'horizon 2012-2015, les trafics importations et exportations liés au développement de Jorf Phosphate Hub - JPH (valorisation supplémentaire de 16 MT de phosphates par an) ;
- **Dessalement de l'eau de mer à Jorf Lasfar ;**
- **Adduction d'eau à partir de l'Oum Errbiaa** pour Benguerir et Youssoufia.

Par ailleurs, l'OCP conduit de nombreux projets dans le cadre de **partenariats avec des opérateurs internationaux de renom** dont BUNGE, PETROVIETNAM et LIBYA AFRICA INVESTMENT PORTFOLIO. Cette stratégie est appelée à se renforcer dans le cadre du projet Jorf Phosphate Hub qui consiste à faire de Jorf la plate-forme mondiale de la chimie des phosphates en partenariat avec des investisseurs internationaux de premier plan.

2.5 - HYDROCARBURES

L'ONHYM poursuit la politique volontariste d'exploration pétrolière dans le cadre de partenariats avec les opérateurs internationaux. 6 nouveaux accords pétroliers et 4 nouveaux contrats de reconnaissance associant de nouveaux opérateurs internationaux ont été conclus en 2008. Les investissements réalisés par les partenaires de l'ONHYM au cours des derniers 18 mois ont dépassé 2 MMDH.

En termes d'investissements propres, les réalisations l'ONHYM ont atteint **71 MDH en 2008**. Les investissements prévus au titre de **2009** et **2010** s'élèvent à **405 MDH** et **555 MDH** respectivement.

2.6 - AGRICULTURE

2.6.1 - ORMVA : l'activité de ces Offices s'inscrit dans la continuité des exercices précédents et se caractérise par sa dépendance du Budget Général de l'Etat pour couvrir les charges d'exploitation et un important déficit en matière de maintenance et de réhabilitation des réseaux d'irrigation. Les investissements des ORMVA ont atteint **346 MDH en 2008**. Les prévisions d'investissement de ces Offices au titre **2009** et **2010** sont de l'ordre **780 MDH** par an. Les principaux projets portent notamment sur les travaux d'aménagement de la Grande Hydraulique.

2.6.2 - AGENCE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ADA)

Le plan d'action de l'ADA au titre de 2009 se focalise essentiellement sur la mise en place des outils de base pour accompagner la réalisation du **Plan Maroc Vert**.

Par ailleurs, le dispositif institutionnel du secteur agricole a été renforcé par la création de la **Société de Financement de Développement Agricole (SFDA)** dédiée au financement des projets des petits agriculteurs, prévue par la convention Etat-CAM signée en avril 2008.

Dans le cadre du Plan Maroc Vert, l'Etat et le Crédit Agricole du Maroc (CAM) ont conclu en octobre 2008 une convention relative à l'accompagnement financier de ce plan par le Groupe CAM pour un montant global de 20 MMDH sur la période 2009-2013. Des conventions similaires ont été signées avec d'autres institutions financières nationales.

3 - ACTIONS DANS LES DOMAINES SOCIO-EDUCATIFS ET EN MILIEU RURAL

L'action des EP est déterminante dans la formation et la conduite de nombreux programmes d'envergure en faveur du monde rural tels que le PAGER, le PERG et le PNRR.

3.1 - EMPLOI ET FORMATION

3.1.1 - OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (OFPPT)

Après la réalisation du programme 2003-2008 où l'objectif de formation de 400.000 stagiaires a été dépassé en atteignant 405.000 stagiaires, l'OFPPT a entamé la mise en œuvre du plan de développement 2008-2013 visant la formation de 650.000 stagiaires.

L'exécution de ce plan, amorcé à la rentrée 2008-2009 où plus de 194.000 stagiaires ont été accueillis en formation, sera accélérée avec le démarrage de la 2^{ème} phase par l'accueil, au titre de la rentrée 2009-2010, de 220.000 nouveaux stagiaires.

L'Office poursuit le renforcement du réseau des établissements de formation et ce, par le démarrage des travaux de 35 nouveaux projets et le lancement des études pour la création de 18 établissements de formation professionnelle prévus par le plan de développement 2008-2013.

Les investissements de l'Office font partie du plan d'action 2008-2009 et tiennent compte du Plan d'Urgence de la formation professionnelle 2008-2013. Ils ont atteint **283 MDH** en 2008. Les investissements prévus au titre de 2009 s'élèvent à **518 MDH** ; pour 2010, les estimations sont de **416 MDH**.

3.1.2 - AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES (ANAPEC)

L'exercice 2008 constitue la dernière année du plan de développement de l'ANAPEC. Les réalisations de l'Agence, en termes d'objectifs, au titre du contrat progrès 2006-2008 ont concerné les principaux chantiers suivants :

- l'extension du réseau de l'ANAPEC qui a atteint 50 Agences dont 16 Agences régionales, 4 Agences à l'échelon International et 30 Agences locales. 19 autres Agences ont été identifiées pour mieux couvrir le territoire national ;
- la promotion de l'emploi, par l'amélioration des insertions qui ont atteint 124.788 au titre de la période 2006-2008 à travers les principaux programmes (Idmaj, Taehil et Moukawalati) adoptés par l'Agence dans le cadre des mesures « Initiatives-emploi ».

Les réalisations des mesures « Initiatives- emploi » se présentent comme suit :

Programmes	Objet	Objectifs 2006-2008	Réalizations			
			2006	2007	2008	Totaux
Idmaj	Insertions	105.000	32.880	40.160	47.036	120.076
Taehil	Amélioration de l'employabilité	50.000	2.878	9.326	8.250	20.454
Moukawalati	Créations	30.000	En démarrage	572	702	1.274
	Insertions	90.000		1.093	3.619	4.712
Objectif - Contrat progrès	Insertions	195.000	32.880	41.253	50.655	124.788

Le projet de plan stratégique 2009-2012 vise à conforter les acquis et à accompagner la dynamisation de l'intermédiation et son adaptation permanente, en fonction des besoins du marché de l'emploi.

A ce titre, le plan d'action 2009 vise notamment :

- l'achèvement des chantiers ouverts dans le contrat progrès 2006-2008 : extension et modernisation du réseau des Agences, amélioration des prestations de services aux entreprises et chercheurs d'emploi, poursuite de la restructuration de l'ANAPEC, développement de la communication avec ses partenaires,...
- l'insertion de 50.000 candidats à fin 2009 ;
- l'amélioration de l'employabilité de 18.000 jeunes diplômés ;
- l'appui à la création de 1.500 petites entreprises.

Le projet de budget, au titre de l'exercice 2009, est financé par les subventions de l'Etat à hauteur de 59 MDH pour le budget d'investissement et de 157 MDH pour le budget de fonctionnement. La dotation dédiée aux mesures « Initiatives Emplois » est de 462 MDH.

3.1.3 - ACADEMIES REGIONALES DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION (AREF)

En 2008, les principaux indicateurs des 16 AREF se présentent comme suit :

- Nombre de Délégations	:	68
- Nombre d'établissements scolaires publics	:	10.325
- Nombre d'enseignants	:	234.354
- Nombre d'élèves	:	5.994.230
- Nombre d'internats	:	436
- Nombre de bénéficiaires de cantines scolaires	:	927.543

En 2008, les investissements réalisés ont atteint **2.312 MDH**. Les investissements prévisionnels s'élèvent à **1.670 MDH** au titre de 2009 et à **4.059 MDH** pour 2010.

Le Plan d'Urgence de l'Education Nationale, s'étalant sur la période 2009-2012, porte sur 23 projets pour accélérer la mise en œuvre de la réforme et nécessitera un budget global estimé à 43,7 milliards DH. Le tableau suivant résume le budget estimé pour la mise en œuvre dudit plan :

(En milliards DH)

Espaces	Scolaire	Supérieur
Rendre effective l'obligation de scolarité jusqu'à l'âge de 15 ans	19,85	0,00
Stimuler l'initiative et l'excellence au lycée et à l'université	5,20	7,47
Affronter les problématiques transversales du système	8,82	2,29
Se donner les moyens de réussir	0,09	0,00
Total scolaire/supérieur	33,96	9,76
Total Général	43,73 (*)	

(*) Dont 32,51 milliards DH de budget additionnel

3.2 - ORGANISMES A VOCATION SOCIALE

3.2.1 - ENTRAIDE NATIONALE (EN)

L'activité de l'EN a été marquée, en 2008, par l'augmentation significative du nombre de ses Centres qui est passé de 2.272 en 2007 à 2.442 en 2008 (soit +7%) et de celui des bénéficiaires qui a atteint 247.332 en 2008 contre 227.197 en 2007 (soit +9%). De même, la capacité d'accueil des Etablissements de Protection Sociale s'est renforcée puisque leur nombre a atteint 844 en 2008 contre 816 en 2007, bénéficiant à 61.487 résidents contre 58.000 résidents en 2007.

Sur le plan budgétaire, les réalisations de 2008 s'élèvent à 497 MDH (contre 317 MDH en 2007) dont **76 MDH** au titre de l'investissement et 421 MDH pour l'exploitation (dont 156 MDH correspondant aux subventions accordées aux associations de bienfaisance). Les prévisions d'investissement 2010 sont de **110 MDH**.

3.2.2 - CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES (CMR)

Les principaux indicateurs de l'activité de la Caisse pour 2007-2009 se présentent comme suit :

Désignation - En MDH	2007	2008	2009 (Prévisions)
Recettes des régimes cotisants (*)	14.272	14.726	16.167
Dépenses des régimes cotisants (**)	12.271	13.513	14.373
Charges de gestion (fonctionnement et équipement)	111	103	153
Résultats de gestion	3.991	3.210	2.294
Produits du portefeuille et du patrimoine	2.365	2.711	3.023
Résultat de gestion et produits financiers	6.356	5.922	5.317

(*) Hors régime non cotisants et hors versements par l'Etat des montants au titre de la couverture de l'impact de l'opération départ volontaire et couverture du déficit du régime militaire

(**) Hors régime non cotisants

Les charges de gestion au titre de l'exercice 2008 s'élèvent à 103 MDH dont 85 MDH au titre de l'exploitation et 18 MDH pour l'investissement. Par ailleurs, et en vue de l'optimisation de la gestion de ses réserves financières qui ont atteint 52.715 MDH à fin 2008 et 58.041 MDH le 25 septembre 2009, la CMR avait lancé en 2006 une étude dont les principaux résultats consistent en un réaménagement du placement des réserves de la Caisse pour en assurer un meilleur rendement tout en se préservant contre les risques.

3.2.3 - CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE (CNSS)

Les principaux indicateurs²⁸ du budget de la CNSS ont évolué comme suit :

DÉSIGNATION (en MDH)	2007		2008	
	Régime Général	AMO	Régime Général	AMO
Cotisations	9.440	1.884	10.072	2.567
Prestations	8.182	279	8.472	569
Frais de gestion	972	-	887	82
Résultat d'exploitation	927	1.439	2.327	1.758
Résultat financier	874	22,5	1.088	68,4
Résultat net de gestion	1.529	1.462	2.622	1.826

Les réalisations en matière d'investissement ont atteint **139 MDH** en 2008. Les investissements programmés en 2009 et 2010 sont de **101 MDH** et **473 MDH** respectivement. La CNSS dispose de trois Fonds de réserve et d'un Fonds Commun de Placement auprès de la CDG qui totalisent, à fin 2008, un montant de 21.077 MDH contre 20.330 MDH à fin 2007. Par ailleurs, la CNSS a adapté son système d'information et revu ses procédures pour prendre en charge l'extension de la couverture médicale aux soins ambulatoires. Elle table sur une augmentation du nombre de dossiers de remboursement qui passera de 2.000 dossiers par jour à 7.129, la 1^{ère} année, pour atteindre 26.093 à la 5^{ème} année.

3.3 - ACTIONS SPECIFIQUES EN FAVEUR DU MILIEU RURAL

3.3.1 - PROGRAMME D'ELECTRIFICATION RURALE GLOBALE (PERG)²⁹

A fin 2008, le PERG a permis l'électrification de 2.290 villages par réseau interconnecté et 490 villages par kits photovoltaïques, permettant à 99.596 foyers de bénéficier de l'électricité, dont 6.790 foyers par kits photovoltaïques. Le taux d'électrification rurale a atteint plus de 95% en 2008 contre 22% en 1996. Le tableau, ci-après, retrace l'évolution 2007-2009 :

²⁸ Suite à l'entrée en vigueur de l'AMO 2005, la CNSS présente une comptabilité séparée des différents régimes

²⁹ Financement PERG : ONE (55%), Collectivités locales concernées (20%) et bénéficiaires (25%)

ANNÉE	NOMBRE DE VILLAGES / AN	NOMBRE DE FOYERS / AN	INVESTISSEMENT EN MDH / AN	TAUX D'ÉLECTRIFICATION RURALE EN %
2007	4 266	168 519	2 212	93
2008	2 780	99 596	1 943	95,4
2009 (P)	3 030	119 900	2 100	98

Pour l'exercice **2009**, l'ONE prévoit un montant de **2.100 MDH** pour la clôture des marchés liés au PERG. Dans le cadre du **Plan de Valorisation de l'Electrification Rurale**, lancé par l'ONE et dont l'ambition est de faire du PERG un levier pour le développement rural, 128 projets ont été soutenus à fin avril 2009 dans différents secteurs d'activités (eau potable, transformation de produits agricoles, élevage, tourisme rural, ...). De même, il a été procédé au raccordement de plus de 6.000 nouvelles activités économiques utilisant de la force motrice dans le milieu rural. Ces activités sont dominées par le pompage pour l'irrigation avec 50%, suivi du pompage pour eau potable avec 15%, les activités de soudure et menuiserie (8%), les huileries et moulins (7%) et la petite industrie (6%).

L'ONE a conclu des conventions de partenariat avec de nombreuses institutions publiques et privées visant à promouvoir le développement des **Activités Génératrices de Revenus** dans le milieu rural : ADS, INDH, Centrale laitière. D'autres conventions sont en cours : ANRT, INDH, ONEP, associations de micro crédit...

Pour la conception et l'élaboration de la stratégie du Plan de Valorisation, une étude, financée par la Banque Mondiale, a été lancée en février 2009. Outre la finalisation de la stratégie du Plan de Valorisation et la concrétisation de nouveaux partenariats, les principales actions prévues en 2009 visent à soutenir 150 nouveaux projets pilotes dans le cadre du Plan et à raccorder 7.000 usagers de la force motrice dans le milieu rural.

3.3.2 - GENERALISATION DE L'ACCES A L'EAU POTABLE

Dans le cadre du Programme de Généralisation de l'Accès à l'Eau Potable³⁰ (PAGER), lancé en 1995, l'ONEP³¹ a desservi, en **2008**, une population additionnelle de 271.600 habitants (1.460 MDH). Ci-après, les réalisations 2007-2008 :

Année	Nombre de douars / an	Population desservie/ an	Montant en MDH / an	Taux d'accès cumulé en %
2007	1.800	1.095.900	1.090	85
2008	1.660	271.600	1.460	87
Cumul 2000-2008	9.242	6.880.200	6.182	-

Dans le cadre du contrat programme 2008-2010, l'ONEP prévoit des investissements au titre du PAGER pour un montant de 2,6 Milliards DH sur la période 2009-2010 (1.362 MDH en 2009 et 1.274 MDH en 2010) ; ce qui permettra de porter le taux d'accès à 91%.

3.3.3 - PROGRAMME NATIONAL DES ROUTES RURALES (PNRR 2)

Le programme du Gouvernement vise à accélérer le rythme de réalisation annuel pour le porter de 1.500 Km à **2.000 Km** et, par conséquent, atteindre le taux d'accessibilité de 80% **en 2012** au lieu de 2015 prévu initialement.

³⁰ Financement PAGER : BGE (80%), Collectivités locales concernées (15%) et bénéficiaires (5%)

³¹ L'ONEP a été désigné depuis janvier 2004 comme seul opérateur pour la réalisation du PAGER

Le nouveau montage financier, fixé pour le PNRR2, est assuré à hauteur de 31% par le Fonds Spécial Routier et le Budget Général de l'Etat, 54% par des emprunts contractés par la CFR et 15% par les Collectivités Locales. Ce montage financier tient compte de :

- l'anticipation de l'échéance d'achèvement du PNRR2 à 2012 ;
- l'augmentation en 2008 de la TVA des travaux qui est passée de 14% à 20% ;
- l'actualisation du coût du PNRR2 qui est passé de 11,3 MMDH (évaluation 2005) à 14,4 MMDH.

A fin **2008**, il a été procédé au lancement de la construction ou l'aménagement d'un linéaire de **5.547 km** pour un coût de 5.352 MDH. Le linéaire restant à lancer entre 2009 et 2012 s'élève à **8.957 km** pour un coût estimé à 7.701 MDH.

A fin juillet 2009, le total des emprunts et dons mobilisés par la CFR auprès des bailleurs de fonds pour le financement du PNRR 2 est de 5.600 MDH soit 65% de la totalité des emprunts à mobiliser.

3.3.4 - TELECOMMUNICATIONS ET SERVICES POSTAUX

3.3.4.1 - TELECOMMUNICATIONS

La loi n° 55-01 relative à la Poste et aux Télécommunications fixe à 2% du chiffre d'affaires la contribution annuelle des exploitants de réseaux publics de télécommunications au financement des missions du **service universel**, ce qui est de nature à favoriser l'équipement des zones rurales.

Le programme dénommé « **PACTE** », approuvé par le Comité de Gestion du Service Universel des Télécommunications en 2007, vise la généralisation de l'accès aux télécommunications à l'ensemble des zones rurales du Maroc pour la période 2008-2011. Ce programme, dont le coût est de 1.443 MDH, porte sur 9.263 localités rurales (appelées zones blanches), pour une population de 2 millions d'habitants. L'année 2009 verra la réalisation des projets relatifs à 2.959 localités pour un montant de 403 MDH.

S'agissant du programme portant sur la **Généralisation des Nouvelles Technologies de l'Information dans l'Enseignement (GENIE)**, la première phase de ce programme, lancée en 2006, a bénéficié à 1,5 millions d'élèves et a permis l'installation de 27.311 ordinateurs pour un montant de 284 MDH. Elle a fait l'objet d'une étude qui a relevé notamment que 75% des salles multimédias sont exploitées. Le budget prévu pour la 2^{ème} phase, s'étalant de 2009 à 2013, est estimé à 1.716 MDH dont 1.172 MDH en équipements, 262 MDH pour l'Internet et 197 MDH pour la formation.

3.3.4.2 - SERVICES POSTAUX

Le réseau de Barid Al- Maghrib compte **1.161** Agences en milieu rural sur un total de **1.765** points de contact sur le territoire national. Au titre de chaque exercice, BAM prévoit une enveloppe budgétaire importante pour effectuer des travaux de réaménagement des agences relevant de son réseau rural. Elle réserve aussi une enveloppe budgétaire pour l'entretien et le réaménagement des locaux ne faisant pas partie de son patrimoine et abritant des agences postales rurales (833 agences) permettant d'assurer le service dans ces zones. Le programme de réaménagement a concerné 10 agences principales en 2008.

3.3.5 - AIDE AUX AGRICULTEURS

Pour assainir la situation des **arriérés au titre des redevances d'eau d'irrigation et de la participation directe des ORMVA**, de l'ordre de **919 MDH** au 31 décembre 2008, l'Etat a décidé, en date du 23 mai 2008, d'exonérer des majorations de retard et des frais de recouvrement au titre de la redevance d'eau d'irrigation et de la participation directe, les agriculteurs qui s'acquittent de la totalité du principal de leurs dettes avant le 31 mars 2009. Au titre de cette opération d'exonération, le montant qui a été recouvré reste faible. Ainsi, à fin juillet 2009, les ORMVA ont recouvré un montant de l'ordre de **62 MDH** sur des arriérés de l'ordre de **735 MDH**.

Par ailleurs, la convention entre l'Etat et le **CAM**, signée en avril 2008, a mis en place la Société de Financement de Développement Agricole (SFDA) pour porter la mission de service public relative au financement des activités agricoles et rurales requérant un soutien spécifique des pouvoirs publics. Le premier programme gouvernemental à être conventionné concerne le programme arboricole MCA (*cf. Supra*), objet de la convention signée en avril 2009 entre l'Etat, le CAM et la SFDA.

4 - ACTIONS DANS LES DOMAINES DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME

Face aux mutations du secteur de l'habitat en relation notamment avec la pression démographique et le taux d'urbanisation, la politique des Pouvoirs Publics en la matière se reflète essentiellement à travers l'accroissement considérable des investissements du Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO), l'intervention de l'ALEM et des Agences Urbaines et la création d'organismes dédiés à des projets spécifiques.

4.1 - HOLDING AL OMRANE (HAO)

Le HAO a intensifié son rythme d'activité à partir de l'exercice 2009. A cet effet, le Groupe exécute un volume d'investissement global de l'ordre de 8,5 MMDH en augmentation de plus de 18% par rapport aux réalisations de l'exercice 2008 (7,2 MMDH). Dans ce cadre, le Groupe prévoit de lancer plus de 179.254 nouvelles unités et en achever près de 154.484 au cours de 2009.

L'activité du Groupe devrait s'accroître davantage comme en témoigne le volume d'investissement prévisionnel pour la période 2008-2012 et qui est de l'ordre de **45 MMDH** soit une moyenne de 9 MMDH par an. En matière **d'accès à l'habitat social** et de **lutte contre l'habitat insalubre**, les indicateurs significatifs de l'activité du Groupe Al Omrane au titre de 2008-2009 se résument comme suit :

Désignation	Réalisations 2008	Prévisions 2009
Mises en chantier	169.533 unités (dont 79.905 unités nouvelles)	179.254 unités (dont 97.586 unités nouvelles)
Achèvements	133.943 unités (dont 67.196 unités nouvelles)	154.484 unités (dont 75.497 unités nouvelles)
Livraisons	47.738 unités	43.000 unités
Démolitions baraques	48.137 baraques	30.000 baraques
Création titres fonciers	40.484 titres	50.000 titres
Contrats de vente	24.969 contrats	28.900 contrats
Investissements	7.219 MDH	8.564 MDH

Les investissements projetés pour 2010 s'élèvent à **9.064 MDH**.

Le programme « **Villes Sans Bidonvilles** » (**VS**) qui concerne plus de 83 villes (hors Provinces du Sud) devra mobiliser un investissement de près de 25 MMDH avec un appui public de 10 MMDH. A fin 2008, le nombre de villes déclarées villes sans bidonvilles était de 30.

Dans le cadre du Partenariat Public-Privé (**PPP**), le HAO a initié 69 opérations entre 2003 et 2008 ayant fait l'objet de 310 conventions. Ce partenariat a porté sur la construction, à terme, de 145.348 logements (dont 22.500 de faible VIT) sur 843 ha à réaliser par 267 promoteurs. En termes de réalisation, les projets de partenariat ont enregistré, à fin 2008, les résultats suivants : 25.524 logements achevés et 59.752 logements en cours de réalisation.

S'agissant du **programme des Villes Nouvelles**, le HAO a poursuivi, au cours de l'exercice 2008, l'aménagement et l'équipement en infrastructures hors site et in site des villes nouvelles de Tamesna (840 ha) près de Rabat et de Tamansourt (1.200 ha) près de Marrakech tout en initiant des programmes de logements diversifiés en maîtrise d'ouvrage directe ou en PPP.

En ce qui concerne la **mobilisation du foncier public**, le Groupe a bénéficié en février 2009 de 3.850 ha supplémentaires dédiés à la production des logements notamment, le programme des 129.000 logements à 140.000 DH pour lequel, la situation à fin 2008 fait état de 10.374 logements lancés par les sociétés Al Omrane et 12.246 lancés dans le cadre de PPP.

4.2 - AGENCE DE LOGEMENTS ET D'EQUIPEMENTS MILITAIRES (ALEM)

Le plan d'action de l'**ALEM** pour la période 2007-2011 comprend un important **Programme de 80.000 logements sociaux** lancé en 2007 au profit du personnel civil et militaire de l'Administration de la Défense Nationale. L'état d'avancement se présente comme suit :

RUBRIQUES	Réalizations 2007	2008		Taux de réalisation 2008 en %	variation 2008/2007 en %
		Prévisions	Réalisations		
Réalisations techniques (unités)					
Locatif : Unités lancées	6.000	7.162	8.507	118,8	42
Unités en cours	-	-	7.930	-	-
Accession à la propriété :					
Unités lancées	4.000	7.073	14.677	207,5	267
Unités en cours	-	-	1.494	-	-
Investissements (en MDH)	583	2.400	3.482	145,1	497

Les investissements prévus en **2009** sont de **4.162 MDH** et ceux pour **2010** sont de **3.240 MDH**.

4.3 - IDMAJ SAKANE

Les principaux indicateurs de cette société qui a pour mission principale de mener les actions permettant l'intégration des quartiers insalubres et sous équipés dans la Région du Grand Casablanca, se présentent comme suit :

Désignation	Réalisations 2007	Réalisations 2008
Mises en chantier (unité)	5.434	5.607
Achèvements (unité)	4.241	3.890
Démolitions (unité)	1.666	3.406
Ventes de lots de mixité sociale (unité)	66	-
Créations de titres fonciers (unité)	1.561	-
Recettes clients (MDH)	23	12
Investissement (MDH)	198	153
Chiffre d'affaires (MDH)	29	93

Les investissements prévus pour 2010 sont de **365 MDH**.

4.4 - AGENCES URBAINES (AU)

Les orientations gouvernementales en matière d'habitat et d'urbanisme ont incité les Agences à réorienter leur plan d'action. A ce titre, l'exercice 2008 a été caractérisé par :

- le passage des agences d'un rôle de régulation à un rôle d'orientation ;
- l'avancement dans la généralisation de la couverture en documents d'urbanisme ;
- le développement de la politique de partenariat et de proximité avec les collectivités locales ;
- la lutte contre l'habitat insalubre et la promotion de l'habitat social et de l'investissement.

En matière de gestion urbaine, l'exercice 2008 a enregistré l'instruction de 96.348 dossiers dont 60% traités en guichet unique. 72% de ces dossiers ont reçu l'avis favorable dont 90% concernent les projets d'habitat. Le programme d'action au titre 2009 vise une implication plus importante en matière de gestion urbaine et l'adoption d'une politique de proximité et d'ouverture sur l'environnement. S'agissant du plan d'action de l'**Agence Urbaine de Casablanca**, il retient la constitution d'une réserve foncière, la réalisation d'opérations d'aménagement urbain et l'achèvement du complexe culturel de la Mosquée Hassan II.

En 2008, les AU ont investi **748 MDH**. Les investissements prévus pour 2009 et 2010 sont de **721 MDH** et **1.771 MDH** respectivement

5 - ACTIONS DANS LES DOMAINES DE LA PROMOTION ECONOMIQUE ET DU DEVELOPPEMENT REGIONAL

5.1 - PROMOTION ET AMENAGEMENT

De nombreux EP contribuent, de manière déterminante, aux aménagements urbanistiques, touristiques et sportives ainsi qu'à la promotion touristique et au développement territorial : Agence Bou Regreg, SMIT, Marchica Med, Casa Aménagements, ONMT, SONARGES et Agences Régionales de Développement.

5.1.1 - AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOU REGREG (AAVBR)

Le projet d'aménagement de la Vallée du Bou Regreg s'étale sur une superficie de près de 6.000 hectares pour un coût estimé à **10 MMDH**. Les travaux, lancés en janvier 2006, connaissent un rythme de réalisation conforme au planning : taux moyen de réalisation de 50%, l'objectif étant de respecter l'échéance de livraison prévue à partir de 2012.

La politique de filialisation adoptée par l'Agence a donné lieu à la création en 2009 de la filiale « **Société du Tramway de Rabat Salé** » ayant pour objet social la conception, la réalisation, le financement et l'exploitation du Tramway. Les engagements cumulés au titre des aménagements pour 2006-2008 sont de **3.100 MDH**. Les investissements prévus pour 2009 et 2010 sont de **2.000 MDH** et **2.200 MDH** respectivement.

5.1.2 - SOCIETE MAROCAINE D'INGENIERIE TOURISTIQUE (SMIT)

L'année 2009 constitue le 1^{er} exercice de la SMIT suite à l'entrée en vigueur, courant 2008, de la loi n° 10-07 en vertu de laquelle cette société s'est subrogée aux obligations de la SONABA et de la SNABT dont elle a repris les missions. La SMIT a été chargée, en outre, du pilotage du Plan Azur et de la mise en œuvre des Plans de Développement Régionaux du Tourisme et du plan Biladi.

S'agissant du **Plan Azur**, la SMIT a assuré le suivi des différents projets du plan à travers l'accompagnement des investisseurs et la relance de ces derniers pour la réalisation de leurs projets conformément aux clauses des cahiers des charges qui les lient à l'Etat. Dans ce cadre, la station touristique de Saïdia a été achevée au courant de l'été 2009 et l'ouverture de la station de Mazagan est prévue pour octobre 2009.

Par ailleurs, dans le cadre du **Plan « Mada'In »**, lancé pour l'amélioration et l'extension des destinations touristiques par la mise en place de Programmes de Développement Régionaux Touristiques (PDRT), quatre nouveaux PDRT sont en cours de signature et concernent les villes de Tanger (800 lits à l'horizon 2013), Tétouan (5.000 lits pour 2013), Ouarzazate (12.100 lits dont 3.700 hôteliers et 8.500 résidentiels en 2013) et Marrakech. La SMIT envisage également d'intensifier les actions visant à développer le tourisme rural.

En 2008, la société a investi **69 MDH**. Les investissements prévus pour 2009 et 2010 sont de **284 MDH** et **322 MDH** respectivement

5.1.3 - SOCIETE MARCHICA MED

Le programme d'aménagement de la lagune de Marchica vient en application des Hautes Instructions Royales visant le développement économique et social de la région de l'Oriental d'une manière générale et de la ville de Nador en particulier confié à une société dédiée, en l'occurrence Marchica Med. Il sera réalisé sur une superficie totale de **1.549 ha autour de 6 cités** : la cité d'Atalayoun, la cité des Deux Mers, la cité de l'ONDA, la Baie des Flamants, la Marchica Sport et les Vergers de Marchica.

Le coût du programme d'aménagement de la lagune de Marchica est estimé à 8 MMDH et celui de son développement à 20 MMDH, soit un **coût total de 28 MMDH** permettant la production de près de 95.000 lits touristiques et résidentiels, en plus des équipements d'infrastructure communs et de loisirs. Les travaux d'aménagement de la cité d'Atalayoun (453.000 m²) ont été lancés courant 2009 pour être achevés en 2013 via une filiale créée par la société Marchica Med et dont le capital pourra être ouvert, par la suite, à d'autres actionnaires. Le coût prévisionnel des équipements et d'aménagement de la cité est estimé à 1.062 MDH et les ressources générées par la vente des lots aménagés sont estimées à 1.648 MDH. En 2008, la société a investi **163 MDH**. L'investissement prévu pour 2010 est de **450 MDH**.

Un programme similaire est développé dans la région de "**Chbika**" au sud de Tan-Tan.

Lancement des travaux de la station d'Oued Chbika en juin 2009

Une enveloppe de 6,8 milliards de DH sera investie pour l'aménagement de la première tranche de la station touristique de "Chbika" qui se trouve à 50 km au sud de Tan Tan. Cette première tranche, qui concerne 500 hectares sur un total de 1.500 hectares dédiés à l'ensemble du projet, verra à l'horizon 2015 la construction de huit unités hôtelières avec une capacité d'accueil totale de 7.500 lits, 1.851 unités résidentielles (villas, riyads et appartements) d'une capacité de 7.500 lits en plus d'un terrain de golf (18 trous), d'un port de plaisance, d'un centre d'artisanat et d'autres commerces et restaurants. La date de 2012 a été fixée pour l'ouverture du premier hôtel. Ce projet devra générer 15.500 emplois.

5.1.4 - SOCIETE CASA AMENAGEMENTS

Casa Aménagements³² dispose d'un important potentiel d'affaires dont le programme d'aménagement intégré de la zone Sindibad qui nécessite un investissement global de près de **3 MMDH** pour la réalisation des trois composantes suivantes :

³² Société anonyme créée par décret n° 2-08557 du 21/10/2008

- aménagement du parc de loisirs sur 37 hectares relevant du domaine forestier ;
- aménagement du site des fouilles et construction d'un musée archéologique sur une superficie de 4 hectares appartenant au domaine privé de l'Etat ;
- réalisation d'un programme d'investissement immobilier comprenant des résidences, des hôtels et des bureaux sur une superficie de 28 hectares appartenant au domaine privé de l'Etat.

Suite à un appel à manifestation d'intérêt international lancé pour le choix d'un opérateur pour l'aménagement de la zone d'animation intégrée du parc Sindibad, des négociations sont dans leur phase finale avec un candidat possédant une expertise dans ce domaine.

5.1.5 - OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME (ONMT)

Pour la mise en œuvre de la **Vision 2010**, l'Etat a mis en place un arsenal de mesures dont :

- le renforcement des dotations budgétaires annuelles allouées au budget de promotion de l'ONMT et qui sont passées de 200 MDH en 2002 à **550 MDH en 2009** ;
- la participation, par le biais du Budget Général et du Fonds Hassan II, au financement de la réalisation des stations balnéaires faisant partie du Plan Azur ;
- le financement de la rénovation d'une partie du parc hôtelier existant par un mécanisme reposant sur un co-financement assuré par le Fonds Hassan II et les banques.

En vue de faire face aux difficultés engendrées par la crise internationale, le Gouvernement a mis en place des mesures d'accompagnement des secteurs les plus touchés et à leur tête celui du tourisme et ce, à travers le renforcement du budget de promotion et de communication institutionnelle de l'ONMT relatif à l'exercice 2009 par un **montant additionnel de 300 MDH**, avec un ciblage particulier pour la ville de Marrakech. A cet égard, l'ONMT a mis en place un plan d'action proactif visant l'adaptation du mécanisme de recouvrement et le développement d'une plateforme de communication globale devant permettre de maintenir une croissance des arrivées aux frontières de 4% en 2009. Conformément aux Hautes Orientations Royales dans le cadre des Assises Internationales du Tourisme tenues à Fès en avril 2008, la « **Vision 2020** » du secteur du tourisme est en cours de finalisation afin de capitaliser sur les résultats acquis et tenir compte davantage des aspects qualitatifs et de l'articulation du secteur touristique national avec les autres secteurs économiques et sociaux.

5.1.6 - SOCIÉTÉ NATIONALE DE RÉALISATION ET DE GESTION DES STADES

La **SONARGES**, créée le 4 novembre 2008, a pour principales missions de :

- superviser la réalisation des travaux d'achèvement des 3 stades olympiques qui seront mis en service au cours de l'année 2010, à savoir : le stade de Tanger (845 MDH), le stade de Marrakech (830 MDH) et le stade d'Agadir (860 MDH) ;
- assurer la maîtrise d'ouvrage de la réalisation du Grand Stade de Casablanca dont l'achèvement est prévu à l'horizon 2013 (2.080 MDH) ;
- assurer la maintenance et le bon fonctionnement des infrastructures sportives et leur exploitation optimale dans le cadre de cahiers des charges à établir à cet effet.

5.2 - DEVELOPPEMENT REGIONAL

5.2.1 - AGENCE DU NORD (APDN)

Le montant de l'investissement réalisé en 2008 s'élève à **579 MDH** concernant 145 projets portant sur le développement des infrastructures et la mise à niveau urbaine et l'appui à différents secteurs d'activité en rapport avec le développement humain. Pour l'année 2009, le montant prévisionnel est de **754 MDH** ; pour 2010, les prévisions sont de **818 MDH**.

Pour ce qui est du plan d'action à moyen terme (2010-2013), l'enveloppe s'élève à 6,8 MMDH dont 1,1 MMDH représentant la contribution de l'Agence, 5,05 MMDH correspondant à l'apport des partenaires nationaux et le reliquat (650 MDH) provenant de la coopération internationale.

5.2.2 - AGENCE DU SUD (APDS)

L'APDS poursuit la réalisation de son programme de développement mené depuis 2004. A cet effet, l'Agence a mis en place un dispositif conventionnel qui concerne principalement les actions de proximité couvrant différents projets de développement humain et de mise à niveau sociale à fort impact économique et social. Au terme de l'année 2008, ledit dispositif a été consolidé et élargi à d'autres partenaires pour atteindre un montant global de 7,6 MMDH dont la contribution de l'Agence porte sur un montant de **1,3 MMDH**, soit 20%. Pour 2009 et 2010, les prévisions d'investissement portent respectivement sur **650 MDH** et **1.200 MDH**.

5.2.3 - AGENCE DE L'ORIENTAL (APDO)

Le plan d'action 2008-2010 de l'APDO porte sur 138 projets dont 20 projets hérités de l'APDN et nécessite une enveloppe de 8,6 MMDH dont 1,4 MMDH à la charge de l'Agence, le reste étant inscrit à la charge des partenaires nationaux et internationaux. L'année 2008 a enregistré un investissement de **289 MDH** consacrés notamment à l'appui à l'aménagement des routes dans la région, au développement et la gestion intégrée des ressources en eau, au lancement de nouvelles Activités Génératrices de Revenus et au développement des organismes de micro- crédit.

Le plan d'action 2009 porte sur **270 MDH** consacrée à 85 projets concernant la stratégie de développement régional, l'appui au développement sectoriel et territorial ainsi que la promotion du partenariat. En 2010, l'investissement prévisionnel est de **210 MDH**.

6 - FINANCE

6.1 - CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION (CDG)

Les principales réalisations de la CDG au titre de l'année 2008 ont été impactées par l'adoption des normes IFRS³³ et se présentent comme suit :

- le produit net bancaire a atteint 7,4 MMDH en 2008 contre 2,9 MMDH en 2007 (+ 155%) ;
- le bénéfice net s'est situé à 2,1 MMDH en 2008 contre 6,4 MMDH en 2007, soit une baisse de 68% en raison principalement du caractère exceptionnel de l'année 2007 ;
- le total bilan s'est accru de 44% par rapport à 2007 pour atteindre 131,6 MMDH à fin 2008.

Par ailleurs, la CDG a réalisé une étude, relative à son plan stratégique de développement 2008-2012, et qui distingue quatre missions clés :

- mobiliser l'épargne à long terme et l'affecter à des emplois utiles pour le développement ;
- être un acteur central de la gestion des retraites ;
- contribuer activement à l'approfondissement du système financier ;
- assurer le rôle d'opérateur du développement territorial et durable.

Au cours de 2010, la CDG devrait poursuivre la mise en place des recommandations de cette étude, appliquer les dispositions de sa charte de gouvernance et affiner son projet ALM³⁴ (Gestion Actif/Passif).

³³ *International Financial Reporting Standards*

³⁴ *Asset and Liability Management*

6.2 - CREDIT AGRICOLE DU MAROC (CAM)

Au terme de l'exercice 2008, le CAM affiche les réalisations suivantes :

- le produit net bancaire a atteint 1,9 MMDH contre 1,8 MMDH en 2007 (+ 4%) et ce, malgré le coût de la constitution de la réserve monétaire pour laquelle le CAM avait une dérogation jusqu'en 2007 ;
- le bénéfice net s'est situé à 225 MDH contre 271 MDH en 2007, soit une baisse de 17%, en raison principalement de la constitution de provisions exceptionnelles au titre de créances anciennes en conformité avec de nouvelles dispositions prudentielles prises par Bank Al Maghrib ainsi que la constitution de la réserve monétaire ;
- le total bilan s'est accru de 3% par rapport à 2007 pour atteindre 62,4 MMDH ;
- l'encours des créances brutes sur la clientèle s'est situé à 38 MMDH (+18%) et la part des créances en souffrance a continué à baisser pour atteindre 14% des créances brutes contre 19% en 2007 et 25% en 2006.

6.3 - CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)

A fin 2008, les principales réalisations du CIH se présentent comme suit :

- un produit net bancaire en recul de 3,9% pour atteindre 1.327 MDH contre 1.381 MDH en 2007 ;
- un résultat positif de 404 MDH contre 1.415 MDH en 2007 ;
- des charges générales d'exploitation en progression de 9,5% par rapport à 2007 ;
- un total du bilan en progression de 14% par rapport à 2007 atteignant 26,2 MMDH ;
- des ressources collectées auprès de la clientèle en hausse de 28% pour atteindre 16,7 MMDH contre 13, MDH un an auparavant ;
- des créances sur la clientèle (21,3 MMDH) qui ont augmenté de 16,3% par rapport à 2007 en relation notamment avec l'accroissement des crédits à l'immobilier (+13%), des crédits de trésorerie et à la consommation (+200%) et des crédits à l'équipement (+52%).

6.4 - FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL (FEC)

Chargé du financement des investissements des Collectivités Locales et de leurs groupements dans les domaines des aménagements urbains, des services de base, des équipements commerciaux du transport urbain et différents aménagements à vocation socioéconomique, le FEC a approuvé, au cours de l'exercice 2008, un volume de prêts de 2,9 MMDH concernant 143 projets contre respectivement 2 MMDH et 148 projets en 2007. Le prêt moyen a progressé de 14 MDH à 20 MDH.

Au cours de 2008, les principaux indicateurs d'activité du FEC ont évolué comme suit :

- recul du produit net bancaire de 21% en passant de 317 MDH en 2007 à 252 MDH en 2008 ;
- baisse de 38% du résultat net qui s'est situé à 149 MDH contre 239 MDH en 2007 ;
- accroissement des charges générales d'exploitation de 19% par rapport à 2007 pour atteindre 283 MDH ;
- accroissement des créances en souffrance qui ont atteint 660 MDH contre 271 MDH en 2007, constituées pour l'essentiel de retards de paiements régularisés par la suite ;
- hausse du total du bilan de 21% pour atteindre 8,4 MMDH contre 6,9 MMDH à fin 2007.

DEUXIEME PARTIE

REFORMES ET RESTRUCTURATIONS

TITRE PREMIER

RESTRUCTURATIONS

La modernisation et la rationalisation de la gestion des EP sont conduites à travers deux axes majeurs :

- **les restructurations institutionnelles et stratégiques qui touchent des secteurs prioritaires** : elles sont dictées notamment par la volonté des Pouvoirs Publics de mettre en oeuvre des réformes concernant particulièrement des services publics ou sociaux tels que les transports (routier, autoroutier, ferroviaire et maritime), les ports, les aéroports, la poste, les télécommunications, l'audiovisuel, l'habitat, le social, l'agriculture, l'énergie, l'eau...;
- **les restructurations opérationnelles et financières qui concernent des Entreprises Publiques** : elles peuvent être menées dans le cadre de **contrats de programme** et sont dictées par la nécessité de prendre des mesures visant l'assainissement et/ou la consolidation de la situation de certaines EP jouant un rôle important dans le développement économique.

Pour des raisons de commodité, les réformes et restructurations sont présentées par secteur.

1 - TRANSPORTS

1.1 - TRANSPORT AUTOROUTIER

Le Contrat Programme ETAT-ADM couvrant la période 2008-2015, signé le 2 juillet 2008, vise le renforcement, par l'Etat, des capitaux propres de ADM en vue d'asseoir les bases de sa viabilité à moyen et long terme et de lui permettre de faire face à son ambitieux programme d'investissement. Pour sa part ADM s'engage à réaliser un programme d'investissement d'un montant de **31.665 MDH** couvrant l'achèvement de tronçons en cours de travaux et la réalisation du programme autoroutier additionnel (contournement de Rabat, Tit Mellil-Berrechid-Beni Mellal et El Jadida-Safi) et à améliorer sa gouvernance. L'évaluation annuelle de l'exécution du contrat programme permet de constater une exécution satisfaisante au titre de l'exercice 2008.

Par ailleurs, une étude a été lancée en juin 2009 visant la réforme institutionnelle du secteur autoroutier et en particulier la création éventuelle d'une entité appelée à porter le financement du secteur dans le but d'assurer son développement et son ouverture éventuelle au secteur privé.

1.2 - TRANSPORT FERROVIAIRE

Les réalisations, au titre de l'exercice 2008, du **Contrat de Programme ETAT-ONCF pour la période 2005-2009**³⁵ ont été globalement satisfaisantes. Ainsi, l'Office a réalisé un résultat net de 78 MDH contre un déficit de 217,5 MDH prévu par le Contrat, un résultat d'exploitation de 730 MDH (+151% par rapport aux prévisions du Contrat) et un taux de réalisation de 82% du programme d'investissement.

³⁵ Ce contrat a été amendé le 30/12/2008 pour tenir compte des actualisations du programme d'investissement.

1.3 - SECTEUR PORTUAIRE

Si l'année 2007 a été une année charnière dans la mise en œuvre de la réforme portuaire, l'année 2008 a été marquée par la concrétisation de la vision stratégique des pouvoirs publics dans ce secteur. A cet effet, l'ANP a procédé au lancement de projets d'investissement structurants et de grande envergure portant, notamment, sur l'augmentation de la capacité et le développement des ports, en particulier au port de Casablanca. De même, la SODEP a poursuivi la mise en œuvre de sa stratégie de diversification et d'intégration de la logistique portuaire, notamment par l'obtention d'une nouvelle concession au port de Tanger Med. Par ailleurs, avec le démarrage effectif de l'exploitation des terminaux du 2^{ème} concessionnaire, SOMAPORT, au port de Casablanca en octobre 2009, chaque concessionnaire prend en charge de manière autonome l'ensemble de la chaîne de manutention et assure la gestion et l'exploitation des ses terminaux. Cette consécration du principe de l'unicité de manutention permettra d'améliorer davantage l'efficacité et l'efficience des opérations de chargement et de déchargement des navires et de réduire les coûts de passage portuaire. En outre, la séparation totale entre les deux opérateurs, SODEP et SOMAPORT qui interviennent désormais dans des terminaux différents, conduit à une concurrence devenue effective et réelle pour le traitement de tous les trafics générant ainsi l'amélioration de la qualité des services et la réduction des coûts.

1.4 - SECTEUR AEROPORTUAIRE ET AERIEN

Dans le cadre du développement du transport aérien domestique, du désenclavement régional et de la promotion du tourisme national, un projet de Contrat Programme entre l'Etat et la RAM au titre de 2009-2013 est en cours de finalisation. Il porte notamment sur la création, le lancement et le développement d'une filiale dédiée au transport domestique dénommée **RAM Express**. Cette filiale à bas coûts permettra à la RAM de disposer d'un système de production concurrentiel pour le transport domestique et d'une activité complémentaire à l'international.

2 - EAU, ENERGIE ET MINES

2.1 - ELECTRICITE ET EAU POTABLE

L'année 2008 a été marquée par une refonte du dispositif légal du secteur électrique³⁶. Cet amendement consacre l'exclusivité de l'aménagement des moyens de production d'énergie électrique à l'ONE, tout en portant le seuil d'autoproduction de 10 MW à 50 MW et permet à l'ONE de conclure avec des producteurs ou des groupements de producteurs des conventions de gré à gré pour la concession de la production d'électricité, destinée à leur usage exclusif, à partir de ressources énergétiques nationales fossiles ou renouvelables, notamment d'origine éolienne. En matière de restructuration, les années 2008 et 2009 ont été marquées par la poursuite du redressement de la situation financière de l'ONE à travers particulièrement :

- **la conclusion d'un Protocole d'Accord Etat-ONE**, en date du 11/2/2009, traçant les grandes lignes du projet de restructuration institutionnelle, opérationnelle et financière de l'ONE. Ce protocole a permis le déblocage au profit de l'ONE de 820 MDH dont 700 MDH en recapitalisation et 120 MDH d'apurement des arriérés des Administrations et EP subventionnés ;
- **la conclusion d'une Convention Etat-ONE** en date du 8/5/2009 définissant les modalités de la contribution du Fonds de Développement Energétique (FDE) au financement, à hauteur de 1.500 MDH sous forme de dotations en capital de l'ONE, du programme d'investissement de l'office relatif à la réhabilitation, la rénovation et la mise à niveau de son parc de production d'énergie électrique.

³⁶ Promulgation de la loi n° 16-08 complétant et modifiant le dahir portant création de l'ONE.

Plan National d'Actions Prioritaires (PNAP) pour le secteur électrique

En vue d'optimiser l'équilibre électrique national et d'assurer la pérennité du service d'électricité, le Gouvernement a adopté, en avril 2008, le PNAP qui vise la réalisation des actions ayant pour objectif l'adéquation entre l'offre et la demande d'énergie électrique. La mise en œuvre de ces actions est confiée à l'ONE, aux Régies Autonomes de Distribution d'Eau et d'Electricité et aux Délégués de distribution d'électricité, d'eau potable et d'assainissement sachant que les objectifs fixés par le PNAP concernant la gestion de la demande d'énergie électrique visent, sur un horizon de 3 ans, la réduction de 25% de la consommation et l'effacement de la pointe de 15%.

La circulaire interministérielle du 1^{er} août 2009 définit les modalités d'application de la tarification incitative et sociale du modèle (-20/-20) adoptée dans le PNAP³⁷ et ce, conformément aux dispositions des Contrats Programme signés le 8 juillet 2008 entre l'Etat et les Distributeurs. Cette circulaire détermine les mécanismes de remboursement par l'Etat des bonus accordés par les Distributeurs aux clients bénéficiaires à travers le Fonds de Développement Energétique créé par l'article 18 de la Loi de Finances pour l'année 2009.

2.2 - ENERGIE

Les objectifs de 15% d'énergies renouvelables et de 12% d'efficacité énergétique à réaliser à l'horizon 2020 représenteraient une économie de l'ordre de 21 MMDH entre la réduction de la facture énergétique et la vente de certificats de carbone ainsi qu'un potentiel de 30.000 emplois.

Avec la création de la **Société d'Investissements Energétiques**³⁸, un nouveau pas est franchi dans la mise en place de la stratégie nationale en matière d'énergie. Dotée d'un capital initial d'un milliard DH, cette société a pour mission principale, l'investissement dans les projets visant l'augmentation des capacités de production et la valorisation des ressources énergétiques, à savoir les ressources renouvelables ainsi que le renforcement de l'efficacité énergétique. Cette société dispose d'une partie des ressources du Fonds de Développement Energétique mis en place par la loi de Finances 2009 et doté d'un milliard US dollars dont une partie provient des dons du Royaume de l'Arabie saoudite (500 millions US dollars) et des Emirats Arabes Unis (300 millions US dollars), le reste provenant du Fonds Hassan II (200 millions US dollars).

Par ailleurs, le projet de loi portant réorganisation du **CDER**, adopté en Conseil des Ministres du 07/05/2009, a pour objet de transformer cet établissement en une **Agence Nationale pour le Développement des Energies Renouvelables et de l'Efficacité Energétique** (ADEREE) qui aura pour mission de contribuer à la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière d'énergies renouvelables (**ER**) et d'efficacité énergétique (**EE**). Dans ce cadre, cette agence sera chargée notamment de :

- proposer à l'Administration un plan national et des plans sectoriels de développement des ER et de l'EE ;
- suivre, coordonner et superviser les programmes, projets et actions de développement dans les domaines des ER et de l'EE prévus dans les plans national et sectoriels précités ;
- réaliser les actions de promotion dans le domaine des ER et de l'EE prévues dans ces plans ;
- mener des actions de sensibilisation et de communication.

2.3 - PHOSPHATES

Les principales actions réalisées dans le cadre de la restructuration institutionnelle et financière de l'OCP se présentent comme suit :

³⁷ Introduite par l'arrêté du Ministre délégué auprès du Premier Ministre, chargé des Affaires Economiques et Générales n° 528-09 du 25 février 2009, publié au Bulletin Officiel n° 5721 du 30 mars 2009, réglementant les structures tarifaires et les tarifs de vente de l'énergie électrique aux clients consommateurs.

³⁸ Autorisation par décret n° 2-09-410 publié au Bulletin Officiel n° 5758 du 6 août 2009

- **Transformation de l'OCP en Société Anonyme et Partenariat OCP-BCP** : La transformation, devenue effective dès avril 2008, a permis de hisser la gouvernance de l'OCP aux meilleurs standards internationaux et de favoriser la transparence financière ainsi que des partenariats stratégiques. Ainsi, un protocole d'accord a été conclu le 12 janvier 2009 entre l'Etat, l'OCP et la BCP, consacrant un partenariat stratégique entre ces deux Groupes publics. Il porte sur une participation croisée, la BCP détenant 5,88% du capital social et des droits de vote de l'OCP et l'OCP détenant 6,62 % du capital social et des droits de vote de la BCP. Ce partenariat a pour objectif d'une part, de consolider l'assise financière du Groupe OCP et de lui permettre d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie industrielle et d'autre part, de favoriser, pour la BCP, sa stratégie de croissance externe et d'accompagnement des groupes opérant à l'international ;
- **Externalisation de la Caisse Interne de Retraite** : Dans le cadre de l'opération d'externalisation du régime interne de retraite de l'OCP au RCAR et à la CNRA, l'Etat, la CDG et l'OCP ont signé le 22 septembre 2008 un protocole d'accord portant sur un montant de 28 milliards DH au profit de 32.169 pensionnés et 11.847 cotisants ;
- **Jorf Phosphate Hub** : Pour faire face à la concurrence et à la cyclicité du marché mondial des phosphates, l'OCP poursuit une stratégie visant la consolidation de son rôle de leader mondial, basée sur la sécurisation des débouchés, notamment, grâce au projet ambitieux de Jorf Phosphates Hub (Hub international pour la chimie des phosphates) destiné à conclure des partenariats à long terme avec des investisseurs de premier rang.

2.4 - HYDROCARBURES ET MINES

Depuis la création de l'ONHYM en 2005, des efforts ont été déployés pour harmoniser les règles de gestion qui étaient en vigueur au sein des établissements dissous et pour la mise en œuvre d'une nouvelle organisation. Dans ce cadre, le Conseil d'Administration de l'ONHYM, réuni le 27 juillet 2009, a retenu les principales actions suivantes :

- élaborer un contrat de programme Etat-ONHYM pour améliorer la visibilité à moyen terme ;
- externaliser les activités liées aux forages miniers et pétroliers et se recentrer sur le métier de base, à savoir l'exploration et la promotion ;
- assainir le portefeuille des participations en vue de la cession de certaines filiales ;
- œuvrer pour le reprofilage des ressources humaines afin de disposer d'une expertise ;
- pouvoir attirer les investisseurs dans ce domaine.

En outre, l'Office a lancé une étude organisationnelle couvrant l'ensemble des aspects techniques, organisationnels, de budget et de planification. Cette étude est actuellement à sa 3^{ème} étape consistant en la mise en place d'un schéma directeur du système d'information d'ici 2011.

3 - AGRICULTURE ET PECHE

3.1 - SODEA ET SOGETA

Les Contrats de Restructuration **Etat-SODEA** et **Etat-SOGETA** dont la date a été prorogée par l'avenant au protocole social signé le 29 juin 2009, jusqu'à la réalisation totale de la 2^{ème} tranche de l'opération de partenariat autour des terres agricoles, ont franchi des étapes importantes tant au niveau de la **restructuration** qu'au niveau du **Partenariat Public-Privé**³⁹. A fin 2008, les actions de restructuration ont permis le départ indemnisé de 3.764 agents (628 MDH), le remboursement des dettes envers les caisses sociales (193 MDH) et la CNSS (362 MDH) et l'apurement des autres dettes notamment bancaires (2.306 MDH).

³⁹ cf. *Partenariat in infra*

Ces dépenses ont été financées essentiellement par le produit de cession de terrains urbains et suburbains précédemment gérés par ces deux sociétés. La restructuration sera parachevée par la dissolution des deux sociétés après assainissement des dettes des filiales de SODEA (130 MDH).

3.2 - AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (ADA)

L'année 2009 a connu la création de l'ADA⁴⁰, établissement public chargé de proposer aux autorités gouvernementales les plans d'action relatifs au soutien des deux piliers du Plan Maroc Vert à savoir : les filières agricoles à forte valeur ajoutée dans une perspective d'amélioration de la productivité et l'agriculture solidaire à travers la promotion et la mise en œuvre de projets économiquement viables en vue d'améliorer le revenu des agriculteurs.

3.3 - COMAPRA

Après l'accord social signé, le 20 juin 2007, par COMAPRA et ses partenaires et suite à la décision de l'assemblée générale extraordinaire d'octobre 2009 relative à la liquidation de cette compagnie, une convention fixant les modalités afférentes à cette liquidation est en cours. Le financement de l'opération de liquidation de la COMAPRA sera assuré en partie par les recettes provenant de la cession des actifs appartenant à la société.

3.4 - OFFICE NATIONAL DES PECHEES (ONP)

Le secteur de la pêche est appelé à connaître de profondes mutations et ce, suite aux actions majeures initiées conformément aux Hautes Orientations Royales notamment en septembre 2009 en vue de la promotion et du développement du secteur de la pêche maritime ainsi que le renforcement des équipements portuaires y afférents :

- finalisation de la nouvelle stratégie du secteur halieutique baptisée **Plan "Halieutis"** visant la mise à niveau des différents segments de pêche, l'amélioration de sa compétitivité et le triplement du PIB du secteur d'ici 2020 ;
- signature du **Contrat de Performance Etat-ONP** pour la période 2009-2012 ;
- signature de la **convention entre l'Agence Nationale des Ports (ANP) et l'ONP** relative à la concession des ports de pêche en faveur de ce dernier ;
- signature d'une convention relative à la réalisation du **projet industriel Haliopolis**, d'un investissement total estimé à 6,6 milliards DH et qui prévoit la constitution d'une société chargée de gérer et de développer le projet en partenariat avec la région Souss-Massa-Drâa, le Fonds Igrane, le Crédit Agricole du Maroc et la société Medz.

4 - TELECOMMUNICATIONS, POSTE ET AUDIOVISUEL

4.1 - TELECOMMUNICATIONS

L'année 2009 constitue l'année de la préparation et l'adoption des orientations générales pour le secteur des télécommunications pour la période 2009-2013. Ces orientations devraient traiter de la poursuite de la mise en œuvre des leviers de régulation et dessiner un nouveau schéma pour le paysage national des télécommunications tenant notamment compte de l'attribution de la 3^{ème} licence mobile de 2^{ème} génération. Les principales actions 2009 ont trait à la modification du plan national de numérotation par le passage à dix chiffres, la révision du plan national des fréquences, le réaménagement de nouvelles bandes de fréquences et la poursuite de la réalisation des programmes « **PACTE** » et « **GENIE** ».

⁴⁰ Loi 42-08 du 18 février 2009

4.2 - POSTE

4.2.1 - RESTRUCTURATION INSTITUTIONNELLE DU SECTEUR DE LA POSTE

Barid Al Maghrib a démarré en 2007 sa réforme stratégique visant la modernisation des services postaux et la structuration de son activité des services financiers sous le champ de la loi bancaire. Le projet de loi portant transformation de Barid Al Maghrib en société anonyme a été adopté par le Conseil des Ministres du 08/07/2008 et par la Commission des Finances, des Equipements, du Plan et du Développement Régional à la Chambre des Conseillers en date du 06/07/2009. La filiale dénommée « **Al Barid Bank** » constitue le premier jalon de la Banque Postale qui permettra à Barid Al Maghrib de gérer la trésorerie des CCP et des mandats et de lancer l'activité de découvert. L'agrément de Bank Al Maghrib a été obtenu le 10 juillet 2008.

4.2.2 - RESTRUCTURATION DE BARID AL-MAGHRIB (Contrat de programme 2006-2008)

Outre les actions signalées ci-dessus, les principales réalisations du **Contrat Programme Etat-BAM au titre de la période 2006-2008** ont concerné, en 2008, la finalisation du projet de séparation des comptes de Poste Maroc et de ceux de la TGR, la mise en place des préalables à la création de la Banque Postale, le lancement d'une deuxième opération de départ volontaire (950 départs) et la réalisation d'un bénéfice de 279 MDH contre une perte de 366 MDH en 2007. Un nouveau Contrat Programme Etat-BAM est en cours de finalisation pour la période 2009-2012.

4.3 - AUDIOVISUEL (SNRT et SOREAD 2M)

Les réalisations de la **SNRT** au titre de la dernière année du **Contrat Programme 2006-2008**⁴¹ ont connu une amélioration relative des ressources et une dégradation au niveau des charges. Ainsi, les ressources ont enregistré une augmentation de 8% par rapport aux prévisions qui s'explique, notamment, par l'effort déployé pour recouvrer les arriérés au titre de la TPPAN. Les charges d'exploitation ont augmenté de 19% par rapport aux prévisions s'expliquant essentiellement par la hausse de la masse salariale (avancement et régularisation du personnel de l'ex-RTM). **Le nouveau Contrat Programme ETAT-SNRT au titre de la période 2009-2011**, signé le 02 octobre 2009, vise la consolidation des acquis, la rationalisation des ressources humaines et la réalisation d'un important programme d'investissement de 650 MDH. Dans ce cadre, l'Etat s'est engagé à verser à la société une contribution de 2.977 MDH, soit une contribution additionnelle de 900 MDH par rapport à celle prévue dans le Contrat 2006-2008.

Concernant **SOREAD 2M**, les travaux sont en cours pour finaliser un contrat de restructuration pour la période 2009-2011 et ce, compte tenu des difficultés financières que connaît la société.

5 - PROMOTION

5.1 - PROMOTION DES INVESTISSEMENTS

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale en matière d'investissement, l'année 2009 a été marquée par la mise en place de l'**Agence Marocaine de Développement des Investissements (AMDI)**⁴². Cette Agence est chargée de deux missions principales à savoir, une mission transverse touchant tous les secteurs et visant à attirer les investisseurs et l'autre relative à la réalisation d'opérations pour le compte du Ministère de tutelle.

⁴¹ Ces Contrats s'inscrivent dans le cadre de la loi n° 77-03 relative à la communication audiovisuelle.

⁴² Créée par la loi n° 41-08 du 18 février 2009 sous forme d'établissement public soumis à la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les Entreprises Publiques et autres organismes

A l'occasion de la tenue du premier Conseil d'Administration de l'AMDI, le 27 juillet 2009, il a été convenu de préparer une plateforme de partenariat avec les différents intervenants et opérateurs (Agences de développement sectoriel, CRI...) en vue d'optimiser les actions de promotion. L'Agence présentera sa stratégie en octobre 2009.

5.2 - COMMERCIALISATION ET EXPORTATION

5.2.1 - GROUPE OCE

Le plan de restructuration du Groupe OCE est quasiment achevé et ce, après le désengagement de l'Office du préfinancement de la campagne des agriculteurs, l'externalisation du recouvrement des créances, l'opération de départ volontaire (117 agents), la cession des biens immobiliers au Maroc (67 MDH) et des locaux en France (3,1 Millions d'Euros) ainsi que de SOCOMAR (20 MDH). Au niveau institutionnel, le projet de loi visant la transformation de l'Office en SA dénommée **Société Marocaine de Commercialisation et d'Exportation (S.M.C.E)** a été adopté par le Conseil de Gouvernement du 23 septembre 2009. La S.M.C.E aura pour objet principal d'exporter la production agricole provenant, particulièrement, des petits exploitants individuels ou regroupés dans des coopératives, groupements ou associations.

Sur un autre plan, une étude stratégique relative à l'OCE est en phase de finalisation pour élaborer un plan stratégique pour la période 2009-2014 conforme à la nouvelle vision de l'OCE qui porte sur un projet d'entreprise consistant, en particulier, en l'agrégation et en la valorisation de l'offre des petits agriculteurs tout en permettant à l'Office d'intervenir, en termes de commercialisation des produits agricoles, sur les marchés local et international.

5.2.2 - CENTRE MAROCAIN DE PROMOTION DES EXPORTATIONS (CMPE)

L'année 2008 a été marquée essentiellement par le lancement de deux études pour le développement de la promotion des exportations marocaines, à savoir :

- la définition de la stratégie de développement et de promotion des exportations ;
- la création d'une identité visuelle « Logo Maroc » ayant pour objectif la mise en place de nouvelles identités visuelles du « **Produit Maroc** » et du CMPE « **Maroc Export** » ainsi que d'un plan de communication stratégique et opérationnel.

La 1^{ère} étude a permis d'identifier les meilleures pratiques internationales et a révélé des pistes d'amélioration concernant le modèle de gouvernance et de coordination des intervenants, le budget de promotion des exportations, les ressources humaines spécialisées, le couplage produits/marchés et l'incitation à l'export.

Par ailleurs et dans le cadre des mesures prises par le Gouvernement pour réduire les effets de la crise sur l'économie nationale notamment sur le plan de la promotion des exportations, la convention signée entre l'**Etat**, représenté par le Ministère de l'Economie et des Finances et le Ministère du Commerce Extérieur, **Maroc Export** et "SMAEX" prévoit des mesures portant sur la prise en charge par l'Etat d'une grande partie des frais des activités promotionnelles à l'étranger et la baisse des frais d'assurance à l'exportation et ce, pour l'ensemble des secteurs exportateurs. A ce titre, l'Etat a budgétisé 500 MDH dont la moitié est prévue dans la loi de Finances 2009.

L'autre moitié sera débloquée en 2010. Le budget d'investissement du CMPE est passé quant à lui de 66 MDH en 2008 à 158 MDH en 2009.

5.3 - CAISSE CENTRALE DE GARANTIE (CCG)

Dans le cadre de la lutte contre les effets de la crise internationale, la CCG a été chargée d'octroyer aux entreprises exportatrices des secteurs du textile habillement, cuir et équipement automobile des conditions de garantie favorables au titre des crédits d'exploitation nécessaires au financement de leurs besoins en fonds de roulement ainsi qu'au titre des facilités de paiement (moratoires) accordées par les établissements bancaires.

Ainsi, la Caisse a conclu avec les banques, le 24 février 2009, une convention définissant les conditions favorables à appliquer à la garantie octroyée dans le cadre des produits « **Damane Exploitation** » et « **Moratoire 2009** ». Sur des crédits agréés par la CCG de 240 MDH, le textile a bénéficié de 83% des encours, le cuir de 10% et la sous-traitance automobile de 7%.

Par ailleurs et lors de sa réunion du 19 mai 2009, le Comité de Veille Stratégique a préconisé de nouvelles mesures dont la promotion de l'investissement des **Marocains Résidents à l'Étranger**, à travers un réaménagement du dispositif « Damane Assakane » géré par la CCG.

5.4 - AGENCE DE DÉDENSIFICATION ET DE RÉHABILITATION DE LA MÉDINA DE FÈS (ADER)

Vingt ans après la création de l'Agence, les difficultés structurelles de cette entité sur les plans opérationnel, institutionnel et financier ont conduit le Gouvernement à constituer un groupe de travail chargé de réaliser un audit stratégique de cette société en vue de proposer des scénarii concernant son devenir.

Les conclusions de ces travaux seront finalisées fin 2009.

DEUXIEME PARTIE

REFORMES ET RESTRUCTURATIONS

TITRE DEUXIEME

GOVERNANCE, PRIVATISATION ET PARTENARIATS

L'amélioration de la contribution du Portefeuille Public au développement du Maroc nécessite, outre les actions de réforme et de restructuration, la promotion d'une meilleure **gouvernance** des Entreprises Publiques ainsi que la modernisation de leur **mode de gestion**.

Ces actions sont complétées, conformément à la politique de libéralisation de l'économie marocaine, par la conduite d'une politique de **cession des participations de l'Etat et de Partenariats Public-Privé**.

1 - GOVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Des avancées majeures marquent la gouvernance et le management des EP dont :

- la modernisation du contrôle financier de l'Etat ;
- le renforcement de la contractualisation des rapports Etat-EP ;
- le recours aux audits externes ;
- l'amélioration de la transparence financière.

1.1 - REFORME DU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT SUR LES EP

En matière de mise en œuvre de la loi n° 69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les EP et autres organismes, et outre les instruments de gestion déjà mis en place, les principales mesures entreprises en 2008 et au cours du 1^{er} semestre 2009 concernent :

- la signature des arrêtés portant organisation financière et comptable de la quasi-totalité des Régies Communales ;
- la signature des décisions relatives aux seuils de visa des contrôleurs d'Etat en ce qui concerne l'APDO et l'AAVBR et l'établissement des projets d'amendement des décisions fixant les seuils de visa du Contrôleur d'Etat concernant la Caisse de Compensation, l'ONICL et de l'APDO ;
- l'établissement d'un modèle de règlement des marchés des EP à la suite de la réforme de la réglementation des marchés de l'Etat ;
- l'amendement des statuts du personnel : ONDA, CNPAC et ANCFCC ;
- l'approbation des organigrammes de l'OMPIC, l'ONP et de l'ALEM et l'amendement de ceux de l'ANCFCC, de l'ANP et de la Société d'Aménagement Al Omrane de Rabat ;
- l'élaboration des procédures afférentes à l'exercice du contrôle financier dont celles couvrant les aspects suivants : disponibilité des crédits pour les restes à payer par les Trésoriers Payeurs et les Agents Comptables, fonctionnement des régies de dépenses et de recettes instituées auprès des EP soumis au contrôle préalable, limite d'âge de retraiter des dirigeants des EEP, représentation du Ministère des Finances au sein des commissions d'appel d'offres instituées par les EP, publication des dossiers des appels d'offres sur le portail des marchés publics, publication des dossiers des appels d'offres internationaux ;

- la communication des rapports annuels des Contrôleurs d'Etat et Commissaires du Gouvernement aux Présidents des Conseils d'Administration concernant les exercices 2007 (181 rapports) et 2008 (185 rapports).

1.2 - CONTRACTUALISATION DES RAPPORTS ETAT-EP

Durant le deuxième semestre 2008 et courant 2009, de nouveaux Contrats ont été conclus :

- 17 Contrats de Développement entre l'Etat et les Universités ont été signés le **06 octobre 2009** à Agadir lors d'une cérémonie présidée par S.M le Roi Mohammed VI. Ils portent sur la période 2009-2012. Au terme de ces Contrats, le Gouvernement s'engage à allouer un budget de fonctionnement hors salaires de 8,2 milliards de DH ainsi qu'un budget d'investissement de 4,4 milliards de DH. Ces Contrats concernent 15 Universités ainsi que l'ONOUSC et le CNRST ;
- le Contrat Programme **ETAT-SNRT** pour la période 2009-2011 en vue de la mise à niveau du SIG et le développement des installations et des équipements techniques de la société. Ce Contrat a été signé le **02 octobre 2009** ;
- le Contrat de Performance **ETAT-ONP** pour la période 2009-2012 en vue du développement et de la modernisation des filières de la pêche signé à Agadir, le **29 septembre 2009**, lors d'une cérémonie présidée par Sa Majesté le Roi Mohammed VI ;
- le Contrat Plan **ETAT-ODCO** au titre de la période 2009-2012 qui a été signé le **30 juillet 2009** et qui a pour principal objectif la promotion et le développement du secteur coopératif et de l'économie sociale ;
- le Contrat de Programme **ETAT-ONEP** couvrant la période 2008-2010, signé le **31 octobre 2008** en vue d'accélérer les programmes d'alimentation en eau potable en milieu urbain et rural et de l'assainissement ;
- le Contrat Programme **ETAT-ADM** au titre de la période 2008-2015, signé sous la présidence effective de Sa Majesté le Roi, le **02 juillet 2008** à Tanger.

Les Contrats en cours d'exécution concernent les EP ci-après :

EP	Période du Contrat	Date de Signature	Principaux objectifs	Investissements
1. 15 Universités, le CNRST et l'ONOUSC	2009-2012	06 octobre 2009	Permettre le développement des universités marocaines en vue d'assurer leur rayonnement	4,4 MMDH
2. Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision (SNRT)	2009-2011	02 octobre 2009	Mise à niveau du SIG et développement des installations techniques	650 MDH
3. Office National des Pêches (ONP)	2009-2012	29 septembre 2009	Développement et modernisation des filières de la pêche	1,7 MMDH
4. Office du Développement de la Coopération (ODCO)	2009-2012	30 juillet 2009	Meilleure contribution du secteur coopératif au développement et à la lutte contre la pauvreté et la précarité	-
5. Office National de l'Eau Potable (ONEP)	2008-2010	31 octobre 2008	Renforcement des capacités de production et assainissement liquide	12,9 MMDH
6. Société Nationale des Autoroutes du Maroc (ADM)	2008-2015	02 juillet 2008	Achèvement du 1 ^{er} schéma d'armature autoroutier national de 1.416 Km et initiation d'un programme de 384 Km	32 MMDH
7. Caisse Marocaine des Retraites (CMR)	2007-2009	19 septembre 2007	Mise à niveau du Système d'Information et de Gestion de la Caisse	-
8. Office National des Chemins de Fer (ONCF) *	2005-2009	29 juillet 2005	Transformation en SA et consolidation de l'outil ferroviaire	18 MMDH

* Contrat amendé le 30/12/2008.

Le plan d'action 2009-2010 porte sur l'initiation, l'examen ou la finalisation des projets suivants :

EP	Principaux objectifs
1. Sept (7) ABH	Modernisation du cadre de gestion des agences et amélioration de leur gouvernance
2. ANAPEC	Relance de l'activité de l'Agence
3. ANP	Accompagnement pour le déploiement et la mise en œuvre des dispositions de la réforme portuaire et réalisation du projet Nador West Med
4. BAM	Libéralisation des activités postales, création de la banque postale, régulation sectorielle et TSA
5. CDER	Contribution à la mise en œuvre des mesures prévues par le plan national prioritaire pour l'efficacité énergétique et encouragement de l'usage des énergies alternatives
6. Entraide Nationale	Restructuration de l'Entraide et dynamisation de son rôle en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion
7. HAO	Emergence d'un pôle public performant dans l'habitat et ouverture du capital par introduction en bourse
8. OCP	Accompagnement de l'OCP dans la mise en œuvre de sa nouvelle stratégie
9. ONCF	Lancement de la 1 ^{ère} tranche du projet de Ligne à Grande Vitesse (LGV)
10. ONDA	Amélioration des conditions de compétitivité des opérateurs aéroportuaires dans le cadre de la libéralisation sectorielle
11. ONE	Restructuration institutionnelle et financière de l'Office
12. ONHYM	Relance des activités de l'Office et développement des PPP
13. Huit (8) ORMVA	Amélioration du système de gestion de ces établissements et préparation des PPP
14. RADEEMA	Achèvement des grands chantiers d'assainissement liquide et de distribution d'eau et d'électricité
15. RAM	Création de RAM EXPRESS pour le transport domestique / régional

Etant donné que la plupart des Contrats Etat-EP sont liés à des actions de restructuration, les détails les concernant sont présentés au niveau de la partie consacrée aux Restructurations du présent rapport.

1.3 - AUDITS EXTERNES

La dynamisation des travaux d'audit s'est poursuivie au cours de 2008 et 2009, aussi bien pour les audits financiers effectués par les EP et ayant un caractère récurrent et annuel que pour les audits institutionnels et stratégiques, les audits opérationnels et de gestion, ainsi que les audits spécifiques (projets, fonction commerciale, marchés et approvisionnement,..) diligentés par le Ministère de l'Economie et des Finances.

L'année 2008 a connu notamment :

- l'achèvement et la réception définitive des travaux d'audit du projet de rectification du tracé et doublement de la voie ferrée entre Sidi Kacem et Meknès de l'ONCF ;
- l'examen et la réception définitive du rapport d'audit institutionnel, stratégique, opérationnel et de gestion de l'Office des Changes ;
- l'examen et la réception définitive des rapports d'audit de la fonction commerciale et des projets réalisés par la Société Al Omrane d'Agadir, ainsi que le suivi et la réception provisoire des travaux d'audit de la fonction commerciale et des projets réalisés par la Société Al Omrane de Marrakech.

En outre, au cours des neuf premiers mois de l'année 2009, il a été procédé à la réception définitive des rapports d'audit institutionnel, stratégique, opérationnel et de gestion de l'EACCE et au suivi, à l'examen et à la réception définitive des travaux d'audit institutionnel, stratégique, opérationnel et de gestion du CNESTEN.

Les opérations d'audit portant sur l'OFEC et l'AREF de Marrakech Tensift El Haouz sont en cours de réalisation et pourront être réceptionnées avant la fin de l'exercice 2009. Parallèlement, un programme d'audit pour l'exercice 2010 est en cours de préparation.

Le suivi des recommandations des auditeurs est concrétisé à travers des actions d'accompagnement des EP pour la mise en application desdites recommandations. Pour l'exercice 2008 et le 2^{ème} semestre 2009, une dizaine de missions de suivi ont concerné des EP opérant dans différents secteurs : CMR, CCG, ISCAE, LOARC, Barid Al Maghrib, Théâtre National Mohamed V, ODCO, Société de Gestion de la Loterie Nationale, Supratours et CNRST.

1.4 - INTERVENTION DES JURIDICTIONS FINANCIERES DANS LES EP

En vertu des dispositions de la loi n° 62-99, formant Code des Juridictions Financières et plus particulièrement ses articles 75 à 85, la Cour des Comptes et les Cours Régionales des Comptes ont procédé au cours de 2007 et 2008 au contrôle de la gestion d'un certain nombre d'EP.

Les organismes contrôlés relèvent des secteurs du transport (ONDA et SNTL), de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique (AREF de la Région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaërs, AREF de la Région du Gharb-Chérarda-Béni Hssen, Université Cadi Ayyad à Marrakech, OFPPT, CNRST, Cités Universitaires de Fès, Meknès et Settat), de la santé (Centres Hospitaliers Mohamed VI à Marrakech et Hassan II à Fès), de l'eau (ABH du Sebou, du Bouregreg et de la Chaouia et RADEES), du social (ADS), du culturel (Théâtre National Mohamed V), de l'artisanat (Chambres d'Artisanat de Tanger et de Meknès), de l'urbanisme (Agences Urbaines de Rabat-Salé, de Béni Mellal et de Meknès et ADER-Fès), de la promotion (OFEC), des pêches (Chambres des Pêches Maritimes de la Méditerranée, de l'Atlantique Nord, de l'Atlantique Centre et de l'Atlantique Sud) et de la coopération (ODCO). De même, des programmes sociaux impliquant les EP ont fait l'objet d'un contrôle de la gestion de la Cour. Il s'agit du PAGER (ONEP) et des Œuvres Sociales de l'ONE.

Pour une bonne mise en œuvre des recommandations de la Cour, des notes ont été adressées en 2008 aux dirigeants des EP, aux administrateurs représentant le MEF, aux Contrôleurs d'Etat et aux Commissaires du Gouvernement. Les rapports des juridictions financières contiennent généralement un diagnostic ainsi que des recommandations visant notamment à améliorer les performances financières, techniques et commerciales des organismes concernés par :

- la dynamisation des Conseils d'Administration et des autres organes délibérants ;
- le renforcement des systèmes de contrôle interne, d'organisation et des SIG ;
- la rationalisation des dépenses par une bonne gestion des marchés et des bons de commande, le respect de la réglementation qui les régissent et un bon suivi des projets ;
- la maîtrise de la gestion des ressources humaines et des stocks ;
- l'amélioration des recettes notamment par la maîtrise de la facturation et le recouvrement des créances ainsi que la protection du patrimoine.

1.5 - AUTRES ACTIONS

1.5.1 - FONCTIONNEMENT DES ORGANES DELIBERANTS

Les années 2008 et 2009 ont été marquées par un dynamisme au niveau des réunions des organes délibérants des EP en relation essentiellement avec l'accélération des investissements de ces entités. Concernant l'année 2009 et dans le cadre des efforts visant l'accélération de l'investissement public⁴³ dans un contexte de crise, le Premier Ministre a invité, par circulaire du 27 février 2009 les membres du Gouvernement à œuvrer, en concertation le MEF, pour une meilleure programmation des réunions des conseils d'administration des EP relevant de leur tutelle.

⁴³ cf. supra « investissements des EP en 2009 »

Par ailleurs, le Comité de Suivi des investissements des EP, présidé par le Secrétaire Général du MEF et comprenant les dirigeants des principales EP, assure un suivi particulier de l'approbation des budgets d'investissement des EP par leurs organes délibérants.

1.5.2 - EXTERNALISATION DES CAISSES INTERNES DE RETRAITE

L'assainissement et le renforcement des caisses de retraite continuent à occuper une place de choix parmi les priorités des Pouvoirs Publics. Ainsi, les actions visant l'externalisation de la Caisse Interne de Retraite (CIR) de l'OCP et de la Caisse Commune de Retraite-CCR (ONE, Régies de distribution et sociétés délégataires) se sont poursuivies.

L'aboutissement du processus d'externalisation du régime de retraite de l'OCP a été matérialisé par la signature, le 22 septembre 2008, de la convention du transfert partiel du régime interne de retraite de l'OCP au RCAR pour un coût d'environ 28 MMDH étant entendu que l'OCP continuera à assurer la couverture des droits non transférés à la CNRA. La convention avec la CNRA inhérente au reste des engagements non encore transférés est en cours de finalisation.

Rappel des Caisses Internes de Retraite déjà externalisées au RCAR :

- **ONCF** : en 2002 pour 5.868 MDH

- **Régie des Tabacs** : en 2003 pour 3.429 MDH

- **ODEP** : en 2004 pour 2.342 MDH

1.5.3 - NORMALISATION ET ORGANISATION COMPTABLES

Les actions visent à consolider la réforme comptable en vue d'une plus grande transparence de l'information financière et comptable des entreprises. Le **Conseil National de la Comptabilité (CNC)** joue, à travers ses diverses instances, un rôle clé dans ce domaine.

Lors de sa 12^{ème} session tenue le 16 décembre 2008, l'assemblée plénière du CNC a adopté le projet de plan comptable de l'Etat.

A fin août 2009, les arrêtés de mise en vigueur du plan comptable de Bank Al-Maghrib⁴⁴ et du plan comptable des partis politiques⁴⁵ ont été publiés au Bulletin officiel et le projet d'arrêté de mise en vigueur du plan comptable des sociétés de bourse, adopté par l'assemblée plénière du CNC, a été transmis au SGG pour publication au Bulletin officiel. En outre, l'avis n° 6 relatif au plan comptable des caisses de retraites a été publié dans la presse⁴⁶.

Par ailleurs, la 62^{ème} réunion du Comité Permanent du CNC, tenue le 4 décembre 2008, a été consacrée à l'examen de l'état d'avancement des projets de règles comptables applicables aux organismes de placement en capital-risque, de révision du CGNC et à l'élaboration du projet d'amendement de la loi n° 9-88 relative aux obligations comptables des commerçants et du projet de loi sur la consolidation des comptes ainsi qu'à la préparation de la 12^{ème} Assemblée Plénière du CNC.

Dans le cadre de son plan d'action pour le second semestre 2009 et l'année 2010, le CNC envisage de poursuivre l'examen et de la finalisation des projets suivants :

- la révision du Code Général de la Normalisation Comptable et le projet d'amendement de la loi n° 9-88 relative aux obligations comptables des commerçants ;

⁴⁴ Arrêté n° 1000-08 du 29 jourmada I 1429 (4 juin 2008) publié au B.O. n° 5654 du 7 juillet 2008

⁴⁵ Arrêté n° 1078-09 du 27 rabii II 1430 (23 avril 2009) publié au B.O. n° 5748 du 2 juillet 2009

⁴⁶ L'opinion du 4 février 2008

- le projet de loi sur la consolidation des comptes et la méthodologie des comptes consolidés ;
- le projet de refonte du plan comptable des Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (OPCVM) ;
- le projet de refonte des normes comptables applicables à la titrisation des créances hypothécaires ;
- le projet de plan comptable des collectivités locales ;
- le projet de règles comptables applicables aux organismes de placement en capital risque ;
- le projet de plan comptable des universités.

S'agissant de la **profession comptable**, il a été procédé à l'examen des candidatures au titre de comptable agréé pour l'exercice 2009. La liste comportant 313 professionnels dont 26 nouvelles inscriptions et 287 renouvellements d'inscriptions, a été publiée au Bulletin Officiel⁴⁷.

Un projet de loi réglementant la profession et instituant un Ordre des Comptables Agréés a été préparé et finalisé en étroite concertation avec l'Ordre des Experts Comptables, l'Association des Comptables Agréés par l'Etat du Maroc (ACAM) et la Fédération Marocaine des Associations des Professionnels de la Comptabilité (FEMAPROC).

1.5.4 - COOPERATION INTERNATIONALE

L'amélioration de la gestion du Portefeuille Public figure parmi les thèmes examinés dans le cadre de la **coopération entre le Maroc et certains pays et organisations internationales partenaires**. Les années 2008 et 2009 ont été marquées par la concrétisation des actions de coopération avec l'Union Européenne (UE) en matière de Jumelage Institutionnel et en matière d'Assistance Technique au profit du Ministère de l'Economie et des Finances (Direction des Entreprises et de la Privatisation – DEPP).

Le projet de **Jumelage Institutionnel de la DEPP avec une ou plusieurs Administrations similaires d'un Etat membre de l'UE** a été entamé par l'élaboration en 2008 d'une fiche de projet approuvée par la Commission de l'UE en 2009. Les thèmes retenus se rapportent aux PPP, à la gouvernance des EP et à l'amélioration de l'information financière. Un appel à la concurrence sera lancé par la Commission Européenne sur la base de la fiche projet et aboutira à la conclusion d'un contrat de jumelage qui sera exécuté sur deux ans.

Dans le cadre de **l'Assistance Technique** financé par l'UE à travers son instrument **TAIEX**⁴⁸, une mission d'expertise a été organisée à Rabat du 9 au 12 juin 2009 sous le thème « Transferts budgétaires Etat-Entreprises Publiques et Comptes consolidés : optimisation et transparence ». Cette manifestation a permis des échanges sur les expériences européenne et française en vue d'optimiser les pratiques marocaines :

- dans le domaine des relations financières entre l'Etat et les Entreprises Publiques dont les transferts budgétaires aux EP et les produits provenant de ces dernières au profit du Budget Général de l'Etat ;
- en matière de comptes consolidés en relation avec la mise en œuvre de la loi sur les comptes consolidés des Etablissements et Entreprises Publiques au Maroc.

⁴⁷ Bulletin Officiel n° 5.732 du 07/05/2009.

⁴⁸ Instrument d'Assistance Technique et d'Echange d'Informations mis à la disposition des administrations publiques par la Commission Européenne (TAIEX - Technical Assistance and Information Exchange)

2 - CESSION DES PARTICIPATIONS DE L'ETAT ET PARTENARIATS

2.1 - CESSION DES PARTICIPATIONS DE L'ETAT

2.1.1 - BILAN GLOBAL

A fin septembre 2009, des produits totaux de plus de **101 MMDH** ont été réalisés au titre des opérations de cession des participations de l'Etat régies par la loi n° 39-89 d'une part (87,6 MMDH), des opérations de transfert régies par des textes spécifiques et d'octroi de licences Télécom (13,7 MMDH)⁴⁹. Depuis la première opération de cession en 1993, ce sont au total 47 sociétés et 26 établissements hôteliers qui ont été transférés au secteur privé dans le cadre de la loi n° 39-89⁵⁰, à travers 107 opérations. Les produits totaux s'élèvent à plus de **87,6 MMDH**. Au-delà de sa dimension financière à travers la contribution au Budget Général de l'Etat et au Fonds Hassan II⁵¹, le transfert au secteur privé a été à l'origine de libéralisations sectorielles à l'instar de celles ayant concerné les télécommunications et a favorisé un courant d'investissements privés d'envergure avec des retombées positives aussi bien sur l'emploi que sur la productivité et les recettes fiscales.

2.1.2 - OPERATIONS EN COURS ET PERSPECTIVES

Les années 2008 et 2009 ont été consacrées essentiellement à :

- la préparation des dossiers des entreprises figurant encore sur la liste des sociétés à transférer au secteur privé dont : BIOPHARMA, BTNA, SONACOS, SSM, SCS, SOCOCHARBO et MARSA MAROC ;
- la prospection de nouvelles entreprises à inscrire éventuellement sur la liste des entreprises transférables au secteur privé.

Pour **2010**, les produits de cession des participations de l'Etat sont estimés à **4.000 MDH**.

2.2 - GESTION DÉLÉGUÉE DES SERVICES PUBLICS

Le Maroc dispose, depuis février 2006, d'un cadre juridique moderne qui régit la gestion déléguée et qui s'applique aux Etablissements Publics et aux Collectivités Locales (loi n° 54-05 relative à la gestion déléguée des services publics⁵²). En outre, et dans le cadre de la recherche de meilleures pratiques en la matière tant au niveau des pays partenaires qu'au niveau des organisations internationales, des actions de coopération sont menées à travers l'organisation de rencontres notamment avec la SFI, l'OCDE et l'ADETEF (organisme français de coopération) ainsi que la participation à des manifestations internationales relatives à ce thème.

2.2.1 - PROJETS EN COURS

Les opérations de gestion déléguée réalisées en 2008 et en cours de réalisation en 2009 et celles prévues pour l'année 2010, illustrent à juste titre, la volonté d'encourager la gestion déléguée pour la réalisation d'infrastructures et la gestion des services publics.

Les principaux projets de gestion déléguée en cours de finalisation concernent des secteurs multiples et diversifiés :

⁴⁹ Cf. annexes n° 13 et 14.

⁵⁰ Loi n° 39-89 autorisant le transfert d'Entreprises Publiques au secteur privé.

⁵¹ Le produit de cession des participations publiques est réparti à parts égales entre le Trésor Public et le Fonds Hassan II en application de la réglementation en vigueur.

⁵² Publiée au B.O n° 5404 du 16 mars 2006.

- **gestion déléguée du monopole de commercialisation de l'alcool éthylique** : Le 5 mai 2009, il a été procédé à la signature de la convention de gestion déléguée entre l'Etat et la société délégataire « ETHANOL ». Cette convention, qui entrera en vigueur à compter de la date de publication au Bulletin Officiel de son décret d'approbation, est conclue pour une période de 15 ans et prévoit un investissement de plus de 31 MDH ;
- **gestion déléguée du réseau de transport urbain par autobus dans la région de Rabat-Salé** : après un appel d'offres en 2006, l'offre présentée par le groupement composé des sociétés VEOLIA Transport, Transport Bouzid (STB), Transport Ajmal Bus (STAB) SARL et Transport Hakam Ben Aissa (STHB) a été retenue. La convention de gestion déléguée, signée par les parties concernées le 26 février 2009, est conclue pour une période de 15 ans et prévoit un investissement global de 1.987 MDH ;
- **gestion déléguée des polycliniques de la CNSS** : Après un appel d'offres déclaré infructueux le 6 juin 2008, le délai limite pour la mise en gestion déléguée des polycliniques de la CNSS ayant expiré le 18 août 2008, a été prorogé de 2 ans par la loi n° 24-08 portant amendement de la loi 65-00 relative à la couverture médicale de base. La CNSS procédera à la refonte du projet de contrat de gestion déléguée et des documents d'appel d'offres avant de lancer un nouvel appel d'offres pour la sélection d'un délégataire ;
- **Jardin Zoologique National (JZN)** : la réalisation et la gestion du nouveau parc zoologique de Rabat a été donnée en gestion déléguée à la société d'Etat concessionnaire créée en 2007. Le programme d'investissement de la société est estimé à 420 MDH ; les travaux seront achevés fin 2010 et le zoo ouvrira ses portes au public début 2011 ;
- **gestion déléguée du service de l'eau d'irrigation dans les périmètres du Loukkos, du Tadla et des Doukkala** : des études de structuration et de faisabilité sont en cours en vue d'examiner, de manière approfondie, les aspects techniques, socio-économiques, institutionnels et financiers nécessaires pour aboutir à un projet de gestion déléguée de l'eau d'irrigation et de fournir une assistance technique lors de la mise en place d'un contrat de gestion déléguée ;
- **Périmètre d'El Guerdane** : le Projet dont le coût d'investissement est de 850 MDH, a été entièrement réalisé et la mise en service totale du réseau a eu lieu à la fin du mois de juin 2009. A rappeler que ce projet porte sur une superficie de 10.000 ha plantés en agrumes et un réseau d'irrigation de 390 Km bénéficiant à 670 agriculteurs ;
- **Dessalement de l'eau de mer à Agadir** : réalisation d'une unité de dessalement d'une capacité de production de 100.000 m³/jour pour un investissement de 1,2 MMDH.

2.2.2 - PARTENARIAT PUBLIC PRIVE AUTOUR DES TERRES AGRICOLES

L'opération PPP autour des terres agricoles gérées par SODEA et SOGETA a été programmée en deux tranches. Dans la 1^{ère} phase, l'Etat a mis à la disposition des investisseurs privés un patrimoine de 42.000 ha. La 2^{ème} tranche a porté sur une superficie attribuée de 37.171 ha dont 11.586 ha consacrés à 11 projets de semences, 12.873 ha à 38 grands projets filières et 12.712 ha à 82 petits et moyens projets. 80% des projets ont été attribués à des partenaires marocains. L'investissement total projeté est de 7,7 MMDH. En termes de programmes industriels, les 169 unités projetées sont consacrées au conditionnement (67 unités), à la transformation (65 unités) et au froid (37 unités). Les créations d'emplois stables attendues sont de l'ordre de 20.000.

2.2.3 - PERSPECTIVES

Les PPP sont appelés à se développer à l'avenir et ce, en raison des avantages qu'ils procurent en matière de conception, de financement et de gestion des projets et des possibilités qu'ils offrent à la partie publique (Etat, Collectivités Locales ou Etablissements Publics).

A cet égard, une étude d'identification de PPP viables dans les infrastructures et les services publics, sur un horizon de trois ans, a été réalisée dans le cadre du protocole d'accord signé le 24 mai 2007 avec la SFI. Les projets identifiés à l'issue de cette mission sont :

- le traitement des déchets hospitaliers et pharmaceutiques dans la région de Rabat-Salé ;
- l'unité de dessalement de l'eau de mer à Nador.

Par ailleurs, d'autres projets de PPP seront développés et concerneront la production d'électricité à savoir :

- Jorf Lasfar 5 et 6 (Charbon) : puissance de 2x350 MW et un investissement de 10 MMDH ;
- Safi 1 et 2 (Charbon) : puissance de 2x660 MW et un investissement de 20 MMDH ;
- Tarfaya (éolien) : puissance de 300 MW et un investissement de 5 MMDH ;
- programme éolien Energipro : capacité de 1.000 MW à l'horizon 2012 avec un investissement de 15 MMDH.

CONCLUSION

Les réalisations des Entreprises Publiques (EP) en 2008-2009 démontrent qu'elles sont de véritables acteurs du développement économique et social du pays. Elles contribuent, grâce à leurs investissements, à la réalisation des équipements de base nécessaires au développement du pays et à sa prospérité.

En dépit d'un contexte mondial défavorable, les réalisations économiques, sociales et financières des EP poursuivent leur progression atteignant des niveaux record avec un effet d'entraînement, sur l'économie nationale, boosté par les performances exceptionnelles du Groupe OCP l'année passée.

Les projections pour l'année 2010 confirment le trend haussier des investissements et des performances des EP et ce, en droite ligne avec la politique volontariste des Pouvoirs Publics visant la promotion de la croissance, à travers l'intensification de l'investissement public, l'accélération du rythme de réalisation des grands chantiers et le renforcement de la cohésion sociale et spatiale.

Les EP seront appelées à participer activement à la mise en oeuvre des politiques sectorielles et des grands travaux décidés par l'Etat : Emergence Phosphates, Maroc Vert, Energie Pro, Plan autoroutier, Tanger Med II, Nador West Med, programme Villes Nouvelles, Aménagement de la Vallée du Bou Regreg, Transport urbain dans les grandes agglomérations, Plan ferroviaire, Plan Halieutis...

Par ailleurs, les EP apporteront leur contribution à l'ouverture de l'économie nationale et à la stimulation de la concurrence par des actions privilégiant les ouvertures de capital des opérateurs historiques et les Partenariats Public-Privé.

La modernisation du cadre institutionnel et organisationnel des EP sera poursuivie par la transformation des Etablissements Publics marchands en Sociétés Anonymes et par la promotion des meilleures pratiques en matière de gouvernance et de transparence financière.

Annexes

INVENTAIRE ET MOUVEMENTS DU PORTEFEUILLE 2007 - 2008

I- INVENTAIRE

ENTITES	NOMBRE	
	31/12/2007	31/12/2008
ETABLISSEMENTS PUBLICS	255	256
SOCIETES	440	460
dont : SOCIETES D'ETAT	94	107
FILIALES PUBLIQUES	120	106
SOCIETES MIXTES	226	247
TOTAL GLOBAL	695	716

II- MOUVEMENTS

A) ETABLISSEMENTS PUBLICS

1- ENTREES (2)

Sigle	Raison Sociale
CNRA	CAISSE NATIONALE DE RETRAITES ET D'ASSURANCE
APP	AGENCE DU PARTENARIAT POUR LE PROGRES

2- SORTIES (1)

Sigle	Raison Sociale	Observation
OCP	OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES	Transformé en SA

B) SOCIETES

1- ENTREES (40)

Sigle	Raison Sociale	Holding	Participation Publique (%)
AIGLEMER	SOCIETE AIGLEMER PAPER SA	CDG	100
ATLAS PC	ATLAS PATRIMOINE CASABLANCA	RAM	72,09
ATLAS PN	ATLAS PATRIMOINE NATIONAL	RAM	48,06
BAB AL BAHR	BAB AL BAHR	AAVBR	50,00
BASSAMATE	SOCIETE BASSAMATE POUR L'HOTELLERIE ET LE TOURISME	SALIMA HOLDING	24,26
BMP	BUNGE MAROC PHOSPHORE	OCP	50,00
BPMM	BANQUE POPULAIRE MAROCO MAURITANIENNE	BCP	43,29
CASA AMENAGEMENT	CASABLANCA AMENAGEMENT	TRESOR	100
CASA TRANSPORTS	CASABLANCA TRANSPORTS	TRESOR	100
CDE	SOCIETE CAMEROUNNAISE DES EAUX	CDG	33,33
FEZ SHORE	FEZ SHORE	CDG	100
FONDS CPM	FONDS DE FONDS DU CREDIT POPULAIRE DU MAROC	BCP	24,24
FS H.PARTNERS	FONDS H. PARTNERS	BCP	12,37
FS SGAM	FONDS SGAM AL KANTARA	BCP	5,41
HPG	H.PARTNERS GESTION	BCP	21,65
JADIVET	JADIDA VETEMENTS	SOMED / TRESOR	59,94
MABANI ZELLIDJA	SOCIETE MABANI ZELLIDJA	SOMED	16,62
MAPROC	MANUFACTURE ARABE DES PRODUITS EN CUIR	SALIMA HOLDING	24,26
MARCHICA MED	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA LAGUNE DE MARCHICA MED	TRESOR / FDSHII	100
NARJIS IT	NARJIS D'INVESTISSEMENTS TOURISTIQUES	SOMED	11,63
OCD	OUED CHBIKA DEVELOPPEMENT	CDG	35,00
OCP SA	OCP SA	TRESOR	100
OGIF	OIL AND GAS INVESTMENT FUND	CDG	19,14
ONE SENEGAL	SOCIETE ONE SENEGAL	ONE	100
SAO BENI MELLAL	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE BENI MELLAL	HAO	100
SAO TAMANSOURT	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMANSOURT	HAO	100
SECATLAS	SOCIETE D'EXPLOITATION DE CARRIERES DE L'ATLAS	ZELLIDJA	23,46
SFCDG	SOCIETE FORESTIERE DE LA CDG	CDG	70,00
SFDA	SOCIETE DE FINANCEMENT ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE	CAM	90,00
SMIT	SOCIETE MAROCAINE D'INGENIERIE TOURISTIQUE	TRESOR	99,99
SNTL ASSURANCES	SNTL ASSURANCES	SNTL	99,99
SOMED DEVELOPPEMENT	SOCIETE SOMED DEVELOPPEMENT	SOMED	33,24
SONARGES	SOCIETE NATIONALE DE REALISATION ET DE GESTION DES STADES	TRESOR	100
SUPRATOURS TRAVEL	SUPRATOURS TRAVEL SA	ONCF	100
TEMARA DEV	SOCIETE TEMARA DEVELOPPEMENT	TRESOR / CDG	100

Sigle	Raison Sociale	Holding	Participation Publique (%)
TFZ DEV	TANGER FREE ZONE DEVELOPPEMENT	TMSA HOLDING	25,71
TIMG	TANGER INTERNATIONAL MED GATEWAY SAS	SODEP	25,00
TM ENGINEERING	TANGER MED ENGINEERING SA	TMSA HOLDING	99,97
TMU	TANGER MED UTILITIES	ONE / ONEP	90,00
TSR	TECHNOPOLIS RABAT SHORE	CDG	100

2- SORTIES (20)

Sigle	Raison Sociale	Holding	Participation Publique (%)
ACMAR	ASSURANCE CREDIT MAROCAIN	SMAEX	16,15
BHCI	BANQUE D'HABITAT DE LA COTE D'IVOIRE	CIH	6,17
BMAO	BANQUE MAROCAINE POUR L'AFRIQUE ET L'ORIENT	CAM	86,25
CDI	CDI	SALIMA HOLDING	7,28
CIL	CAISSE INTERPROFESSIONNELLE DU LOGEMENT	CDG	100
EMIROTEL	SOCIETE EMIROTEL	SOMED	5,35
ETI	EXPERTS TRAITEMENT D'INFORMATIONS	BMAO	21,56
FES MOTEL	FES MOTEL	CDG	100
MATRONIX	MATRONIX	SALIMA HOLDING	18,20
OB TENSIFT	OB TENSIFT	SALIMA HOLDING	7,28
SAFABAIL	SAFABAIL	BMAO	86,25
SCET-MAROC	SOCIETE CENTRALE POUR L'EQUIPEMENT DU TERRITOIRE	CDG	89,25
SCOM	SOCIETE DE COORDINATION ET D'ORDONNANCEMENT MAROCAINE	CGI	79,94
SI AL AIN	SOCIETE IMMOBILIERE AL AIN	SOMED	17,83
SIAHA	SOCIETE EL SIAHA	CMKD	11,69
SICOPAR	SICOPAR	CIH	7,24
SNABT	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA BAIE DE TANGER	TRESOR	99,99
SONABA	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE DE LA BAIE D'AGADIR	TRESOR	99,99
SOPHAL	SOCIETE NATIONALE DE PROMOTION D'HABITAT LOCATIF	CDG	100
TECICO	TECICO	CIMAR	7,14

En cours de sortie en 2009

Sigle	Raison Sociale	Observations
MER VERTE	MER VERTE	Cession
SOTADEC	SOCIETE TANGEROISE D'EXPLOITATIONS COMMERCIALES	Cession

En cours d'entrée en 2009

Sigle	Raison Sociale	Holding
ADA	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	TRESOR
ABSHO	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SAKIA EL HAMRA ET OUED EDDAHAB	TRESOR
ABHGZR	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE GUIR ZIZ RHERIS	TRESOR
AL BARID-BANK	AL BARID-BANK	BAM
AL-SHARQ	AL-SHARQ FOR DEVELOPMENT PSC	CDG
AMDI	AGENCE MAROCAINE DE DEVELOPPEMENT DE L'INVESTISSEMENT	TRESOR
ATALAYOUN GR	ATALAYOUN GOLF RESORT	MARCHICA MED
BARID MEDIA	BARID MEDIA	BAM
BARID e-SERVICES	BARID e-SERVICES	BAM
PARC HALIOPOLIS	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT ET DE GESTION DU PARC HALIEUTIQUE D'AGADIR	CDG
MITT	MARSA INTERNATIONAL TANGIER TERMINALS	SODEP
ONSSA	OFFICE NATIONAL DE SECURITE SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES	TRESOR
SOGEPOS	SOCIETE DE GESTION ET D'EXPLOITATION DU PARC INDUSTRIEL D'OULED SALEH	CDG
OUED-FES	OUED-FES	CDG
OLEA CAPITAL	OLEA CAPITAL	CDG
RAM EXPRESS	RAM EXPRESS	RAM
RENAULT TM	RENAULT TANGER MEDITERRANEE	CDG
SAO MELLOUSA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE MELLOUSA	HAO
SAO SAHEL-LEKHIAYTA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE SAHEL-LEKHIAYTA	HAO
SAPS	SOCIETE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIEL DE SELOUANE S.A.	CDG
SAVCI	SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE VALORISATION DE CALA IRIS S.A.	CDG
SIE	SOCIETE D'INVESTISSEMENTS ENERGETIQUES	TRESOR
SOGEPOS	SOCIETE DE GESTION ET D'EXPLOITATION DU PARC INDUSTRIEL D'OULED SALEH	CDG
STRS	SOCIETE DU TRAMWAY DE RABAT-SALE	TRESOR
TMPA	TANGER MED PORT AUTHORITY	TMSA
UPLINE GROUP	UPLINE GROUP	BCP

**LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS (256)
AU 31/12/2008**

Sigle	Raison sociale
AAVBR	AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOUREGREG
ABHBC	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU BOUREGREG ET DE LA CHAOUIA
ABHL	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU LOUKKOS
ABHM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE LA MOULOUYA
ABHOR	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE L'OUM ER-RBJA
ABHS	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU
ABHSM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SOUSS MASSA
ABHT	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT
ADS	AGENCE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL
ALEM	AGENCE DES LOGEMENTS ET DES EQUIPEMENTS MILITAIRES
ANAM	AGENCE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
ANAPEC	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES
ANCFC	AGENCE NATIONALE DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE
ANP	AGENCE NATIONALE DES PORTS
ANPME	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE
ANRT	AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS
APDN	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU NORD
APDO	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DE L'ORIENTAL
APDS	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU SUD
APP	AGENCE DU PARTENARIAT POUR LE PROGRES
AREFCA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GRAND CASABLANCA
AREFCO	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE CHAOUIA-OUARDIGHA
AREFDA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE DOUKKALA-ABDA
AREFFB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE FES-BOULMANE
AREFGCB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GHARB-CHERARDA-BENI HSINE
AREFGS	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE GUELMIM SMARA
AREFLB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LAAYOUNE-BOUJDOUR- SAKIA EL HAMRA
AREFMT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE MEKNES-TAFILALT
AREFODL	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE OUED ED-DAHAB-LAGOUIRA
AREFOR	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE L'ORIENTAL
AREFRSZ	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER
AREFSMM	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE SOUSS-MASSA-DRAA
AREFTA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TADLA AZILAL
AREFTEH	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TENSIFT-EL HAOUZ
AREFTHT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TAZA-EL HOCEIMA-TAOUNATE
AREFTT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TANGER-TETOUAN
AU AGADIR	AGENCE URBAINE D'AGADIR
AU BENI-MELLAL	AGENCE URBAINE DE BENI-MELLAL
AU CASABLANCA	AGENCE URBAINE DE CASABLANCA
AU EL HOCEIMA	AGENCE URBAINE EL HOCEIMA
AU EL JADIDA	AGENCE URBAINE D'EL JADIDA
AU ERRACHIDIA	AGENCE URBAINE DE ERRACHIDIA
AU ESSAOUIRA	AGENCE URBAINE D'ESSAOUIRA
AU FES	AGENCE URBAINE ET DE SAUVEGARDE DE FES
AU GUELMIM	AGENCE URBAINE DE GUELMIM-SMARA
AU KELA SRAGHNA	AGENCE URBAINE DE KELA SRAGHNA
AU KENITRA	AGENCE URBAINE DE KENITRA
AU KHEMISSET	AGENCE URBAINE DE KHEMISSET
AU KHENIFRA	AGENCE URBAINE DE KHENIFRA
AU LAAYOUNE	AGENCE URBAINE DE LAAYOUNE
AU MARRAKECH	AGENCE URBAINE DE MARRAKECH
AU MEKNES	AGENCE URBAINE DE MEKNES
AU NADOR	AGENCE URBAINE DE NADOR
AU OUARZAZATE	AGENCE URBAINE DE OUARZAZATE-ZAGORA
AU OUEDDAHAB	AGENCE URBAINE DE OUEDDAHAB-AOUSSERD
AU OUJDA	AGENCE URBAINE D'OUJDA
AU RABAT	AGENCE URBAINE DE RABAT - SALE
AU SAFI	AGENCE URBAINE DE SAFI
AU SETTAT	AGENCE URBAINE DE SETTAT
AU TANGER	AGENCE URBAINE DE TANGER
AU TAZA	AGENCE URBAINE DE TAZA
AU TETOUAN	AGENCE URBAINE DE TETOUAN
BAM	BARID AL MAGHRIB
BM	BANK AL MAGHRIB
BNRM	BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU ROYAUME DU MAROC
CADETAF	CENTRALE D'ACHAT ET DE DEVELOPPEMENT MINIER DE TAFILALET ET FIGUIG

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS (256)
AU 31/12/2008

Sigle	Raison sociale
CAGAGADIR	CHAMBRE D'AGRICULTURE AGADIR
CAGALHOCEIMA	CHAMBRE D'AGRICULTURE AL HOCEIMA
CAGAZILAL	CHAMBRE D'AGRICULTURE AZILAL
CAGBENI-MELLAL	CHAMBRE D'AGRICULTURE BENI-MELLAL
CAGBENSLIMANE	CHAMBRE D'AGRICULTURE BENSLIMANE
CAGBOUARFA	CHAMBRE D'AGRICULTURE BOUARFA
CAGCASABLANCA	CHAMBRE D'AGRICULTURE CASABLANCA
CAGCHEFCHAOUN	CHAMBRE D'AGRICULTURE CHEFCHAOUNE
CAGELJADIDA	CHAMBRE D'AGRICULTURE EL JADIDA
CAGELKELAA	CHAMBRE D'AGRICULTURE EL KELAA
CAGERRACHIDIA	CHAMBRE D'AGRICULTURE ERRACHIDIA
CAGESSAOUIRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE ESSAOUIRA
CAGFES	CHAMBRE D'AGRICULTURE FES
CAGGUELMIM	CHAMBRE D'AGRICULTURE GUELMIM
CAGKENITRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE KENITRA
CAGKHEMISSET	CHAMBRE D'AGRICULTURE KHEMISSET
CAGKHENIFRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE KHENIFRA
CAGKHOURIBGA	CHAMBRE D'AGRICULTURE KHOURIBGA
CAGLAAYOUNE	CHAMBRE D'AGRICULTURE LAAYOUNE
CAGLARACHE	CHAMBRE D'AGRICULTURE LARACHE
CAGMARRAKECH	CHAMBRE D'AGRICULTURE MARRAKECH
CAGMEKNES	CHAMBRE D'AGRICULTURE MEKNES
CAGMISSOUR	CHAMBRE D'AGRICULTURE MISSOUR
CAGNADOR	CHAMBRE D'AGRICULTURE NADOR
CAGOUARZAZAT	CHAMBRE D'AGRICULTURE OUARZAZAT
CAGOUEDDAHAB	CHAMBRE D'AGRICULTURE OUED EDDAHAB
CAGOUJDA	CHAMBRE D'AGRICULTURE OUJDA
CAGSAFI	CHAMBRE D'AGRICULTURE SAFI
CAGSETTAT	CHAMBRE D'AGRICULTURE SETTAT
CAGSIDIKACEM	CHAMBRE D'AGRICULTURE SIDI KACEM
CAGTANGER	CHAMBRE D'AGRICULTURE TANGER
CAGTAOUNATE	CHAMBRE D'AGRICULTURE TAOUNATE
CAGTAROUDANT	CHAMBRE D'AGRICULTURE TAROUDANT
CAGTATA	CHAMBRE D'AGRICULTURE TATA
CAGTAZA	CHAMBRE D'AGRICULTURE TAZA
CAGTETOUAN	CHAMBRE D'AGRICULTURE TETOUAN
CAGTIZNIT	CHAMBRE D'AGRICULTURE TIZNIT
CARAGADIR	CHAMBRE D'ARTISANAT AGADIR
CARBENI-MELLAL	CHAMBRE D'ARTISANAT BENI-MELLAL
CARCASABLANCA	CHAMBRE D'ARTISANAT CASABLANCA
CARELJADIDA	CHAMBRE D'ARTISANAT EL JADIDA
CARESSAOUIRA	CHAMBRE D'ARTISANAT ESSAOUIRA
CARFES	CHAMBRE D'ARTISANAT FES
CARKENITRA	CHAMBRE D'ARTISANAT KENITRA
CARKHEMISSET	CHAMBRE D'ARTISANAT KHEMISSET
CARKHENIFRA	CHAMBRE D'ARTISANAT KHENIFRA
CARLAAYOUNE	CHAMBRE D'ARTISANAT LAAYOUNE
CARMARRAKECH	CHAMBRE D'ARTISANAT MARRAKECH
CARMEKNES	CHAMBRE D'ARTISANAT MEKNES
CARNADOR	CHAMBRE D'ARTISANAT NADOR
CAROUARZAZAT	CHAMBRE D'ARTISANAT OUARZAZAT
CAROUEDDAHAB	CHAMBRE D'ARTISANAT OUED EDDAHAB
CAROUJDA	CHAMBRE D'ARTISANAT OUJDA
CARRABAT	CHAMBRE D'ARTISANAT RABAT
CARSAFI	CHAMBRE D'ARTISANAT SAFI
CARSALE	CHAMBRE D'ARTISANAT SALE
CARSETTAT	CHAMBRE D'ARTISANAT SETTAT
CARSMARA	CHAMBRE D'ARTISANAT SMARA
CARTANGER	CHAMBRE D'ARTISANAT TANGER
CARTAZA	CHAMBRE D'ARTISANAT TAZA
CARTETOUAN	CHAMBRE D'ARTISANAT TETOUAN
CC	CAISSE DE COMPENSATION
CCG	CAISSE CENTRALE DE GARANTIE
CCISAGADIR	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES AGADIR
CCISALHOCEIMA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES AL HOCEIMA
CCISBENI-MELLAL	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES BENI-MELLAL

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS (256)
AU 31/12/2008

Sigle	Raison sociale
CCISCASABLANCA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES CASABLANCA
CCISELJADIDA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES EL JADIDA
CCISELKELAA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES EL KELAA
CCISERRACHIDIA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES ERRACHIDIA
CCISESSAOUIRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES ESSAOUIRA
CCISFES	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES FES
CCISKENITRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES KENITRA
CCISKHEMISSET	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES KHEMISSET
CCISKHENIFRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES KHENIFRA
CCISKHOURIBGA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES KHOURIBGA
CCISLAAYOUNE	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES LAAYOUNE
CCISMARRAKECH	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES MARRAKECH
CCISMEKNES	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES MEKNES
CCISMOHAMADIA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES MOHAMADIA
CCISNADOR	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES NADOR
CCISOUARZAZAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES OUARZAZAT
CCISOUEDDAHAB	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES OUED EDDAHAB
CCISOUJDA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES OUJDA
CCISRABAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES RABAT
CCISSAFI	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES SAFI
CCISSETTAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES SETTAT
CCISTANGER	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES TANGER
CCISTANTAN	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES TANTAN
CCISTAZA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES TAZA
CCISTETOUAN	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES TETOUAN
CCM	CENTRE CINEMATOGRAPHIQUE MAROCAIN
CDER	CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES
CDG	CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION
CDVM	CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES
CFR	CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER
CHIR	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN ROCHD
CHIS	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN SINA
CHUHII	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE HASSAN II
CHUMVI	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MOHAMED VI
CMPE	CENTRE MAROCAIN DE PROMOTION DES EXPORTATIONS
CMR	CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES
CNESTEN	CENTRE NATIONAL DE L'ENERGIE, DES SCIENCES ET TECHNIQUES NUCLEAIRES
CNPAC	COMITE NATIONAL DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
CNRA	CAISSE NATIONALE DE RETRAITES ET D'ASSURANCE
CNRST	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
CNSS	CAISSE NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE
CPMAGADIR	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES AGADIR
CPMCASABLANCA	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES CASABLANCA
CPMDAKHLA	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES DAKHLA
CPMTANGER	CHAMBRE DES PECHES MARITIMES TANGER
CT	CENTRES DE TRAVAUX
EACCE	ETABLISSEMENT AUTONOME DE CONTROLE ET DE COORDINATION DES EXPORTATIONS
EHTP	ECOLE HASSANIA DES TRAVAUX PUBLICS
EN	ENTRAIDE NATIONALE
ENAM	ECOLE NATIONALE D'AGRICULTURE DE MEKNES
ENIM	ECOLE NATIONALE DE L'INDUSTRIE MINERALE
FDSHII	FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
FEC	FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL
FFIEM	FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE INTER-ENTREPRISES MINIERES
FONDATION MVI	FONDATION MOHAMMED VI POUR LA PROMOTION DES OEUVRES SOCIALES DE L'EDUCATION-FORMATION
IAV	INSTITUT AGRONOMIQUE ET VETERINAIRE HASSAN II
INRA	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
INRH	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES HALIEUTIQUES
IPM	INSTITUT PASTEUR DU MAROC
IRCAM	INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGH
ISA	INSTITUT SUPERIEUR DE L'ADMINISTRATION
ISCAE	INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
ISM	INSTITUT SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE
ITPSMGEA	INSTITUT TECHNIQUE PRINCE SIDI MOHAMMED DE GESTION DES ENTREPRISES AGRICOLES
LOARC	LABORATOIRE OFFICIEL D'ANALYSES ET DE RECHERCHES CHIMIQUES
MAP	AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS (256)
AU 31/12/2008

Sigle	Raison sociale
MDA	MAISON DE L'ARTISAN
OC	OFFICE DES CHANGES
OCE	OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION
ODCO	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION
OFEC	OFFICE DES FOIRES ET D'EXPOSITIONS DE CASABLANCA
OFPPT	OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL
OMPIC	OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
ONCF	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER
ONDA	OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS
ONE	OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE
ONEP	OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE
ONHYM	OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES
ONICL	OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES ET DES LEGUMINEUSES
ONMT	OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME
ONOUSC	OFFICE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES SOCIALES ET CULTURELLES
ONP	OFFICE NATIONAL DES PECHEs
ORMVAD	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE DOUKKALA
ORMVAG	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB
ORMVAH	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU HAOUZ
ORMVAL	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS
ORMVAM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA MOULOUYA
ORMVAO	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE OUARZAZATE
ORMVASM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE SOUS MASSA
ORMVAT	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TADLA
ORMVATAF	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TAFILALET
RADEEC	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE CHAOUIA
RADEEF	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE FES
RADEEJ	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE D'EL JADIDA
RADEEL	REGIE AUTONOME INTERCOMMUNALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE LARACHE
RADEEM	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MEKNES
RADEEMA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MARRAKECH
RADEEO	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU D'OUJDA
RADEES	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE SAFI
RADEET	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE BENI-MELLAL
RADEETA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE TAZA
RAFCD	REGIE AUTONOME DES FRIGORIFIQUES DE CASABLANCA
RAK	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE KENITRA
RAMSA	REGIE AUTONOME MULTI-SERVICE D'AGADIR
RATAG	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS D'AGADIR
RATF	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE FES
RATR	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE RABAT-SALE
RATS	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE SAFI
TNMV	THEATRE NATIONAL MOHAMED V
UNI SMS/BM	UNIVERSITE SULTAN MOULAY SLIMANE DE BENI MELLAL
UNI.AE	UNIVERSITE ABDELMALEK ESSAADI DE TETOUAN
UNI.AQ	UNIVERSITE AL QUARAOUYINE DE FES
UNI.CA	UNIVERSITE CADI AYAD DE MARRAKECH
UNI.CD	UNIVERSITE CHOUAIB DOUKKALI D'EL JADIDA
UNI.HI	UNIVERSITE HASSAN I DE SETTAT
UNI.HII/AI	UNIVERSITE HASSAN II DE AIN CHOCK
UNI.HII/MO	UNIVERSITE HASSAN II DE MOHAMMEDIA
UNI.IT	UNIVERSITE IBN TOFAIL DE KENITRA
UNI.IZ	UNIVERSITE IBNOU ZOHR D'AGADIR
UNI.MI	UNIVERSITE MOHAMED I D'OUJDA
UNI.MIS	UNIVERSITE MOULAY ISMAIL DE MEKNES
UNI.MVA	UNIVERSITE MOHAMED V DE RABAT AGDAL
UNI.MVS	UNIVERSITE MOHAMED V DE RABAT SOUISSI
UNI.SMBA	UNIVERSITE SIDI MOHAMED BEN ABDALLAH DE FES

LISTE DES SOCIETES D'ETAT (107)
AU 31/12/2008

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
ACASA	ACCES CAPITAL ATLANTIQUE	100%
ADER	AGENCE DE DEPENDSIFICATION ET DE REHABILITATION DE LA MEDINA DE FES	100%
AIGLEMER	SOCIETE AIGLEMER PAPER SA	100%
AUDA	AGENCE D'URBANISATION ET DE DEVELOPPEMENT D'ANFA	100%
BIOPHARMA	SOCIETE DE PRODUCTIONS BIOLOGIQUES ET PHARMACEUTIQUES VETERINAIRES	100%
BNDE	BANQUE NATIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	100%
BRG MARINA	BOUREGREG MARINA	100%
CASA AMENAGEMENT	CASABLANCA AMENAGEMENT S.A.	100%
CASA TRANSPORTS	CASABLANCA TRANSPORTS S.A.	100%
CASADEV	CASA DEVELOPPEMENT	100%
CDG CAPITAL	CDG CAPITAL	100%
CDG DEVELOPEME	CDG DEVELOPPEMENT	100%
CD2G	CD2G	100%
CERPHOS	CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES DES PHOSPHATES MINERAUX	100%
CFPM	CONDITIONNEMENT DES FRUITS ET PRIMEURS	100%
CGPARKING	COMPAGNIE GENERALE DES PARKINGS	100%
CHELLAH SA	FONCIERE CHELLAH SA	100%
COMAPRA	COMPAGNIE MAROCAINE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES	100%
COMATAM	COMPAGNIE MAROCAINE DE TRANSPORTS ET D'AFFRETEMENTS MARITIMES	100%
CRNMDA	CAVES DES ROCHES NOIRES	100%
DYAR ALMANSOUR	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DYAR ALMANSOUR	100%
EXPROM	EXPROM	100%
FCCM	FONDS CAPITAL CARBONE MAROC	100%
FEZ SHORE	FEZ SHORE S.A.	100%
FIPAR	HOLDING FINANCIERE DE PARTICIPATIONS ET D'INVESTISSEMENTS	100%
FIPAR INTERNAT	FIPAR INTERNATIONAL	100%
FRESH FISH	FRESH FISH	100%
FRESH FISH PRIM	FRESH FISH PRIMEUR	100%
GEFS	LES GRANDS ENTREPÔTS FRIGORIFIQUES DU SOUSS	100%
GPFCE	GROUPEMENT DE PARTICIPATION POUR LE FINANCEMENT DU COMMERCE EXTERIEUR	100%
GRV NADOR	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE NADOR	100%
HALA FISHERIES	HALA FISHERIES	100%
HAO	HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE	100%
HOLMADET	HOLMADET	100%
IDMAJ SAKAN	SOCIETE IDMAJ SAKAN	100%
IMSA	SOCIETE IMMOBILIERE ET HOTELIERE DE SAFI	100%
JZN	JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL SA	100%
KSAR ES SOUK MO	KSAR ESSOUK MOTEL	100%
LEJONC ET CIE	LEJONC ET COMPAGNIE	100%
MADAEF	MADAEF SA	100%
MAMOUNIA	SOCIETE LA MAMOUNIA	100%
MARCHICA MED	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA LAGUNE DE MARCHICA MED	100%
MAROC TOURIST	MAROC TOURIST	100%
MAROPHOS I	MAROC-PHOSPHORE	100%
MARPHOCEAN	MARPHOCEAN	100%
MEDHUB SA	MEDHUB SA	100%
MEDZ	SOCIETE MEDZ	100%
MIRIAD	SOCIETE MIRIAD	100%
MJS	LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS	100%
OCP SA	OCP S.A.	100%
ONE SENEGAL	SOCIETE ONE SENEGAL SA	100%
PATRILOG	PATRILOG	100%
PHOSBOUCRAA	PHOSPHATES DE BOUCRAA	100%
PROMAGRUM	PROMOTION DES AGRUMES AU MAROC	100%
RGF	ROYAL GOLF DE FES	100%
SA ZENATA	SOCIETE D'AMENAGEMENT ZENATA	100%
SAI M'DIQ	SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE DE M'DIQ	100%
SAO AGADIR	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AGADIR	100%
SAO AL BOUGHAZ	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL BOUGHAZ	100%
SAO AL JANOUB	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL JANOUB	100%
SAO BENI MELLAL	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE BENI MELLAL	100%
SAO CASA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE CASABLANCA	100%
SAO FES	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE FES	100%
SAO MARRAKECH	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE MARRAKECH	100%
SAO MEKNES	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE MEKNES	100%
SAO OUJDA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE OUJDA	100%
SAO RABAT	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE RABAT	100%

LISTE DES SOCIETES D'ETAT (107)
AU 31/12/2008

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
SAO TAMANSOURT	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMANSOURT	100%
SAO TAMESNA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMESNA	100%
SAR	SOCIETE D'AMENAGEMENT RYAD	100%
SCI SEBTA	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SEBTA	100%
SCORE U	SOCIETE DES CONSIGNATAIRES REUNIS	100%
SEFERIF	SOCIETE D'EXPLOITATION DES MINES DU RIF	100%
SGLN	SOCIETE DE GESTION DE LA LOTERIE NATIONALE	100%
SHN	SOCIETE HOTELIERE DE NADOR	100%
SHSH	SOCIETE HOTELIERE SIDI HARAZEM	100%
SIMEF	SOCIETE D'INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES DE FES	100%
SLIMACO	SOCIETE DE CONDITIONNEMENT DES AGRUMES POUR LE GHARB	100%
SMESI	SOCIETE MAROCAINE D'ETUDES SPECIALES ET INDUSTRIELLES	100%
SNPP	SOCIETE NATIONALE DES PRODUITS PETROLIERS	100%
SNRT	SOCIETE NATIONALE DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION	100%
SNTL	SOCIETE NATIONALE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE	100%
SNTL ASSURANCES	SNTL ASSURANCES	100%
SOCOPER	SOCIETE DE CONDITIONNEMENT DES AGRUMES DE BERKANE	100%
SODEA	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	100%
SODECAT	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU CUIVRE DE L'ANTI-ATLAS	100%
SODEP	SOCIETE D'EXPLOITATION DES PORTS	100%
SODEVI	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT VITICOLE	100%
SOFICOM	SOCIETE DE FINANCEMENT ET DE PARTICIPATIONS COMMERCIALES	100%
SOGATOUR	SOCIETE GENERALE D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE	100%
SONARGES	SOCIETE NATIONALE DE REALISATION ET DE GESTION DES STADES	100%
SONARP	SOCIETE DE NAVIGATION, D'ARMEMENT ET DE PECHE	100%
SOTREG	SOCIETE DE TRANSPORTS REGIONAUX	100%
SSM	SOCIETE DES SELS DE MOHAMMEDIA	100%
STAR	SOCIETE DE TRANSPORTS ET D'AFFRETEMENTS REUNIS	100%
STOZ	SOCIETE TOURISTIQUE DE OUED ZEM	100%
SUPRATOURS	AGENCE ONCF TRANSPORT ET TOURISME	100%
SUPRATOURS TRAVEL	SUPRATOURS TRAVEL SA	100%
TECK CAPITAL	TECK CAPITAL MANAGEMENT	100%
TELECART	SOCIETE DE TELEDETECTION, DE CARTOGRAPHIE ET DE TOPOGRAPHIE	100%
TEMARA DEV	SOCIETE TEMARA DEVELOPPEMENT	100%
TEMPS VERT	TEMPS VERT SA	100%
TMSA	AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERRANEE	100%
TMSA HOLDING	AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERRANEE HOLDING	100%
TRANSATLANTIQUE	CHAINE HOTELIERE TRANSATLANTIQUE	100%
TSR	TECHNOPOLIS RABAT SHORE	100%
UIM	UNION INDUSTRIELLE DE MONTAGE	100%

LISTE DES FILIALES PUBLIQUES (106)
AU 31/12/2008

Annexe 1-C

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
ACACIANET	ACACIANET	51,00%
ACAMSA	ACCES CAPITAL ATLANTIQUE MAROC SA	55,99%
ACAS	ATLAS CATERING AIRLINES SERVICES	96,12%
ADM	SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC	97,60%
AEROTECHNIC	AEROTECHNIC INDUSTRIES	96,12%
AGRO CONCEPT	AGRO CONCEPT	66,49%
ALMANAR	AL MANAR DEVELOPMENT COMPANY	86,00%
AMADEUS	NATIONAL MARKETING COMPANY AMADEUS MAROC	67,28%
AOULI	MINES D'AOULI	98,32%
ARTS	AGRUMICULTEURS REUNIS DES TRIFFAS	82,81%
ASSALAFALAKHDAR	SOCIETE ASSALAF AL AKHDAR	95,00%
ATLAS BLUE	ATLAS BLUE	96,12%
ATLAS CARGO	ATLAS CARGO LINES	96,12%
ATLAS HOSPITALITY	ATLAS HOSPITALITY	96,39%
ATLAS HR	ATLAS HOTELS & RESORTS	96,39%
ATLAS ONLINE	SOCIETE ATLAS ONLINE SA CALL CENTER	96,12%
ATLAS PC	ATLAS PATRIMOINE CASABLANCA	72,09%
ATLAS SERVICES	ATLAS MULTISERVICES SA	96,12%
BAILAUTO	BAIL AUTO	71,61%
BTNA	BRIQUETERIE TUILERIE NORD AFRICAINE	61,66%
CAM	CREDIT AGRICOLE DU MAROC	90,00%
CARNAUD	CARNAUD MAROC	51,00%
CDM	CHARBONNAGES DU MAROC	98,89%
CELLUMA	CELLULOSE DU MAROC	62,92%
CGI	COMPAGNIE GENERALE IMMOBILIERE	80,00%
CHANAB	SOCIETE DES CHANTIERS NAVALS BEN MOKOUT	80,00%
CID	CONSEIL, INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	68,08%
CIRES	CIRES TELECOM	51,00%
CMM	CAISSE MAROCAINE DES MARCHES	99,33%
COGEFES	CONFECTION GENERALE DE FES	91,95%
COTEF	COMPLEXE TEXTILE DE FES	98,52%
DIYAR AL MADINA	DIYAR AL MADINA	99,68%
EMS CHRONOPOST	EMS CHRONOPOST INTERNATIONAL MAROC	66,00%
EUCA FOREST	EUCA FOREST	62,92%
FIROGEST	SOCIETE DE GESTION DES FONDOS DE L'ORIENTAL	54,16%
FONDS IGRANE	FONDOS D'INVESTISSEMENT IGRANE	61,62%
GCM	LES GRANDES CARRIERES MAROCAINES	64,01%
GRV BENI-MELLAL	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE BENI-MELLAL	51,00%
GRV EL JADIDA	GARE ROUTIERE VOYAGEURS D'EL JADIDA	75,66%
GRV KSAR KEBIR	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE KSAR KEBIR	71,48%
GRV SAFI	GARE ROUTIERE DE LA VILLE DE SAFI	60,00%
HOLDAGRO	HOLDAGRO	90,08%
HOLDCO	HOLDCO	75,66%
INGEMA	SOCIETE MAGHREBINE D'INGENIERIE	84,67%
JADIVET	JADIDA VETEMENTS	59,94%
LOR	SOCIETE DE REPARTITION DES BILLETS DE LOTERIE	99,95%
LOTOPRINT	LOTOPRINT	60,00%
LPEE	LABORATOIRE PUBLIC D'ESSAIS ET D'ETUDES	57,44%
MAGETH	SOCIETE MAROCAINE DE GESTION THERMALE	98,79%
MAGHREB TITRISN	MAGHREB TITRISATION	51,60%
MARMOL	SOCIETE MANUFACTURA MARMOL DE TANGER	77,00%
MAROC LEASING	COMPAGNIE MAROCAINE DE LOCATION D'EQUIPEMENT	71,03%
MAROCLEAR	MAROCLEAR	60,80%
MCM	MASSIRA CAPITAL MANAGEMENT	65,00%
MEDI 1 SAT	MEDI 1 SAT	50,70%
MVINVEST	MARRAKECH VILLAGINVEST	80,00%
ORBITA	ORBITA	85,74%
PIZZERIA NAPOLI	RESTAURANT PIZZERIA NAPOLI	95,00%
PROMOBAT	SOCIETE DE PROMOTION TOURISTIQUE DE LA BAIE DE TANGER	99,99%
RAM	COMPANIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC	96,12%
RAM ACADEMY	RAM ACADEMY GMK	96,12%
SABR	SABR AMENAGEMENT	99,94%
SAFABOURSE	SAFABOURSE	74,50%
SBM	SOCIETE DES BASALTES MAROCAINS	91,47%
SCET-SCOM	SCET-SCOM S.A.	95,38%
SCI AL WIFAQ	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE AL WIFAQ	78,26%
SCI ROSE MARIE	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ROSE MARIE	91,67%
SCI SIDI IFNI	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SIDI IFNI	65,76%

LISTE DES FILIALES PUBLIQUES (106)
AU 31/12/2008

Annexe 1-C

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
SCI SPARTEL	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SPARTEL	75,00%
SCR	SOCIETE CENTRALE DE REASSURANCE	94,41%
SCVA	SOCIETE COOPERATIVE VINICOLE D'AIT SOUALA	74,49%
SCVM	SOCIETE COOPERATIVE VINICOLE DE MEKNES	58,83%
SEPYK	SOCIETE D'EXPLOITATION DE LA PYROTHINE DE KETTARA	99,99%
SERECAF	SOCIETE D'ETUDE ET DE REALISATION DE LA CHAINE DE FROID AU MAROC	99,65%
SFCDG	SOCIETE FORESTIERE DE LA CDG	70,00%
SFDA	SOCIETE DE FINANCEMENT ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE	90,00%
SHR	SOCIETE HOTELIERE EL RIAD	54,70%
SIDET	SOCIETE IMMOBILIERE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	92,72%
SIDETSA	SOCIETE IMMOBILIERE POUR LE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU SAHARA	91,75%
SIM	SOCIETE IMMOBILIERE DE LA MER	82,53%
SMIT	SOCIETE MAROCAINE D'INGÉNIERIE TOURISTIQUE	99,99%
SMTRC	SOCIETE MAROCAINE DES TRANSPORTS RAPIDES CARRE	64,02%
SNDE	SOCIETE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE	99,72%
SNED	SOCIETE NATIONALE D'ETUDES DU DETROIT DE GIBRALTAR	99,96%
SOCAMAR	SOCIETE COMMERCIALISATION DES AGRUMES ET AUTRES FRUITS AU MAROC	99,98%
SOCICA	SOCIETE CHERIFIENNE DE LA CITE OUVRIERE MAROCAINE DE CASA	63,60%
SOCOCHARBO	SOCIETE COMMERCIALE DE CHARBONS ET BOIS	98,32%
SOFAC-CREDIT	SOCIETE DE FINANCEMENTS D'ACHATS A CREDIT	75,96%
SOGETA	SOCIETE DE GESTION DES TERRES AGRICOLES	99,77%
SOMAVIVAC	SOCIETE MAROCAINE DES VILLAGES DE VACANCES	64,00%
SONACOS	SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DE SEMENCES	97,82%
SONADAC	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMUNAL	97,64%
SORASRAK	SOCIETE REGIONALE D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DE SAIDIA	69,16%
SOREAD	SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS AUDIOVISUELLES "SOREAD" SA	71,72%
SOREAD FRANCE	SOCIETE D'ETUDES ET DE LA REALISATIONS AUDIOVISUELLES - FRANCE	71,71%
SOREC	SOCIETE ROYALE D'ENCOURAGEMENT DU CHEVAL	99,75%
SOSIPO	SOCIETE DES SILOS PORTUAIRES	75,75%
SOTHERMY	SOCIETE THERMO MEDICALE DE MOULAY YACOUB	98,99%
TM ENGINEERING	TANGER MED ENGINEERING SA	99,97%
TMU	TANGER MED UTILITIES	90,00%
UREB BEN SLIMAN	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE BEN SLIMANE	99,72%
UREB CHTOUKA	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE CHTOUKA	99,72%
UREB HAD SOUALE	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVINS DE SOUALEM	99,72%
UREB TIZITINE	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE TIZITINE	83,53%
VINICOOP	SOCIETE COOPERATIVE VINICOLE DES BENI SNASSEN	63,52%
WAFIQ	SOCIETE IMMOBILIERE WAFIQ	96,12%

LISTE DES SOCIETES MIXTES (247)
AU 31/12/2008

Annexe 1-D

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
AGA INGENIERIE	SOCIETE POUR L'INGENIERIE DES INDUSTRIES AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	26,04%
AGM	AKKA GOLD MINING	16,07%
AGRAM INVEST	SOCIETE AGRAM INVEST	9,00%
AIR SENEGAL	AIR SENEGAL INTERNATIONAL	49,02%
AL WASSIT	INTERMEDIATION ET CONSEIL FINANCIER" AL WASSIT"	21,77%
ALMAQAM	SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE AL MAQAM	5,86%
AMD	AMWAJ MOROCCO DEVELOPPEMENT	50,00%
AMENSOUSS	AMENSOUSS	20,00%
AMOS	ANGLO MOROCCAN SHIPYARD AMOS	5,00%
ASSARF	ASSARF ACHAABI	30,30%
ATLANTA	ASSURANCE ATLANTA	40,00%
ATLANTIS	SOCIETE HOTELIERE ATLANTIS	11,63%
ATLAS PN	ATLAS PATRIMOINE NATIONAL	48,06%
AVILMAR	AVILMAR	49,00%
BAB AL BAHR	BAB AL BAHR	50,00%
BANK AL AMAL	BANK AL AMAL	13,01%
BASSAMATE	SOCIETE BASSAMATE POUR L'HOTELLERIE ET LE TOURISME	24,26%
BCDM PARIS	BANQUE CHAABI DU MAROC	43,29%
BCP	BANQUE CENTRALE POPULAIRE	43,29%
BDM	BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	5,39%
BENAF	BENAF	43,29%
BMP	BUNGE MAROC PHOSPHORE	50,00%
BPMC	BANQUE POPULAIRE MAROCO-CENTREAFRICAIN	27,06%
BPMG	BANQUE POPULAIRE MAROCO-GUINEENNE	23,52%
BPMM	BANQUE POPULAIRE MAROCO MAURITANIENNE	43,29%
CAPMEZZANINE	FONDS D'INVESTISSEMENT CAPMEZZANINE	42,36%
CASA AERO	CASA AERO SAS	49,02%
CASANET	CASANET	30,00%
CDE	SOCIETE CAMEROUNNAISE DES EAUX	33,33%
CHAABI COURTAG	CHAABI COURTAG SA	38,94%
CHAABI LEASING	CHAABI LEASING	12,99%
CHAABI LLD	CHAABI LOCATION LONGUE DUREE	16,88%
CHAABI MOUSSAHA	SOCIETE DE GESTION "CHAABI MOUSSAHAMA"	43,29%
CHIMIE PRODUIT	CHIMIE PRODUIT	24,26%
CIB	CHAABI INTERNATIONAL BANK OFFSHORE	25,97%
CIH	CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER	46,31%
CIMA	CIMENTERIE MAGHREBINE	50,00%
CIMAR	CIMENTS DU MAROC	6,07%
CIVAC	SOCIETE CIVILE DES VILLAGES DE VACANCES	47,47%
CLUB MED	CLUB MEDITERRANEEN	10,00%
CLUB SANGHO	CLUB SANGHO	32,42%
CMC	COMPAGNIE MAURITANIENNE DE COMMUNICATION	24,00%
CMF	COMMON MARKET FERTILIZERS	9,80%
CMG	COMPAGNIE MINIERE DES GUEMASSA	23,08%
CMI	CENTRE MONETIQUE INTERBANQUE	33,85%
CMKD	CONSORTIUM MAROCO-KOWEITTIEN DE DEVELOPPEMENT	11,72%
CMSO	CITE MAROCAINE DE SIDI OTHMANE	12,08%
COLORADO	COLORADO SA PEINTURES	15,00%
COMABAR	COMPAGNIE MAROCAINE DE BARYTES	45,00%
CPA	CONSEIL ET PLACEMENT D'ASSURANCES	13,55%
CREDIT EQDOM	CREDIT EQDOM	9,35%
CTJ	CITE TROIS DES JEUNES	5,32%
DARADDAMAN	SOCIETE DE CAUTION MUTUELLE DAR ADDAMAN	37,09%
DELMA	SOCIETE DELMA D'INVESTISSEMENTS TOURISTIQUES	11,55%
DIYAR	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT IMMOBILIERE DIYAR	11,72%
ECESCO	ELECTRO CHEMSTEEL COMMERCE	24,26%
EDITIONMI	EDITIONS MAROCAINES ET INTERNATIONALES	12,19%
EDS	EDS - CDG IT SERVICES MAROC	49,00%
EET	ENERGIE ELECTRIQUE DE TAHADDART SA	48,00%
ELKHEIR	SOCIETE EL KHEIR	10,00%
EMAPHOS	EURO MAROC PHOSPHORE	49,05%
EP D'ANFA	ESPACE PORTE D'ANFA	16,90%
ESSALMIYAH	ESSALMIYAH	11,72%
ESSOUKNA	SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE ESSOUKNA SARL	33,80%
EUMAGEX	EURO-MAROCAINE DE GESTION A L'EXPORT	8,25%
EUROCHEM	EUROCHEM REASSURANCE	47,17%
EUROCHEQUE	EUROCHEQUE MAROC	14,17%

LISTE DES SOCIETES MIXTES (247)
AU 31/12/2008

Annexe 1-D

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
FARAH MAGHREB	FARAH MAGHREB	12,46%
FASIND	FONDS D'AMORCAGE SINDIBAD	25,40%
FENIE BROSSETTE	FENIE BROSSETTE	17,52%
FES DEVELOPEME	FES DEVELOPPEMENT	49,00%
FIRO	FONDS D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL	48,87%
FMF	FONDS MAROC FORETS	50,00%
FONDS CPM	FONDS DU CREDIT POPULAIRE DU MAROC	24,24%
FOSBRASIL	FOSBRASIL	5,42%
FS H.PARTNERS	FONDS H. PARTNERS	12,37%
FS MOUSSAHAMA I	FONDS MOUSSAHAMA I	43,23%
FS SGAM	FONDS SGAM AL KANTARA	5,41%
GABON TELECOM	GABON TELECOM	15,30%
GALLIA	GALLIA INDUSTRIES	24,26%
GASPER	GASPER GIE	9,43%
GENEX	GENEX PARTICIPATIONS	43,29%
GOLD	JEAN GOLDSCHMIDT	23,58%
GRV MARRAKECH	GARE ROUTIRE VOYAGEURS DE MARRAKECH	40,00%
GRV RABAT	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE RABAT	40,00%
GRV SETTAT	GARE ROUTIERE VOYAGEURS DE SETTAT	39,38%
HHC	HOSPITALITY HOLDING COMPANY	50,00%
HOLEXP	HOLDING EXPANSION	12,13%
HOTEL DAKHLA	HOTEL DAKHLA	18,00%
HOTEL DIAFA	HOTEL DIAFA	14,42%
HPG	H PARTNERS GESTION	21,65%
HV MAROC	HERITAGE VISION MAROC	38,55%
HYDRO	HYDROMETAL	23,58%
HYDROT	HYDRO THECHNOLOGIES	12,03%
IAM	ITISSALAT AL-MAGHRIB	30,00%
IMACID	INDO-MAROC-PHOSPHORE	33,33%
IMEG	INFORMATIQUE ET METHODES DE GESTION	6,62%
INTERBANCAIRE	IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	27,52%
INTERBANK	SOCIETE INTERBANK	22,18%
ISTITMARC	ETABLISSEMENT GESTIONNAIRE ALISTITMAR CHAABI	14,72%
ITER ERFOUD	SOCIETE IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE D'ERFOUD	46,31%
JAIDA	FOND JAIDA DE FINANCEMENT DES ORGANISMES DE MICROFINANCES AU MAROC	45,00%
LABOMETAL	LABORATOIRE METALLURGIQUE D'ETUDES ET DE CONTROLE	10,59%
LAFARGE	LAFARGE CIMENTS DU MAROC	8,19%
LIDO	LE LIDO RIAD SALAM	46,31%
LYDEC	LYONNAISE DES EAUX DE CASABLANCA	15,00%
MABANI ZELLIDJA	STE MABANI ZELLIDJA	16,62%
MABENSA	MINIERE AFARHA BENTONITE SA	20,00%
MAC/Z	MAROC CUIVRE ET ZINC	17,29%
MAEVA	MAEVA MANAGEMENT	23,58%
MAHD SALAM	HOTELS MAHD SALAM	46,31%
MAI	MAROC ASSISTANCE INTERNATIONALE	22,36%
MAI TOURISME	MAI TOURISME	17,76%
MAINTER	MULTI ASSISTANCE INTERNATIONAL	22,36%
MANUJORF	SOCIETE JORF-LASFAR DE MANUTENTION	25,00%
MAPROC	MANUFACTURE ARABE DES PRODUITS EN CUIR	24,26%
MARTCO	MARGHREB ARAB TRADING COMPANY	8,66%
MASCANFOOD	MASCANFOOD	12,97%
MATELCA	SOCIETE MAROCAINE DE TELECOMMUNICATIONS PAR CABLES SOUS-MARINS	15,00%
MATIS AEROSPACE	MATIS AEROSPACE	32,04%
MEDI TELECOM	MEDI TELECOM	13,31%
MEDIA	MEDIA FINANCE	32,25%
MEDISTERPH	MEDISTERPH	21,61%
MER VERTE	MER VERTE SA	40,00%
METAL	METAL ET RESIDUS	18,16%
MIRADOR	SOCIETE ANONYME DU MIRADOR	25,00%
MITC	MORROCAN INFORMATION TECHNOPARK CASABLANCA	25,08%
MMA	PECHINEY M.M.A	21,04%
MOBISUD	MOBISUD SA	19,80%
MSI	MAROC SERVICE INTERMEDIATION	27,62%
MSIN	SOCIETE DE BOURSE MSIN -MAROC SERVICE INTERMEDIATION	27,34%
MTB	MAROC TELECOM BELGIQUE SA	30,00%
NARJIS IT	NARJIS D'INVESTISSEMENTS TOURISTIQUES	11,63%
NEW SALAM	SOCIETE NEW SALAM	30,16%

LISTE DES SOCIETES MIXTES (247)
AU 31/12/2008

Annexe 1-D

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
NIHAM	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE NIHAM	25,00%
OCD	OUED CHBIKA DEVELOPPEMENT	35,00%
OGIF	OIL AND GAS INVESTMENT FUND	19,14%
ONATEL	OFFICE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS DU BURKINA FASO	15,30%
OTM	OMNIUM TECHNIQUE MAROC	20,00%
PALM BAY	PALM BAY	39,37%
PALMARE	PALMERAIES MAROC D'EMIRATS	21,21%
PALMARIVA	PALMARIVA MAROC	15,67%
PANOMAR	PANOMAR	8,20%
PAPELERA	PAPELERA DE TETOUAN SA	25,48%
PARADISE	SOCIETE PARADISE HOTEL TICHKA SA	46,31%
PERLITE	PERLITE ROCHE	20,00%
PKDS	PK DUENGERHANDEL-SGESELLSCHAFT MBH	23,58%
PLM	DOUNIA HOTELS PLM	23,36%
PMP	PAKISTAN MAROC PHOSPHORE	50,00%
POPULAIRE AMAL	LA POPULAIRE AMAL	43,29%
POPULAIREALWANE	LA POPULAIRE ALWANE	43,29%
PRAYON	PRAYON (UK, PLC/PRAYON SPECIALITY PRODUCTS LTD)	49,73%
PRAYON SA	PRAYON SA	47,17%
PRAYONB	PRAYON BENELUX	47,17%
PRAYOND	PRAYON ALLEMAGNE	47,17%
PRAYONF	PRAYON FRANCE	47,17%
PRAYONI	PRAYON IBERICA	47,17%
PRAYONINC	PRAYON INC INTERNATIONAL	47,17%
PRAYONIT	PRAYON ITALIA	23,58%
PRAYONS	PRAYON SERVICE ET FINANCE	47,17%
PRAYTECH	PRAYTECH	47,17%
PRT	PRAYON-RUPEL TECHNOLOGIE	47,17%
RECOURS	RECOURS SOCIETE ANONYME	16,79%
RESORT CO	RESORT CO	28,38%
RG GESTION	REGIONAL GESTION SA	41,99%
SACEM	SOCIETE ANONYME CHERIFIENNE D'ETUDE MINIERES	42,99%
SAFIR	SAFIR	11,16%
SALIMA HOLDING	SOCIETE ARABE LIBYO-MAROCAINE HOLDING	24,26%
SAMAZ	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL HAOUZIA	29,08%
SANAD	COMPAGNIE D'ASSURANCES SANAD	39,86%
SASMA	SOCIETE AGRICOLE DE SERVICES AU MAROC	25,00%
SCI ABLA	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE ABLA	20,28%
SCI ALMASSIRA	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE AL MASSIRA	41,13%
SCI DAIT ROUMI	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DAIT ROUMI II	38,96%
SCI JEAN	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE JEAN	43,15%
SCI JEAN F	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE JEAN FRANCOIS	41,13%
SCI NAMIR	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE NAMIR	42,86%
SCI NATHALIE	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE NATHALIE	46,31%
SCI OASIS	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE OASIS-YVES	43,15%
SCI PAPILLON	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE PAPILLON	43,00%
SCI RHOSN	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE RHOSN ENNAKHIL	46,31%
SCI RIGOT	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE RIGOT	38,96%
SCIF	SOCIETE CHERIFIENNE DE MATERIEL INDUSTRIEL ET FERROVIAIRE	19,96%
SCIMEP	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE LA MAISON D'ETUDIANTS DE PARIS	35,39%
SCPR	SOCIETE CHIMIQUE PRAYON-RUPEL	47,17%
SCS	SOCIETE CHERIFIENNE DES SELS	50,00%
SECATLAS	SOCIETE D'EXPLOITATION DE CARRIERES DE L'ATLAS	23,46%
SECO	SOCIETE DES ENGRAIS CHIMIQUES ET ORGANIQUES	23,57%
SETAFIL	SETTAT FILATURE	6,39%
SFAPM	SOCIETE FINANCIERE D'AFRICA PALACE MAROC	13,30%
SG AL ISTITMAR	SOCIETE GESTIONNAIRE AL ISTITMAR CHAABI	14,72%
SG IGRANE	SOCIETE DE GESTION DES FONDS D'IGRANE	41,99%
SGAM AL KANTARA	SGAM AL KANTARA	5,41%
SHNG	SOCIETE HÔTELS NOUVELLE GENERATION	23,16%
SIBA	SOCIETE IMMOBILIERE DES BANQUES ASSOCIEES	39,00%
SIEF	SOCIETE IMMOBILIERE ETAPEX DE FES	20,00%
SILOX	SOCIETE INDUSTRIELLE LIEGEOISE DES OXYDES	23,58%
SILOX UK LTD	SILOX UNITED KINGDOM LIMITED	23,58%
SILOXAN	SILOXAN HOLDING	23,58%
SIMEB	SOCIETE IMMOBILIERE AL BOUGHAZ	12,86%
SITZAG ZAGOURA	SOCIETE IMMOBILIERE ET TOURISTIQUE DE ZAGORA	46,31%

LISTE DES SOCIETES MIXTES (247)
AU 31/12/2008

Annexe 1-D

Sigle	Raison sociale	Participation Publique
SMADA	SOCIETE MAROCO ARABE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	24,94%
SMAEX	SOCIETE MAROCAINE D'ASSURANCE A L'EXPORTATION	41,25%
SMCEI	SOCIETE MAROCO-CANARIENNE D'ETUDES ET D'INVESTISSEMENTS	18,66%
SNCZ	SOCIETE NOUVELLE DES COULEURS ZINCIQUES	23,58%
SNECMA	SNECMA MOROCCO ENGINE SERVICES	47,10%
SODIP	SODIP	15,00%
SOGEPIB	SOCIETE DE GESTION ET D'EXPLOITATION DU PARC INDUSTRIEL DE BOUSKOURA	34,86%
SOGIP	SOGIP	20,00%
SOMED	SOCIETE MAROC-EMIRATS ARABES UNIS DE DEVELOPPEMENT	33,24%
SOMED DEVELOPPE	SOCIETE SOMED DEVELOPPEMENT	33,24%
SOPROLIVES	SOPROLIVES	16,62%
SOTADEC	SOCIETE TANGEROISE D'EXPLOITATIONS COMMERCIALES	40,00%
SOTCODAT	SOCIETE DE CONDITIONNEMENT DES DATTES	19,61%
SOTHERMA	SOCIETE DU THERMALISME MAROCAIN	27,44%
SPIP	SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE DU PLATEAU	10,55%
SPORT DEV	SOCIETE POUR LE DEVELOPPEMENT ET LA PROMOTION DU SPORT	25,00%
STE IMMO.SANAD	SOCIETE IMMOBILIERE SANAD	38,47%
SUCRAFOR	SUCRERIE RAFFINERIE DE L'ORIENTAL	5,00%
SUD LUX	SUD LUX	6,95%
SUGITON	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SUGITON	11,72%
SUNABEL	GROUPE DES SUCRERIES NATIONALES DE BETTERAVE DU GHARB ET DU LOUKKOS	5,11%
SURAC	SUCRERIES RAFFINERIES DE CANNES	5,00%
SURGELES	SURGELES DU LOUKKOS	8,00%
TFZ	TANGER FREE ZONES	25,71%
TFZ DEVE	TANGER FREE ZONE DEVELOPPEMENT	25,71%
TICHKA OUARZAZ	SOCIETE HOTELIERE DU TICHKA	46,31%
TICKET AFRIQUE	TICKET AFRIQUE	33,48%
TIMG	TANGER INTERNATIONAL MED GATEWAY SAS	25,00%
TIVOLI	SOCIETE IMMOBILIERE LE TIVOLI	22,17%
TLS GRPSET	TLS GROUPE SETTAT	9,64%
TMA	TMA	8,31%
TRANSPEK	TRANSPEK	16,10%
TUI AG	TOURISTIK UNION INTERNATIONAL	5,00%
UCOREP	UCOREP	8,09%
UMA	UMA TRADING	14,56%
UMASOLAR	UMASOLAR	12,13%
UMEP	UNION MAROC EMIRATS ARABES UNIS DE PECHE	19,93%
UMET	UNION MAROC EMIRATS POUR LE TOURISME	15,64%
UPLINE TECHNO	UPLINE TECHNOLOGIES	20,00%
UREB OULMES	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVINS D'OULMES	33,24%
WAFI HOTEL	WAFI HOTEL	46,31%
WAHATE AGUEDAL	WAHATE AGUEDAL SA	33,24%
ZAL CASABLANCA	SOCIETE ZONE D'ACTIVITES LOGISTIQUES CASABLANCA	40,00%
ZELLIDJA	ZELLIDJA SA	23,47%
ZEOLINE	ZEOLINE	23,58%
ZMPL	ZUARIE MAROC PHOSPHATES PRIVATE LIMITED	50,00%

PARTICIPATIONS DES ENTREPRISES PUBLIQUES A L'ETRANGER AU 31/12/2008

Sigle	Raison sociale	Participation Publique	Holding Public	Pays
AIR SENEGAL	AIR SENEGAL INTERNATIONAL	49,02%	RAM	SENEGAL
ASSARF	ASSARF ACHAABI	30,30%	BCP	FRANCE
BCDM PARIS	BANQUE CHAABI DU MAROC	43,29%	BCP	FRANCE
BDM	BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	5,39%	BCP	MALI
BPMC	BANQUE POPULAIRE MAROCO-CENTRE AFRICAINE	27,06%	BCP	CENTRE AFRIQUE
BPMG	BANQUE POPULAIRE MAROCO-GUINEENNE	23,52%	BCP	GUINEE
BPMM	BANQUE POPULAIRE MAROCO MAURITANIENNE	43,29%	BCP	MAURITANIE
CDE	SOCIETE CAMERONNAISE DES EAUX	33,33%	CDG	CAMEROUN
CLUB MED	CLUB MEDITERRANEE	10,00%	CDG	FRANCE
CMC	COMPAGNIE MAURITANIENNE DE COMMUNICATION	24,00%	IAM	MAURITANIE
CMF	COMMON MARKET FERTILIZERS	9,80%	OCP	BELGIQUE
EUROCHEM	EUROCHEM REASSURANCE	47,17%	OCP	LUXEMBOURG
FOSBRASIL	FOSBRASIL	5,42%	OCP	BRESIL
GABON TELECOM	GABON TELECOM	15,30%	IAM	GABON
GASPER	GASPER GIE	9,43%	OCP	FRANCE
GOLD	JEAN GOLDSCHMIDT	23,58%	OCP	BELGIQUE
HYDRO	HYDROMETAL	23,58%	OCP	BELGIQUE
HYDROT	HYDRO THECHNOLOGIES	12,03%	OCP	CANADA
LEJONC ET CIE	LEJONC ET COMPAGNIE	100,00%	OCP	FRANCE
MAEVA	MAEVA MANAGEMENT	23,58%	OCP	BELGIQUE
METAL	METAL ET RESIDUS	18,16%	OCP	FRANCE
MOBISUD	MOBISUD SA	19,80%	IAM	FRANCE
MTB	MAROC TELECOM BELGIQUE SA	30,00%	IAM	BELGIQUE
ONATEL	OFFICE NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS DU BURKINA FASO	15,30%	IAM	BURKINA FASO
ONE SENEGAL	SOCIETE ONE SENEGAL SA	100,00%	ONE	SENEGAL
PKDS	PK DUENGERHANDEL-SGESELLSCHAFT MBH	23,58%	OCP	ALLEMAGNE
PRAYON	PRAYON (UK, PLC/PRAYON SPECIALITY PRODUCTS LTD)	49,73%	OCP	ROYAUME UNI
PRAYON SA	PRAYON SA	47,17%	OCP	BELGIQUE
PRAYONB	PRAYON BENELUX	47,17%	OCP	BELGIQUE
PRAYOND	PRAYON ALLEMAGNE	47,17%	OCP	ALLEMAGNE
PRAYONF	PRAYON FRANCE	47,17%	OCP	FRANCE
PRAYONI	PRAYON IBERICA	47,17%	OCP	ESPAGNE
PRAYONINC	PRAYON INC INTERNATIONAL	47,17%	OCP	BELGIQUE
PRAYONIT	PRAYON ITALIA	23,58%	OCP	ITALIE
PRAYONS	PRAYON SERVICE ET FINANCE	47,17%	OCP	BELGIQUE
PRAYTECH	PRAYTECH	47,17%	OCP	BELGIQUE
PRT	PRAYON-RUPEL TECHNOLOGIE	47,17%	OCP	BELGIQUE
SCI SEBTA	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE SEBTA	100,00%	OCE	FRANCE
SCIMEP	SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE LA MAISON D'ETUDIANTS DE PARIS	35,39%	OCP	FRANCE
SCPR	SOCIETE CHIMIQUE PRAYON-RUPEL	47,17%	OCP	BELGIQUE
SECO	SOCIETE DES ENGRAIS CHIMIQUES ET ORGANIQUES	23,57%	OCP	FRANCE
SILOX	SOCIETE INDUSTRIELLE LIEGEOISE DES OXYDES	23,58%	OCP	BELGIQUE
SILOX UK LTD	SILOX UNITED KINGDOM LIMITED	23,58%	OCP	ROYAUME UNI
SILOXAN	SILOXAN HOLDING	23,58%	OCP	CANADA
SOREAD FRANCE	SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS AUDIOVISUELLES - FRANCE	71,71%	SOREAD	FRANCE
STAR	SOCIETE DE TRANSPORTS ET D'AFFRETEMENTS REUNIS	100,00%	OCP	FRANCE
TRANSPEK	TRANSPEK	16,10%	OCP	BELGIQUE
TUI AG	TOURISTIK UNION INTERNATIONAL	5,00%	CDG	ALLEMAGNE
VIVENDI	VIVENDI	0,61%	CDG	FRANCE
ZEOLINE	ZEOLINE	23,58%	OCP	BELGIQUE
ZMPL	ZUARIE LMT	50,00%	OCP	INDE

1- ENTREPRISES A PARTICIPATION PUBLIQUE COTEES A LA BOURSE DE CASABLANCA

AU 31/08/2009

Sigle	Raison sociale	Nombre de titres	Cours en DH	Capitalisation en MDH	Participation Publique	Holding Public
BCP	BANQUE CENTRALE POPULAIRE	66 098 248	277,00	18 309,2	50,61%	TRESOR
CGI	COMPAGNIE GENERALE IMMOBILIERE	18 408 000	1 899,00	34 956,8	80,00%	CDG
CIH	CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER	21 823 363	401,00	8 751,2	46,77%	CDG
CIMAR	CIMENTS DU MAROC	7 218 002	1 505,00	10 863,1	9,18%	CDG
COLORADO	COLORADO SA - PEINTURES	900 000	720,00	648,0	15,00%	CDG
IAM	ITISSALAT AL MAGHRIB	879 095 340	141,85	124 699,7	30,00%	TRESOR
LYDEC	LYONNAISE DES EAUX DE CASABLANCA	8 000 000	314,95	2 519,6	19,75%	CDG
MLE	COMPAGNIE MAROCAINE DE LOCATION D'EQUIPEMENT	1 594 950	388,95	620,4	71,03%	CDG
PAPELERA	PAPELERA DE TETUAN SA	2 582 555	151,00	390,0	25,20%	CDG
SOFAC-CREDIT	SOCIETE DE FINANCEMENTS D'ACHATS A CREDIT	1 416 664	363,00	514,2	75,96%	CDG
ZELLIDJA	ZELLIDJA SA	572 849	997,00	571,1	24,98%	SOMED

2- ENTREPRISES A PARTICIPATION PUBLIQUE COTEES EN BOURSES ETRANGERES

AU 31/08/2009

Sigle	Raison sociale	Nombre de titres	Cours en Euros (€)	Capitalisation en M€	Participation Publique	Holding Public
TUI AG	TOURISTIK UNION INTERNATIONAL	251 719 000	6,25	1 573,2	5,00%	CDG
CLUB MED	CLUB MEDITERRANEE	27 960 500	11,50	321,4	10,70%	
VIVENDI	VIVENDI	1 228 810 100	19,87	24 414,1	0,50%	

Liste des Entreprises Publiques en cours de liquidation (38)
au 31/12/2008

Sigle	Raison Sociale
AOULI	MINES D'AOULI
ASSARF	ASSARF ACHAABI
BPIC	BANQUE POPULAIRE INVEST CONSULT
CDM	CHARBONNAGES DU MAROC
CIMA	CIMENTERIE MAGHREBINE
EUMAGEX	EURO-MAROCAINE DE GESTION A L'EXPORT
EUROCHEQUE	EUROCHEQUE MAROC
GRV BENI-MELLAL	GARE ROUTIERE DE LA VILLE DE BENI-MELLAL
GSPAS	GROUPEMENT DE SOCIETES POUR LA PROMOTION DES ACTIVITES SOCIALES, SPORTIVES ET CULTURELLES
HALA FISHERIES	HALA FISHERIES
HOLEXP	HOLDING EXPANSION
IMEC	INSTITUT MAROCAIN D'EMBALLAGE ET DE CONDITIONNEMENT
MARTCO	MARGHREB ARAB TRADING COMPANY
NEW SALAM	SOCIETE NEW SALAM
PALM BAY	PALM BAY
PALMARIVA	PALMARIVA MAROC
PERLITE	PERLITE ROCHE
RATR	REGIE AUTONOME DE TRANSPORT URBAIN DE RABAT - SALE
SAFIR	CMKD SAFIR
SASMA	SOCIETE AGRICOLE DE SERVICES AU MAROC
SEFERIF	SOCIETE D'EXPLOITATION DES MINES DU RIF
SEPYK	SOCIETE D'EXPLOITATION DE LA PYROTHINE DE KETTARA
SIMEF	SOCIETE D'INDUSTRIES MECANIQUES ET ELECTRIQUES DE FES
SMEEG	SOCIETE MAROCAINE D'ETUDES ECONOMIQUES ET DE GESTION
SNDE	SOCIETE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE
SNPP	SOCIETE NATIONALE DES PRODUITS PETROLIERS
SOCICA	SOCIETE CHERIFIENNE DE LA CITE OUVRIERE MAROCAINE DE CASA
SONARP	SOCIETE DE NAVIGATION D'ARMEMENT ET DE PECHE
SOPLEM	SOCIETE DE PLANTATION ET D'EMBALLAGE OULED MEHALLA
SORASRAK	SOCIETE REGIONALE D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DE SAIDIA
TELECART	SOCIETE DE TELEDETECTION DE CARTOGRAPHIE ET DE TOPOGRAPHIE
TRANSATLANTIQUE	CHAINE HOTELIERE TRANSATLANTIQUE
UIM	UNION INDUSTRIELLE DE MONTAGE
UREB BENSLIMANE	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE BEN SLIMANE
UREB CHTOUKA	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE CHTOUKA
UREB HAD SOUALEM	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE HAD SOUALEM
UREB OULMES	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN D'OULMES
UREB TIZITINE	UNITE REGIONALE D'ELEVAGE BOVIN DE TIZITINE

**CREATIONS D'EP ET PRISES DE PARTICIPATION AUTORISEES PAR DECRET
EN VERTU DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI N° 39-89 SUR LA PRIVATISATION
Année 2008**

Holding	Dénomination	Objet Principal	Capital Social	Taux de participation	Investissement Projeté en MDH
CDG	TEMARA DEVELOPPEMENT	Développement économique et social de la ville de Témara	40 MDH	49%	-
	TECHNOLIS RABAT SHORE	Promotion, commercialisation et gestion de zones d'offshoring et de nouvelles technologies	880 MDH	100%	5 000
	CAMEROUNAISE DES EAUX	Exploitation du service public de la production, du transport et de la distribution de l'eau potable	105 MDH	33,33%	-
	VIVENDI (France)	Télécommunications, Télévision, Internet, Musique...	6.409 Millions Euros	1%	-
	OIL et GAZ INVESTMENT FUND	Financement des travaux de recherche pétrolière	300.000 DH	20,00%	-
	OUED CHBIKA DEVELOPPEMENT	Développement de zones touristiques	10 MDH	35%	2 923
	FEZ SHORE	Offshoring	300,000 DH	100%	1 200
BCP	BANQUE POPULAIRE MAROCO-MAURITANIE	Activité bancaire	6.000 Millions Ouguiyas	100%	-
	H PARTNERS et H PARTNERS GESTION	Investissements en actifs touristiques	2.500 MDH	16%	-
	FONDS DE FONDS DU CPM	Prises de participation, souscription aux titres de société ou fonds d'investissement	1.000 MDH	56 % BCP 44 % BPR	-
ONE/ONEP	TANGER MED UTILITIES	Gestion des services de distribution d'eau et d'électricité	75 MDH	48 % / 42 %	-
ONE	ONE SENEGAL	Concession d'électrification rurale	1628 millions FCFA	100%	-
OCP	BUNGE MAROC PHOSPHORE	Production de produits phosphatés	900 MDH	50%	2 900
HAO	AL OMRANE BENI MELLAL	Aménagement et construction de logement dans les régions de Chaouia-Ouerdigha et de Tadla-Azilal	5 MDH	100%	13 000
	AL OMRANE TAMANSOURT	Aménagement et gestion de la nouvelle ville de Marrakech	5 MDH	100%	24 500
TRESOR / FDSHII	MARCHICA MED	Aménagement et mise en valeur de la lagune de Marchika située sur la façade maritime de la ville de Nador	500 MDH	50% TRESOR 50% FDSHII	12 200
RAM	ATLAS PATRIMOINE NATIONAL	Hôtellerie en partenariat avec SNTL	-	-	-
	ATLAS PATRIMOINE CASABLANCA	Hôtellerie au Centre International de Conférences de Casablanca	191 MDH	75%	-
SNTL	SNTL ASSURANCES	Assurance	1 MDH	100%	-
BAM	AL BARID BANK	Gestion et placement des fonds des chèques postaux et des mandats	200 MDH	100%	-
CAM	SFDA	Financement et développement agricoles	100 MDH	100%	100
TRESOR	CASABLANCA TRANSPORTS S.A.	Transport	140 MDH	29%	6 300
Wilaya du Grand Casablanca	CASABLANCA AMENAGEMENT S.A.	Aménagement	40 MDH	-	-
SNRT	EuroNews	Audiovisuel	-	-	-

**CREATIONS D'EP ET PRISES DE PARTICIPATION AUTORISEES PAR DECRET
EN VERTU DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI N° 39-89 SUR LA PRIVATISATION
Année 2008**

Holding	Dénomination	Objet Principal	Capital Social	Taux de participation	Investissement Projeté en MDH
ONCF	SUPRATOURS TRAVEL	Tourisme	5 MDH	100%	-
TRESOR	SONARGES	Réalisation et gestion de stades	3 MDH	100%	3 380
TMPA	Tanger Med Port Authority	Activité portuaire	300 000 DH	100%	7 026

**CREATIONS D'EP ET PRISES DE PARTICIPATION AUTORISEES PAR DECRET
EN VERTU DE L'ARTICLE 8 DE LA LOI N° 39-89 SUR LA PRIVATISATION
du 1er janvier au 18 septembre 2009**

Holding	Dénomination	Objet Principal	Capital Social	Taux de participation	Investissement Projeté en MDH
CDG	SOGEPOS	Aménagement	35 MDH	15%	110
	Société d'aménagement et de valorisation de Cala Iris "SAVCI"	Aménagement	30 MDH	34%	6 000
	Oued Fés	Aménagement	140 MDH	100,00%	662
	Société d'aménagement et de gestion du parc industriel de Selouane	Industrie	90 MDH	68%	4 800
	Renault Tanger Méditerranée	Automobile	1 million d'euros	47,60%	600 millions d'euros
	Parc HALIOPOLIS	Industrie de transformation des produits de la mer	173 MDH	55,00%	576
	Al-Sharq for development Psc	Immobilier	125 MDH	50,00%	1485 millions \$US
	OLEA CAPITAL	Agro industrie	600 MDH	7,69%	50
BCP	Upline Groupe	Banque d'investissement		50%	606
AAVBR	Société du Tramway de Rabat Salé	Transport	2 000 MDH		4 000
HAO	Société d'aménagement Al Omrane SAHEL LKHYAYTA	Habitat	5 MDH	100%	4 880
	Société d'aménagement Al Omrane MELLOUSSA	Habitat	5 MDH	100%	5 070
RAM	RAM EXPRESS	Transport aérien régional	10 MDH	100%	1 200
SODEP	Marsa International Tangier Terminals	Exploitation portuaire	300 000 DH	100%	201 millions d'euros
TRESOR	Société d'Investissements Energétiques	Energie	1 milliard DH	71%	8.000
Barid Al Maghrib	BARID MEDIA	Marketing direct	4 MDH	100%	4 MDH
	BARID e-SERVICES	Editique	20 MDH	100%	20 MDH

**LISTE DES 277 PRINCIPALES EP FORMANT LE CHAMP D'ANALYSE
au 31/12/2008**

Sigle	Raison Sociale	Groupe
AAVBR	AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOU REGREG	NM
ABHBC	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU BOUREGREG ET DE LA CHAOUIA	NM
ABHL	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU LOUKKOS	NM
ABHM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE LA MOULOUIYA	NM
ABHOR	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE L'OUM ER-RBIA	NM
ABHS	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU	NM
ABHSM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SOUSS MASSA	NM
ABHT	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT	NM
ACAS	ATLAS CATERING AIRLINES SERVICES	M
ADER	AGENCE DE DEDENSIFICATION ET DE REHABILITATION DE LA MEDINA DE FES	M
ADM	SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC	M
ADS	AGENCE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	NM
ALEM	AGENCE DES LOGEMENTS ET DES EQUIPEMENTS MILITAIRES	M
ANAM	AGENCE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE	NM
ANAPEC	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	NM
ANCFCC	AGENCE NATIONALE DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE	M
ANP	AGENCE NATIONALE DES PORTS	M
ANPME	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE	M
ANRT	AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS	M
APDN	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU NORD	NM
APDO	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DE L'ORIENTAL	NM
APDS	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU SUD	NM
AREFCA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GRAND CASABLANCA	NM
AREFCO	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE CHAOUIA-OUARDIGHA	NM
AREFDA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE DOUKKALA-ABDA	NM
AREFFB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE FES-BOULMANE	NM
AREFGCB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GHARB-CHERARDA-BENI HSINE	NM
AREFGS	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE GUELMIM SMARA	NM
AREFLB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LAAYOUNE-BOUJJDOUR- SAKIA EL HAMRA	NM
AREFMT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE MEKNES-TAFILALT	NM
AREFODL	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE OUED ED-DAHAB-LAGOUIRA	NM
AREFOR	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE L'ORIENTAL	NM
AREFRSZ	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER	NM
AREFSMM	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE SOUSS-MASSA-DRAA	NM
AREFTA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TADLA AZILAL	NM
AREFTEH	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TENSIFT-EL HAOUZ	NM
AREFTHT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TAZA-EL HOCEIMA-TAOUNATE	NM
AREFTT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TANGER-TETOUAN	NM
ATLAS BLUE	ATLAS BLUE	M
ATLAS CARGO	ATLAS CARGO LINES	M
ATLAS HOSPITALITY	ATLAS HOSPITALITY	M
AU AGADIR	AGENCE URBAINE D'AGADIR	NM
AU BENI-MELLAL	AGENCE URBAINE DE BENI-MELLAL	NM
AU CASABLANCA	AGENCE URBAINE DE CASABLANCA	NM
AU EL HOCEIMA	AGENCE URBAINE EL HOCEIMA	NM
AU EL JADIDA	AGENCE URBAINE D'EL JADIDA	NM
AU ERRACHIDIA	AGENCE URBAINE DE ERRACHIDIA	NM
AU ESSAOUIRA	AGENCE URBAINE D'ESSAOUIRA	NM
AU FES	AGENCE URBAINE ET DE SAUVEGARDE DE FES	NM
AU GUELMIM	AGENCE URBAINE DE GUELMIM-SMARA	NM
AU KELA SRAGHNA	AGENCE URBAINE DE KELAA SRAGHNA	NM
AU KENITRA	AGENCE URBAINE DE KENITRA	NM
AU KHEMISSET	AGENCE URBAINE DE KHEMISSET	NM
AU KHENIFRA	AGENCE URBAINE DE KHENIFRA	NM
AU LAAYOUNE	AGENCE URBAINE DE LAAYOUNE	NM
AU MARRAKECH	AGENCE URBAINE DE MARRAKECH	NM
AU MEKNES	AGENCE URBAINE DE MEKNES	NM
AU NADOR	AGENCE URBAINE DE NADOR	NM
AU OUARZAZATE	AGENCE URBAINE DE OUARZAZATE-ZAGORA	NM
AU OUEDDAHAB	AGENCE URBAINE DE OUEDDAHAB-AOUSSERD	NM
AU OUDJA	AGENCE URBAINE D'OUDJA	NM
AU RABAT	AGENCE URBAINE DE RABAT - SALE	NM
AU SAFI	AGENCE URBAINE DE SAFI	NM
AU SETTAT	AGENCE URBAINE DE SETTAT	NM

**LISTE DES 277 PRINCIPALES EP FORMANT LE CHAMP D'ANALYSE
au 31/12/2008**

Sigle	Raison Sociale	Groupe
AU TANGER	AGENCE URBAINE DE TANGER	NM
AU TAZA	AGENCE URBAINE DE TAZA	NM
AU TETOUAN	AGENCE URBAINE DE TETOUAN	NM
BAM	BARID AL MAGHRIB	M
BIOPHARMA	SOCIETE DE PRODUCTIONS BIOLOGIQUES ET PHARMACEUTIQUES VETERINAIRES	M
BNRM	BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU ROYAUME DU MAROC	NM
CAM	CREDIT AGRICOLE DU MAROC	IFP
CASA AERO	CASA AERO SAS	M
CCG	CAISSE CENTRALE DE GARANTIE	IFP
CCM	CENTRE CINEMATOGRAPHIQUE MAROCAIN	M
CDER	CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	NM
CDG	CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	IFP
CDVM	CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES	NM
CFR	CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER	M
CHIR	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN ROCHD	NM
CHIS	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN SINA	NM
CHUHII	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE HASSAN II	NM
CHUMVI	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MOHAMED VI	NM
CMPE	CENTRE MAROCAIN DE PROMOTION DES EXPORTATIONS	NM
CMR	CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES	OS
CNESTEN	CENTRE NATIONAL DE L'ENERGIE, DES SCIENCES ET TECHNIQUES NUCLEAIRES	NM
CNPAC	COMITE NATIONAL DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION	NM
CNSS	CAISSE NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE	OS
COMAPRA	COMPAGNIE MAROCAINE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES	M
CT	CENTRES DE TRAVAUX	NM
EACCE	ETABLISSEMENT AUTONOME DE CONTROLE ET DE COORDINATION DES EXPORTATIONS	NM
EN	ENTRAIDE NATIONALE	NM
ENAM	ECOLE NATIONALE D'AGRICULTURE DE MEKNES	NM
ENIM	ECOLE NATIONALE DE L'INDUSTRIE MINERALE	NM
FDSHII	FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	M
FEC	FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL	IFP
HAO	HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE	M
IAV	INSTITUT AGRONOMIQUE ET VETERINAIRE HASSAN II	NM
INRA	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE	NM
INRH	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES HALIEUTIQUES	NM
IPM	INSTITUT PASTEUR DU MAROC	M
ISCAE	INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES	NM
JZN	JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL SA	M
LOARC	LABORATOIRE OFFICIEL D'ANALYSES ET DE RECHERCHES CHIMIQUES	M
LPEE	LABORATOIRE PUBLIC D'ESSAIS ET D'ETUDES	M
MAP	AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE	NM
MARCHICA MED	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA LAGUNE DE MARCHICA MED	M
MDA	MAISON DE L'ARTISAN	NM
MJS	LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS	M
OC	OFFICE DES CHANGES	M
OCE	OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION	M
OCP	OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES	M
ODCO	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION	NM
OFEC	OFFICE DES FOIRES ET D'EXPOSITIONS DE CASABLANCA	M
OFPPT	OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL	OS
OMPIC	OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE	M
ONCF	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	M
ONDA	OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS	M
ONE	OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE	M
ONEP	OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE	M
ONHYM	OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES	M
ONICL	OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES ET DES LEGUMINEUSES	M
ONMT	OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME	M
ONP	OFFICE NATIONAL DES PECHEES	M
ORMVAD	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE DOUKKALA	M
ORMVAG	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB	M
ORMVAH	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU HAOUZ	M
ORMVAL	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS	M
ORMVAM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA MOULOUYA	M

**LISTE DES 277 PRINCIPALES EP FORMANT LE CHAMP D'ANALYSE
au 31/12/2008**

Sigle	Raison Sociale	Groupe
ORMVAO	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE OUARZAZATE	M
ORMVASM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE SOUS MASSA	M
ORMVAT	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TADLA	M
ORMVATAF	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TAFILALET	M
RADEEC	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE CHAOUIA	M
RADEEF	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE FES	M
RADEEJ	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE D'EL JADIDA	M
RADEEL	REGIE AUTONOME INTERCOMMUNALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE LARACHE	M
RADEEM	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MEKNES	M
RADEEMA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MARRAKECH	M
RADEEO	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU D'OUIJDA	M
RADEES	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE SAFI	M
RADEET	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE BENI-MELLAL	M
RADEETA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE TAZA	M
RAFCD	REGIE AUTONOME DES FRIGORIFIQUES DE CASABLANCA	M
RAK	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE KENITRA	M
RAM	COMPANIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC	M
RAMSA	REGIE AUTONOME MULTI-SERVICE D'AGADIR	M
RATAG	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS D'AGADIR	M
RATF	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE FES	M
RATS	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE SAFI	M
SAO AGADIR	SOCIETE AL OMRANE AGADIR	M
SAO AL BOUGHAZ	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL BOUGHAZ	M
SAO AL JANOUB	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL JANOUB	M
SAO BENI MELLAL	SOCIETE AL OMRANE BENI MELLAL	M
SAO CASA	SOCIETE AL OMRANE CASABLANCA	M
SAO FES	SOCIETE AL OMRANE FES	M
SAO MARRAKECH	SOCIETE AL OMRANE MARRAKECH	M
SAO MEKNES	SOCIETE AL OMRANE MEKNES	M
SAO OUIJDA	SOCIETE AL OMRANE OUIJDA	M
SAO RABAT	SOCIETE AL OMRANE RABAT	M
SAO TAMANSOURT	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMANSOURT	M
SAO TAMESNA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMESNA	M
SNABT	SOCIETE NATIONALE DE L'AMENAGEMENT DE LA BAIE DE TANGER	M
SNRT	SOCIETE NATIONALE DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION	M
SNTL	SOCIETE NATIONALE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE	M
SODEA	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	M
SODEP	SOCIETE D'EXPLOITATION DES PORTS	M
SOGETA	SOCIETE DE GESTION DES TERRES AGRICOLES	M
SONABA	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT DE LA BAIE D'AGADIR	M
SONACOS	SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DE SEMENCES	M
SONADAC	SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMUNAL	M
SOREAD	SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS AUDIOVISUELLES "SOREAD" SA	M
SOREC	SOCIETE ROYALE D'ENCOURAGEMENT DU CHEVAL	M
SOSIPO	SOCIETE DES SILOS PORTUAIRES	M
SSM	SOCIETE DES SELS DE MOHAMMEDIA	M
TMSA	AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERRANEE	M

PERIMETRE DE CONSOLIDATION : GROUPE CDG (90) ET GROUPE OCP (12)

IFP	Institutions Financières Publiques (04)
M	EP Marchands (90)
NM	EP Non Marchands (78)
OS	Organismes Sociaux (03)

INDICATEURS DES EP DU CHAMP D'ANALYSE TENANT UNE COMPTABILITE COMMERCIALE
au 31/12/2008

En Milliers de DH

Dénomination	Effectif en unité	Chiffre d'Affaires	Fonds Propres	Résultat Net
AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOU REGREG	101	52	2 008 854	3 178
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU BOU REGREG ET DE LA CHAOUIA	24	8 413	54 177	1 393
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU LOUKKOS	46	22 198	42 927	-13 877
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE LA MOULOUIYA	1	9 373	77 107	1 599
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE L'OUM ER-RBIA	48	36 014	127 759	-7 835
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU	62	23 686	142 068	15 101
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SOUSS MASSA	1	18 999	91 904	-4
AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT	43	30 847	77 001	-388
ATLAS CATERING AIRLINES SERVICES	307	327 273	315 161	56 276
AGENCE DE DEDENSIFICATION ET DE REHABILITATION DE LA MEDINA DE FES	70	8 326	-7 194	-3 118
SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC	568	1 210 721	6 444 341	-464 857
AGENCE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL	184	74 786	299 820	0
AGENCE DES LOGEMENTS ET DES EQUIPEMENTS MILITAIRES	108	232 551	3 138 736	188 859
AGENCE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE	35	35 671	73 323	17 191
AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES	428	0	141 571	-529
AGENCE NATIONALE DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE	4 507	3 264 694	2 848 320	779 466
AGENCE NATIONALE DES PORTS	897	1 273 411	794 355	393 857
AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS	335	429 496	497 012	162 724
AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU NORD	76	426 245	86 825	0
AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DE L'ORIENTAL	35	24	26 764	3 200
AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU SUD	74	0	52 491	0
ATLAS BLUE	216	2 301 895	449 382	-188 727
ATLAS HOSPITALITY	1 288	507 420	530 828	56 858
AGENCE URBAINE D'AGADIR	106	1 475	12 048	1 917
AGENCE URBAINE DE BENI-MELLAL	59	603	36 575	-2 209
AGENCE URBAINE DE CASABLANCA	216	37 794	299 465	24 839
AGENCE URBAINE EL HOCEIMA	26	12	20 546	4 550
AGENCE URBAINE D'EL JADIDA	36	4	4 020	-172
AGENCE URBAINE DE ERRACHIDIA	24	18	16 001	1 532
AGENCE URBAINE D'ESSAOUIRA	21	4 432	9 522	6 293
AGENCE URBAINE ET DE SAUVEGARDE DE FES	101	1 940	28 412	-4 417
AGENCE URBAINE DE GUELMIM-SMARA	21	0	16 993	3 225
AGENCE URBAINE DE KELAA SRAGHNA	14	0	6 754	-113
AGENCE URBAINE DE KENITRA	61	96	11 294	-6 974
AGENCE URBAINE DE KHEMISSET	24	0	8 913	497
AGENCE URBAINE DE KHENIFRA	18	0	11 726	2 047
AGENCE URBAINE DE LAAYOUNE	46	697	32 679	4 467
AGENCE URBAINE DE MARRAKECH	97	278	24 205	9 723

INDICATEURS DES EP DU CHAMP D'ANALYSE TENANT UNE COMPTABILITE COMMERCIALE
au 31/12/2008

En Milliers de DH

Dénomination	Effectif en unité	Chiffre d'Affaires	Fonds Propres	Résultat Net
AGENCE URBAINE DE MEKNES	63	500	20 477	2 100
AGENCE URBAINE DE NADOR	30	106	17 305	3 068
AGENCE URBAINE DE OUARZAZATE-ZAGORA	24	27	15 374	1 613
AGENCE URBAINE DE OUEDDAHAB-AOUSSERD	16	0	20 248	2 751
AGENCE URBAINE D'OUJDA	76	346	11 295	3 171
AGENCE URBAINE DE RABAT - SALE	87	3 271	48 978	-1 404
AGENCE URBAINE DE SAFI	51	1 505	16 699	864
AGENCE URBAINE DE SETTAT	65	2 335	20 902	4 656
AGENCE URBAINE DE TANGER	80	580	24 046	337
AGENCE URBAINE DE TAZA	74	1 324	22 465	-529
AGENCE URBAINE DE TETOUAN	97	615	9 525	-8 190
BARID AL MAGHRIB	8 211	1 303 873	1 529 025	279 108
SOCIETE DE PRODUCTIONS BIOLOGIQUES ET PHARMACEUTIQUES VETERINAIRES	87	64 353	173 440	26 341
CREDIT AGRICOLE DU MAROC	3 221	3 601 712	1 261 340	225 435
CASA AERO SAS	13	38 837	153 352	405
CAISSE CENTRALE DE GARANTIE	73	36 630	173 542	-6 196
CENTRE CINEMATOGRAPHIQUE MAROCAIN	173	7 081	64 438	-3 455
CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES	143	2 817	35 038	-536
CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES	64	77 130	159 356	35 295
CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER	14	1	759 654	774
CENTRE MAROCAIN DE PROMOTION DES EXPORTATIONS	78	0	49 612	15 251
CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES	487	16 149 786	12 018	3 549 747
CENTRE NATIONAL DE L'ENERGIE, DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES NUCLEAIRES	246	10 168	-71 245	-9 964
COMITE NATIONAL DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION	46	83 651	138 239	24 800
CAISSE NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE	4 647	11 349 426	30 071 851	2 780 986
COMPAGNIE MAROCAINE DE COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES	76	42 580	-78 578	-44 289
ETABLISSEMENT AUTONOME DE CONTROLE ET DE COORDINATION DES EXPORTATIONS	235	137	326 581	28 585
ENTRAIDE NATIONALE	4 995	53	448 159	75 121
FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL	21	0	32 712 643	-8 682
FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL	106	534 668	1 830 449	149 282
GROUPE CDG	536	6 917 453	19 033 699	2 055 353
GROUPE OCP	18 884	60 139 000	13 561 000	23 414 000
HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE	112	1 836 184	2 608 732	206 669
INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES HALIEUTIQUES	374	26 797	235 585	277
INSTITUT PASTEUR DU MAROC	211	75 132	61 518	-499
JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL SA	74	0	429	127
LABORATOIRE OFFICIEL D'ANALYSES ET DE RECHERCHES CHIMIQUES	88	18 909	17 627	3 683
AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE	777	17 575	45 582	10 532

INDICATEURS DES EP DU CHAMP D'ANALYSE TENANT UNE COMPTABILITE COMMERCIALE
au 31/12/2008

En Milliers de DH

Dénomination	Effectif en unité	Chiffre d'Affaires	Fonds Propres	Résultat Net
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA LAGUNE DE MARCHICA MED	9	0	243 102	-1 898
MAISON DE L'ARTISAN	24	1 425	81 324	16 769
LA MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS	30	616 094	5 301	1 250
OFFICE DES CHANGES	308	243 684	710 069	58 606
OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION	71	1 471	160 633	-3 971
OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION	117	221	2 843	1 047
OFFICE DES FOIRES ET D'EXPOSITIONS DE CASABLANCA	93	19 367	-16 034	1 489
OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL	5 829	1 320 987	2 277 818	87 925
OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE	69	35 321	43 959	9 798
OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	8 054	2 931 439	16 153 996	78 480
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS	2 617	2 326 381	3 871 166	858 732
OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE	8 775	18 413 918	13 773 427	-5 111 803
OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE	7 265	3 325 056	13 315 666	91 955
OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES	942	144 315	1 353 111	-90 154
OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES ET DES LEGUMINEUSES	320	114 626	430 419	-435 027
OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME	241	114 098	564 651	145 285
OFFICE NATIONAL DES PECHEES	723	204 755	362 444	12 653
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE DOUKKALA	664	61 884	3 542 757	460 880
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB	1 084	101 901	2 115 027	-86 341
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU HAOUZ	727	50 873	2 268 091	-48 664
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS	559	72 023	982 576	-25 872
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA MOULOUYA	767	50 839	551 381	-15 549
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE OUARZAZATE	437	233	100 517	17 560
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE SOUS MASSA	612	24 804	427 099	-29 813
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TADLA	886	87 626	710 323	-24 904
OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TAFILALET	618	145	140 673	16 991
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE CHAOUIA	138	121 479	449 593	36 467
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE FES	1 163	1 085 923	1 061 642	8 531
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE D'EL JADIDA	485	469 822	897 054	90 295
REGIE AUTONOME INTERCOMMUNALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE LARACHE	298	293 852	297 713	65 991
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MEKNES	539	645 700	981 883	31 791
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MARRAKECH	935	1 362 884	2 553 802	239 554
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU D'OUJDA	331	157 532	396 881	-81 151
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE SAFI	351	266 064	409 535	31 285
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE BENI-MELLAL	189	121 487	208 783	29 343
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE TAZA	75	43 608	99 386	7 669
REGIE AUTONOME DES FRIGORIFIQUES DE CASABLANCA	50	20 984	26 805	3 974
REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE KENITRA	500	486 961	718 407	22 818

INDICATEURS DES EP DU CHAMP D'ANALYSE TENANT UNE COMPTABILITE COMMERCIALE
au 31/12/2008

En Milliers de DH

Dénomination	Effectif en unité	Chiffre d'Affaires	Fonds Propres	Résultat Net
COMPANIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC	4 619	12 658 600	3 432 296	100 151
REGIE AUTONOME MULTI-SERVICE D'AGADIR	426	375 444	1 459 507	43 147
REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS D'AGADIR	317	32 605	-86 209	-6 830
REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE FES	994	73 620	18 690	-14 412
REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE SAFI	259	22 888	19 778	1 709
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AGADIR	157	730 541	517 869	101 762
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL BOUGHAZ	40	14 467	17 708	4 752
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL JANOUB	50	15 729	5 119	3 166
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE BENI MELLAL	5	3 083	5 314	314
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE CASABLANCA	176	328 081	213 057	50 047
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE FES	107	136 397	34 151	12 683
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE MARRAKECH	177	1 260 848	551 532	147 996
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE MEKNES	70	322 244	334 356	56 699
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE OUJDA	73	80 984	77 015	16 294
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE RABAT	132	158 477	152 846	27 218
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMANSOURT	10	4 472	7 205	2 205
SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMESNA	23	14 432	10 643	2 495
SOCIETE MAROCAINE D'INGÉNIERIE TOURISTIQUE	27	189 688	280 542	82 148
SOCIETE NATIONALE DE LA RADIO ET DE LA TELEVISION	2 248	838 836	769 354	-1 880
SOCIETE NATIONALE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE	412	852 618	742 966	80 488
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE	690	113 578	-1 721 561	-126 349
SOCIETE D'EXPLOITATION DES PORTS	2 138	2 980 238	1 933 689	656 108
SOCIETE DE GESTION DES TERRES AGRICOLES	529	69 264	-64 210	81 913
SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DE SEMENCES	616	571 097	70 741	2 417
SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT COMMUNAL	79	22 213	238 860	53 471
SOCIETE D'ETUDES ET DE REALISATIONS AUDIOVISUELLES "SOREAD" SA	753	623 289	338 849	-78 642
SOCIETE DES SILOS PORTUAIRES	56	19 974	12 809	-44
SOCIETE DES SELS DE MOHAMMEDIA	71	50 676	115 583	9 724
AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERRANEE	128	191 266	3 862 252	-35 864
TOTAL EP TENANT UNE COMPTABILITE COMMERCIALE (A)	117 256	170 729 437	210 017 659	31 607 036
TOTAL SECTEUR DES EP (B)	124 610	175 014 422	215 266 077	33 289 528
PART EN % : A / B	94,1%	97,6%	97,6%	94,9%

**PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS
DES ENTREPRISES PUBLIQUES**

REALISATIONS 2005 - 2006 - 2007 - 2008

(En Milliers de DH)

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	Evolution 2008 / 2007
Investissement	32 266 054	40 897 807	49 451 351	66 449 749	34,4%
Chiffre d'Affaires	109 292 272	121 403 988	133 324 773	175 014 422	31,3%
Charges d'Exploitation (*)	78 657 783	100 161 532	104 392 511	131 453 147	25,9%
dont Charges de Personnel	20 001 570	21 898 446	23 318 510	25 108 551	7,7%
Charges Financières	11 266 517	12 197 764	10 989 027	15 689 188	42,8%
Valeur Ajoutée	40 238 008	44 769 544	54 194 044	82 188 515	51,7%
Résultat d'Exploitation	12 669 540	13 563 378	21 900 950	39 182 236	78,9%
Résultat Courant	10 499 585	12 102 699	25 610 725	41 080 098	60,4%
Résultat Net	7 459 157	8 283 899	21 701 868	33 289 528	53,4%
Impôt sur les Sociétés	1 872 550	2 443 520	4 289 880	8 886 651	107,2%
Capacité d'Autofinancement	14 977 046	18 378 632	27 841 024	51 230 210	84,0%
Dettes de Financement	66 571 292	75 126 369	94 562 450	121 093 744	28,1%
Fonds Propres	118 353 103	165 453 660	185 355 439	215 266 077	16,1%
Total du bilan	466 151 775	558 966 800	638 931 671	744 992 881	16,6%

(*) Hors dotations d'exploitation

Evolution des Indicateurs des Groupes Homogènes :
Réalisations 2005 - 2006 - 2007 - 2008 (En Milliers de DH)

Annexe 3 BIS

EP Marchands

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	Evolution 08/07
Investissement	27 290 320	34 559 829	38 618 778	48 659 468	26,0%
Chiffre d'Affaires	74 843 338	82 942 447	92 057 484	129 544 155	40,7%
Charges d'Exploitation (*)	64 164 723	72 287 802	73 923 430	93 967 530	27,1%
dont Charges de Personnel	15 381 901	17 184 857	18 246 574	18 713 017	2,6%
Charges Financières	7 091 196	7 347 248	6 035 530	8 984 453	48,9%
Valeur Ajoutée	29 745 668	31 858 783	40 933 090	65 297 714	59,5%
Résultat Net	2 412 765	-808 307	7 388 449	22 079 633	198,8%
Impôt sur les Sociétés	943 336	1 378 485	2 191 957	7 337 161	234,7%
Capacité d'Autofinancement	9 566 087	7 221 142	16 180 804	36 086 129	123,0%
Dettes de Financement	59 119 539	64 400 507	73 985 776	95 283 527	28,8%
Fonds Propres	86 222 149	121 974 022	130 136 835	135 493 870	4,1%
Total du bilan	265 541 661	322 716 843	359 566 994	389 893 283	8,4%

EP Non Marchands

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	Evolution 07/06
Investissement	3 248 776	4 520 197	6 753 215	12 585 369	86,4%
Chiffre d'Affaires	3 114 936	1 386 394	1 237 019	2 203 701	78,1%
Charges d'Exploitation (*)	4 054 717	3 664 389	4 126 953	7 863 641	90,5%
dont Charges de Personnel	2 336 426	1 956 386	2 045 691	2 695 075	31,7%
Charges Financières	15 635	19 045	112 261	396 750	253,4%
Valeur Ajoutée	125 835	-3 842	-657 627	-2 070 887	214,9%
Résultat Net	-72 260	18	-311 196	719 815	-331,3%
Impôt sur les Sociétés	29 250	29 091	36 116	59 132	63,7%
Capacité d'Autofinancement	56 886	39 971	-277 672	856 003	-408,3%
Dettes de Financement	1 069 196	1 367 836	1 167 695	6 689 669	472,9%
Fonds Propres	2 961 184	3 132 191	4 062 213	20 564 464	406,2%
Total du bilan	6 315 396	9 481 091	12 774 246	36 146 746	183,0%

Organismes Sociaux

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	Evolution 08/07
Investissement	273 000	423 470	311 497	157 207	-49,5%
Chiffre d'Affaires	23 746 134	27 525 619	30 182 179	32 176 103	6,6%
Charges d'Exploitation (*)	9 060 513	22 557 649	24 528 868	26 729 945	9,0%
dont Charges de Personnel	1 800 866	1 813 563	1 984 384	1 938 817	-2,3%
Charges Financières	248 877	112 722	99 348	574 061	477,8%
Valeur Ajoutée	5 788 554	6 895 167	7 757 035	7 509 237	-3,2%
Résultat Net	6 180 411	6 839 329	7 741 979	8 066 206	4,2%
Impôt sur les Sociétés					
Capacité d'Autofinancement	7 585 122	8 469 762	9 115 161	10 862 683	19,2%
Dettes de Financement	543	3 522	272	272	0,0%
Fonds Propres	26 238 449	30 433 856	33 389 626	36 908 713	10,5%
Total du bilan	87 932 141	96 820 888	107 568 674	116 239 716	8,1%

Institutions Financières Publiques

Indicateurs	2005	2006	2007	2008	Evolution 08/07
Investissement	1 453 958	1 394 311	3 767 861	5 047 705	34,0%
Chiffre d'Affaires	7 587 864	9 549 528	9 848 091	11 090 463	12,6%
Charges d'Exploitation (*)	1 377 830	1 651 692	1 813 260	2 892 031	59,5%
dont Charges de Personnel	482 377	943 640	1 041 861	1 761 642	69,1%
Charges Financières	3 910 809	4 718 749	4 741 888	5 733 924	20,9%
Valeur Ajoutée	4 577 951	6 019 436	6 161 546	11 452 451	85,9%
Résultat Net	-1 061 759	2 252 859	6 882 636	2 423 874	-64,8%
Impôt sur les Sociétés	899 964	1 035 944	2 061 807	1 490 358	-27,7%
Capacité d'Autofinancement	-2 231 049	2 647 757	2 822 731	22 299 030	690,0%
Dettes de Financement	6 382 014	9 354 504	19 408 707	19 120 276	-1,5%
Fonds Propres	2 931 321	9 913 591	17 766 765	22 299 030	25,5%
Total du bilan	106 362 577	129 947 978	159 021 757	202 713 136	27,5%

(*) Hors dotations d'exploitation

BILAN SOCIAL DES ENTREPRISES PUBLIQUES

INDICATEURS AU 31/12/2008

RUBRIQUES		EFFECTIF GLOBAL	RECRUTEMENTS EFFECTUES	DEPARTS	
				TOTAUX	VOLONTAIRES INDEMNISES
ETABLISSEMENTS PUBLICS (EP)	Cadres	23 212	846	1 029	296
	Maîtrise	29 285	754	1 180	470
	Exécution	27 756	719	900	184
Total Permanents		80 253	2 319	3 109	950
Occasionnels		4 891	140	205	145
Sous Total (1)		85 144	2 459	3 314	1 095
SOCIETES (S)	Cadres	8 146	637	236	16
	Maîtrise	10 869	687	309	19
	Exécution	18 527	1 894	744	31
Total Permanents		37 542	3 218	1 289	66
Occasionnels		1 924	5	47	0
Sous Total (2)		39 466	3 223	1 336	66
GLOBAL (EP+S)	Cadres	31 358	1 483	1 265	312
	Maîtrise	40 154	1 441	1 489	489
	Exécution	46 283	2 613	1 644	215
Total Permanents		117 795	5 537	4 398	1 016
Occasionnels		6 815	145	252	145
Total Général (1+2)		124 610	5 682	4 650	1 161

Transferts de l'Etat aux EP
Réalisations au titre des lois de finances 2007 et 2008 (En MDH)

EP	REALISATIONS 2007				REALISATIONS 2008			
	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total
AAVBR	290,00	20,00		310,00	250,00	54,40		304,40
ABH	78,50			78,50	88,00			88,00
ADM			320,00	320,00	608,00			608,00
ADS	49,41	28,70		78,11	59,07	28,70		87,77
AGENCES URBAINES	151,00	248,70		399,70	219,21	333,19		552,40
ALEM	50,00			50,00				0,00
ANAPEC	56,90	40,84		97,74	3,50	41,24		44,74
ANP				0,00	20,00	130,00		150,00
ANPME				0,00	200,00			200,00
APDN	185,00			185,00	145,00			145,00
APDO	160,00			160,00	160,00			160,00
APDS	291,82			291,82	295,59			295,59
AREF	1 317,87	1 101,31		2 419,18	1 426,42	1 153,41		2 579,83
BNDE			400,00	400,00				0,00
BNRM		20,28		20,28	1,74	23,00		24,74
CADETAF	0,67			0,67	0,67			0,67
CAG	16,34	17,98		34,32	6,50	21,73		28,23
CAM	49,88		350,00	399,88	50,00		350,00	400,00
CHAMBRES D'ARTISANAT & FED		3,99		3,99		1,01		1,01
CCG				0,00	250,00			250,00
CCM	6,81	41,41		48,22	6,81	36,21		43,02
CDER	3,34	23,74		27,08	7,20	20,04		27,24
CDM		32,06		32,06		10,37		10,37
CFR				0,00	134,70			134,70
CHIR	25,00	162,00		187,00	23,50	274,96		298,46
CHIS	48,17	313,00		361,17	30,00	568,29		598,29
CHUHII	17,12	44,20		61,32	15,00	118,30		133,30
CHUMVI	17,91	44,80		62,71	16,00	141,06		157,06
CIH			250,00	250,00			250,00	250,00
CNESTEN	80,00	54,69		134,69	80,00	50,92		130,92
CNPAC	1,00			1,00	3,00			3,00
CNRST	64,00	24,80		88,80	45,00	41,75		86,75
COMANAV			475,83	475,83	245,78			245,78
COMAPRA		15,00	30,00	45,00	33,00			33,00
CENTRES DE TRAVAUX	35,27	256,02		291,29	49,01	220,27		269,28
DRAPOR				0,00	7,54			7,54
EHTP	36,31	4,00		40,31	28,46	14,37		42,83
ENTRAIDE NATIONALE	50,86	188,00		238,86	40,40	196,00		236,40
ENAM	4,73	69,01		73,74	9,36	46,41		55,77
ENIM	19,14	51,14		70,27	14,17	57,89		72,05
FONDS HASSAN II		579,75		579,75				0,00
FONDATION Med VI				0,00		626,08		626,08
IAV HASSAN II	10,17	245,22		255,39	13,43	163,41		176,84
INRA	67,75	95,00		162,75	60,94	95,72		156,66
INRH	30,00	23,35		53,35	55,78	103,72		159,50
IPM	10,00	13,00		23,00	10,00	13,00		23,00

Transferts de l'Etat aux EP
Réalisations au titre des lois de finances 2007 et 2008 (En MDH)

EP	REALISATIONS 2007				REALISATIONS 2008			
	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total	Equipement	Fonctionnement	Autres *	Total
IPSM	1,80	5,11		6,90	2,00	5,34		7,34
IRCAM		70,00		70,00		70,00		70,00
ISA		6,00		6,00		6,00		6,00
ISCAE		28,94		28,94		27,79		27,79
ISM		20,60		20,60		20,50		20,50
JZN	9,00		1,00	10,00	71,86			71,86
MAP	8,34	178,60		186,94	8,34	159,10		167,44
MDA	14,00			14,00	40,00			40,00
MARCHICA MED				0,00			182,50	182,50
OCP			933,14	933,14				0,00
ODCO		26,93		26,93		16,21		16,21
OFPPT	80,80	254,00		334,80	75,64	254,00		329,64
ONCF			1 103,00	1 103,00	12,20		1 144,00	1 156,20
ONE			57,00	57,00	120,00		700,00	820,00
ONHYM	235,09			235,09	235,09			235,09
ONMT	451,00			451,00	500,00			500,00
ONP				0,00	145,22			145,22
ONOUCS	40,00	182,71		222,71	40,00	174,50		214,50
ORMVA	774,52	464,19		1 238,71	764,65	244,86		1 009,50
RAM			78,23	78,23				0,00
RATC		49,22		49,22		49,22		49,22
RATAG				0,00		9,65		9,65
RATF				0,00		15,75		15,75
RATM		24,98		24,98		21,45		21,45
RATR		40,81		40,81		40,81		40,81
RATS				0,00		9,15		9,15
SEFERIF				0,00	17,00			17,00
SNDE		1,29		1,29	0,25			0,25
SNED		10,00		10,00		10,00		10,00
SNRT	344,00		75,00	419,00	405,00			405,00
SODEA	148,28		0,00	148,28	112,32			112,32
SOGETA	74,54			74,54	25,00			25,00
SURAC	17,40			17,40				0,00
SUTA	1,00			1,00				0,00
TMSA	126,00			126,00	548,79			548,79
TNMV		12,65		12,65		15,95		15,95
UNIVERSITES	541,03	392,08		933,12	616,88	414,60		1 031,48
TOTAL	6 091,75	5 530,10	4 073,20	15 695,05	8 452,98	6 150,33	2 626,50	17 229,81

* la rubrique "Autres" regroupe les transferts au titre du capital, de la dette et des restructurations.

Transferts de l'Etat aux EP
Prévisions actualisées de la loi de finances 2009 (*) (En MDH)

EP	Equipement	Fonctionnement	Autres(**)	Total général
AAVBR	250,00	30,00		280,00
ADA	30,00	40,00		70,00
ADER	2,59			2,59
ADS	50,71	29,88		80,59
ABHs	120,00			120,00
ADM	1 150,00			1 150,00
AGENCES URBAINES	200,50	311,66		512,16
ANAPEC	3,50	45,40		48,90
APDN	150,00			150,00
APDO	140,00			140,00
APDS	344,00			344,00
AREF	2 810,16	3 733,80		6 543,96
BNRM	1,74	25,00		26,74
CADETAF	0,67			0,67
CHAMBRES D'AGRICULTURE	11,24	24,55		35,79
CAM	100,00			100,00
CASABLANCA TRANSPORTS			40,00	40,00
CHAMBRES D'ARTISANAT & FED		15,00		15,00
CCG	250,00			250,00
CCIS	20,00			20,00
CCM	6,81	36,21		43,02
CDER	13,34	20,99		34,33
CHIR	23,00	305,47		328,47
CHIS	57,77	616,29		674,06
CHUHII	15,00	254,59		269,59
CHUMVI	16,00	196,28		212,28
CIH			250,00	250,00
CNESTEN	100,00	51,85		151,85
CNPAC	3,00			3,00
CNRST	45,00	59,81		104,81
COMANAV	3,13			3,13
COMANAV/DRAPOR/SUCRERIES			100,00	100,00
CENTRES DE TRAVAUX	39,90	240,45		280,35
DRAPOR	3,40			3,40
EHTP	25,87	13,38		39,25
ENTRAIDE NATIONALE	40,40	242,18		282,58
ENAM	13,78	56,00		69,78

Transferts de l'Etat aux EP
Prévisions actualisées de la loi de finances 2009 (*) (En MDH)

EP	Equipement	Fonctionnement	Autres(**)	Total général
ENIM	9,64	67,14		76,77
HAO	160,00			160,00
IAV HASSAN II	33,32	190,00		223,32
INRA	80,42	146,80		227,22
INRH	63,05	26,35		89,40
IPM	10,00	15,14		25,14
IPSM	2,00	6,00		8,00
IRCAM		70,00		70,00
ISA		6,00		6,00
ISCAE		29,79		29,79
ISM		20,80		20,80
JZN	50,62			50,62
MAP	8,34	178,10		186,44
MARCHICA MED	120,00			120,00
MDA	60,00			60,00
ODCO		25,35		25,35
OFPPT	134,00	310,95		444,95
ONCF			1 372,00	1 372,00
ONHYM	235,09			235,09
ONMT	550,00			550,00
ONOUSC	120,00	214,50		334,50
ONP	281,76			281,76
ORMVA	1 302,00	197,30		1 499,30
RATAG		9,65		9,65
RATC		50,66		50,66
RATF		15,75		15,75
RATR		40,81		40,81
RATS		9,15		9,15
RENAULT TANGER MED	22,25			22,25
SEFERIF			16,60	16,60
SNED		10,00		10,00
SNRT	405,00	74,00		479,00
SONACOS		16,25		16,25
TMSA	110,00			110,00
TNMV	2,00	14,50		16,50
UNIVERSITES	931,51	929,67		1 861,18
TOTAL	10 732,50	9 023,43	1 778,60	21 534,52

(*) situation actualisée à fin septembre 2009

(**) la rubrique "Autres" regroupe les transferts au titre du capital, de la dette et des restructurations.

Produits à provenir des Entreprises Publiques (*)
Réalizations des lois de finances 2007 et 2008, prévisions 2009 et projections 2010 (En MDH)

DESIGNATION DES RECETTES	LF 2007	LF 2008	LF 2009 (P)	PLF 2010 (P)
Produits à provenir d'organismes financiers				
Produits à provenir de BANK AL MAGHRIB	1 699,00	2 803,00	3 340,00	2 475,00
Produits provenir de la Caisse de Dépôt et de Gestion	600,00	900,00	600,00	600,00
Dividendes au titre des participations de l'Etat à la BCP	115,40	128,00	140,00	150,00
Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux			79,56	80,00
Produits à provenir de l'Office des Changes	100,00	100,00	PM	200,00
Produits des monopoles, parts de bénéficiaires et contributions des établissements publics				
Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC)	1 000,00	1 200,00	1 200,00	1 800,00
Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT)	51,00	41,00	45,00	30,00
Produits à provenir de Barid Al Maghrib			PM	200,00
Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA)			PM	PM
Dividendes à provenir des sociétés à participation publique				
Dividendes à provenir de la société OCP SA			2 000,00	1 000,00
Dividendes à provenir de Itissalat Al Maghrib (IAM)	2 119,74	2 184,00	2 200,00	2 200,00
Dividendes à provenir du Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO)			70,00	150,00
Dividendes à provenir de la Société d'Exploitation des Ports (SODEP)		89,17	30,00	100,00
Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL)		36,40	30,00	40,00
Dividendes à provenir de participations financières de l'Etat à diverses sociétés	86,86	87,43	60,00	60,00
Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits				
Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'IAM	100,00	100,00	100,00	100,00
Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA)	60,00	65,00	65,00	100,00
Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP)	42,00	50,00	55,00	55,00
Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications	1 080,00		PM	PM
Produits divers			PM	PM
Redevance sur l'exploitation des phosphates	701,00		PM	PM
Total	7 755,00	7 784,00	10 014,56	9 340,00

* HORS RECETTES DE CESSION DES PARTICIPATIONS DE L'ETAT

INVESTISSEMENT DES EP : CLASSEMENT PAR MINISTERE DE TUTELLE (2008-2010)

Annexe 8

MINISTERE DE TUTELLE	EP	INVESTISSEMENT EN MILLIERS DE DHS				
		Réalisations	Prévisions Budgétaires	Estimations	Pourcentage	
		2008	2009	2010	2009	2010
COUR ROYALE	IRCAM	720	7 000	720	0,01%	0,00%
	TOTAL	720	7 000	720	0,01%	0,00%
PREMIER MINISTRE	ALEM	3 482 000	4 162 000	3 240 000	4,90%	2,92%
	ANRT	111 596	100 000	103 000	0,12%	0,09%
	APDN	579 000	754 000	818 000	0,89%	0,74%
	APDO	289 000	270 000	210 400	0,32%	0,19%
	APDS	1 251 400	650 000	1 150 600	0,77%	1,04%
	CC	573	400	450	0,00%	0,00%
	ISA	202	280	809	0,00%	0,00%
	TMSA	2 388 778	2 034 000	4 441 142	2,39%	4,00%
	TOTAL	8 102 549	7 970 680	9 964 401	9,39%	8,98%
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES	ANPME	40 297	41 700	17 000	0,05%	0,02%
	BAM	303 386	372 872	791 930	0,44%	0,71%
	CMPE	67 266	3 000	160 200	0,00%	0,14%
	ISCAE	7 335	8 430	9 600	0,01%	0,01%
	OCE	3 204	1 700	3 500	0,00%	0,00%
	OFEC	3 000	100	2 500	0,00%	0,00%
	OMPIC	6 013	7 640	10 415	0,01%	0,01%
	TOTAL	430 501	435 442	995 145	0,51%	0,90%
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT ET DU TRANSPORT	ADM	5 281 332	6 715 000	6 801 000	7,91%	6,13%
	ANP	1 074 000	664 445	609 000	0,78%	0,55%
	CFR	1 523 864	1 216 000	1 759 314	1,43%	1,58%
	CNPAC	14 771	25 600	28 000	0,03%	0,03%
	EHTP	14 076	26 140	30 107	0,03%	0,03%
	LPEE	28 557	47 277	30 000	0,06%	0,03%
	ONCF	3 904 414	5 000 000	7 560 000	5,89%	6,81%
	ONDA	1 583 639	1 880 695	2 269 325	2,21%	2,04%
	SNTL	110 439	270 000	303 500	0,32%	0,27%
	SODEP	542 000	413 884	401 930	0,49%	0,36%
	RAM Groupe	1 019 000	1 978 036	2 412 000	2,33%	2,17%
TOTAL	15 096 092	18 237 077	22 204 176	21,47%	20,00%	
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME	ADA	0		30 000	0,00%	0,03%
	ANCFCC	242 000	800 000	954 000	0,94%	0,86%
	BIOPHARMA	8 042	9 955	12 000	0,01%	0,01%
	CAM	220 098	461 000	255 648	0,54%	0,23%
	CT	47 150	50 100	61 000	0,06%	0,05%
	EACCE	16 957	54 940	19 978	0,06%	0,02%
	ENAM	8 896	75 000	22 500	0,09%	0,02%
	IAV	20 760	19 500	19 500	0,02%	0,02%
	INRA	66 484	76 000	84 000	0,09%	0,08%
	INRH	42 747	35 900	52 000	0,04%	0,05%
	ITPSMGEA	4 042	5 000	2 000	0,01%	0,00%
	LOARC	3 165	4 850	5 000	0,01%	0,00%
	ONICL	11 407	10 000	30 000	0,01%	0,03%
	ONP	204 322	185 995	218 000	0,22%	0,20%
	ORMVAs	345 350	780 667	1 338 379	0,92%	1,21%
	SODEA	1 507	0	0	0,00%	0,00%
	SOGETA	1 505	0	0	0,00%	0,00%
	SONACOS	4 901	21 000	23 000	0,02%	0,02%
	SOREC	69 047	50 000	128 000	0,06%	0,12%
	SOSIPO	14 192	1 416	73 486	0,00%	0,07%
TOTAL	1 332 572	2 641 323	3 328 491	3,11%	3,00%	
MINISTERE CHARGE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE	HAO groupe	7 224 980	8 590 770	9 064 048	10,12%	8,17%
	AUs - AUC	135 390	222 181	382 542	0,26%	0,34%
	IDMAJ SAKAN	153 000		365 000	0,00%	0,33%
	SAR	48 000	92 000	190 500	0,11%	0,17%
TOTAL	7 561 370	8 904 951	10 002 090	10,49%	9,01%	
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA FORMATION DES CADRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	AREFs	2 312 900	1 670 480	4 059 030	1,97%	3,66%
	CNESTEN	5 626	44 531	132 143	0,05%	0,12%
	CNRST	106 253	227 140	163 636	0,27%	0,15%
	ONOUSC	91 810	40 000	194 000	0,05%	0,17%
	UNIVERSITES	888 500	1 312 519	1 607 000	1,55%	1,45%
TOTAL	3 405 089	3 294 670	6 155 809	3,88%	5,55%	

INVESTISSEMENT DES EP : CLASSEMENT PAR MINISTERE DE TUTELLE (2008-2010)

Annexe 8

MINISTERE DE TUTELLE	EP	INVESTISSEMENT EN MILLIERS DE DHS				
		Réalisations	Prévisions Budgétaires	Estimations	Pourcentage	
		2008	2009	2010	2009	2010
MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT	ABHs	153 559	255 274	311 897	0,30%	0,28%
	CADETAF	509	1 500	2 500	0,00%	0,00%
	CDER	18 297	8 388	19 950	0,01%	0,02%
	ENIM	34 540	19 168	7 640	0,02%	0,01%
	FFPIEM	0		200	0,00%	0,00%
	OCP Groupe	3 624 000	14 936 000	7 000 000	17,59%	6,31%
	ONE	9 977 475	11 857 000	9 970 000	13,96%	8,98%
	ONEP	3 875 705	4 241 000	4 118 000	4,99%	3,71%
	ONHYM	70 519	404 534	555 000	0,48%	0,50%
SSM	8 148	12 285	9 000	0,01%	0,01%	
TOTAL	17 762 752	31 735 149	21 994 187	37,37%	19,81%	
MINISTERE DE L'INTERIEUR	AAVBR	3 228 000	2 000 000	2 200 000	2,35%	1,98%
	ADER	569	720	1 500	0,00%	0,00%
	AU CASABLANCA	612 619	500 000	1 388 000	0,59%	1,25%
	CASA AMENAGEMENT	0		10 000	0,00%	0,01%
	CASA TRANSPORT	0		1 024 000	0,00%	0,92%
	FEC	8 993	3 000	9 000	0,00%	0,01%
	MARCHICA	162 600		450 200	0,00%	0,41%
	REGIES DE DISTRIBUTION	1 744 651	3 192 485	3 349 965	3,76%	3,02%
	REGIES DE TRANSPORT	51 531	51 840	54 800	0,06%	0,05%
RAFC	2 028	3 000	4 949	0,00%	0,00%	
TOTAL	5 810 991	5 751 045	8 492 414	6,77%	7,65%	
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	BCP	186 414	238 398	342 170	0,28%	0,31%
	CCG	3 200	1 200	4 860	0,00%	0,00%
	CDG Groupe	4 629 000	3 300 000	24 433 000	3,89%	22,01%
	CDVM	2 500	75 938	5 000	0,09%	0,00%
	CMR	18 130	38 000	20 000	0,04%	0,02%
	OC	13 116	50 000	165 000	0,06%	0,15%
	TOTAL	4 852 360	3 703 536	24 970 030	4,36%	22,49%
MINISTERE DE LA SANTE	ANAM	8 330	70 000	8 350	0,08%	0,01%
	CHUs	285 515	173 300	104 770	0,20%	0,09%
	IPM	9 066	36 775	10 000	0,04%	0,01%
	TOTAL	302 911	280 075	123 120	0,33%	0,11%
MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	MDA	560	19 900	12 200	0,02%	0,01%
	ODCO	404	30	5 500	0,00%	0,00%
	ONMT	937 000	540 000	550 000	0,64%	0,50%
	SMIT	69 296	283 908	321 658	0,33%	0,29%
	TOTAL	1 007 260	843 838	889 358	0,99%	0,80%
MINISTERE DE LA CULTURE	BNRM	10 113	2 850	19 047	0,00%	0,02%
	CCM	7 080	9 500	6 800	0,01%	0,01%
	TNMV	6 124	5 000	7 600	0,01%	0,01%
	TOTAL	23 317	17 350	33 447	0,02%	0,03%
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	MAP	6 056	9 000	22 337	0,01%	0,02%
	SNRT	59 168	142 000	222 000	0,17%	0,20%
	SOREAD	42 166	11 000	120 000	0,01%	0,11%
	TOTAL	107 390	162 000	364 337	0,19%	0,33%
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	ANAPEC	7 926	59 198	70 000	0,07%	0,06%
	CNSS	139 077	101 000	473 536	0,12%	0,43%
	OFPPT	282 577	518 100	415 500	0,61%	0,37%
	TOTAL	429 580	678 298	959 036	0,80%	0,86%
MINISTERE DE LA JUSTICE	ISM	2 576	11 800	11 000	0,01%	0,01%
	TOTAL	2 576	11 800	11 000	0,01%	0,01%
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	MJS	912	1 540	1 300	0,00%	0,00%
	TOTAL	912	1 540	1 300	0,002%	0,002%
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT SOCIAL, DE LA FAMILLE ET DE LA SOLIDARITE	ADS	123 389	190 000	190 150	0,22%	0,17%
	EN	76 100	2 700	110 000	0,00%	0,10%
	TOTAL	199 489	192 700	300 150	0,23%	0,27%
HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORÊTS	JZN	21 318	60 000	217 228	0,07%	0,20%
	TOTAL	21 318	60 000	217 228	0,07%	0,20%
TOTAL GENERAL		66 449 749	84 928 474	111 006 439	100%	100%

**DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE
80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2008
(EN MILLIERS DE DH)**

INVESTISSEMENTS

Sigle	EXERCICE 2008			Prévisions Budgétaires 2009	Estimations 2010
	Réalisations	Poids %	Cumul %		
OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE	9 977 475	15,02%	15,02%	11 857 000	9 970 000
HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE (Groupe)	7 224 980	10,87%	25,89%	8 590 770	9 161 450
SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC	5 281 332	7,95%	33,84%	6 715 000	6 801 000
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION (Groupe)	4 629 000	6,97%	40,80%	3 300 000	24 433 000
OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	3 904 414	5,88%	46,68%	5 000 000	7 560 000
OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE	3 875 705	5,83%	52,51%	4 241 000	4 118 000
OFFICE CHERIFIEN DES PHOSPHATES (Groupe)	3 624 000	5,45%	57,96%	14 936 000	7 000 000
AGENCE DES LOGEMENTS ET DES EQUIPEMENTS MILITAIRES	3 482 000	5,24%	63,20%	4 162 000	3 240 000
AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOU REGREG	3 228 000	4,86%	68,06%	2 000 000	2 200 000
AGENCE SPECIALE TANGER MEDITERRANEE	2 388 778	3,59%	71,66%	2 034 000	4 059 030
ACADEMIES REGIONALES D'EDUCATION ET DE FORMATION	2 312 900	3,48%	75,14%	1 670 480	3 349 965
REGIES DE DISTRIBUTION	1 744 651	2,63%	77,76%	3 192 485	3 349 965
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS	1 583 639	2,38%	80,15%	1 880 695	2 269 325
CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER	1 523 864	2,29%	82,44%	1 216 000	1 759 314
AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU SUD	1 251 400	1,88%	84,32%	650 000	1 150 600
AGENCE NATIONALE DES PORTS	1 074 000	1,62%	85,94%	664 445	609 000
COMPAGNIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC (Groupe)	1 019 000	1,53%	87,47%	1 978 036	2 412 000
AUTRES	8 324 611	12,53%	100,00%	10 840 563	17 563 790
Total	66 449 749	100%		84 928 474	111 006 439

**DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE
80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2008
(EN MILLIERS DE DH)**

FONDS PROPRES

Sigle	2007	2008	Evolution %	Poids %	Cumul %
CNSS	31 345 274	34 618 877	10,44%	16,08%	16,08%
FDSHII	32 720 928	32 712 643	-0,03%	15,20%	31,28%
CDG GROUPE	14 955 042	19 033 699	27,27%	8,84%	40,12%
ONCF	14 637 588	16 153 996	10,36%	7,50%	47,62%
ONE	17 603 747	13 773 427	-21,76%	6,40%	54,02%
OCP GROUPE	-9 860 000	13 561 000	-	6,30%	60,32%
ONEP	12 548 120	13 315 666	6,12%	6,19%	66,51%
ADM	5 701 430	6 444 341	13,03%	2,99%	69,50%
GROUPE HAO	3 893 835	4 535 537	16,48%	2,11%	71,61%
ONDA	3 161 863	3 871 166	22,43%	1,80%	73,41%
TMSA	3 738 553	3 862 252	3,31%	1,79%	75,20%
ORMVAD	3 305 274	3 542 757	7,18%	1,65%	76,85%
RAM	3 335 648	3 432 296	2,90%	1,59%	78,44%
ALEM	2 735 591	3 138 736	14,74%	1,46%	79,90%
ANCFCC	1 884 675	2 848 320	51,13%	1,32%	81,22%
AUTRES	43 647 871	40 421 364	-7,39%	18,78%	100,00%
Total	185 355 439	215 266 077	16,14%	100,00%	

DETTES DE FINANCEMENT

Sigle	2007	2008	Evolution %	Poids %	Cumul %
ONE	19 592 903	25 929 524	32,34%	21,41%	21,41%
ADM	10 932 607	14 639 306	33,90%	12,09%	33,50%
CAM	14 890 357	14 068 620	-5,52%	11,62%	45,12%
ONCF	12 009 201	14 033 345	16,85%	11,59%	56,71%
OCP GROUPE	2 082 000	11 703 000	462,10%	9,66%	66,37%
ONEP	7 694 296	9 449 484	22,81%	7,80%	74,18%
RAM	5 983 742	5 694 844	-4,83%	4,70%	78,88%
FEC	4 518 350	5 051 656	11,80%	4,17%	83,05%
TMSA	2 457 724	4 791 084	94,94%	3,96%	87,01%
GROUPE HAO	2 396 102	2 285 300	-4,62%	1,89%	88,89%
CFR	1 193 775	2 252 474	88,68%	1,86%	90,76%
AUTRES	10 811 393	11 195 107	3,55%	9,24%	100,00%
Total	94 562 450	121 093 744	28,06%	100,00%	

**DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE
80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2008
(EN MILLIERS DE DH)**

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

Sigle	2007	2008	Evolution %	Poids %	Cumul %
OCP GROUPE	3 223 000	26 299 000	715,98%	51,33%	51,33%
CNSS	4 825 656	6 495 117	34,60%	12,68%	64,01%
CMR	4 014 406	4 038 604	0,60%	7,88%	71,90%
CDG GROUPE	2 265 438	2 949 998	30,22%	5,76%	77,65%
ONEP	1 221 544	1 511 934	23,77%	2,95%	80,61%
ONDA	976 633	1 115 850	14,25%	2,18%	82,78%
SODEP	946 864	1 060 456	12,00%	2,07%	84,85%
ANCFCC	596 257	925 613	55,24%	1,81%	86,66%
ONCF	1 126 762	876 737	-22,19%	1,71%	88,37%
RAM	1 357 829	782 058	-42,40%	1,53%	89,90%
AUTRES	7 286 635	5 174 843	-28,98%	10,10%	100,00%
Total	27 841 024	51 230 210	84,01%	100,00%	

VALEUR AJOUTEE

Sigle	2007	2008	Evolution %	Poids %	Cumul %
OCP GROUPE	13 652 000	40 124 000	193,91%	48,82%	48,82%
CDG GROUPE	3 405 474	8 626 991	153,33%	10,50%	59,32%
CNSS	5 154 081	5 268 482	2,22%	6,41%	65,73%
RAM	4 040 672	3 537 464	-12,45%	4,30%	70,03%
ANCFCC	2 602 977	2 803 268	7,69%	3,41%	73,44%
CAM	2 357 140	2 478 351	5,14%	3,02%	76,46%
ONEP	2 147 819	2 319 772	8,01%	2,82%	79,28%
ONCF	2 391 364	2 265 987	-5,24%	2,76%	82,04%
SODEP	1 705 233	1 936 357	13,55%	2,36%	84,39%
ONDA	1 671 009	1 878 109	12,39%	2,29%	86,68%
AUTRES	15 066 275	10 949 734	-27,32%	13,32%	100,00%
Total	54 194 044	82 188 515	51,66%	100,00%	

**DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE
80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2008
(EN MILLIERS DE DH)**

CHIFFRE D'AFFAIRES

Sigle	2007	2008	Evolution %	Poids %	Cumul %
OCP GROUPE	28 900 000	60 139 000	108,09%	34,36%	34,36%
ONE	16 420 471	18 413 918	12,14%	10,52%	44,88%
CMR	15 614 794	16 149 786	3,43%	9,23%	54,11%
CNSS	13 305 801	14 705 330	10,52%	8,40%	62,51%
RAM	11 636 969	12 658 600	8,78%	7,23%	69,75%
CDG GROUPE	6 109 281	6 917 453	13,23%	3,95%	73,70%
GROUPE HAO	4 059 499	4 905 940	20,85%	2,80%	76,50%
CAM	3 153 043	3 601 712	14,23%	2,06%	78,56%
ONEP	3 117 925	3 325 056	6,64%	1,90%	80,46%
ANCFCC	2 908 294	3 264 694	12,25%	1,87%	82,33%
AUTRES	28 098 696	30 932 933	10,09%	17,67%	100,00%
Total	133 324 773	175 014 422	31,27%	100,00%	

CHARGES D'EXPLOITATION HORS DOTATION

Sigle	2007	2008	Evolution %	Poids %	Cumul %
OCP GROUPE	21 923 000	32 533 000	48,40%	24,75%	24,75%
ONE	13 027 915	18 699 177	43,53%	14,22%	38,97%
CMR	13 976 996	14 918 350	6,74%	11,35%	50,32%
RAM	9 788 347	11 256 448	15,00%	8,56%	58,89%
CNSS	9 297 416	10 494 920	12,88%	7,98%	66,87%
GROUPE HAO	4 562 716	6 848 731	50,10%	5,21%	72,08%
ATLAS BLUE	1 813 030	2 449 925	35,13%	1,86%	73,94%
ANCFCC	2 168 718	2 216 704	2,21%	1,69%	75,63%
ONEP	1 937 174	2 024 297	4,50%	1,54%	77,17%
CDG GROUPE	918 022	1 935 689	110,85%	1,47%	78,64%
ONCF	1 747 361	1 714 031	-1,91%	1,30%	79,95%
SODEP	1 330 391	1 600 472	20,30%	1,22%	81,16%
AUTRES	21 901 425	24 761 403	13,06%	18,84%	100,00%
Total	104 392 511	131 453 147	25,92%	100,00%	

**DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE
80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2008
(EN MILLIERS DE DH)**

CHARGES DE PERSONNEL

Sigle	2007	2008	Evolution %	Poids %	Cumul %
OCP GROUPE	6 071 000	6 999 000	15,29%	27,87%	27,87%
RAM	2 159 638	2 104 040	-2,57%	8,38%	36,25%
ONE	1 762 321	1 920 303	8,96%	7,65%	43,90%
CDG GROUPE	474 332	1 157 321	143,99%	4,61%	48,51%
OFPPT	950 822	995 871	4,74%	3,97%	52,48%
ONEP	869 258	939 941	8,13%	3,74%	56,22%
CNSS	971 490	878 897	-9,53%	3,50%	59,72%
BAM	780 786	796 513	2,01%	3,17%	62,89%
ONCF	736 558	769 183	4,43%	3,06%	65,96%
ANCFCC	719 342	717 396	-0,27%	2,86%	68,82%
CAM	538 047	569 789	5,90%	2,27%	71,08%
SODEP	436 564	506 679	16,06%	2,02%	73,10%
SNRT	504 603	487 853	-3,32%	1,94%	75,05%
ONDA	446 946	485 066	8,53%	1,93%	76,98%
GROUPE HAO	320 841	276 278	-13,89%	1,10%	78,08%
SOREAD	216 467	233 419	7,83%	0,93%	79,01%
EN	251 603	221 000	-12,16%	0,88%	79,89%
CT	331 580	210 018	-36,66%	0,84%	80,72%
AUTRES	4 776 312	4 839 984	1,33%	19,28%	100,00%
Total	23 318 510	25 108 551	7,68%	100,00%	

IMPOT SUR LES SOCIETES

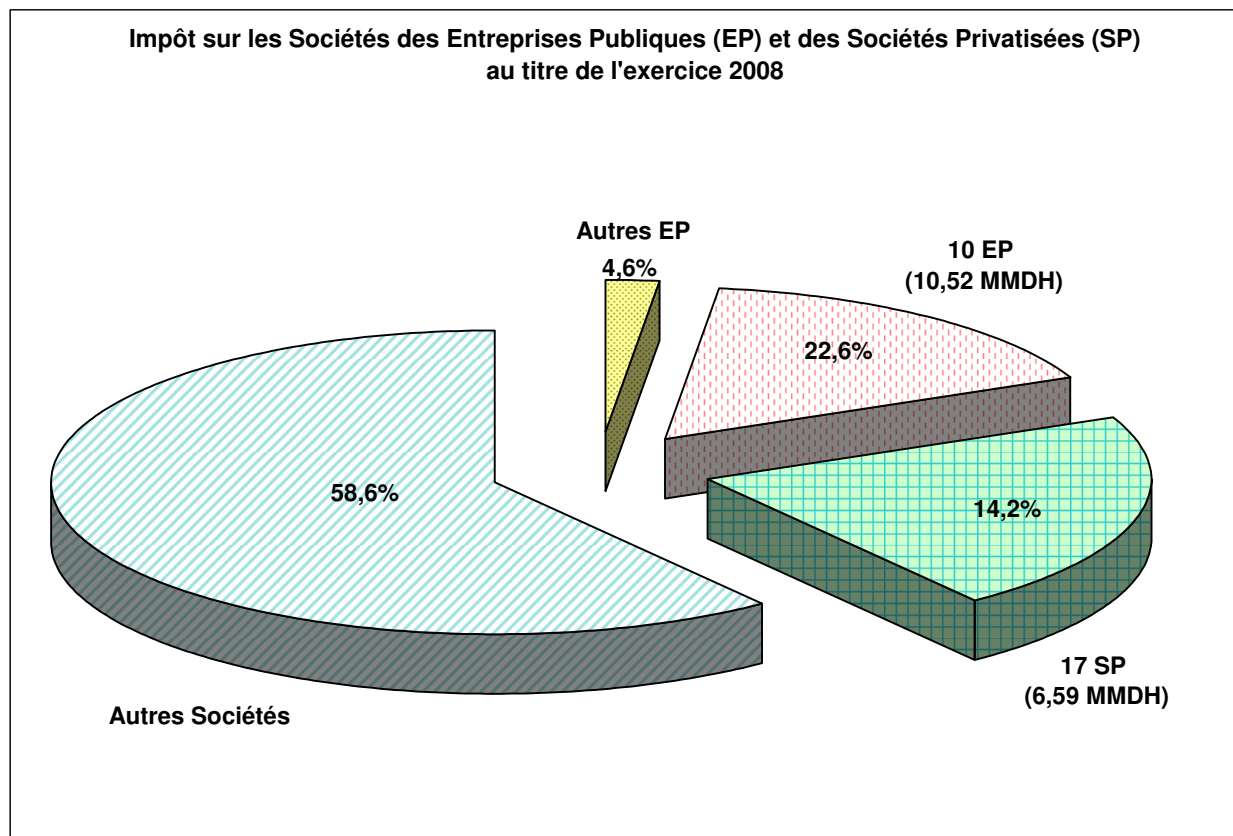
Sigle	2007	2008	Evolution %	Poids %	Cumul %
OCP GROUPE	477 000	5 109 000	971,07%	57,49%	57,49%
CDG GROUPE	1 886 318	1 384 216	-26,62%	15,58%	73,07%
ONDA	268 103	374 796	39,80%	4,22%	77,28%
ANCFCC	209 031	353 011	68,88%	3,97%	81,26%
SODEP	273 750	324 071	18,38%	3,65%	84,90%
GROUPE HAO	217 196	268 134	23,45%	3,02%	87,92%
ANP	108 687	175 305	61,29%	1,97%	89,89%
RADEEMA	93 439	97 979	4,86%	1,10%	91,00%
FEC	156 666	87 917	-43,88%	0,99%	91,99%
ONEP	87 660	78 028	-10,99%	0,88%	92,86%
AUTRES	512 030	634 194	23,86%	7,14%	100,00%
Total	4 289 880	8 886 651	107,15%	100,00%	

**DONNEES SUR LES EP REALISANT PLUS DE
80% DES AGREGATS DU SECTEUR AU TITRE DE 2008
(EN MILLIERS DE DH)**

TRESORERIE				PLACEMENTS			
EP	Montant	Poids %	Cumul %	EP	Montant	Poids %	Cumul %
FDSHII	2 755 010	10,1%	10,1%	CMR	52 185 833	37,66%	37,66%
CMR	2 214 644	8,1%	18,2%	CNSS	28 563 277	20,61%	58,27%
ANCFCC	2 047 748	7,5%	25,6%	OCP GROUPE	19 272 000	13,91%	72,18%
AREFs	1 902 300	7,0%	32,6%	FDSHII	21 637 000	15,61%	87,80%
OFPPT	1 678 972	6,1%	38,7%	BAM	13 935 746	10,06%	97,85%
UNIVERSITES	1 618 870	5,9%	44,6%	ONEP	1 189 821	0,86%	98,71%
ONICL	1 281 218	4,7%	49,3%	ADM	463 694	0,33%	99,05%
ONEP	1 108 602	4,1%	53,4%	RADEEMA	450 000	0,32%	99,37%
OCP GROUPE	1 049 288	3,8%	57,2%	ANRT	325 000	0,23%	99,61%
SNTL	852 722	3,1%	60,3%	CCG	221 719	0,16%	99,77%
APDS	841 464	3,1%	63,4%	AUTRES	322 153	0,23%	100,00%
CNSS	809 134	3,0%	66,3%				
ONMT	769 627	2,8%	69,2%				
ONHYM	568 961	2,1%	71,2%				
SAO MARRAKECH	502 950	1,8%	73,1%				
CC	478 967	1,7%	74,8%				
ONP	442 761	1,6%	76,4%				
RAK	401 823	1,5%	77,9%				
RADEEJ	395 140	1,4%	79,4%				
HAO	376 995	1,4%	80,7%				
ALEM	336 170	1,2%	82,0%				
AUTRES	4 937 791	18,0%	100,0%				
TOTAL	27 371 157	100%		TOTAL	138 566 243	100%	

CONTRIBUTION FISCALE AU TITRE DE L'EXERCICE 2008
IMPOT SUR LES SOCIETES

Nombre	Dénomination	Montant en MDH	Poids ÷ Total IS National
157	Entreprises Publiques de l'échantillon	8 886,7	19,1%
120	Entreprises Publiques Hors échantillon (1)	3 779,3	8,1%
277	Total Entreprises Publiques (EP)	12 665,9	27,2%
	dont 10 EP	10 518,4	22,6%
17	Sociétés Privatisées (SP) (2)	6 585,9	14,2%
294	Total Entreprises Publiques et Sociétés Privatisées	19 251,8	41,4%

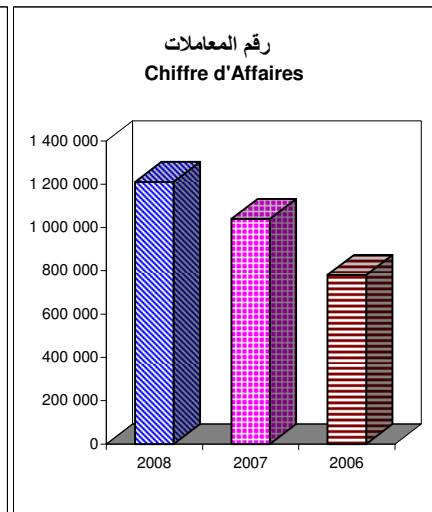
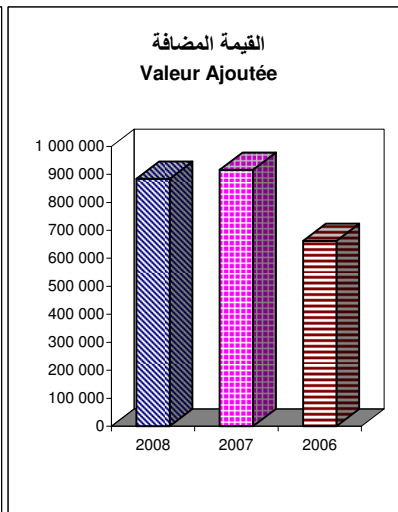
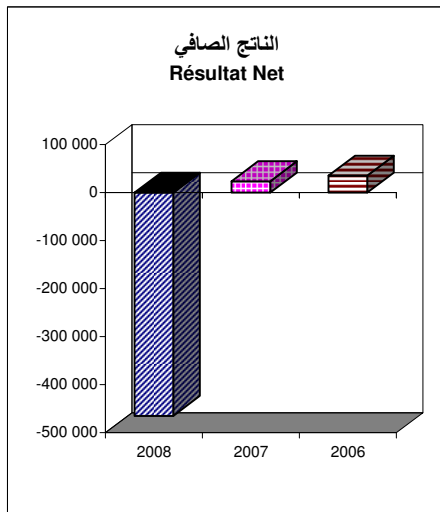


(1) : dont 2,34 MMDH de Bank Al Maghrib
(2) : dont 3,74 MMDH de Maroc Telecom

INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	ADM		رمز المؤسسة
	الشركة الوطنية للطرق السيارة بالمغرب		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	7 715 628	رأس المال الاجتماعي
DATE DE CREATION	12/06/1989		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Filiale Publique		الطبيعة القانونية
	شركة تابعة عامة		
	تجهيز و إستغلال البنية التحتية للنقل الطرقي		نشاط المؤسسة
ACTIVITE	CONSTRUCTION ET EXPLOITATION DES AUTOROUTES		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	97,60%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	35,81%	الإجمالية المباشرة
	INDIRECTE	61,79%	غير المباشرة

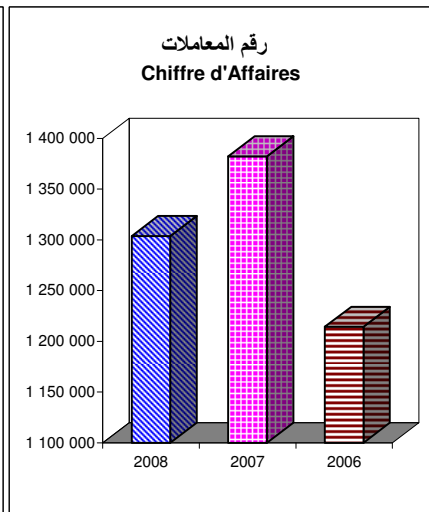
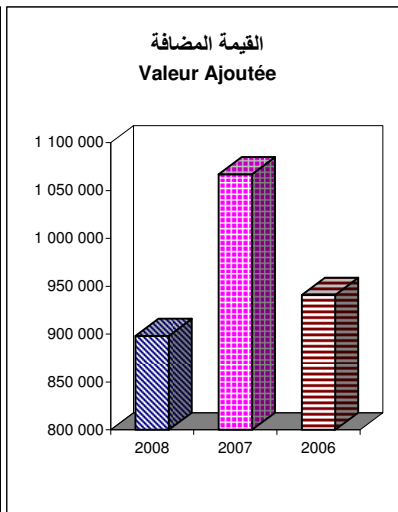
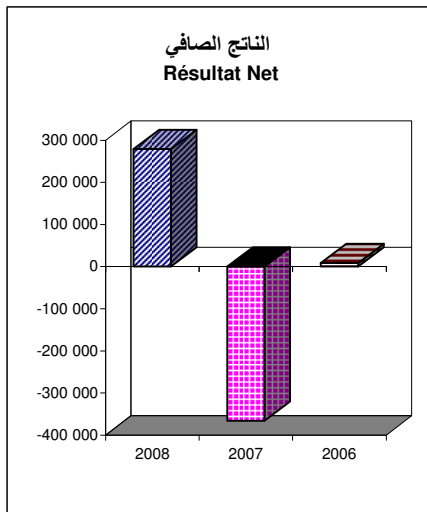
Milliers DH	2008	2007	2006	بآلاف الدراهم
Effectif	568	597	594	عدد المستخدمين
Charges de personnel	123 180	101 882	97 005	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	459 850	228 302	217 588	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	1 210 721	1 040 142	781 283	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	884 392	915 803	662 881	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	55 299	6 592	7 745	الضريبة على النتيجة
Résultat net	-464 857	23 877	35 428	الناتج الصافي
CAF	321 390	555 617	375 882	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	24 554 825	19 428 552	16 100 085	مجموع الأصول
Fonds propres	6 444 341	5 701 430	3 607 785	الأموال الذاتية
Dettes de financement	14 639 306	10 932 607	9 205 701	ديون التمويل
Investissements	5 281 332	4 345 907	4 147 000	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	BAM		رمز المؤسسة
	بريد المغرب		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	BARID AL MAGHRIB		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	1 191 399	رأس المال الأجمالي
DATE DE CREATION	26/02/1998		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة	الطبيعة القانونية
	البريد و المصالح البريدية المالية		نشاط المؤسسة
ACTIVITE	COURRIER & MESSAGERIE - MANDATS - CCP ET CEN		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	100%	المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

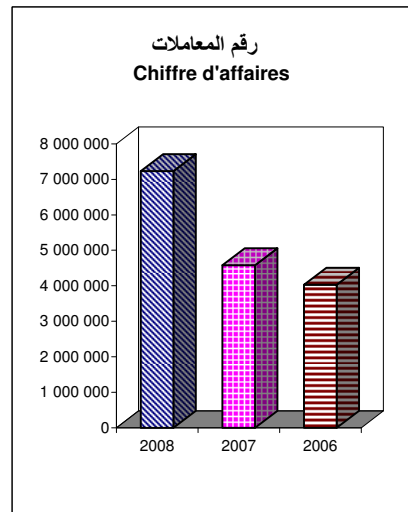
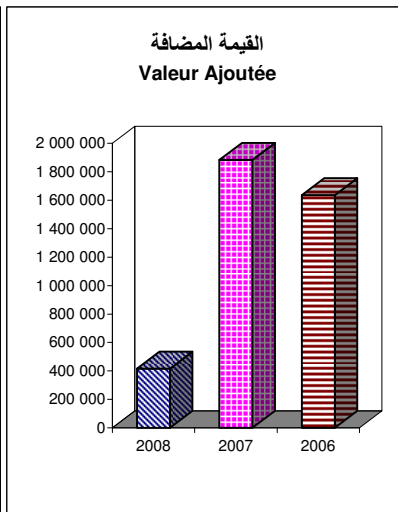
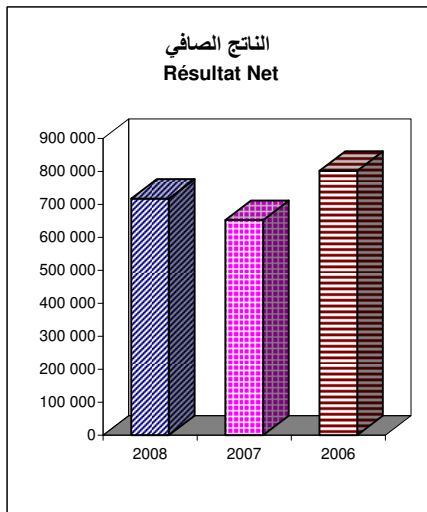
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	8 211	8 621	8 045	عدد المستخدمين
Charges de personnel	796 513	780 786	740 811	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	1 213 649	1.110.934	1 028 107	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	1 303 873	1 382 394	1 214 294	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	898 071	1 067 076	940 975	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	43 219	8 138	26 547	الضريبة على النتيجة
Résultat net	279 108	-366 064	8 404	الناتج الصافي
CAF	561 237	-167 146	221 635	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	31 323 559	26 698 126	14 050 710	مجموع الأصول
Fonds propres	1 529 025	1 249 917	1 635 681	الأموال الذاتية
Dettes de financement	-	-	-	ديون التمويل
Investissements	303 386	338 207	518 000	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	BCP GROUPE		رمز المؤسسة
	البنك الشعبي المركزي		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	GROUPE BANQUE CENTRALE POPULAIRE		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	588 805	رأس المال الاجتماعي
DATE DE CREATION		02/02/1961	تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Société Mixte	شركة مختلطة	الطبيعة القانونية
		مؤسسة بنكية	نشاط المؤسسة
ACTIVITE	BANCAIRE		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	43,29%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	43,29%	المباشرة
	INDIRECTE		غير المباشرة

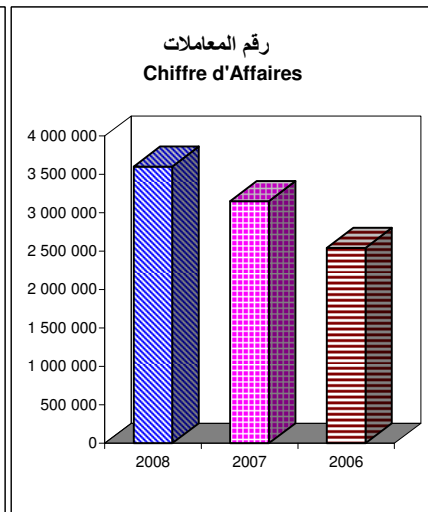
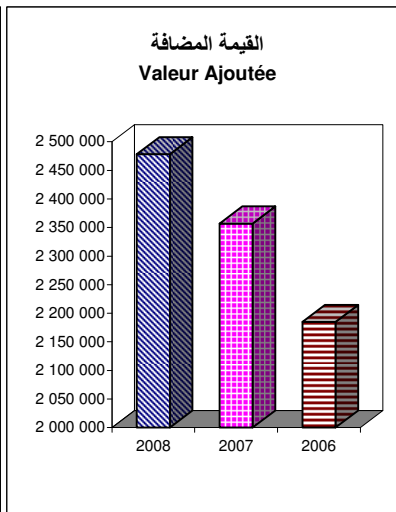
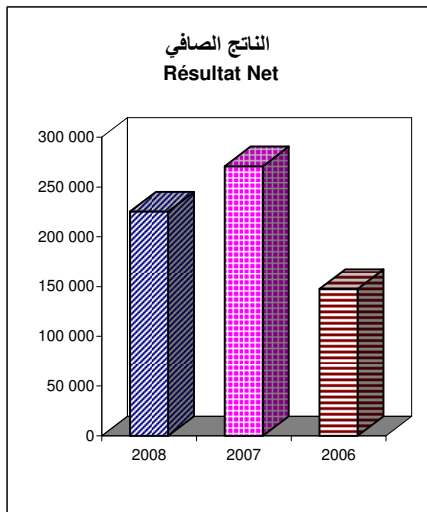
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	1 249	1 266	1 352	عدد المستخدمين
Charges de personnel	486 524	559 064	509 096	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	1 053 312	1 137 098	982 481	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	7 232 250	4 579 719	4 031 552	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	1 659 228	1 883 136	1 636 544	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	415 102	332 747	364 177	الضريبة على النتيجة
Résultat net	2 055 353	652 489	801 792	الناتج الصافي
CAF	717 183	729 474	471 410	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	92 332 221	84 606 677	79 432 997	مجموع الأصول
Fonds propres	5 067 809	4 664 576	4 326 301	الأموال الذاتية
Dettes de financement	68 072 470	65 059 849	64 393 200	ديون التمويل
Investissements	186 414	238 398	-	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	CAM		رمز المؤسسة
	القرض الفلاحي للمغرب		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	CREDIT AGRICOLE DU MAROC		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	2 820 513	رأس المال الأجمالي
DATE DE CREATION		01/06/2004	تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Filiale Publique	شركة تابعة عامة	الطبيعة القانونية
		مؤسسة بنكية	نشاط المؤسسة
ACTIVITE	BANCAIRE		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	90%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	78%	المباشرة
	INDIRECTE	12%	غير المباشرة

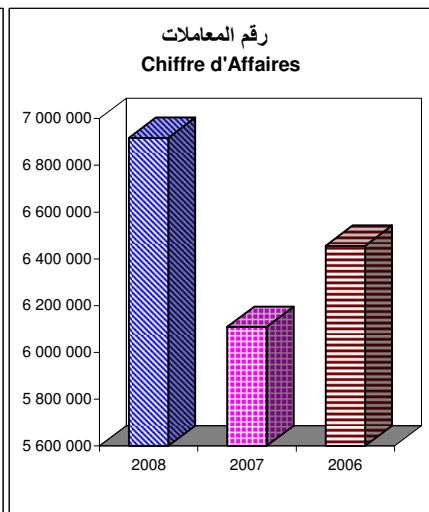
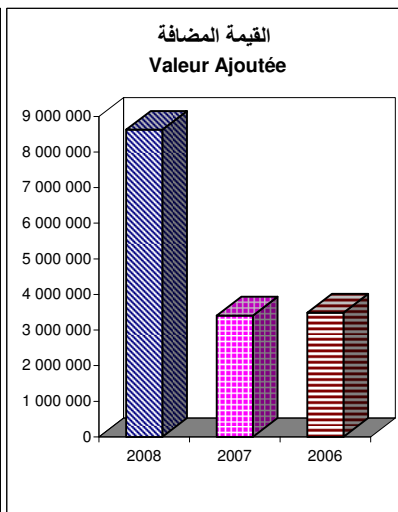
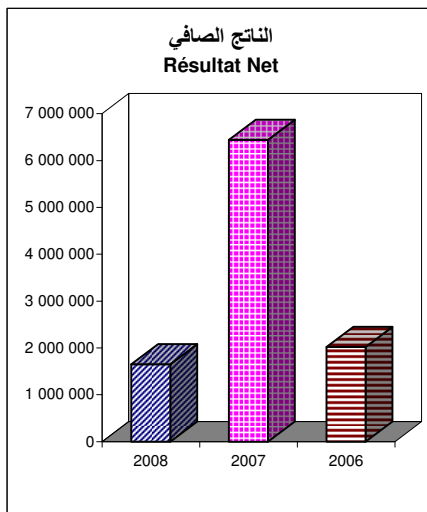
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	3 211	3 152	2 980	عدد المستخدمين
Charges de personnel	569 789	528 146	428 270	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	882 383	821 840	757 904	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	3 601 712	3 153 043	2 543 885	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	2 478 351	2 357 140	2 184 651	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	18 024	18 649	12 750	الضريبة على النتيجة
Résultat net	225 435	270 981	147 595	الناتج الصافي
CAF	329 477	385 331	243 258	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	62 388 082	60 662 487	42 504 067	مجموع الأصول
Fonds propres	1 261 340	1 047 273	64 924	الأموال الذاتية
Dettes de financement	14 068 620	14 890 357	5 936 089	ديون التمويل
Investissements	220 098	215 000	173 473	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	CDG GROUPE		رمز المؤسسة
	صندوق الإيداع و التدبير		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH		ألف الدراهم
DATE DE CREATION	10/02/1959		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة	الطبيعة القانونية
		مؤسسة بنكية	نشاط المؤسسة
ACTIVITE	BANCAIRE		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمات العمومية :
	DIRECTE	100%	المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

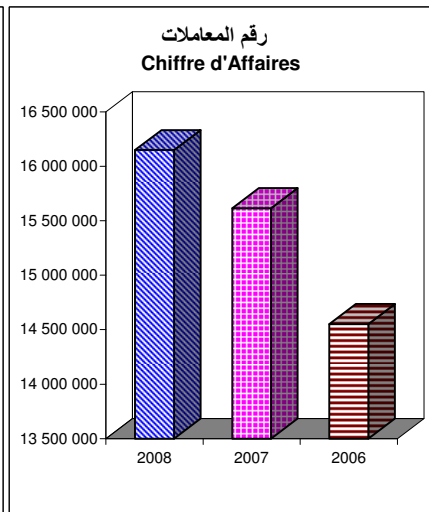
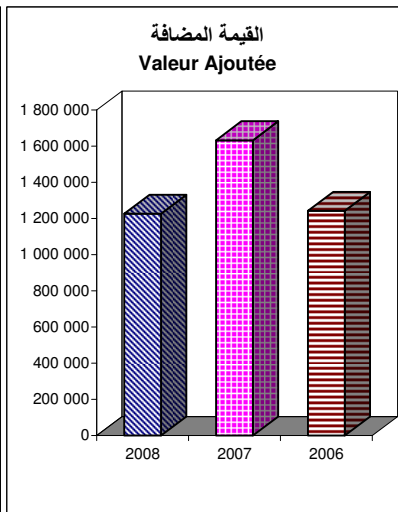
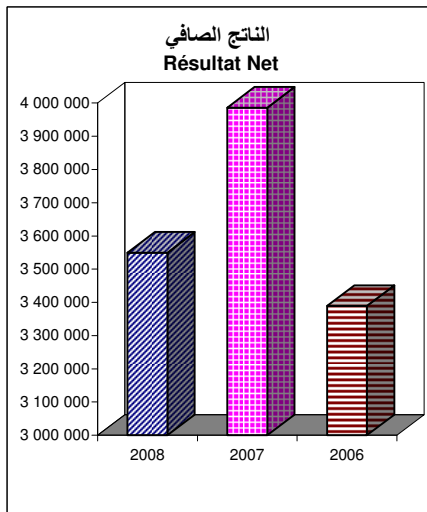
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	536	522	522	عدد المستخدمين
Charges de personnel	1 157 321	474 332	469 453	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	1 935 689	918 022	832 262	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	6 917 453	6 109 281	6 455 860	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	8 626 991	3 405 474	3 490 858	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	1 384 216	1 886 318	241 325	الضريبة على النتيجة
Résultat net	1 652 412	6 443 226	2 022 373	الناتج الصافي
CAF	2 949 998	2 265 438	2 225 766	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	131 577 846	91 070 913	81 152 908	مجموع الأصول
Fonds propres	19 033 699	14 955 042	8 244 694	الأموال الذاتية
Dettes de financement	26 468 577	16 078 956	16 654 559	ديون التمويل
Investissements	4 629 000	3 306 804	1 209 802	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	CMR		رمز المؤسسة
	الصندوق المغربي للتقاعد		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	12 018	رأس المال الأجمالي
DATE DE CREATION	20/11/1996		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة	الطبيعة القانونية
	تدبير أنظمة معاشات القطاع العام		نشاط المؤسسة
ACTIVITE	GESTION DU REGIME DES RETRAITES DU SECTEUR PUBLIC		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمات العمومية
	DIRECTE	100%	المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

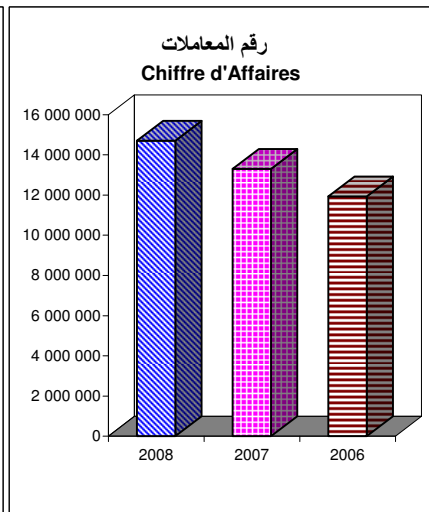
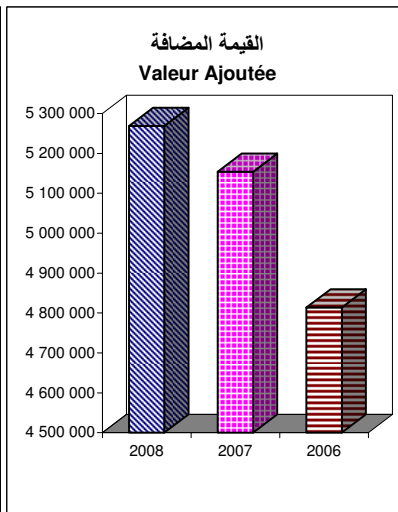
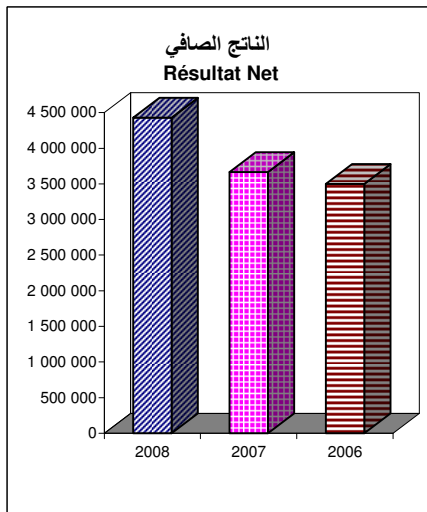
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	487	464	450	عدد المستخدمين
Charges de personnel	64 049	62 072	62 391	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	14 918 350	13 976 996	13 309 125	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	16 149 786	15 614 794	14 551 559	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	1 227 111	1 633 019	1 242 434	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	-	-	-	الضريبة على النتيجة
Résultat net	3 549 747	3 986 144	3 389 180	الناتج الصافي
CAF	4 038 604	4 014 406	3 394 520	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	61 115 524	56 783 408	52 067 117	مجموع الأصول
Fonds propres	12 018	12 018	12 018	الأموال الذاتية
Dettes de financement	272	272	272	ديون التمويل
Investissements	18 130	34 000	5 370	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	CNSS		رمز المؤسسة
	الصندوق الوطني للضمان الإجتماعي		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	CAISSE NATIONALE DE SECURITE SOCIALE		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	ألف الدراهم	رأس المال الأجمالي
DATE DE CREATION	27/07/1972		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة	الطبيعة القانونية
	تدبير نظام الضمان الإجتماعي		نشاط المؤسسة
ACTIVITE	GESTION DU REGIME DE LA SECURITE SOCIALE		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمات العمومية
	DIRECTE	100%	المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

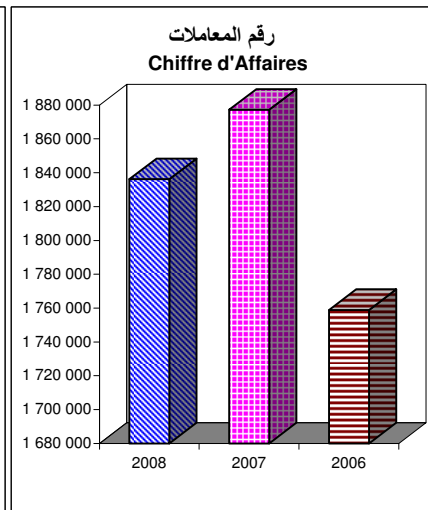
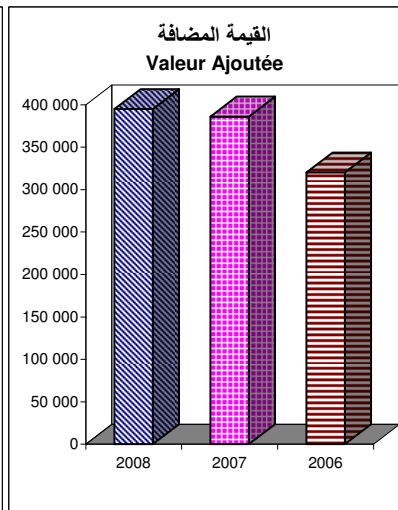
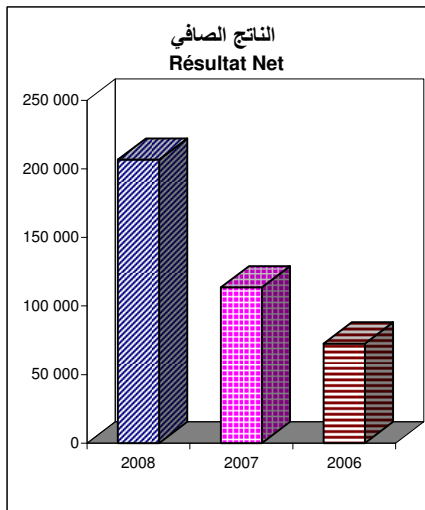
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	4 647	4 679	4 884	عدد المستخدمين
Charges de personnel	878 897	971 490	840 132	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	10 494 920	9 297 416	8 129 786	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	14 705 330	13 305 801	11 938 785	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	5 268 482	5 154 081	4 813 836	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	-	-	-	الضريبة على النتيجة
Résultat net	4 428 534	3 665 347	3 498 490	النتائج الصافي
CAF	6 495 117	4 825 656	4 930 244	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	45 857 480	47 758 281	42 163 458	مجموع الأصول
Fonds propres	34 618 877	31 345 274	28 566 219	الأموال الذاتية
Dettes de financement	0	0	3 250	ديون التمويل
Investissements	139 077	114 000	240 000	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	HAO		رمز المؤسسة
	مجموعة العمران للتهيئة		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	2 104 048	رأس المال الأجمالي
DATE DE CREATION	20/01/2004		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Société d'Etat		الطبيعة القانونية
	التجهيز و السكن		نشاط المؤسسة
ACTIVITE	Aménagement et Habitat		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	100%	المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

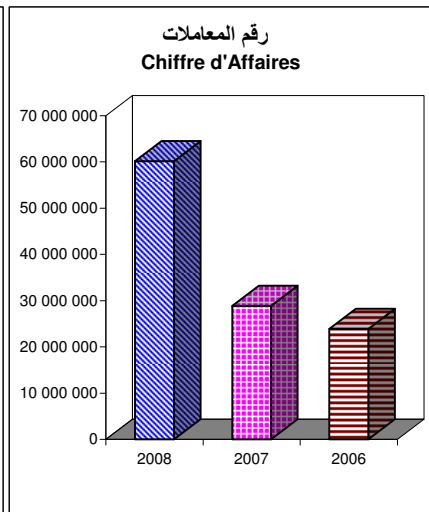
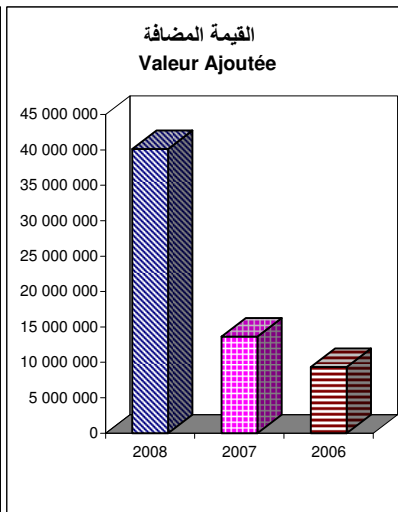
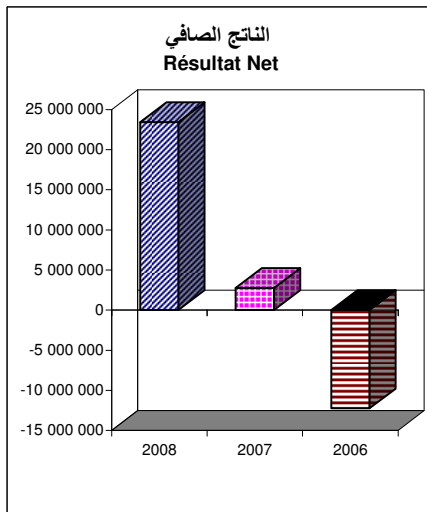
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	112	425	488	عدد المستخدمين
Charges de personnel	40 642	181 835	119 816	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	2 138 978	1 980 074	2 063 355	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	1 836 184	1 877 248	1 758 904	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	394 877	386 085	320 415	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	91 671	85 386	177 025	الضريبة على النتيجة
Résultat net	206 669	113 545	72 650	الناتج الصافي
CAF	232 920	110 842	145 364	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	13 556 169	12 411 873	9 759 407	مجموع الأصول
Fonds propres	2 608 732	2 402 155	1 058 664	الأموال الذاتية
Dettes de financement	1 889 912	1 934 578	1 579 996	ديون التمويل
Investissements	1 835 000	2 670 000	2 100 000	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	OCF GROUPE		رمز المؤسسة
	مجموعة المكتب الشريف للفوسفات ش م		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	GROUPE OCF SA		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	7 800 000	رأس المال الاجتماعي
DATE DE CREATION		01/01/1920	تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Société d'Etat		الطبيعة القانونية
	استخراج و إستغلال مناجم الفوسفات		نشاط المؤسسة
ACTIVITE	EXPLOITATION DES MINES DE PHOSPHATES		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	100%	المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

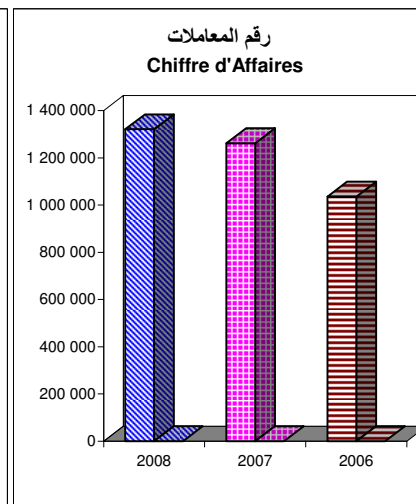
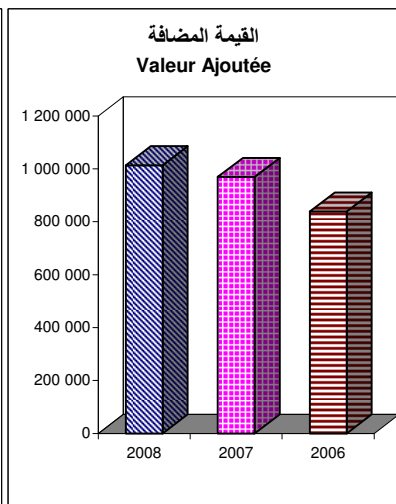
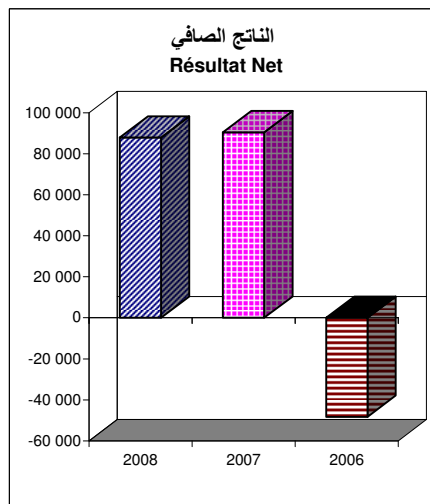
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	19 262	17 062	18 751	عدد المستخدمين
Charges de personnel	6 999 000	6 071 000	6 141 000	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	32 533 000	21 923 000	21 882 000	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	60 139 000	28 900 000	23 887 000	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	40 124 000	13 652 000	9 335 000	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	5 109 000	477 000	114 000	الضريبة على النتيجة
Résultat net	23 414 000	2 752 000	-12 251 000	الناتج الصافي
CAF	26 299 000	3 223 000	-10 806 000	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	50 226 000	38 502 000	30 584 000	مجموع الأصول
Fonds propres	13 561 000	-9 860 000	-15 993 000	الأموال الذاتية
Dettes de financement	11 703 000	2 082 000	3 178 000	ديون التمويل
Investissements	3 624 000	2 671 000	2 467 000	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	OFPPT		رمز المؤسسة
	مكتب التكوين المهني و إنعاش الشغل		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	3 979 433	ألاف الدراهم
DATE DE CREATION		01/05/1974	تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة	الطبيعة القانونية
		تنمية التكوين المهني	نشاط المؤسسة
ACTIVITE	DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	الإجمالية
	DIRECTE	100%	المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

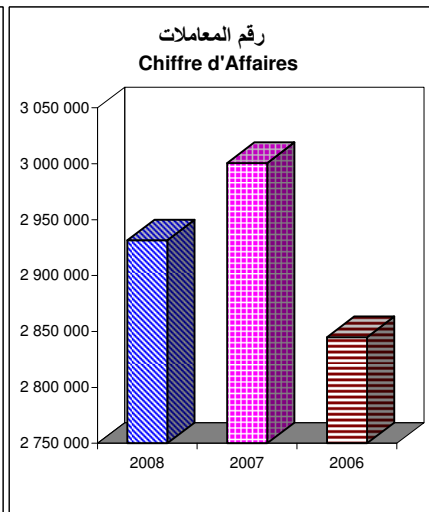
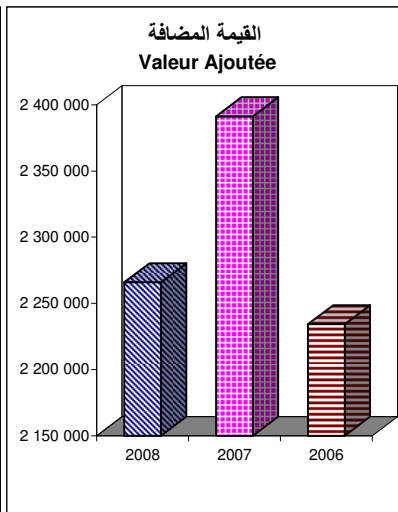
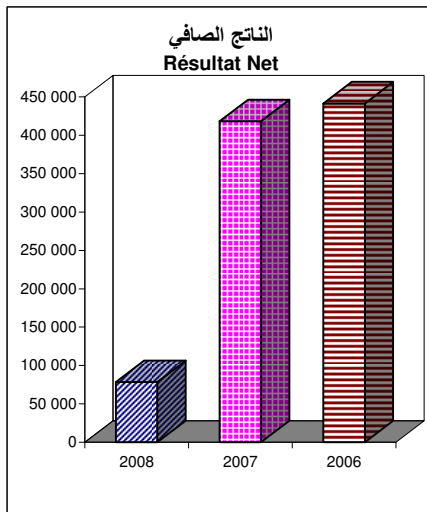
Milliers DH	2008	2007	2006	بآلاف الدراهم
Effectif	5 829	5 765	5 839	عدد المستخدمين
Charges de personnel	995 871	950 822	911 040	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	1 316 675	1 254 456	1 118 738	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	1 320 987	1 261 584	1 035 275	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	1 013 644	969 935	838 897	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	-	-	-	الضريبة على النتيجة
Résultat net	87 925	90 488	-48 341	الناتج الصافي
CAF	328 962	275 099	144 998	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	3 289 883	3 026 985	2 634 407	مجموع الأصول
Fonds propres	2 277 818	2 032 334	1 855 619	الأموال الذاتية
Dettes de financement	-	-	-	ديون التمويل
Investissements	282 577	163 497	280 100	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	ONCF		رمز المؤسسة
	المكتب الوطني للسكك الحديدية		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	24 635 798	رأس المال الأجمالي
DATE DE CREATION		05/08/1963	تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة	الطبيعة القانونية
		النقل السككي	نشاط المؤسسة
ACTIVITE	TRANSPORT FERROVIAIRE		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	100%	المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

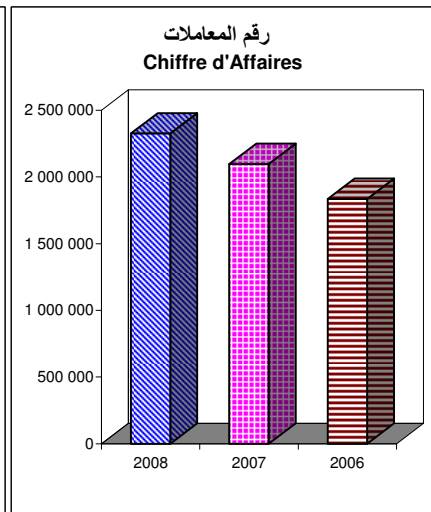
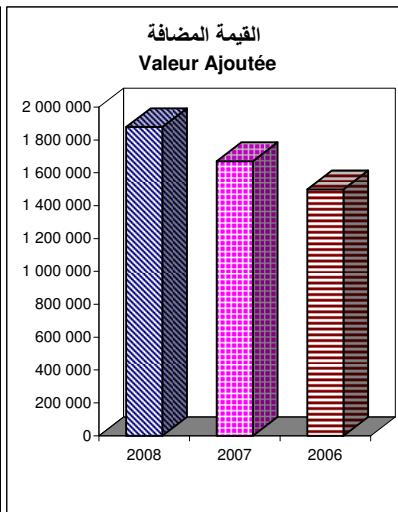
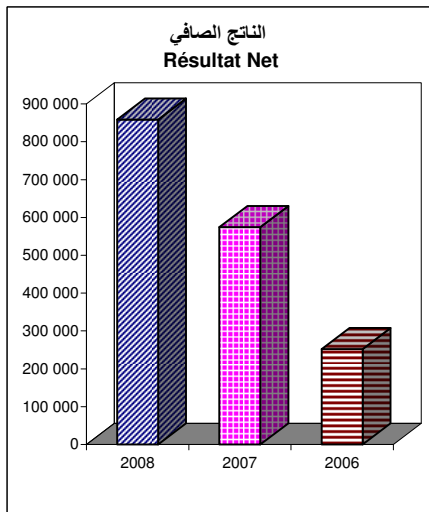
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	8 054	8 170	8 289	عدد المستخدمين
Charges de personnel	769 183	736 558	726 193	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	1 714 031	1 747 361	1 590 225	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	2 931 439	3 000 668	2 844 883	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	2 265 987	2 391 364	2 234 278	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	14 746	15 123	14 945	الضريبة على النتيجة
Résultat net	78 480	418 157	441 397	الناتج الصافي
CAF	876 737	1 126 762	1 230 606	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	33 936 486	30 133 867	26 953 632	مجموع الأصول
Fonds propres	16 153 996	14 637 588	13 841 239	الأموال الذاتية
Dettes de financement	14 033 345	12 009 201	10 353 450	ديون التمويل
Investissements	3 904 414	4 459 429	3 845 575	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	ONDA		رمز المؤسسة
	المكتب الوطني للمطارات		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	1 416 662	رأس المال الأجمالي
DATE DE CREATION		01/01/1980	تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة	الطبيعة القانونية
		خدمات مرتبطة بالمطارات	نشاط المؤسسة
ACTIVITE	GESTION DES AEROPORTS		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	100%	المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

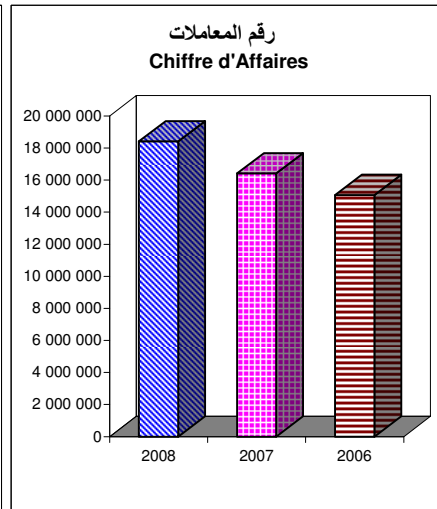
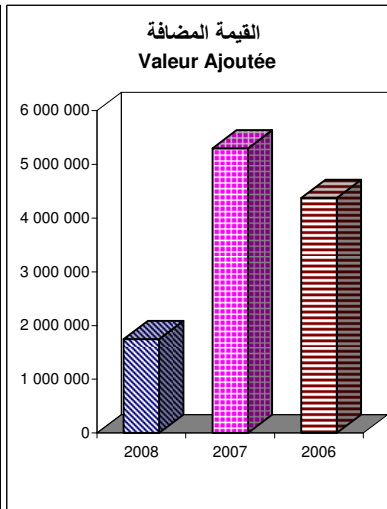
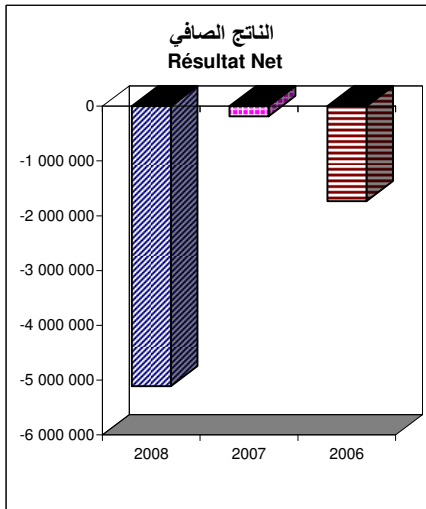
Milliers DH	2008	2007	2006	بالآلاف الدراهم
Effectif	2 617	2 656	2 553	عدد المستخدمين
Charges de personnel	485 066	446 946	414 288	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	981 610	905 335	814 173	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	2 326 381	2 097 932	1 835 374	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	1 878 109	1 671 009	1 499 293	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	374 796	268 103	335 476	الضريبة على النتيجة
Résultat net	858 732	574 098	252 024	الناتج الصافي
CAF	1 115 850	976 633	593 062	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	7 819 240	6 386 477	5 786 014	مجموع الأصول
Fonds propres	3 871 166	3 161 863	2 481 835	الأموال الذاتية
Dettes de financement	1 420 072	1 160 838	1 126 033	ديون التمويل
Investissements	1 583 639	1 521 160	1 114 155	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	ONE		رمز المؤسسة
	المكتب الوطني للكهرباء		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	OFFICE NATIONAL D'ELECTRICITE		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	17 232 725	رأس المال الأجمالي
DATE DE CREATION	05/08/1963		تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة	الطبيعة القانونية
	إنتاج، نقل و توزيع الكهرباء		نشاط المؤسسة
ACTIVITE	PRODUCTION TRANSPORT ET DISTRIBUTION DE L'ELECTRICITE		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	100%	الإجمالية المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

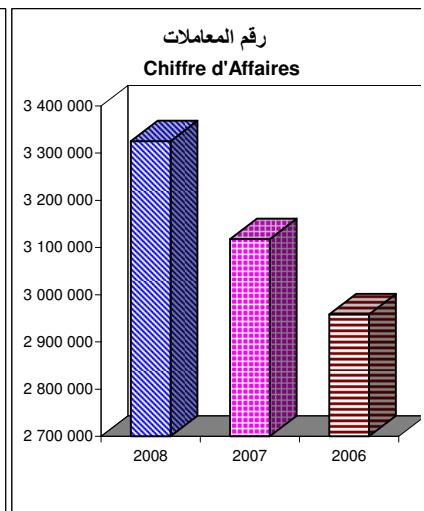
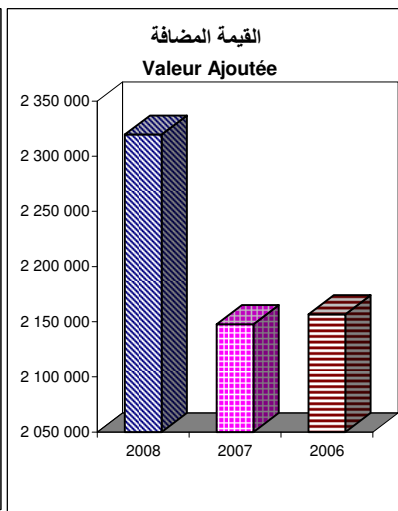
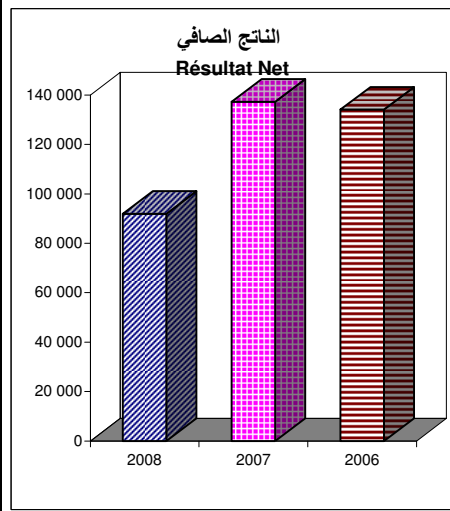
Milliers DH	2008	2007	2006	بآلاف الدراهم
Effectif	8 975	8 929	8 873	عدد المستخدمين
Charges de personnel	1 920 303	1 762 321	1 720 495	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	18 699 177	13 027 915	12 472 823	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	18 413 918	16 420 471	15 067 106	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	1 743 965	5 296 324	4 372 187	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	55 519	48 712	47 755	الضريبة على النتيجة
Résultat net	-5 111 803	-181 873	-1 733 960	الناتج الصافي
CAF	-695 399	3 177 036	218 761	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	74 177 060	65 665 681	60 375 366	مجموع الأصول
Fonds propres	13 773 427	17 603 747	17 952 062	الأموال الذاتية
Dettes de financement	25 929 524	19 592 903	16 208 438	ديون التمويل
Investissements	9 977 475	5 510 000	4 132 391	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

SIGLE	ONEP		رمز المؤسسة
	المكتب الوطني للماء الصالح للشرب		اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE		
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	3 888 713	رأس المال الاجتماعي
DATE DE CREATION		03/04/1972	تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Etablissement Public	مؤسسة عامة	الطبيعة القانونية
	إنتاج و توزيع الماء الصالح للشرب		نشاط المؤسسة
ACTIVITE	PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE		
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	100%	المساهمة العمومية
	DIRECTE	100%	الإجمالية المباشرة
	INDIRECTE	-	غير المباشرة

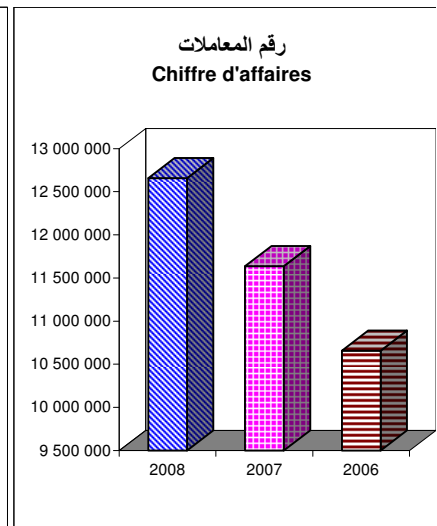
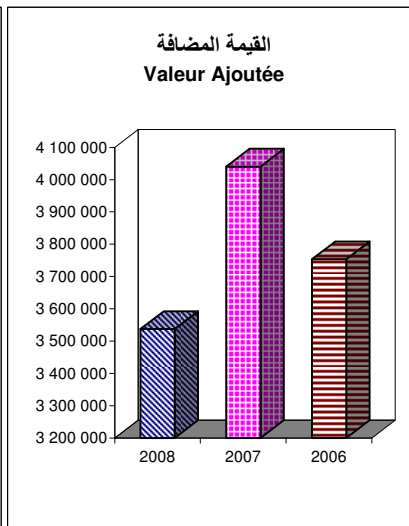
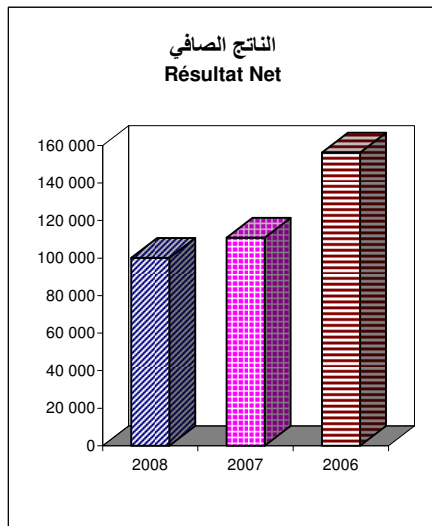
Milliers DH	2008	2007	2006	بآلاف الدراهم
Effectif	7 265	6 967	6 784	عدد المستخدمين
Charges de personnel	939 941	869 258	854 505	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	2 024 297	1 937 174	1 752 746	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	3 325 056	3 117 925	2 958 450	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	2 319 772	2 147 819	2 156 759	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	78 028	87 660	85 563	الضريبة على النتيجة
Résultat net	91 955	137 266	134 088	الناتج الصافي
CAF	1 511 934	1 221 544	993 158	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	28 072 171	1 418 735	22 085 539	مجموع الأصول
Fonds propres	13 315 666	12 548 120	11 964 377	الأموال الذاتية
Dettes de financement	9 449 484	7 694 296	6 162 738	ديون التمويل
Investissements	3 875 705	3 093 436	3 237 000	الإستثمارات



INDICATEURS FINANCIERS DES PRINCIPALES EP : REALISATION 2006-2008

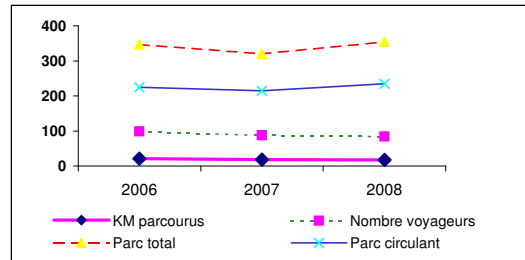
SIGLE	RAM			رمز المؤسسة
	الشركة الوطنية للنقل الجوي الخطوط الملكية المغربية			اسم المؤسسة
RAISON SOCIALE	COMPAGNIE NATIONALE DE TRANSPORT AERIEN ROYAL AIR MAROC			
CAPITAL SOCIAL	MILLIERS DE DH	1 661 581	آلاف الدراهم	رأس المال الأجمالي
DATE DE CREATION	18/06/1957			تاريخ التأسيس
STATUT JURIDIQUE	Filiale Publique			الطبيعة القانونية
	شركة تابعة عامة			
	النقل الجوي			نشاط المؤسسة
ACTIVITE	TRANSPORT AERIEN			
PARTICIPATION PUBLIQUE	TOTALE	96,12%	الإجمالية	المساهمة العمومية
	DIRECTE	96,12%	المباشرة	
	INDIRECTE	-	غير المباشرة	

Milliers DH	2008	2007	2006	بآلاف الدراهم
Effectif	4 619	4 619	4 775	عدد المستخدمين
Charges de personnel	2 104 040	2 159 638	2 035 203	تكاليف المستخدمين
Charges d'exploitation HD	11 256 448	9 788 347	8 927 099	تكاليف الإستغلال
Chiffre d'Affaires	12 658 600	11 636 969	10 658 146	رقم المعاملات
Valeur ajoutée	3 537 464	4 040 672	3 753 445	القيمة المضافة
Impôt sur le résultat	44 684	76 575	63 527	الضريبة على النتيجة
Résultat net	100 151	110 893	156 246	الناتج الصافي
CAF	782 058	1 357 829	1 246 197	قدرة التمويل الذاتي
Total actif	16 176 297	16 366 215	14 853 808	مجموع الأصول
Fonds propres	3 432 296	3 335 648	3 209 345	الأموال الذاتية
Dettes de financement	5 694 844	5 983 742	5 509 457	ديون التمويل
Investissements	920 000	1 778 171	2 741 471	الإستثمارات



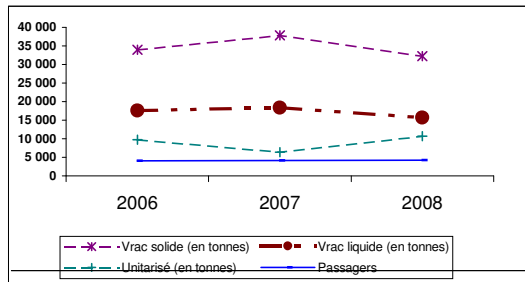
REGIES DE TRANSPORT URBAIN

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
KM parcourus	Million	21	18	18
Nombre voyageurs	Million	99	88	84
Parc total	U	347	321	354
Parc circulant	U	225	215	235



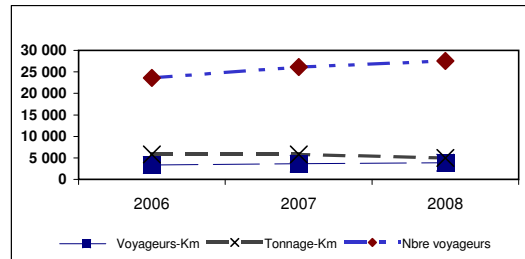
ACTIVITES DES PORTS (ANP)

TRAFIC	UNITE	2006	2007	2008
Vrac solide (en tonnes)	1000	33 979	37 817	32 200
Vrac liquide (en tonnes)	1000	17 549	18 384	15 700
Unitarisé (en tonnes)	1000	9 781	6 398	10 700
Passagers	1000	4 084	4 105	4 200



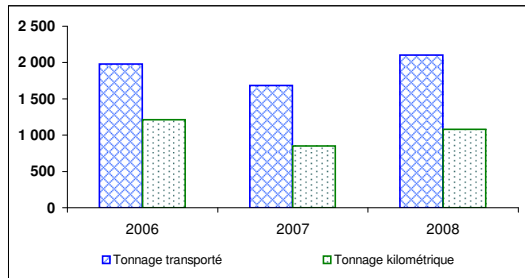
TRANSPORT FERROVIAIRE (ONCF)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Voyageurs-Km	1000	3 333	3 658	3 836
Tonnage-Km	1000	5 827	5 793	4 958
Nbre voyageurs	1000	23 580	26 120	27 530



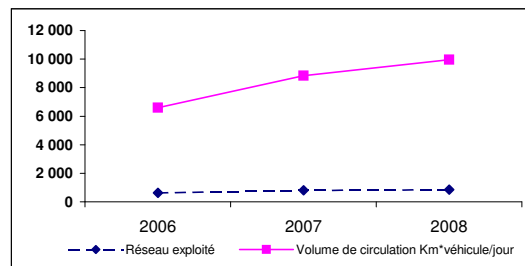
TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES (SNTL)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Tonnage transporté	10000	1 980	1 683	2 105
Tonnage kilométrique	Million	1 213	849	1 082



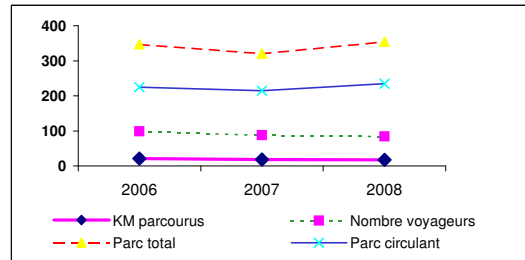
AUTOROUTES DU MAROC (ADM)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Réseau exploité	KM	639	817	853
Volume de circulation Km*véhicule/jour	1000	6 585	8 846	9 968



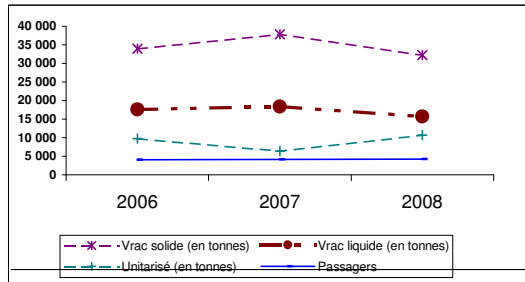
REGIES DE TRANSPORT URBAIN

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
KM parcourus	Million	21	18	18
Nombre voyageurs	Million	99	88	84
Parc total	U	347	321	354
Parc circulant	U	225	215	235



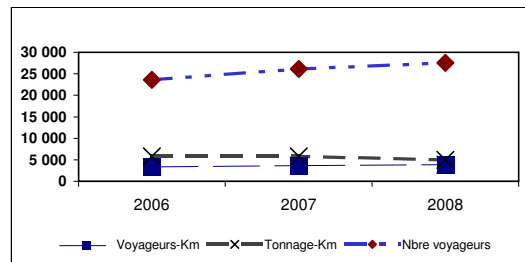
ACTIVITES DES PORTS (ANP)

TRAFIC	UNITE	2006	2007	2008
Vrac solide (en tonnes)	1000	33 979	37 817	32 200
Vrac liquide (en tonnes)	1000	17 549	18 384	15 700
Unitarisé (en tonnes)	1000	9 781	6 398	10 700
Passagers	1000	4 084	4 105	4 200



TRANSPORT FERROVIAIRE (ONCF)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Voyageurs-Km	1000	3 333	3 658	3 836
Tonnage-Km	1000	5 827	5 793	4 958
Nbre voyageurs	1000	23 580	26 120	27 530



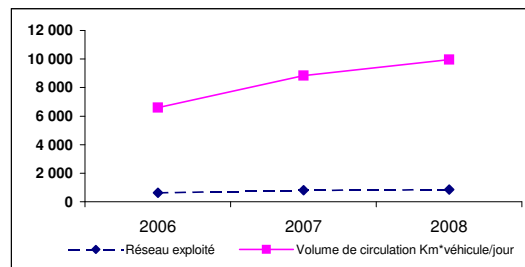
TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES (SNTL)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Tonnage transporté	10000	1 980	1 683	2 105
Tonnage kilométrique	Million	1 213	849	1 082



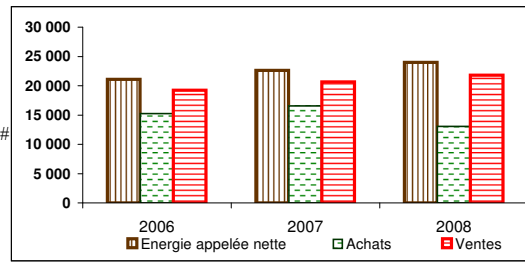
AUTOROUTES DU MAROC (ADM)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Réseau exploité	KM	639	817	853
Volume de circulation Km*véhicule/jour	1000	6 585	8 846	9 968



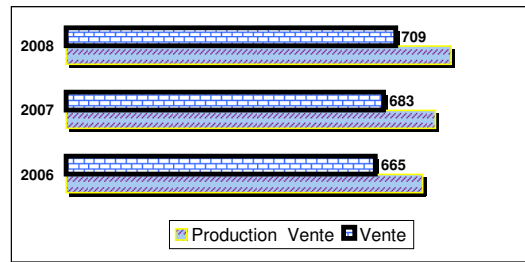
ENERGIE ELECTRIQUE (ONE)

ENERGIE	UNITE	2006	2007	2008
Energie appelée nette	GWH	21 105	22 608	24 004
Achats	GWH	15 227	16 560	13 042
Ventes	GWH	19 258	20 635	21 781



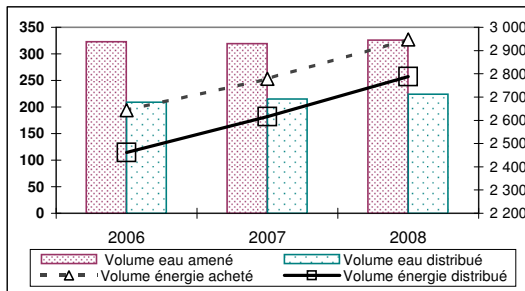
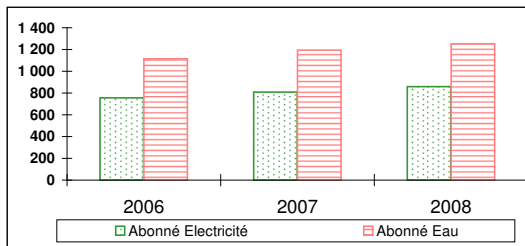
EAU POTABLE (ONEP)

EAU POTABLE	UNITE	2006	2007	2008
Production	Mm3	767	794	828
Vente	Mm3	665	683	709



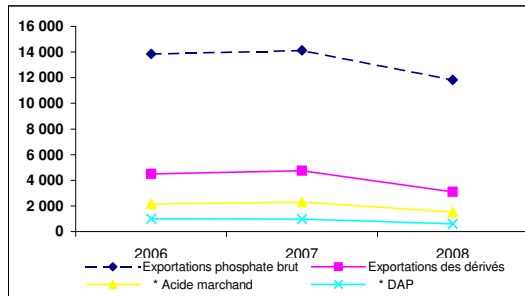
REGIES DE DISTRIBUTION

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Abonné Electricité	1000	756	809	858
Abonné Eau	1000	1 114	1 193	1 253
Volume eau amené	Mm3	323	319	326
* Produit	Mm3	88	77	72
* Acheté	Mm3	235	242	254
Volume eau distribué	Mm3	209	215	224
Volume énergie acheté	Gwh	2 643	2 779	2 947
Volume énergie distribué	Gwh	2 461	2 616	2 788



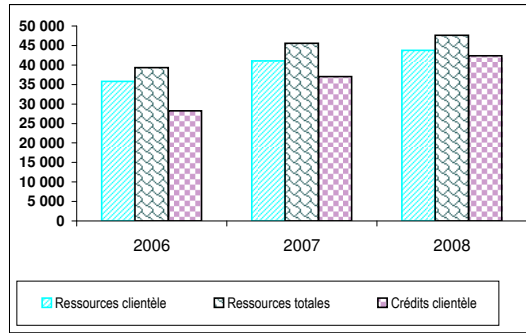
PHOSPHATE (OCP GROUPE)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Exportations phosphate brut	1000 T	13 865	14 120	11 824
Exportations des dérivés	1000 T	4 502	4 740	3 104
* Acide marchand	1000 T	2 148	2 294	1 531
* DAP	1000 T	1 000	973	599
* TSP	1000 T	594	695	545
* MAP	1000 T	634	648	329
* Acide purifié	1000 T	126	130	100



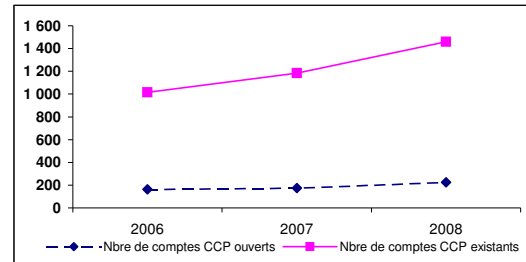
CREDIT AGRICOLE (CAM)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Ressources totales	MDH	39 313	45 531	47 616
Ressources clientèle	MDH	35 809	41 013	43 760
Crédits clientèle	MDH	28 248	37 048	42 370
Réseau Agences	U	300	305	364



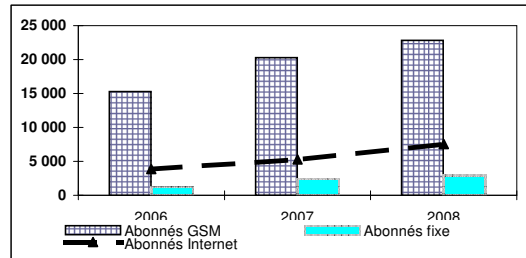
POSTE (BAM)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Nbre de comptes CCP ouverts	1000	163	174	225
Nbre de comptes CCP existants	1000	1 016	1 183	1 460
Avoir global CCP des déposants	MDH	10 114	9 934	13 056
Etablissements postaux	U	1 690	1 726	1 765



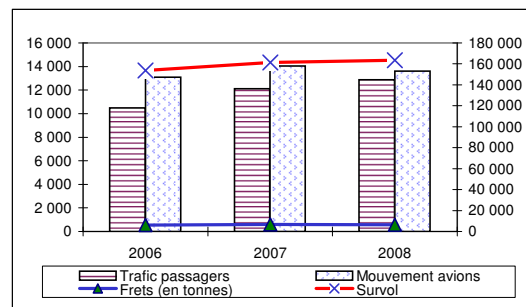
TELECOMMUNICATIONS (ANRT)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Abonnés GSM	1000	15 290	20 290	22 816
Abonnés fixe	1000	1 260	2 394	2 991
Abonnés Internet	100	3 846	5 260	7 570



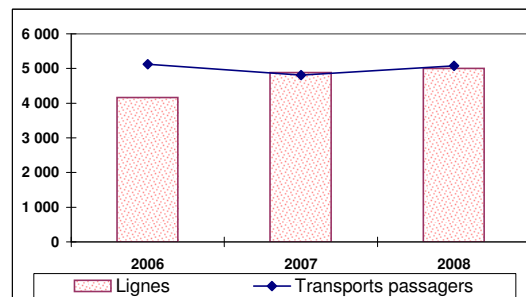
ACTIVITES DES AEROPORTS (ONDA)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Trafic passagers	1000	10 484	12 126	12 866
Mouvement avions	10	13 083	14 049	13 607
Frets (en tonnes)	10	6 124	6 678	6 288
Survol	U	153 699	161 384	163 643



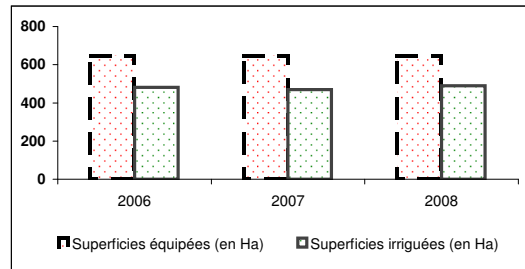
TRANSPORT AERIEN (RAM)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Transports passagers	1000	5 119	4 813	5 078
Lignes	1000	4 163	4 882	5 001
* régulières	1000	4 107	4 834	4 960
* supplémentaires	1000	56	48	41
Vols charter	1000	40	32	30



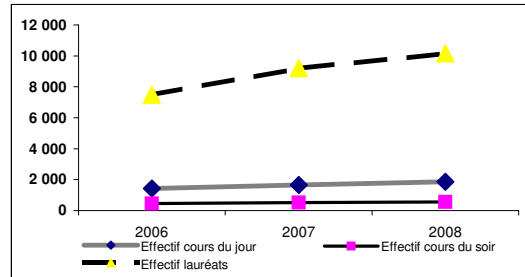
MISE EN VALEUR AGRICOLE (ORMVAs)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Superficies équipées (en Ha)	1000	646	646	644
Superficies irriguées (en Ha)	1000	482	470	490
Volume d'eau lâché (en m3)	Million	2 632	2 488	2 496
Volume d'eau facturé (en m3)	Million	1 880	1 979	1 634



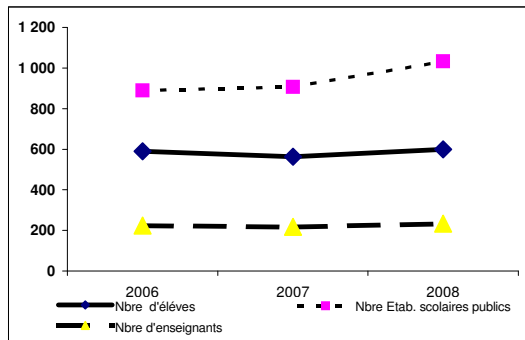
FORMATION PROFESSIONNELLE (OFPPT)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Nbre établissement formation	U	245	265	282
Nbre places pédagogiques	U	70 350	76 682	94 647
Effectif cours du jour	100	1 424	1 655	1 861
Effectif cours du soir	10	450	524	560
Effectif lauréats	10	7 500	9 197	10 153
Unités mobiles	U	20	20	20



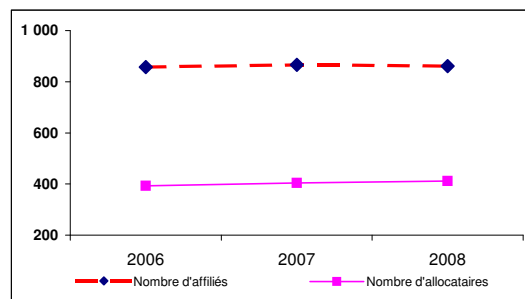
ACADEMIES REGIONALES D'EDUCATION ET DE FORMATION (AREFs)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Nbre de délégations	U	68	68	68
Nbre Etab. scolaires publics	10	889	907	1 033
Nbre d'enseignants	1000	224	218	234
Nbre d'élèves	10000	590	563	599
Nbre d'internats	U	421	421	436



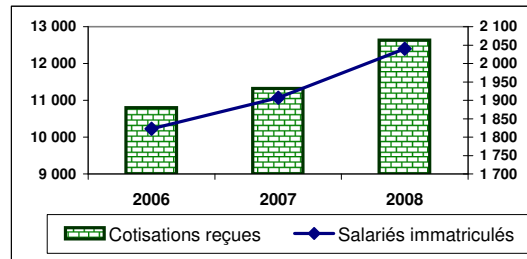
RETRAITE (CMR)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Nombre d'affiliés	1000	857	866	861
Cotisations	MDH	13 881	14 272	14 726
Prestations	MDH	12 690	12 271	13 513
Nombre d'allocataires	1000	393	404	411



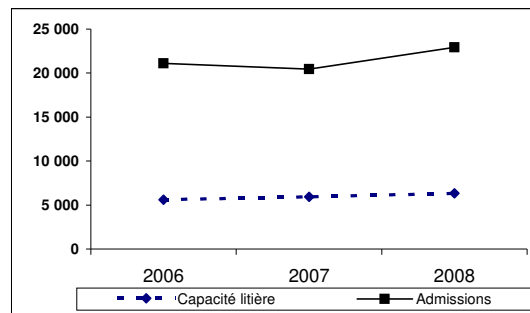
SECURITE SOCIALE (CNSS)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Cotisations reçues	MDH	10 804	11 324	12 639
Salariés immatriculés	1000	1 823	1 907	2 040
Prestations servies	MDH	7 077	8 461	9 041



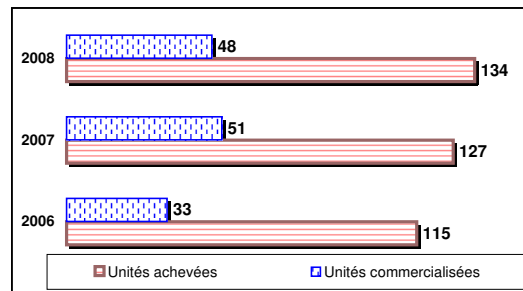
CENTRES HOSPITALIERS

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Capacité litière	U	5 593	5 914	6 319
Admissions	10	21 089	20 446	22 940
Journées d'hospitalisation	1000	1 494	1 098	1 622



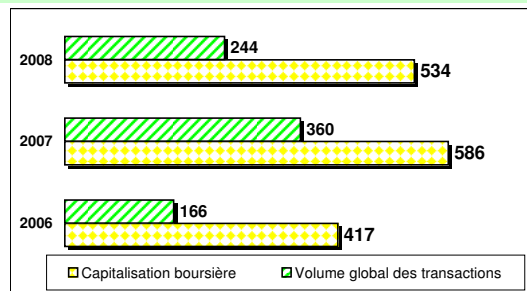
HABITAT (OPH)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Unités achevées	1000	115	127	134
Unités commercialisées	1000	33	51	48



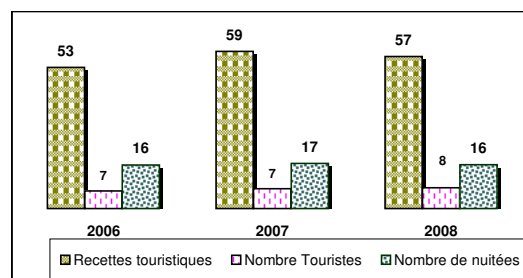
BOURSE (CDVM)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Capitalisation boursière	MMDH	417	586	534
Volume global des transactions	MMDH	166	360	244



TOURISME (ONMT)

INDICATEURS	UNITE	2006	2007	2008
Recettes touristiques	MMDH	53	59	57
Nombre Touristes	Million	7	7	8
Nombre de nuitées	Million	16	17	16



**INDICATEURS D'ACTIVITE DES PRINCIPALES EP
REALISATIONS 1^{ER} SEMESTRE 2008 - 1^{ER} SEMESTRE 2009**

EP	Indicateurs techniques	Unité	1er semestre 2008	1er semestre 2009	VAR %
ONE	Energie nette appelée	GWH	11 733	11 902	1,4%
	Nombre d'abonnés	1000 U	3 702	3 930	6,2%
ONEP	Nombre d'abonnés	1000 U	1 284	1 372	6,8%
	Vente d'eau	MM ³	334	330	-1,0%
OCP	Exportations de phosphates bruts	1000 T	6 805	2 418	-64,5%
ONMT	Nombre de nuitées	1000 U	8 020	7 782	-3,0%
	Recettes touristiques	MMDH	24	21	-14,3%
CDVM	Capitalisation boursière	MMDH	661	554	-16,2%
	Volume des transactions boursières	MMDH	100	62	-38,0%
CNSS	Masse salariale déclarée	MMDH	39	42	7,7%
OMPIC	Certificats négatifs	Unité	29 724	28 743	-3,3%
	Registre du Commerce des Sociétés	Unité	11 340	11 996	5,8%
	Dépôts de propriété industrielle	Unité	4 761	4 647	-2,4%
HAO	Unités produites	Unité	54 365	56 399	3,7%
EACCE	Tonnage des produits agricoles exportés	1000 T	1 264	1 092	-13,6%
ANCFCC	Inscriptions des droits réels	Unité	260 070	245 790	-5,5%
	Certificats de propriété délivrés	Unité	389 470	347 922	-10,7%
Barid Al Maghrib	Avoirs Caisse d'Epargne	MDH	13 944	14 590	4,6%
	Nombre de comptes CEN	1000 U	2 872	2 968	3,3%
SOREAD-2M	Recettes publicitaires	MDH	286	218	-23,8%
ONDA	Mouvements d'avions	Touché	67 421	64 298	-4,6%
	Mouvements de passagers	1000 U	6 163	6 194	0,5%
Groupe RAM	Transports de passagers	1000 U	3 859	3 784	-1,9%
ONCF	Nombre de voyageurs	1000 U	13 171	14 311	8,7%
ADM	Trafic autoroutier en véhicules kilomètres	1000 U	9 059	10 101	11,5%
ANRT	Nombre abonnés GSM	1000 U	21 412	23 534	9,9%
	Nombre abonnés Internet	1000 U	654	963	47,2%

OPERATIONS DE PRIVATISATION
REALISATIONS 1993 - 2008

Annexe 13

1- SOCIETES

DATE	SIGLE	SECTEUR D'ACTIVITE	PART CEDEE %	ACQUEREUR	RECETTES MDH
02/93	SODERS	Fabrication de levure	33,34	Lesaffre (France)	27,0
			2,39	Salariés	1,6
04/93	CHELCO	Confection de vêtements	32	Courtaulds (Royaume Uni)	10,2
06/93	CTM--LN	Transport terrestre de passagers et messagerie	40	Bourse	94,3
07/93			35	Consortium d'institutions financières marocaines	111,6
07/93	PETROM	Distribution de produits pétroliers	51	Groupe Bouaida (Maroc)	145,0
08/93	CIOR	Fabrication de ciment	51	Holdercim (Suisse)	614,0
10/93	SNEP	Production de chlore, soude et PVC	90	Groupement marocain, Dolbeau-Dimatit, Holding Ynna	364,3
12/93	CIOR	Fabrication de ciment	34	Bourse	329,2
	CTM--LN	Transport terrestre de passagers et messagerie	2,6	Salariés	5,2
	SHELL	Distribution de produits pétroliers	50	Shell Petroleum International (Royaume Uni/Pays Bas)	450,0
02/94	Dragon-Gaz	Distribution de produits pétroliers	50	Dragofina (Italie)	0,9
03/94	CMH	Distribution de produits pétroliers	50	Hogespar (Maroc)	100,1
04/94	SOFAC/ Crédit	Crédit à la consommation	35	Consortium d'institutions financières marocaines	89,3
			18,37	Bourse	40,0
05/94	MOBIL Maroc	Distribution de produits pétroliers	50	Mobil Petroleum Corporation (Etats Unis)	110,0
	TOTAL Maroc	Distribution de produits pétroliers	50	TOTAL Outre-Mer (France)	300,0
08/94	MODULEC	Equipement électromécanique	84,8	M. Ouazzani Touhami Tayeb	1 DH
			8,48	Salariés	Gratuit
09/94	CTM--LN	Transport terrestre de passagers et messagerie	18,46	Bourse	48,7
10/94	General Tire	Industrie de pneumatiques	20	Consortium d'institutions financières marocaines	46,0
			2,21	Salariés	4,3
	SNI	Holding financier	15,63	Bourse	361,1
11/94	SNI	Holding financier	51	Consortium d'institutions financières marocaines et internationales	1 669,0
12/94	BMCE	Finance- Banque commerciale	14,01	Bourse	455,3
			3	Salariés	82,9
01/95	CIOR	Fabrication de ciment	1,22	Salariés	10,0
04/95	BMCE	Finance- Banque commerciale	26	Consortium d'institutions financières marocaines et internationales	1 243,4
06/95	Crédit EQDOM	Finance- - Crédit aux consommateurs	18	Bourse	72,0
	ICOZ	Industrie- Textile, filés et fil retors de coton, fils à coudre	97,44	Consortium Maroc-Etranger	10,0
	Sico-Centre	Industrie- Textile, prêt-à-porter	30	Investisseurs marocains	1,6
07/95	SIMEF	Industrie-gaz et diesel, Moteurs- électriques	89,98	Consortium International – (Maroc-Belgique- Tunisie)	1 DH
			10	Salariés	Gratuit
	Sochepress	Distribution de journaux	40	M. Abdallah Lahrizi	24,0

OPERATIONS DE PRIVATISATION
REALISATIONS 1993 - 2008

Annexe 13

DATE	SIGLE	SECTEUR D'ACTIVITE	PART CEDEE %	ACQUEREUR	RECETTES MDH
08/95	SOFAC/ Crédit	Crédit à la consommation	0,81	Salariés	1,5
09/95	SOTRAMEG	Production d'alcool de mélasse	60	Groupe Fouad Fahim et Cie (Maroc)	8,7
11/95	Crédit EQDOM	Finance-Crédit aux consommateurs	1,54	Salariés	5,0
03/96	SAMIR	Raffinerie du pétrole	30	Bourse	1 504,8
05/96	SOMAS	Distribution de produits pétroliers	56,04	consortium de 8 distributeurs de produits pétroliers	78,4
06/96	MAPROC	Industrie- cuir, chaussures	28,57	Consortium Salima Holding (Maroc-Libye)	1 DH
	SAMIR	Raffinerie du pétrole	1,11	Salariés	47,3
	SONASID	Industrie- Sidérurgie	35	Bourse	420,4
09/96	SMI	Mine-Argent	36,07	Groupe ONA (Maroc)	234,5
10/96	FERTIMA	Industrie-Engrais	30	Bourse	120,1
01/97	CTT	Mine-Cobalt	40	Société Métallurgique d'Imiter (Maroc)	88,0
	SAMINE	Mine-Fluorine	35	Société Métallurgique d'Imiter (Maroc)	38,5
	SOMIFER	Mine-Cuivre	34,2	Société Métallurgique d'Imiter (Maroc)	68,4
04/97	FPZ	Industrie-Fonderie de plomb	26	CMT et Touissit (Maroc)	39,0
05/97	CNIA	Compagnie d'assurance	78,57	Consortium (Maroc-Bahrein)	310,2
	SAMIR	Raffinerie du pétrole	60,99	Corral Petroleum (Arabie Saoudite)	3 157,5
	SCP	Raffinerie du pétrole	66,33	Corral Petroleum (Arabie Saoudite)	425,7
06/97	BMCE	Finance- Banque commerciale	10,85	Nomura International Plc (Royaume Uni)	744,3
	SMI	Mine-Argent	13	Groupe ONA (Maroc)	84,5
			20	Bourse	130,3
10/97	CIOR	Fabrication de ciment	0,0045	Salariés	0,0
	SONASID	Industrie- Sidérurgie	62	Consortium marocain+ Martial Ucin (Espagne)	837,1
03/98	SONASID	Industrie- Sidérurgie	3	Salariés	30,6
06/98	SAMIR	Raffinerie du pétrole	5,77	Corral Petroleum (Arabie Saoudite)	296,1
				Corral Petroleum (Arabie Saoudite)	
	SCP	Raffinerie du pétrole	4,39	Corral Petroleum (Arabie Saoudite)	27,8
			3	Salariés	16,3
11/98	SAMIR	Raffinerie du pétrole	1	Salariés	42,6
10/99	FERTIMA	Industrie-Engrais	51	Aubos de Portugal (Portugal)	230,0
				Consortium d'investisseurs marocains	
	Ranch Adarouch	Elevage de bovins	50	INTERFINA (Maroc)	33,0
12/00	Sotrameg	Production d'alcool de mélasse	6,22	Salariés	0,7
01/01	SNEP	Production de chlore, soude et PVC	5,3	Salariés	18,3
02/01	Maroc Telecom	Télécommunications	35	Vivendi Universal (France)	23 345,0
05/02	SICOME	Industrie-Textile prêt-à-porter	11,4	HOLFIPAR (Maroc)	2,2

OPERATIONS DE PRIVATISATION
REALISATIONS 1993 - 2008

Annexe 13

DATE	SIGLE	SECTEUR D'ACTIVITE	PART CEDEE %	ACQUEREUR	RECETTES MDH
10/02	FERTIMA	Industrie-Engrais	16	Aubos de Portugal (Portugal) Consortium d'investisseurs marocains	75,4
06/03	FERTIMA	Industrie- Engrais	3	Aubos de Portugal (Portugal) Consortium d'investisseurs marocains	14,1
	Régie des Tabacs	Régie des Tabacs	80	Groupe ALTADIS (France-Espagne)	14 080,0
07/03	SONIR	Industrie du papier, Impression et distribution de journaux	72,97	Maroc soir (Maroc)	22,0
09/03	SOMACA	Montage de véhicules	26	Renault s.a.s (France)	65,0
12/04	Maroc Telecom	Télécommunications	14,9	Bourse de Casablanca et Euronext Paris	8 896,2
01/05	Maroc Telecom	Télécommunications	16	Vivendi Universal (France)	12 400,0
09/05	SUTA	Transformation de la betterave et de la canne à sucre en sucre blanc	93,94	COSUMAR (Maroc)	518,6
	SUCRAFOR		87,46		88,3
	SUNABEL		94,53		237,3
	SURAC		95		523,5
10/05	SOMACA	Montage de véhicules	12	Renault s.a.s (France)	30,0
07/06	Maroc Telecom	Télécommunications	0,1	Bourse	98,6
08/06	Régie des Tabacs	Régie des Tabacs	20	Groupe ALTADIS (France-Espagne)	4 020,0
09/06	Somathes	Agro-alimentaire	100	Holmarcom	539,0
05/07	COMANAV	Transport maritime	75,93	CMA-CGM(France)	1 182,2
06/07	DRAPOR	Dragage des ports	100	SATRAM (Gabon)	327,6
06/07	Maroc Telecom	Télécommunications	4	Bourse	4 571,3
Total 1 : 86 896,7 Millions de DH					

OPERATIONS DE PRIVATISATION
REALISATIONS 1993 - 2008

Annexe 13

2- HOTELS

DATE	HOTEL	ACQUEREUR	RECETTES en MDH
02/93	Amandiers	Société Floride (Maroc)	5
03/93	Tarik	United Moroccan Hotels (Maroc)	15,2
09/93	Basma	Bassamate (Maroc-Libye)	50
04/94	Toubkal	Beach Club (Maroc)	38,5
	Volubilis	FRAM (France)	35
05/94	Transatlantique- Meknès	Société Tikida-Ismailia S.A (Maroc)	41
06/94	Les Îles	Sté de Gestion Hôtelière Expertotel (Maroc)	20
09/94	Malabata	Sté. Malabata International (Arabie Saoudite)	55
	Rissani	Société SHAT (Maroc)	8,1
12/94	Casablanca (Hyatt Regency)	INTEREDEC-Maroc (Maroc)	180
	Zalagh	Sté. Dar Si Aissa(Maroc)	17,25
01/95	Azghor	Société Touristique de Ouarzazate (Maroc)	14,55
04/95	Doukkala	Abdulmajid Abu Aljadayel (Arabie Saoudite)	22,17
	Oukaïmeden	Société Hôtelière Louka (Maroc)	3,01
05/95	Tour Hassan	Kasbah Tours Hotels (Maroc)	50
	Les Mérinides	Kasbah Tours Hotels (Maroc)	30
09/95	Friouato	Abdellatif Abouhafs (Maroc)	13
09/96	Splendid	Radia Benamar et Ahmed Lamaâni (Maroc)	0,3
10/98	Tinsouline	M. Tizliouine (Maroc)	5,5
	TransAtlantique- Casa	Chaîne Hôtelière Hadaïq (Maroc)	14
12/98	Les Almoravides	Club Jenane Marrakech (Maroc)	24,5
	Les Dunes d'or	FRAM (France)	74
09/99	Saghro	M.Bendidi Larbi et associés (Maroc)	6,6
01/01	Rose du Dadès	Société Rose M'Gouna (Maroc)	7,2
07/01	Riad	Mohamed Saoud (Maroc)	10
11/01	Madayaq	Société RIAD BA ALI (Maroc- Norvège)	7,32
Total 2 : 747,2 Millions de DH			

TOTAL GLOBAL (1+2) : 87 643,90 Millions de DH

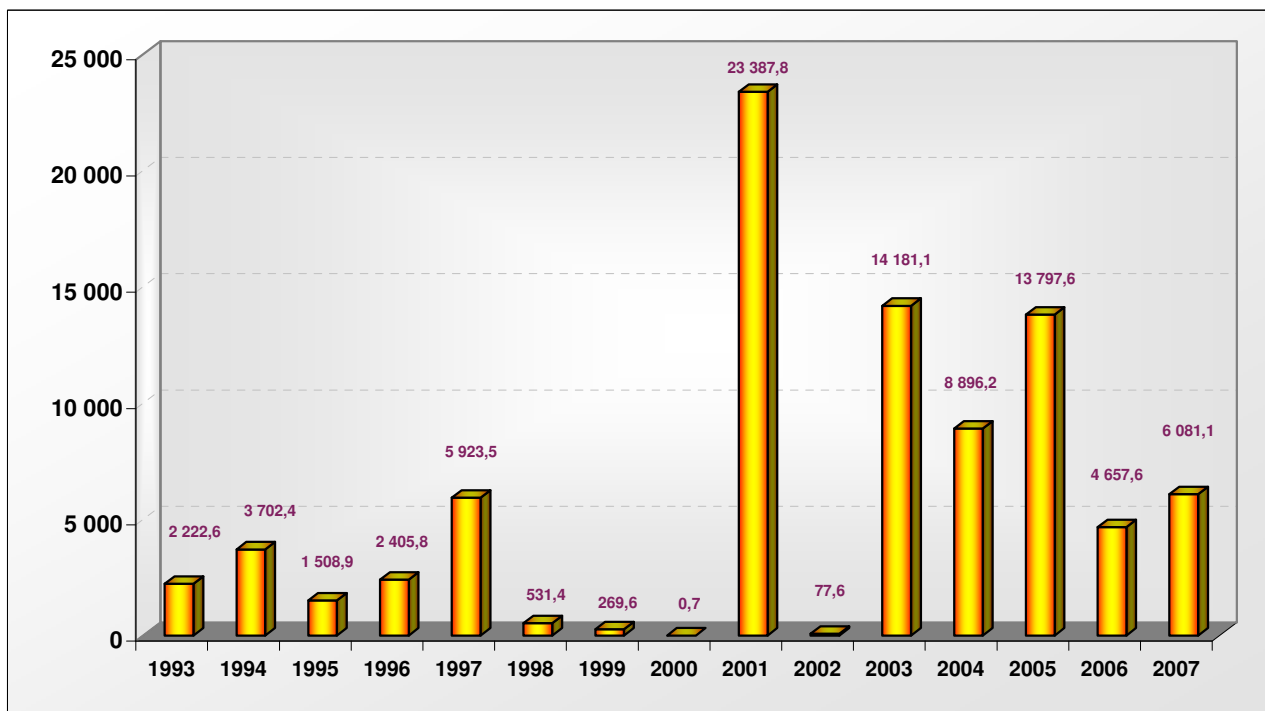
3- AUTRES RECETTES NON REGIES PAR LA LOI N° 39-89

ANNEE	OPERATION	ACQUEREUR	RECETTES en MDH
2000	2ème Licence GSM	Méditel	10 836
2002	Cession de 20 % du capital de la Banque Centrale Populaire	Banques Populaires Régionales	544
2004	Cession de 21 % du capital de la Banque Centrale Populaire	Bourse	760
2005	2ème Licence fixe	Méditel	75
	licence nouvelle génération de télécommunications fixe	Maroc Connect	306
2006	trois nouvelles licences mobiles de 3ème génération UMTS	Maroc Télécom, Méditel et Maroc Connect	1 080
	Cession de 7,5% du capital de BMCE Internationale-Madrid détenu par le Trésor	BMCE BANK	21
Total 3 : 13 622 Millions de DH			

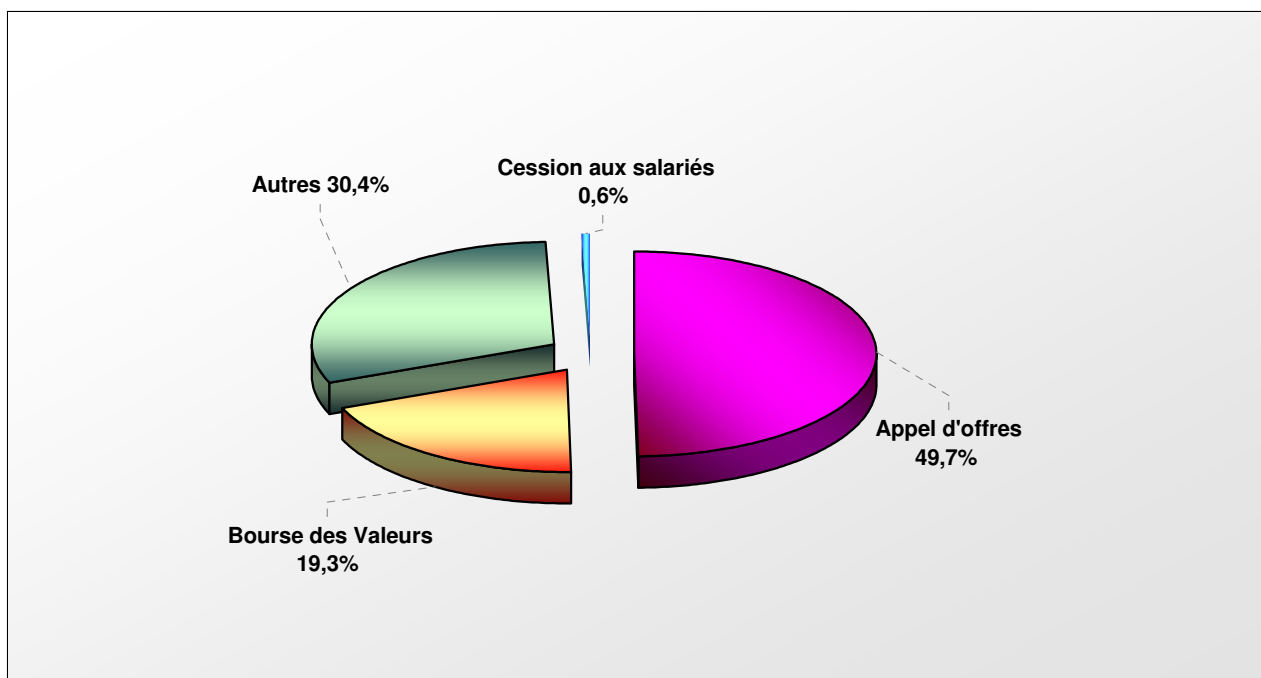
Total Général (1+2+3) : 101 265,90 Millions de DH

Ventilation des recettes de privatisation régie par la loi 39-89
Réalizations 1993-2008

Ventilation par année en MDH



Ventilation par mode de transfert



**LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT
CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2009**

CONTROLE PREALABLE (240)

Sigle	Raison sociale
AAVBR	AGENCE POUR L'AMENAGEMENT DE LA VALLEE DU BOUREGREG
ABHBC	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU BOUREGREG ET DE LA CHAOUIA
ABHL	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU LOUKKOS
ABHM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE LA MOULOUIYA
ABHOR	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE L'OUUM ER-RBIA
ABHS	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU SEBOU
ABHSM	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SOUSS MASSA
ABHT	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DU TENSIFT
ABHSHO	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE SAKIA EL HAMRA ET OUED EDDAHAB
ABHGZR	AGENCE DU BASSIN HYDRAULIQUE DE GUIR ZIZ RHERIS
ADA	AGENCE POUR LE DEVELOPPEMENT AGRICOLE
AMDI	AGENCE MAROCAINE DE DEVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS
ANAM	AGENCE NATIONALE DE L'ASSURANCE MALADIE
ANAPEC	AGENCE NATIONALE DE PROMOTION DE L'EMPLOI ET DES COMPETENCES
ANCFCC	AGENCE NATIONALE DE LA CONSERVATION FONCIERE, DU CADASTRE ET DE LA CARTOGRAPHIE
ANP	AGENCE NATIONALE DES PORTS
APDO	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DE L'ORIENTAL
AREFCA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GRAND CASABLANCA
AREFCO	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE CHAOUIA-OUARDIGHA
AREFDA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE DOUKKALA-ABDA
AREFFB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE FES-BOULMANE
AREFGCB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DU GHARB-CHERARDA-BENI HSINE
AREFGS	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE GUELMIM SMARA
AREFLB	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE LAAYOUNE-BOUJDOUR- SAKIA EL HAMRA
AREFMT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE MEKNES-TAFILALT
AREFODL	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE OUED ED-DAHAB-LAGOUIRA
AREFOR	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE L'ORIENTAL
AREFRSZ	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER
AREFSMM	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE SOUSS-MASSA-DRAA
AREFTA	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TADLA AZILAL
AREFTEH	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TENSIFT-EL HAOUZ
AREFTHT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TAZA-EL HOCEIMA-TAOUNATE
AREFTT	ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION DE TANGER-TETOUAN
AU AGADIR	AGENCE URBAINE D'AGADIR
AU BENI-MELLAL	AGENCE URBAINE DE BENI-MELLAL
AU CASABLANCA	AGENCE URBAINE DE CASABLANCA
AU EL HOCEIMA	AGENCE URBAINE EL HOCEIMA
AU EL JADIDA	AGENCE URBAINE D'EL JADIDA
AU ERRACHIDIA	AGENCE URBAINE DE ERRACHIDIA
AU ESSAOUIRA	AGENCE URBAINE D'ESSAOUIRA
AU FES	AGENCE URBAINE ET DE SAUVEGARDE DE FES
AU GUELMIM	AGENCE URBAINE DE GUELMIM-SMARA
AU KELA SRAGHNA	AGENCE URBAINE DE KELA SRAGHNA
AU KENITRA	AGENCE URBAINE DE KENITRA
AU KHEMISSSET	AGENCE URBAINE DE KHEMISSSET
AU KHENIFRA	AGENCE URBAINE DE KHENIFRA
AU LAAYOUNE	AGENCE URBAINE DE LAAYOUNE
AU MARRAKECH	AGENCE URBAINE DE MARRAKECH
AU MEKNES	AGENCE URBAINE DE MEKNES
AU NADOR	AGENCE URBAINE DE NADOR
AU OUARZAZATE	AGENCE URBAINE DE OUARZAZATE-ZAGORA
AU OUEDDAHAB	AGENCE URBAINE DE OUEDDAHAB-AOUSSELD
AU OUJDA	AGENCE URBAINE D'OUJDA
AU RABAT	AGENCE URBAINE DE RABAT - SALE
AU SAFI	AGENCE URBAINE DE SAFI
AU SETTAT	AGENCE URBAINE DE SETTAT
AU TANGER	AGENCE URBAINE DE TANGER
AU TAZA	AGENCE URBAINE DE TAZA
AU TETOUAN	AGENCE URBAINE DE TETOUAN
BNRM	BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU ROYAUME DU MAROC
CADETAF	CENTRALE D'ACHAT ET DE DEVELOPPEMENT MINIER DE TAFILALET ET FIGUIG
CAGAGADIR	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'AGADIR
CAGALHOCEIMA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'AL HOCEIMA
CAGAZILAL	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'AZILAL
CAGBENI-MELLAL	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BENI-MELLAL
CAGBENSLIMANE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BENSLIMANE

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT
CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2009

CONTROLE PREALABLE (240)

Sigle	Raison sociale
CAGBOUARFA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE BOUARFA
CAGCASABLANCA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE CASABLANCA
CAGCHEFCHAOUN	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE CHEFCHAOUN
CAGELJADIDA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'EL JADIDA
CAGELKELAA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'EL KELAA
CAGERRACHIDIA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'ERRACHIDIA
CAGESSAOUIRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'ESSAOUIRA
CAGFES	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE FES
CAGGUELMIM	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE GUELMIM
CAGKENITRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KENITRA
CAGKHEMISSET	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KHEMISSET
CAGKHENIFRA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KHENIFRA
CAGKHOURIBGA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE KHOURIBGA
CAGLAAYOUNE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LAAYOUNE
CAGLARACHE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LARACHE
CAGMARRAKECH	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MARRAKECH
CAGMEKNES	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MEKNES
CAGMISSOUR	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE MISSOUR
CAGNADOR	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE NADOR
CAGOUARZAZAT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE OUARZAZAT
CAGOUEDDAHAB	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE OUED EDDAHAB
CAGOUJDA	CHAMBRE D'AGRICULTURE D'OUJDA
CAGSAFI	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SAFI
CAGSETTAT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SETTAT
CAGSIDIKACEM	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SIDI KACEM
CAGTANGER	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TANGER
CAGTAOUNATE	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TAOUNATE
CAGTAROUDANT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TAROUDANT
CAGTATA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TATA
CAGTAZA	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TAZA
CAGTETOUAN	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TETOUAN
CAGTIZNIT	CHAMBRE D'AGRICULTURE DE TIZNIT
CARAGADIR	CHAMBRE D'ARTISANAT D'AGADIR
CARBENI-MELLAL	CHAMBRE D'ARTISANAT DE BENI-MELLAL
CARCASABLANCA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE CASABLANCA
CARELJADIDA	CHAMBRE D'ARTISANAT D'EL JADIDA
CARESSAOUIRA	CHAMBRE D'ARTISANAT D'ESSAOUIRA
CARFES	CHAMBRE D'ARTISANAT DE FES
CARKENITRA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE KENITRA
CARKHEMISSET	CHAMBRE D'ARTISANAT DE KHEMISSET
CARKHENIFRA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE KHENIFRA
CARLAAYOUNE	CHAMBRE D'ARTISANAT DE LAAYOUNE
CARMARRAKECH	CHAMBRE D'ARTISANAT DE MARRAKECH
CARMEKNES	CHAMBRE D'ARTISANAT DE MEKNES
CARNADOR	CHAMBRE D'ARTISANAT DE NADOR
CAROUARZAZAT	CHAMBRE D'ARTISANAT DE OUARZAZAT
CAROUEDDAHAB	CHAMBRE D'ARTISANAT DE OUED EDDAHAB
CAROUJDA	CHAMBRE D'ARTISANAT D'OUJDA
CARRABAT	CHAMBRE D'ARTISANAT DE RABAT
CARSAFI	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SAFI
CARSALE	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SALE
CARSETTAT	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SETTAT
CARSMARA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE SMARA
CARTANGER	CHAMBRE D'ARTISANAT DE TANGER
CARTAZA	CHAMBRE D'ARTISANAT DE TAZA
CARTETOUAN	CHAMBRE D'ARTISANAT DE TETOUAN
CC	CAISSE DE COMPENSATION
CCISAGADIR	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'AGADIR
CCISALHOCEIMA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICE D'AL HOCEIMA
CCISBENI-MELLAL	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE BENI-MELLAL
CCISCASABLANCA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE CASABLANCA
CCISELJADIDA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'EL JADIDA
CCISELKELAA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'EL KELAA
CCISERRACHIDIA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'ERRACHIDIA
CCISESSAOUIRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'ESSAOUIRA
CCISFES	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE FES

LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT
CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2009

CONTROLE PREALABLE (240)

Sigle	Raison sociale
CCISKENITRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KENITRA
CCISKHEMISSET	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KHEMISSET
CCISKHENIFRA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KHENIFRA
CCISKHOURIBGA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE KHOURIBGA
CCISLAAYOUNE	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE LAAYOUNE
CCISMARRAKECH	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE MARRAKECH
CCISMEKNES	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE MEKNES
CCISMOHAMADIA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE MOHAMADIA
CCISNADOR	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE NADOR
CCISOUARZAZAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE OUARZAZAT
CCISOUEDDAHAB	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE OUED EDDAHAB
CCISOUJDA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'OUJDA
CCISRABAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE RABAT
CCISSAFI	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE SAFI
CCISSETTAT	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE SETTAT
CCISTANGER	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TANGER
CCISTANTAN	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TANTAN
CCISTAZA	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TAZA
CCISTETOUAN	CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES DE TETOUAN
CCM	CENTRE CINEMATOGRAPHIQUE MAROCAIN
CDER	CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES
CFR	CAISSE POUR LE FINANCEMENT ROUTIER
CHIR	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN ROCHD
CHIS	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE IBN SINA
CHUHII	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE HASSAN II
CHUMVI	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE MOHAMED VI
CMPE	CENTRE MAROCAIN DE PROMOTION DES EXPORTATIONS
CMR	CAISSE MAROCAINE DES RETRAITES
CNESTEN	CENTRE NATIONAL DE L'ENERGIE, DES SCIENCES ET TECHNIQUES NUCLEAIRES
CNPAC	COMITE NATIONAL DE LA PREVENTION DES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
CNRST	CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE
CNSS	CAISSE NATIONALE DE LA SECURITE SOCIALE
CPMAGADIR	CHAMBRE DES PECHEES MARITIMES AGADIR
CPMCASABLANCA	CHAMBRE DES PECHEES MARITIMES CASABLANCA
CPMDAKHLA	CHAMBRE DES PECHEES MARITIMES DAKHLA
CPMTANGER	CHAMBRE DES PECHEES MARITIMES TANGER
CT	CENTRES DE TRAVAUX
FACCE	ETABLISSEMENT AUTONOME DE CONTROLE ET DE COORDINATION DES EXPORTATIONS
EHTP	ECOLE HASSANIA DES TRAVAUX PUBLICS
EN	ENTRAIDE NATIONALE
ENAM	ECOLE NATIONALE D'AGRICULTURE DE MEKNES
ENIM	ECOLE NATIONALE DE L'INDUSTRIE MINERALE
FFIEM	FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE INTER-ENTREPRISES MINIERES
IAV	INSTITUT AGRONOMIQUE ET VETERINAIRE HASSAN II
INRA	INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
INRH	INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES HALIEUTIQUES
IPM	INSTITUT PASTEUR DU MAROC
ISA	INSTITUT SUPERIEUR DE L'ADMINISTRATION
ISCAE	INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE ET D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
ISM	INSTITUT SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE
ITPSMGEA	INSTITUT TECHNIQUE PRINCE SIDI MOHAMMED DE GESTION DES ENTREPRISES AGRICOLES
LOARC	LABORATOIRE OFFICIEL D'ANALYSES ET DE RECHERCHES CHIMIQUES
MAP	AGENCE MAGHREB ARABE PRESSE
MDA	MAISON DE L'ARTISAN
OC	OFFICE DES CHANGES
OCE	OFFICE DE COMMERCIALISATION ET D'EXPORTATION
ODCO	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA COOPERATION
OFEC	OFFICE DES FOIRES ET D'EXPOSITIONS DE CASABLANCA
OPFPT	OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL
OMPIC	OFFICE MAROCAIN DE LA PROPRIETE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
ONDA	OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS
ONHYM	OFFICE NATIONAL DES HYDROCARBURES ET DES MINES
ONICL	OFFICE NATIONAL INTERPROFESSIONNEL DES CEREALES ET DES LEGUMINEUSES
ONMT	OFFICE NATIONAL MAROCAIN DU TOURISME
ONOUSC	OFFICE NATIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES SOCIALES ET CULTURELLES
ONP	OFFICE NATIONAL DES PECHEES

**LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT
CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2009**

CONTROLE PREALABLE (240)

Sigle	Raison sociale
ONSSA	OFFICE NATIONAL DE SECURITE SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES
ORMVAD	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE DOUKKALA
ORMVAG	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU GHARB
ORMVAH	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU HAOUZ
ORMVAL	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS
ORMVAM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE LA MOULOUYA
ORMVAO	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE OUARZAZATE
ORMVASM	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DE SOUS MASSA
ORMVAT	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TADLA
ORMVATAF	OFFICE REGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU TAFILALET
RADEEC	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE CHAOUIA
RADEEF	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE FES
RADEEJ	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE D'EL JADIDA
RADEEL	REGIE AUTONOME INTERCOMMUNALE DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE LARACHE
RADEEM	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MEKNES
RADEEMA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE MARRAKECH
RADEEO	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU D'OJJDA
RADEES	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE SAFI
RADEET	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE BENI-MELLAL
RADEETA	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE TAZA
RAFC	REGIE AUTONOME DES FRIGORIFIQUES DE CASABLANCA
RAK	REGIE AUTONOME DE DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE DE KENITRA
RAMSA	REGIE AUTONOME MULTI-SERVICES D'AGADIR
RATAG	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS D'AGADIR
RATF	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE FES
RATS	REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS URBAINS DE SAFI
TNMV	THEATRE NATIONAL MOHAMED V
UNI SMS/BM	UNIVERSITE SULTAN MOULAY SLIMANE DE BENI-MELLAL
UNI.AE	UNIVERSITE ABDELMALEK ESSAADI DE TETOUAN
UNI.AQ	UNIVERSITE AL QUARAOUJYINE DE FES
UNI.CA	UNIVERSITE CADI AYAD DE MARRAKECH
UNI.CD	UNIVERSITE CHOUAIB DOUKKALI D'EL JADIDA
UNI.HI	UNIVERSITE HASSAN I DE SETTAT
UNI.HII/AI	UNIVERSITE HASSAN II DE AIN CHOCK
UNI.HII/MO	UNIVERSITE HASSAN II DE MOHAMMEDIA
UNI.IT	UNIVERSITE IBN TOFAIL DE KENITRA
UNI.IZ	UNIVERSITE IBNOU ZOHR D'AGADIR
UNI.MI	UNIVERSITE MOHAMED I D'OJJDA
UNI.MIS	UNIVERSITE MOULAY ISMAIL DE MEKNES
UNI.MVA	UNIVERSITE MOHAMED V DE RABAT AGDAL
UNI.MVS	UNIVERSITE MOHAMED V DE RABAT SOUISSI
UNI.SMBA	UNIVERSITE SIDI MOHAMED BEN ABDALLAH DE FES

**LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT
CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2009**

CONTROLE D'ACCOMPAGNEMENT (26)

Sigle	Raison sociale	Actionnaire Principal
BAM	BARID AL MAGHRIB	Etablissement Public
BIOPHARMA	SOCIETE DE PRODUCTIONS BIOLOGIQUES ET PHARMACEUTIQUES VETERINAIRES	Trésor
CCG	CAISSE CENTRALE DE GARANTIE	Etablissement Public
CDM	CHARBONNAGES DU MAROC	ONHYM
CDVM	CONSEIL DEONTOLOGIQUE DES VALEURS MOBILIERES	Etablissement Public
COMAPRA	COMPAGNIE MAROCAINE DE COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES	Trésor
HAO	HOLDING D'AMENAGEMENT AL OMRANE	Trésor
JZN	JARDIN ZOOLOGIQUE NATIONAL SA	Trésor
MARCHICA MED	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA LAGUNE DE MARCHICA MED	Trésor
MJS	MAROCAINE DES JEUX ET DES SPORTS	Trésor
ONCF	OFFICE NATIONAL DES CHEMINS DE FER	Etablissement Public
ONE	OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE	Etablissement Public
ONEP	OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE	Etablissement Public
SAR	SOCIETE D'AMENAGEMENT RYAD	Trésor
SEFERIF	SOCIETE D'EXPLOITATION DES MINES DU RIF	ONHYM
SGLN	SOCIETE DE GESTION DE LA LOTERIE NATIONALE	CDG
SMIT	SOCIETE MAROCAINE D'INGÉNIERIE TOURISTIQUE	Trésor
SNDE	SOCIETE NATIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE	Trésor
SNRT	SOCIETE NATIONALE DE RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION	Trésor
SNTL	SOCIETE NATIONALE DES TRANSPORTS ET DE LA LOGISTIQUE	Trésor
SODEA	SOCIETE DE DEVELOPPEMET AGRICOLE	Trésor
SODEP	SOCIETE D'EXPLOITATION DES PORTS	Trésor
SOGETA	SOCIETE DE GESTION DE TERRES AGRICOLES	Trésor
SONACOS	SOCIETE NATIONALE DE COMMERCIALISATION DE SEMENCES	Trésor
SONARGES	SOCIETE NATIONALE DE LA GESTION DES STADES	Trésor
TELECART	SOCIETE DE TELEDECTION, DE CARTOGRAPHIE ET DE TOPOGRAPHIE	Trésor

**LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT
CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2009**

CONTROLE CONVENTIONNEL (27)

Sigle	Raison sociale
ADER	AGENCE DE DEDENSIFICATION ET DE REHABILITATION DE LA MEDINA DE FES
ADM	SOCIETE NATIONALE DES AUTOROUTES DU MAROC
ATALAYOUN GR	ATALAYOUN GOLF RESORT
BAB ALBAHR	SOCIETE BAB AL BAHR
CASA AMENAGEMENT	CASABLANCA AMENAGEMENT
CASA TRANSPORTS	CASABLANCA TRANSPORTS SA
IDMAJ SAKAN	SOCIETE IDMAJ SAKAN
OCP S.A.	OCP S.A.
RAM	COMPAGNIE NATIONALE "ROYAL AIR MAROC"
SAO AGADIR	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AGADIR
SAO AL BOUGHAZ	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL BOUGHAZ
SAO AL JANOUB	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE AL JANOUB
SAO BENI MELLAL	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE BENI MELLAL
SAO CASA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE CASABLANCA
SAO FES	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE FES
SAO LAKHIYATA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE SAHEL LAKHIYATA
SAO MARAKECH	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE MARRAKECH
SAO MEKNES	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE MEKNES
SAO MELLOUSSA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE MELLOUSSA
SAO OUJDA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE OUJDA
SAO RABAT	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE RABAT
SAO TAMANSOURT	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMANSOURT
SAO TAMESNA	SOCIETE D'AMENAGEMENT AL OMRANE TAMESNA
SOREAD	SOCIETE D'ETUDES ET DES REALISATIONS AUDIOVISUELLES-2M
SOREC	SOCIETE ROYALE D'ENCOURAGEMENT DU CHEVAL
SOSIPO	SOCIETE DES SILOS PORTUAIRES
STR	SOCIETE DU TRAMWAY DE RABAT-SALE

**LISTE DES ENTREPRISES PUBLIQUES SOUMISES AU CONTROLE FINANCIER DE L'ETAT
CLASSEES PAR TYPE DE CONTROLE A FIN SEPTEMBRE 2009**

CONTROLE SPECIFIQUE (09)

Sigle	Raison sociale
ADS	AGENCE DE DEVELOPEMENT SOCIAL
ALEM	AGENCE DE LOGEMENTS ET D'EQUIPEMENTS MILITAIRES
ANPME	AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DE LA PETITE ET MOYENNE ENTREPRISE
ANRT	AGENCE NATIONALE DE REGLEMENTATION DES TELECOMMUNICATIONS
APDN	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT DES PREFECTURES ET PROVINCES DU NORD
APDS	AGENCE POUR LA PROMOTION ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DES PROVINCES DU SUD
FDSHII	FONDS HASSAN II POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL
FONDATION MVI	FONDATION MOHAMMED VI POUR LA PROMOTION DES OEUVRES SOCIALES DE L'EDUCATION-FORMATION
IRCAM	INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE